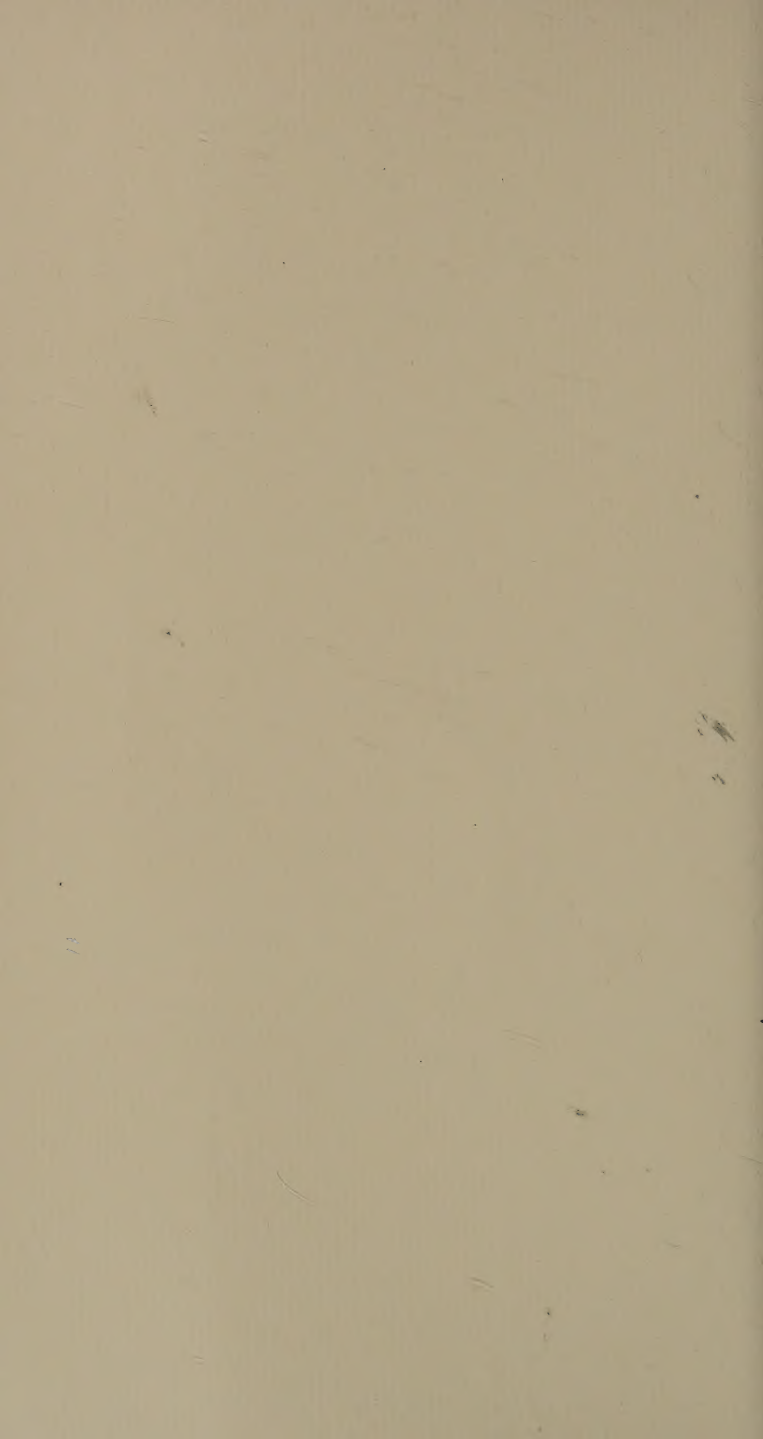


Alexandra Kollontai

**La révolution,
le féminisme,
l'amour et
la liberté**

*Textes choisis et présentés
par Patricia Latour*







Dans la PETITE COLLECTION ROUGE

Le capital de Marx, son apport, son dépassement, Paul Boccara

Science et religion, Marcel Cachin

L'Histoire m'acquittera, Fidel Castro

L'origine de la famille, Frederick Engels

Textes choisis, Antonio Gramsci

Le Procès de la colonisation française, Hô Chi Minh

Le Droit à la paresse, Paul Lafargue

La Révolution en chantant, choisi et présenté par Patricia Latour

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,
Vladimir Ilitch Lénine

Lettres et textes choisis, Rosa Luxemburg

La Commune de Paris, Karl Marx

Lettres d'Alger et de la Côte d'Azur, Karl Marx

Salaires, prix et profits, Karl Marx

Le Manifeste du parti communiste, Karl Marx & Friedrich Engels

Jaurès, la passion du journaliste, Charles Silvestre

© LE TEMPS DES CERISES, éditeurs, 2017

77, boulevard Chanzy

93100 Montreuil


www.letempsdescerises.net

Alexandra Kollontai

La révolution,
le féminisme,
l'amour et la liberté



Textes choisis et présentés par Patricia Latour

LE TEMPS DES CERISES 

Alexander Kolonitski

La révolution

le féminisme

l'amour et la liberté

Textes choisis et présentés par Patricia L'abou

LA TEMPS DES CHAÎNES

PRÉFACE

« Ces mots étaient pour elle un alcool véritable. Ce n'était pas un rêve, il y avait là une femme qui parlait en leur nom ». Aragon se fait l'écho, dans les *Cloches de Bâle*, par la bouche de son personnage Catherine qui assiste à l'enterrement des époux Lafargue, de la fascination qu'exerçait Alexandra Kollontaï sur son auditoire. Belle, élégante, bonne oratrice et en plusieurs langues (russe, finnois, français, allemand, anglais), cultivée, elle est tout le contraire du stéréotype de la révolutionnaire que d'aucuns s'imaginent mal fagotée, laide et bre-douillante. En ce jour du 3 décembre 1911, jute après l'intervention de Lénine, sur la tombe de Laura (fille de Marx) et Paul Lafargue, Alexandra improvise un hommage sensible à ceux avec qui elle s'était liée d'amitié depuis plusieurs années et particulièrement à Laura que Lénine ne cite pas dans son intervention.

Admirée et adulée en même temps que vilipendée et calomniée, elle ne cessera de défendre ses idées, celles auxquelles elle croit vraiment, parfois loin des doctrines développées par les dirigeants ou les appareils. Sa vie mouvementée qui lui fera parcourir l'Europe, elle la choisit, comme elle choisit ses amours. Elle a toujours tenté de concilier ses

convictions révolutionnaires d'émancipation et sa vie personnelle, de vivre en adéquation avec ses idées. Alexandra Kollontaï est une femme libre et révolutionnaire. Ce qui n'est pas si facile au début du siècle dernier.

L'avocat français, socialiste, puis communiste, Jacques Sadoul qui la rencontre en 1917 en fait un portrait élogieux : « Je passe deux heures avec Alexandra Kollontaï, chez elle. Le ministre de la Santé Publique est vêtue d'une élégante gaine de velours sombre, drapée à l'antique, qui moule agréablement les formes harmonieuses d'un corps long et souple visiblement libre de toutes entraves. Visage régulier, traits fins, cheveux légers et flous, yeux bleus, profonds et doux, Kollontaï est une fort jolie femme de 40 ans à peine. Penser d'un ministre qu'elle est jolie, c'est étrange et je note cette sensation que jamais encore aucune audience ministérielle ne m'avait fait éprouver. Nos ministres ont évidemment d'autres charmes. Il y aurait un essai à composer sur les conséquences politiques de l'accès de jolies femmes au pouvoir. Intelligente, cultivée, très éloquente, accoutumée aux succès grisants de la tribune populaire, la Vierge rouge, d'ailleurs mère de famille, reste très simple, très femme du monde, peut-être. Elle est pour moi déjà une bonne camarade. Mais installée chez elle, dans un cabinet de travail modeste, et décoré avec goût, cette bolchevik qui milite à l'extrême gauche du bolchevisme, me semble disposée à toutes les concessions. Je la retrouverai tout à l'heure à Smolny, au quartier général de l'insurrection, dans son costume fatigué, classique, de militante, plus virile et moins séduisante ».

Alexandra Kollontaï naît le 19 mars 1872 à Saint-Petersbourg. Fille du général ukrainien de l'armée tsariste Mikhaïl Domoutovitch et d'Alexandra Mravinskaïa, issue d'une famille de propriétaires terriens finnois enrichie par le commerce du bois, Alexandra, Choura pour la famille, grandit dans une famille de l'aristocratie aisée. Dans ses *Mémoires*, écrites après 1945, elle donne un autre caractère à sa naissance : « Lorsque mon apparition s'inscrit dans le projet familial, de Paris parvint la nouvelle de la défaite de la Commune et de l'exécution des communards. Louise Michel prêche aux masses le nouvel évangile – le communisme. Marx et Engels rompent des lances avec Bakounine et ses amis anarchistes, ils essaient d'empêcher la désagrégation de la 1^{re} Internationale ouvrière. Karl Kautsky est étudiant à Vienne. L'étoile de Bismark est encore au zénith. Wilhelm Liebknecht rassemble les forces ouvrières en Allemagne, et Karl Liebknecht n'est pas encore conçu ».

Elle se passionne très jeune pour les idées nouvelles. Ses parents l'envoient à Paris en 1892 pour l'éloigner de celui dont elle est amoureuse et qui ne leur semble pas un bon parti. Peine perdue ! Non seulement elle épouse malgré sa famille, cette année-là, l'ingénieur Vladimir Kollontaï (dont elle gardera le nom toute sa vie, à défaut de garder le mari), mais elle découvre la presse parisienne, l'existence des syndicats, les noms d'Auguste Bebel, de Clara Zetkin ou de Karl Liebknecht. Elle lit Fourier, Saint-Simon et *Le Manifeste communiste* de Karl Marx et de Friedrich Engels. Esprit rebelle, elle se réjouit que ces idées révolutionnaires soient si mal venues en Russie et rêve de devenir écrivaine.

Choura et Vladimir ont un fils, Mikhaïl, un an après leur mariage, mais le poids de « femme au foyer » pèse trop lourd à Alexandra. Elle étouffe. Elle prend un amant, collègue de son mari, qui vit sous le même toit que le couple. Elle finit par quitter son mari, en avril 1898. Tout juste si elle supporte son amant Alexandre Satkevitch, surnommé Bonhomme, qu'elle reverra longtemps et par intermittence.

Le 13 août, elle part en laissant son fils à ses parents. Son périple la mène d'abord à Zurich en Suisse, puis en Italie près de Gênes, sur conseils médicaux, pour soigner sa dépression. Elle travaille à la rédaction d'articles sur la Finlande qu'elle connaît bien du fait de ses ascendances finnoises et un premier article est publié dans la grande revue russe *Obrazovanie* (« instruction »).

Elle se rend ensuite à Berlin, dans une clinique neurologique et rentre, toujours sur le conseil des médecins, en Russie en 1899. Tirillée entre son mari et son amant, elle fuit une nouvelle fois vers la Suisse quelques mois après. Elle publie à nouveau dans des revues des articles documentés sur la Finlande, son mouvement ouvrier, son économie. Elle se fait assez vite une réputation de spécialiste de ce pays.

À Zurich, elle se lie à Rosa Luxemburg déjà connue à cette époque. Cette rencontre renforce la conviction d'Alexandra qu'elle est faite pour lutter et se battre pour une société plus juste. Elle part pour Londres, puis rentre à Saint-Petersbourg. Elle retrouve le Bonhomme, devenu colonel. Le mariage est impossible ; elle rêve de voyager, lui est attaché à son service en Russie. Elle prétexte

la reprise de ses études pour repartir en Suisse. Elle rencontre Georgui Plekhanov qui l'initie au marxisme, fréquente la communauté des immigrants russes.

Rosa Luxemburg lui présente Karl Kautsky. À Paris, Laura et Paul Lafargue l'accueillent. La mort de sa mère puis celle de son père la contraignent à revenir à Saint-Petersbourg. La gestion de l'important héritage est laissée au Bonhomme pendant qu'Alexandra reprend ses pérégrinations et passe l'été 1903 sur la Côte d'Azur avec son fils.

Elle se passionne pour la cause des femmes. Elle a déjà publié trois livres : *La Vie des ouvriers finlandais* (1903), *De la lutte des classes* (1905) et *La Finlande et le socialisme* (1906). Ses articles sur « Le rôle des féministes et des femmes prolétaires dans le mouvement pour l'émancipation des femmes » et « Le problème de la morale sous son aspect positif » sont remarqués. Elle est reconnue comme l'une des spécialistes du socialisme et du mouvement ouvrier.

Le 9 janvier 1905, elle est de ceux qui manifestent et marchent sur le Palais d'Hiver à Moscou. Bouleversée par la répression féroce du « dimanche rouge », elle prend, par la suite, la parole à différentes réunions ouvrières révélant un talent d'oratrice qu'elle ne se connaissait pas encore. La même année, elle fait la connaissance de Lénine. Elle rencontre également Piotr Maslov, rédacteur de la *Moskovskaïa Gazeta* (*Journal de Moscou*), journal de la social-démocratie russe. Cet économiste proche des Menchéviks est vigoureusement combattu par Lénine. Alexandra en tombe amoureuse et reprend ses voyages à l'étranger pour

rester près de lui en se cachant de sa femme. Elle rejoint de fait le courant Menchevik du parti social-démocrate russe.

Elle participe au congrès de la social-démocratie allemande en 1906, représente les ouvrières de Saint-Pétersbourg au VII^e Congrès de la II^e Internationale à Stuttgart. Elle fréquente Karl Liebknecht, Clara Zetkin, August Bebel, Lénine, Trotsky, Lounatcharski qui écrira d'elle à sa femme : « Parmi les invités, la Kollontaï, parée comme une châsse ». Son élégance fut souvent motif à raillerie de la part de ses camarades comme de celle de ses ennemis.

Elle est poursuivie par la justice, en Russie, pour ses écrits sur la Finlande. L'écrivain Maxime Gorki organise une collecte pour payer, le cas échéant, sa caution de libération et récolte 3 000 roubles. Finalement, elle parvient à fuir à la veille du premier congrès des femmes de Russie (décembre 1908) non sans avoir donnée son intervention qui y sera lue. « Je fus une des premières socialistes russes à poser les fondements d'une organisation de femmes ouvrières organisant des meetings spéciaux à leur intention, etc. À partir de 1906, je défendis l'idée que l'organisation des ouvrières ne devait pas être autonome, mais qu'il devait exister dans le parti un bureau spécial ou une commission pour défendre et représenter leurs intérêts » affirme-t-elle dans ses *Mémoires*.

Elle déclare quelques jours après, dans une conférence sur « La travailleuse dans la société contemporaine » : « La question des femmes, selon les féministes, est une question de "droits et de justice". Selon les femmes prolétaires, la question des

femmes est une question "bout de pain pour manger". Le réveil de la femme, et le développement de ses besoins et revendications spécifiques ne viendra qu'au fur et à mesure qu'elle rejoint l'armée de la population salariée libre. Il n'y a pas de question « femmes » indépendante ; la question des femmes a surgi comme un élément intégré dans le problème social de notre époque. La libération de la femme, en tant que membre de la société, travailleuse, individu, épouse et mère, est donc possible uniquement en même temps que la solution de la question sociale générale, et avec la transformation fondamentale de l'ordre social actuel. »

Elle restera absente de Russie jusqu'en 1917. Durant ces années, elle voyage beaucoup, elle écrit, publie dans des revues, participe à des réunions, tient des conférences et milite activement. Dans ses *Mémoires*, elle précise : « Je travaillais avec les bolchéviks jusqu'en 1906. Je m'en séparerai lorsque surgirent la question de la participation des ouvriers à la première Douma et la question du rôle du syndicat. De 1906 à 1915, je fis partie de la fraction menchevique et, depuis cette date, je suis membre du parti communiste bolchevik. En 1908, je m'enfuis de Russie car j'étais inculpée dans deux procès, l'un pour l'organisation des ouvrières du textile, l'autre pour l'appel à l'insurrection que je fis dans la brochure *La Finlande et le socialisme*. Je vécus dans l'émigration politique de la fin de 1908 jusqu'en 1917, c'est-à-dire jusqu'à la première révolution bourgeoise. À l'étranger, j'adhérai immédiatement au parti allemand, puis au parti belge, etc. Je militai en qualité « d'agitateur », d'écrivain, de propagandiste, en Allemagne, en

France, en Angleterre, en Suisse, en Belgique, en Italie, au Danemark, en Norvège et aux États-Unis (1915-1916). Je fus arrêté en Allemagne pendant la guerre, expulsée en Suède et arrêtée de nouveau pour propagande antimilitariste. »

Elle poursuit : « Revenue en Russie en 1917, je fus la première femme à être élue au comité exécutif du Soviet de Petrograd et ensuite membre du comité exécutif panrusse. Avant la révolution bolchevique, je fus arrêtée avec d'autres leaders bolcheviks par le gouvernement de Kerenski. Je fus libérée peu avant la Révolution bolchevique d'Octobre, à la requête du Soviet de Petrograd ». Kollontaï soutient les thèses de Lénine contre le gouvernement de Kérenski qui défendent notamment l'idée que les Soviets sont l'embryon du gouvernement révolutionnaire. Elle fait sienne la fameuse devise « Tout le pouvoir aux Soviets ».

Arrivée en Russie, elle est débordée : « Comme je l'ai dit au préalable, je faisais partie des Bolcheviks. Immédiatement, dès les premiers jours, je trouvais un énorme amoncellement de travail qui m'attendait. Une fois de plus mon but était d'engager une lutte contre la guerre, contre la coalition avec la bourgeoisie libérale et pour le pouvoir de conseils ouvriers : les Soviets. Conséquence logique de cette situation : la presse bourgeoise me stigmatisa comme une Bolchevik en jupons, complètement folle. À cette époque j'étais très populaire dans les milieux ouvriers, ceux des soldats, des ouvrières et des femmes soldats, et en même temps haïe et attaquée avec acrimonie par la presse bourgeoise. J'étais cependant accablée par le nombre des affaires courantes, au point qu'il me restait très peu de temps

libre pour lire les attaques et les calomnies qu'on écrivait contre moi. La haine à mon égard, sous prétexte que j'avais été dans le pays du Kaiser allemand afin d'affaiblir le front russe, croissait chez ceux qui n'étaient pas pour les Soviets dans des proportions monstrueuses. »

Membre du premier gouvernement de Lénine, elle devient la première femme ministre au monde et impulse des lois pour un nouveau statut des femmes. Elle raconte : « Je fus commissaire du peuple à l'Assistance publique dans le premier cabinet du gouvernement bolchevique révolutionnaire. Dès mon retour en Russie, je m'occupais de l'organisation des ouvrières. À partir de 1920, je fus responsable du secteur féminin du Parti pour l'organisation des ouvrières. Comme commissaire du peuple à la Sécurité sociale, je promulguais des décrets pour la protection et la sécurité de la maternité et de l'enfance ». Elle veut séparer « la cuisine du mariage » et développer la restauration collective, les entreprises ménagères, les blanchisseries... Tout ce qui peut alléger le travail ménager des femmes. Un office central pour la protection de la maternité et de l'enfance se met en place en janvier 1918. Un congé maternité de seize semaines est institué. On ouvre des maternités, des dispensaires, des crèches. La maternité et l'éducation deviennent dès lors une affaire d'État. Les femmes obtiennent le droit de voter et d'être élues, le droit au divorce par consentement mutuel, l'accès à l'éducation, un salaire égal à celui des hommes, l'égalité de reconnaissance entre enfants naturels et légitimes, le droit à l'avortement (1920, remis en cause en 1936 par Staline).

Elle raconte cette période mouvementée et les acquis de son action : « Les réalisations les plus importantes de notre commissariat du peuple (ministère des Affaires sociales) dans les premiers mois après la Révolution d'Octobre furent les suivants : décrets pour améliorer la situation des invalides de guerre, pour abolir l'instruction religieuse dans les écoles de jeunes filles qui dépendaient du ministère (ceci se passait encore avant la séparation générale de l'Église et de l'État), décrets pour faire passer les prêtres au service civil, pour faire adopter le droit à l'auto-administration des élèves dans les écoles de filles, pour réorganiser les orphelinats les plus anciens en des maisons d'enfants du gouvernement, décrets pour créer les premiers foyers pour nécessiteux et gamins des rues, décrets pour réunir un comité composé de docteurs qu'on allait charger de mettre sur pied un système de santé public et gratuit pour le pays tout entier. À mon avis, la réalisation la plus importante du ministère du peuple fut la fondation légale d'un office central pour l'aide à la maternité et à l'enfance. Je signai le projet de loi concernant cet office central en janvier 1918. Un second décret suivit par lequel on transformait toutes les maternités en maisons gratuites pour dispenser des soins aux mères et aux nourrissons. Il fallait jeter des bases pour la création d'un vaste complexe gouvernemental pour la protection des mères ».

En 1918, au premier congrès des femmes travailleuses et paysannes russes qu'elle organise elle intervient sur le thème « la famille et le socialisme ».

En même temps l'un des premiers impératifs du gouvernement bolchevique est de mettre fin à

la guerre contre l'Allemagne. Mais cette question divise le Comité central du parti bolchevique. Lénine défend l'idée de la signature d'un accord de paix. Alexandra Kollontaï soutient l'autre position : mener une guerre révolutionnaire offensive et provoquer la révolution dans d'autres pays. Cette dernière tendance fut appelée « communiste de gauche » ou « gauche communiste ». Cette prise de position amène Alexandra Kollontaï, au printemps 1918, à quitter son poste au Comité central comme celui de Commissaire du peuple.

En 1919, elle devient Commissaire à la propagande dans le gouvernement révolutionnaire d'Ukraine et présidente de la commission de la femme au Comité central du Parti. En 1921, elle assure la direction du secrétariat international des femmes de l'Internationale communiste (Komintern).

Quelques mois plus tard, avec celui dont elle a partagé une partie de sa vie, Alexandre Chliapnikov, elle fonde « l'opposition ouvrière », une tendance de gauche au sein du Parti bolchevique. Elle écrit la brochure de ce courant qui défend des positions cruciales du débat de l'époque : l'importance des syndicats et de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire, le refus de la Nouvelle politique économique mise en place par Lénine pour relancer l'économie soviétique (la NEP), la lutte contre la bureaucratie et pour la démocratie.

En 1921, au X^e Congrès du parti bolchevique, si l'opposition ouvrière peut s'exprimer, elle est attaquée de manière très virulente. La motion, votée à la majorité, décrète : « Le congrès déclare dissous et ordonne de dissoudre immédiatement tous les

groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme (groupes de l'« Opposition Ouvrière », du « Centralisme démocratique », etc.). La non-exécution de cette décision du congrès doit entraîner sans faute l'exclusion immédiate du parti ». Le droit de tendance est désormais interdit.

Après la publication d'une lettre signée de vingt-deux noms soutenant l'Opposition ouvrière, une commission internationale est nommée à l'occasion de la conférence de l'Internationale qui se tient à Moscou, du 21 février au 4 mars 1922. Zinoviev, Clara Zetkin et Marcel Cachin y siègent notamment. Après avoir longuement entendu Alexandra Kollontaï et Alexandre Chliapnikov, la commission vote à l'unanimité le rapport Kreibich qui affirme que cette tendance : « qui brise la discipline et l'unité du Parti russe trahit les intérêts du Parti et l'Internationale communiste ». La conférence adopte à l'unanimité la résolution : « La nouvelle politique économique, avec ses concessions inévitables au capitalisme, aux petits et moyens paysans, renferme un danger d'augmentation de l'influence petite-bourgeoise, dans le Parti comme dans les organes gouvernementaux. Les explications fournies à la Commission par les représentants du groupe de « l'opposition ouvrière », conduit par Chliapnikov et Kollontaï, ainsi que par ceux du Comité Central du PCR., ont montré que le centre dirigeant du PCR. s'est toujours rendu compte de ces dangers ainsi que de ceux de la bureaucratie, qu'il les a combattus avec décision et continue à les combattre dans des conditions objectives d'une difficulté inouïe [...] L'attitude des camarades plaignants, loin d'aider

le Parti à combattre les irrégularités résultant des circonstances, loin de le renforcer, lui a enlevé des forces précieuses et a fourni en même temps aux ennemis du communisme, à ceux « de gauche » comme aux mencheviks et même aux pires contre-révolutionnaires, une arme contre le Parti et contre la dictature du prolétariat. [...] En conséquence, l'assemblée plénière du Comité Exécutif ne peut reconnaître fondées les plaintes des vingt-deux camarades. Elle souligne que, par leur conduite, ces camarades ont manifestement enfreint les décisions du X^e Congrès du PCR sur l'unité du parti et la tendance syndicaliste libertaire. Le CE avertit ces camarades que la prolongation de la campagne engagée les mettra fatalement en contradiction avec le PCR, son programme et l'intérêt du prolétariat de Russie et les placera ainsi hors des rangs de la III^e Internationale ».

L'opposition ouvrière se dissout. Alexandra Kollontaï ne prendra plus désormais de position politique et refusera tous les appels du pied allant dans ce sens.

Les aléas de la révolution n'entameront pourtant pas son goût pour l'aventure et l'amour. En 1918, ses amours avec Pavel Dybenko, dirigeant révolutionnaire des marins de la Baltique, commissaire aux affaires navales depuis la Révolution d'Octobre, fait grand bruit. Il est de dix-sept ans son cadet. Arrêté à la veille du IV^e Congrès des Soviets en mars 1918, elle le sauve en le demandant en mariage. Elle l'épouse civilement et Dybenko est libéré « sous caution de sa femme légitime ». Ils s'enfuient et finissent par revenir à Moscou, fin avril, après que Lénine a garanti

qu'aucune détention n'était envisagée. Après le procès, Dybenko acquitté s'empresse de rejoindre ses amis marins de la Baltique. Alexandra accepte alors de faire une tournée de propagande sur la Volga. Des milliers de personnes viennent écouter celle qui est présentée sous le slogan : « Un commissaire du peuple rend compte au peuple ». Elle entame également des missions de propagande dans les régions du textile, puis reprend la plume pour défendre ses idées sur la famille, le mariage, l'éducation. Ses articles sont publiés dans la *Pravda* et les *Izvestia* notamment. Elle y affirme : « Le mariage est révolutionnarisé. La famille cesse d'être une nécessité. Elle est inutile à l'État, parce que, détournant les femmes d'un travail utile à la société, elle n'est pas plus utile aux membres de la famille dans la mesure où l'État se charge progressivement de l'éducation des enfants ». Elle prend la parole à des nombreux rassemblements défendant la liberté de l'amour, signe du rejet total des entraves de la morale bourgeoise. Son mariage avec Pavel Dybenko durera jusqu'en 1923.

En 1922, elle entame une carrière de diplomate qui l'éloigne (ou sans doute vise à l'éloigner) des problèmes politiques de son pays. Durant l'été, elle reçoit un télégramme de Staline : « Nous vous nommons à un poste important à l'étranger. Rentrez immédiatement à Moscou ». Elle accepte de représenter la Russie soviétique en Norvège, même si alors son rôle n'est pas très précis. En 1923, elle est nommée ministre plénipotentiaire en Norvège, devenant ainsi la première ambassadrice au monde. Après un bref séjour au Mexique en 1926, elle revient en Norvège et y restera jusqu'en

1930. Le 30 octobre 1930, elle est nommée en Suède où elle a fait de la prison seize ans plus tôt et où elle est toujours interdite de séjour. Elle assume avec brio ces nouvelles responsabilités. Sa maîtrise de cinq langues est un véritable atout. Elle joue notamment un grand rôle dans la signature du traité de Moscou qui scelle la paix entre l'URSS et la Finlande le 12 mars 1940. De 1935 à 1939, elle est membre de la délégation soviétique à la Ligue des Nations, à Genève. Son action diplomatique se termine en 1945 alors qu'elle est, à 73 ans, la doyenne du corps diplomatique en Suède.

Elle espère que son travail diplomatique lui laissera du temps pour écrire. Cela ne semble pas le cas. Au commencement de sa nouvelle carrière, elle publie pourtant deux articles sur la liberté sexuelle dans *Molodaïa Gvardia* (*Jeune garde*), début 1923, qui sont violemment critiqués à l'époque. Ils conservent aujourd'hui leur nouveauté et leur force. Ces articles sont écrits sous forme de lettres aux jeunes travailleurs. Le premier analyse la poésie de la poétesse Anna Ahmatova, égérie des acméistes (mouvement poétique russe qui aspire à l'unité indivisible de la Terre et de l'homme), surnommée la « reine de la Neva » ou « l'Âme de l'Âge d'Argent ». Pour Kollontaï, sa poésie illustre l'incapacité des hommes à reconnaître l'individualité de la femme et les difficultés, pour la femme, de combiner amour et création. L'« Oiseau blanc » du poète représente le sentiment naissant chez la femme de sa propre personnalité et le « Dragon » le contenu dépersonnalisant distillé par l'idéologie bourgeoise. Et de conclure que seule la culture prolétarienne pourra permettre que disparaisse

la lutte des sexes. La deuxième lettre (reproduite dans ce livre) touche aux problèmes de l'amour. Pour Alexandra le temps est venu d'une révolution dans les sentiments et les conceptions de l'amour. Si la révolution avait mis en berne les sentiments, Éros a maintenant retrouvé ses ailes. Elle fait dans cet article un tour d'horizon historique des conceptions amoureuses et définit les contours d'un nouvel amour-camaraderie ; avec la fin de la propriété privée, l'amour se libérera du caractère exclusif qu'il a pris jusqu'alors.

Alexandra Kollontaï est alors vigoureusement attaquée dans la presse communiste. Elle aurait des préoccupations anti-marxistes et ne serait qu'une « intellectuelle petite bourgeoise ». On va jusqu'à laisser entendre qu'elle serait devenue une ennemie du parti. On la traite de « débauchée », de « scandaleuse », d'« immorale ». Des articles dévoyant sa pensée paraissent avec la signature AK. Elle finit par obtenir un rendez-vous avec Staline et finalement, la campagne se calme.

Elle publiera, également en 1923, ses œuvres littéraires, *La Femme à un tournant décisif* et *L'Amour des abeilles-ouvrières* dans lesquels elle tente de faire vivre à ses personnages ses conceptions de la morale et de l'amour et de représenter le type de femme qu'elle imaginait dans la société communiste. Ces ouvrages provoqueront eux-aussi des réactions violentes et scandalisées. En 1936 encore, lors des discussions sur le nouveau Code de la famille, un des orateurs citera sa nouvelle *L'Amour de trois générations* pour illustrer « la débauche petite-bourgeoise » des années vingt. En 1923 toujours, elle sort son livre sur la question

féminine *La situation de la femme dans l'évolution économique* et un cycle d'articles sur les problèmes de la morale communiste. En 1927, elle publie un roman, *Le Grand amour*, sans doute inspiré de la liaison de Lénine et d'Inessa Armand, livre dont la presse soviétique ne parle pas.

Elle ne publiera quasiment plus rien par la suite, ses occupations diplomatiques lui prenant beaucoup de temps. Elle ne participera à aucun débat politique de son pays. Il peut sembler curieux et étonnant qu'elle ait gardé le silence pendant toute la période stalinienne. Lorsqu'elle rédige ses *Mémoires* après 1945, elle ne fait aucune référence à l'Opposition ouvrière ou à ses conceptions de l'amour libre, elle qui ne manqua pourtant pas de courage pour défendre ses convictions jusque devant l'Internationale communiste. Elle est des rares opposants de gauche de la Révolution d'Octobre à échapper aux purges staliniennes. Elle ne proteste pas quand l'avortement est remis en cause par Staline. Sur ce sujet, elle semble se confier pudiquement, à deux reprises, à Marcel Body, Français engagé dans la révolution russe et qui devient diplomate en Norvège, aux côtés d'Alexandra. Elle n'en dira jamais plus : « Comment lutter, comment se défendre contre l'injure ? Et ils disposent de tant de moyens pour la répandre » (1925), « On ne peut aller contre l'appareil. Pour ma part, j'ai mis dans un coin de ma conscience mes principes et je fais aussi bien que possible la politique qu'on me dicte » (1929).

Alexandra Kollontaï s'éteint à Moscou le 9 mars 1952 à 80 ans.

Ce choix de textes a l'objectif de montrer la diversité des sujets abordés par Alexandra Kollontai et d'embrasser les multiples facettes de cette femme au destin exceptionnel. Elle s'est intéressée à tous les problèmes politiques de son époque en révolutionnaire aguerrie : l'économie, la démocratie, la place de la classe ouvrière dans la révolution, la nécessité de mener parallèlement révolution politique et révolution « de la vie quotidienne et des habitudes », la lutte contre l'oppression des femmes et la place qui leur revient dans la société communiste, la construction d'une nouvelle morale et d'une nouvelle relation entre les sexes.

Décriée et adulée dans son temps, son élégance légendaire se retrouve dans sa pensée et son écriture. Alors lisons-la.

Patricia Latour

LA RÉVOLUTION

BUT ET VALEUR DE MA VIE

Dans son autobiographie, But et valeur de ma vie (texte publié en 1926, en Allemagne sous le titre Ziel und Wert meines Lebens), Alexandra Kollontai, raconte sa vision des Révolutions en Russie, celle de février et celle d'Octobre 1917.

[...] J'étais déjà en Norvège depuis plusieurs semaines lorsque le peuple russe se souleva contre l'absolutisme et renversa le tsar. Tous nos amis politiques baignaient dans l'allégresse. Mais je ne me faisais pas d'illusions car je savais que la chute du tsar n'était que le début d'événements bien plus importants et de luttes sociales difficiles. Aussitôt que l'amnistie politique fut déclarée par la nouvelle république, je me hâtais de retourner en Russie en mars 1917. Je fus l'une des premières émigrées politiques qui avait la chance de revenir sur la terre libérée. Torneo, une petite ville frontière au

nord des frontières suédoises et finlandaises par laquelle je devais passer était encore en proie à un terrible hiver. Un traîneau me fit traverser le fleuve qui marque la frontière. Sur le sol russe se tenait un soldat. Un brillant ruban rouge flottait sur sa poitrine.

— Vos papiers, s'il vous plaît, citoyenne !

— Je n'en ai pas, je suis réfugiée politique.

— Votre nom ?

Je dis mon nom. Un jeune officier fut appelé. Lui aussi portait un ruban rouge sur la poitrine. Son visage souriait. Oui, mon nom était sur la liste des réfugiés politiques qui étaient admis à rentrer libres dans le pays sur l'ordre du Soviet des travailleurs et des soldats. Le jeune officier m'aida à descendre du traîneau et me baisa la main presque avec vénération. Je me tenais sur le sol républicain de la Russie libérée. Quatre mois plus tard, sur l'ordre du gouvernement de Kerensky (le gouvernement provisoire), ce même charmant jeune officier me mettait aux arrêts comme bolchevik dangereuse au poste frontière de Torneo. Telle est l'ironie de la vie.

LES ANNÉES DE LA RÉVOLUTION

La marée des événements qui ont suivi fut si forte que jusqu'à ce jour, je ne savais vraiment pas ce que j'allais décrire, et sur quoi j'allais mettre l'accent. Qu'avais-je accompli, désiré, mené à bout ? Dans une époque pareille, peut-on parler de volonté complètement individuelle ? N'était-ce pas seulement l'orage tout-puissant de la Révolution,

le commandement des masses actives, sorties de la torpeur qui déterminait notre volonté et notre action ? Y avait-il un seul être humain qui ne serait pas plié à la volonté générale ? Il y avait seulement des masses de gens, liés ensemble dans une volonté bipartite qui opéraient soit pour, soit contre la révolution, soit pour, soit contre la fin de la guerre et qui se situaient pour ou contre le pouvoir des Soviets. En regardant en arrière, on ne distingue qu'une vaste opération, une lutte et une action des masses. En réalité, il n'y avait pas de héros ou de leader. C'était le peuple, le peuple qui travaille, en uniforme de soldat ou en tenue civile, qui contrôlait la situation et inscrivait sa volonté indélébile dans l'histoire du pays et de l'humanité. C'était par un été étouffant, l'été décisif de la marée révolutionnaire de 1917 ! D'abord la tourmente sociale ne fit rage que dans les campagnes ; les paysans mettaient le feu aux « nids des nobles ». Dans les villes, la lutte qui faisait rage se partageait entre les partisans de la Russie républicaine et bourgeoise et les aspirations socialistes des bolcheviks. Comme je l'ai dit au préalable, je faisais partie des bolcheviks. Immédiatement, dès les premiers jours, je trouvai un énorme amoncellement de travail qui m'attendait. Une fois de plus mon but était d'engager une lutte contre la guerre, contre la coalition avec la bourgeoisie libérale et pour le pouvoir de conseils ouvriers : les Soviets. Conséquence logique de cette situation : la presse bourgeoise me stigmatisa comme une bolchevik en jupons, complètement folle. À cette époque j'étais très populaire dans les milieux ouvriers, ceux des soldats, des ouvrières et des femmes soldats, et en même temps haïe et

attaquée avec acrimonie par la presse bourgeoise. J'étais cependant accablée par le nombre des affaires courantes, au point qu'il me restait très peu de temps libre pour lire les attaques et les calomnies qu'on écrivait contre moi. La haine à mon égard, sous prétexte que j'avais été dans le pays du Kaiser allemand afin d'affaiblir le front russe, croissait chez ceux qui n'étaient pas pour les Soviets dans des proportions monstrueuses. Une des questions brûlantes de l'époque était la montée du coût de la vie et la pénurie grandissante des produits de première nécessité. Ainsi les femmes appartenant aux couches sociales frappées par la pauvreté étaient-elles dans une condition extrêmement difficile. Ceci donna à notre parti l'occasion d'initier les ouvriers à la prise de conscience et au travail politique. Déjà en mai 1917 paraissait un hebdomadaire appelé *Les Ouvrières*. À la première assemblée de masse qui se tint en Russie sous le gouvernement provisoire se pressèrent des milliers de gens sous le mot d'ordre de la solidarité nationale et contre la guerre. Il fut organisé par nous les bolcheviks. Kerensky et ses ministres ne faisaient pas mystère de leur haine à mon sujet. « L'instigatrice de l'esprit de désordre » dans l'armée. Un de mes articles de la *Pravda* dans lequel j'intercédaï pour des prisonniers de guerre allemands déclencha l'indignation dans les milieux patriotes. Je devais souvent sauter des tramways en marche avant que les gens ne me reconnaissent, parce que j'étais devenue un sujet d'actualité et que j'étais en butte directement aux plus incroyables injures et mensonges. Rien d'extraordinaire non plus dans le fait que, menacée comme je l'étais par les foules en colère, je ne fus

sauvée du pire que par les interventions courageuses de mes amis et camarades du parti. J'eus néanmoins dans mon entourage une haine qui ne me troubla pas du tout. Naturellement j'avais aussi un grand nombre d'amis enthousiastes : les ouvriers, les marins, les soldats. De plus, le nombre des bolcheviks croissait de jour en jour. En avril, je fus membre du Soviet exécutif qui en fait, était alors l'organe politique dirigeant dans lequel j'étais la seule femme et ce, pendant une longue période. En mai 1917 je pris part à une grève des blanchisseuses qui revendiquaient « la municipalisation » de toutes les blanchisseries. La lutte dura six semaines. Néanmoins, la principale revendication des blanchisseuses resta sans écho sous le régime de Kerensky. À la fin de juin, je fus envoyée par le parti à Stockholm comme déléguée à une conférence internationale qui fut interrompue par la nouvelle du soulèvement de juillet à Petrograd contre le gouvernement provisoire, et l'annonce des mesures extrêmement dures que le gouvernement provisoire de Kerensky prit contre les bolcheviks. De nombreux leaders du parti avaient été arrêtés ; d'autres, y compris Lénine, s'étaient arrangés pour s'enfuir, et se cacher. Les bolcheviks furent accusés de haute trahison et stigmatisés comme espions du Kaiser. Le soulèvement s'arrêta, et le régime de coalition entama des représailles contre tous ceux qui avaient manifesté de la sympathie aux bolcheviks. Je décidai immédiatement de rentrer bien que mes amis considèrent cela comme une entreprise risquée. Ils voulaient que j'aille en Suède et que j'y attende le cours des événements. Quelque bien intentionnés que furent ces conseils, je ne

pus les suivre. Je devais tout simplement rentrer. Autrement, il me semblait faire acte de lâcheté, en tirant parti du privilège qui était devenu le mien, de rester tout à fait à l'abri des persécutions du gouvernement provisoire lorsqu'un grand nombre de mes amis politiques étaient mis en prison. Je fus arrêtée sur l'ordre de Kerensky à la frontière de Torneo et soumise comme espionne aux traitements les plus grossiers... L'arrestation elle-même eut quelque chose de théâtral : pendant l'inspection de mon passeport, on me demanda d'aller au bureau du commandant. Je compris ce que cela signifiait. De nombreux soldats se tenaient dans une immense salle, pressés les uns contre les autres. De jeunes officiers y étaient présents. L'un d'eux était le charmant jeune homme qui m'avait reçue si amicalement quatre mois auparavant. Un silence étrange régnait dans la salle. L'expression du premier officier, le Prince B., trahissait une grande nervosité. Paisible, j'attendais la suite des événements.

— Vous êtes aux arrêts, m'expliqua le Prince B.

— Est-ce que la contre-révolution a triomphé ? Sommes-nous revenus en monarchie ?

— Non ; répondit-il d'un ton bourru, vous êtes aux arrêts par ordre du gouvernement provisoire.

— Je m'y attendais. S'il vous plaît, apportez-moi ma valise, je ne voudrais pas la perdre.

— Mais bien sûr. Lieutenant ! la valise.

Je voyais les officiers pousser un soupir de soulagement et les soldats quitter la salle, le mécontentement inscrit sur leurs visages. Plus tard, j'appris que mon arrestation avait provoqué des remous chez les soldats qui exigèrent d'en être

les témoins. Les officiers, cependant avaient peur que je puisse faire un discours aux soldats. « Dans ce cas, nous aurions été perdus » me dit l'un d'eux après coup. Je fus forcée d'attendre le cours des événements, comme les autres bolcheviks à la prison de Petrograd, dans un strict isolement. Plus le gouvernement, à l'égard des bolcheviks, se comportait de façon à peine croyable, plus l'influence des bolcheviks croissait. La marche sur Petrograd du général blanc Kornilov raffermi les éléments les plus radicaux de la Révolution. Le peuple exigeait la libération des bolcheviks. Kerensky, cependant, refusait de me libérer et ce fut seulement sur un ordre du Soviet que je fus relaxée sous caution. Mais un jour après ma sortie je tombais sous le coup d'un décret de Kerensky comme quoi je devais être mise en maison d'arrêt. Ma pleine liberté de mouvement me fut pourtant accordée un mois avant la lutte décisive : la Révolution d'Octobre de 1917. De nouveau mon travail s'accumula. On devait alors poser des bases pour créer méthodiquement un mouvement d'ouvrières. La première assemblée d'ouvrières devait avoir lieu. Elle eut lieu et coïncida avec la chute du gouvernement provisoire et l'établissement de la République des Soviets. À cette époque j'étais membre des sphères les plus hautes du parti, le Comité Central. J'étais également membre de différentes délégations du parti, dans des congrès importants et des institutions d'État (préliminaires au Parlement, Congrès démocratiques...). Les grands jours de la Révolution d'Octobre arrivèrent. Smolny passa dans l'histoire. Les nuits sans sommeil, les séances permanentes... et pour finir, la déclaration

bouleversante : « Les Soviets prennent le pouvoir ! » ; « Les Soviets adressent un appel aux peuples du monde pour mettre fin à la guerre ! » ; « La terre est nationalisée et appartient aux paysans ! ». On forma le gouvernement des Soviets. Je fus désignée commissaire (ministre) du peuple aux Affaires sociales. J'étais la seule femme dans le conseil des ministres. Aussi loin que je puisse le savoir, c'était la première fois dans l'histoire qu'une femme ait été reconnue comme membre d'un gouvernement. Lorsqu'on se rappelle les premiers mois du Gouvernement des Travailleurs, mois qui furent si riches de grands buts, de projets, d'initiatives passionnées pour améliorer la vie, organiser un nouveau monde, mois pleins du romantisme véritable de la Révolution, on a en fait envie d'écrire sur tout autre chose que sur soi-même. J'occupai le poste de ministre des Affaires sociales d'octobre 1917 au printemps 1918. Ce n'est pas à bras ouverts que je fus reçue par les fonctionnaires déjà en place au ministère. La plupart d'entre eux sabotaient ouvertement notre action, et ne faisaient rien. Mais précisément ce département ne pouvait interrompre son travail, quoi qu'il advienne, à cause de son extraordinaire complication de fonctionnement. Il comprenait tout un programme social pour les blessés de guerre, alors une centaine de milliers de soldats et d'officiers estropiés, le système des pensions en général, des logements pour enfants trouvés, pour vieillards, des orphelinats, des hôpitaux pour les nécessiteux, des ateliers fabriquant des prothèses, l'administration des usines de cartes à jouer (les manufactures de cartes à jouer étaient un monopole d'État), les léproseries,

des cliniques pour femmes, etc. À ajouter à cela toute une série d'instituts éducatifs pour jeunes filles, qui dépendaient de ce ministère. On peut aisément imaginer les énormes exigences que ces tâches réclamaient à un petit groupe de gens, qui en même temps étaient novices dans l'administration d'État. Consciente de ces difficultés, nous formions immédiatement un conseil auxiliaire dans lequel des experts tels que des médecins, juristes, pédagogues étaient représentés auprès des travailleurs et des fonctionnaires moins importants du ministère. Le sacrifice, l'énergie avec lesquels les petits employés supportaient le fardeau de cette tâche difficile étaient vraiment exemplaires. Ce n'était pas seulement un moyen de soutenir le travail nécessaire à la marche du ministère, mais aussi une façon d'impulser des réformes et des améliorations. Des forces nouvelles, fraîches, remplacèrent les fonctionnaires de l'ancien régime, qui sabotaient. Une nouvelle vie anima les bureaux du ministère le plus anciennement conservateur. Journées de travail éreintant !... Et la nuit, les séances des conseils du commissaire du peuple (du ministère) sous la présidence de Lénine. Une petite salle modeste, et seulement un secrétaire pour enregistrer les décisions qui changeaient la vie de la Russie dans son tréfonds. Mon premier jour de commissaire du peuple commença par dédommager un petit paysan pour la réquisition de son cheval. Cela ne faisait pas partie, à vrai dire de mes attributions. Mais l'homme était déterminé à recevoir un dédommagement pour son cheval ; il était venu de son lointain village jusqu'à la capitale et avait patiemment frappé aux portes de tous les

ministères, toujours sans résultat ! Alors la révolution bolchevique éclata. L'homme avait entendu dire que les bolcheviks se prononçaient en faveur des ouvriers et des paysans. Ainsi vint-il à l'Institut de Smolny voir Lénine qui devait payer le dédommagement. Je ne sais pas comment l'entrevue entre Lénine et le petit paysan se passa. Le résultat fut le suivant : l'homme vint me voir avec une petite page déchirée du carnet de Lénine qui me disait de régler l'affaire d'une manière ou d'une autre jusqu'au moment où le commissaire du peuple aux Affaires sociales disposerait du montant de l'argent. Le petit paysan reçut son dédommagement. Les réalisations les plus importantes de notre commissariat du peuple (ministère des Affaires sociales) dans les premiers mois après la Révolution d'Octobre furent les suivants : décrets pour améliorer la situation des invalides de guerre, pour abolir l'instruction religieuse dans les écoles de jeunes filles qui dépendaient du ministère (ceci se passait encore avant la séparation générale de l'église et de l'État), décrets pour faire passer les prêtres au service civil, pour faire adopter le droit à l'auto-administration des élèves dans les écoles de filles, pour réorganiser les orphelinats les plus anciens en des maisons d'enfants du gouvernement, décrets pour créer les premiers foyers pour nécessiteux et gamins des rues, décrets pour réunir un comité composé de docteurs qu'on allait charger de mettre sur pied un système de santé public et gratuit pour le pays tout entier. À mon avis, la réalisation la plus importante du ministère du peuple fut la fondation légale d'un office central pour l'aide à la maternité et à l'enfance. Je signai le projet de loi

concernant cet office central en janvier 1918. Un second décret suivit par lequel on transformait toutes les maternités en maisons gratuites pour dispenser des soins aux mères et aux nourrissons. Il fallait jeter des bases pour la création d'un vaste complexe gouvernemental pour la protection des mères. Je fus efficacement assistée pour mener à bien ces œuvres-là par le D^r Korolev. Nous projetâmes aussi un « Palais pour la protection des mères », maison modèle qui comprendrait une salle d'exposition dans laquelle des directives seraient données aux mères qui voudraient être aidées, et il y aurait également une nurserie modèle. Nous venions juste d'achever les préparatifs pour une telle entreprise dans les bâtiments d'une pension de jeunes filles où autrefois les jeunes filles de la noblesse étaient éduquées et qui étaient encore sous la direction d'une comtesse lorsqu'un incendie détruisit notre travail à peine commencé ! Le feu avait-il été mis volontairement ? Je fus tirée de mon lit au milieu de la nuit ; je me précipitai sur les lieux de l'incendie, la magnifique salle d'exposition était totalement détruite au même titre que toutes les autres salles. Seule l'énorme pancarte « Palais de la maternité » était encore suspendue au-dessus de l'entrée. Mes efforts pour nationaliser l'aide à la maternité et à l'enfance soulevèrent une nouvelle vague d'attaques insensées contre moi. Toutes sortes de mensonges furent écrits en Russie, à propos de lois qui obligeraient des jeunes filles de douze ans à devenir mères. Une furie saisit plus particulièrement les partisans religieux de l'ancien régime, lorsque nous transformâmes le fameux monastère d'Alexandre Nevsky en une maison

pour invalides de guerre. Les moines résistèrent et un combat armé eut lieu. La presse à nouveau cria « haro ! » sur notre action. L'église organisa des manifestations de rue et prononça également un anathème contre moi... En février 1918, on envoya en Suède une première délégation d'État émanant des Soviets. En tant que commissaire du peuple j'étais à la tête de cette délégation. Mais notre vaisseau fit naufrage et nous nous sauvâmes en débarquant sur les îles Åland qui appartenaient à la Finlande. À cette époque, la lutte entre Blancs et Rouges avait atteint dans le pays le point le plus crucial et l'armée allemande était presque sur le point de déclarer la guerre à la Finlande. Les troupes blanches occupèrent les îles Åland le soir même de notre naufrage alors que nous dînions dans une auberge de la ville de Mariehamn, tout à la joie d'être rescapés. Nous nous arrangeâmes pour fuir, grâce à une très grande détermination et une non moins grande ruse. Un des nôtres cependant, un « Rouge » finnois, fut capturé et abattu. Nous retournâmes à Petrograd où l'évacuation de la capitale fut préparée à toute hâte. Les troupes allemandes étaient déjà aux portes de la ville. Alors commença une phase de ma vie que je ne peux traiter ici, bien que les événements soient encore tous frais dans mon esprit. Je démissionnai de mon poste de commissaire du peuple. La révolution battait son plein. La lutte devenait de plus en plus irréductible et meurtrière. Mais après tout il y avait encore une œuvre inachevée : la libération de la femme. Les femmes, naturellement jouissaient de tous les droits, mais en pratique, évidemment, elles vivaient encore sous l'ancien joug : aucune autorité

dans la vie familiale, asservies par un millier de tâches domestiques, ayant à charge tout le fardeau de la maternité, et même des questions d'ordre matériel, car résultat de la guerre et d'autres circonstances, beaucoup de femmes se trouvaient seules dans la vie. En automne 1918, je vouai toute mon énergie à rédiger une plate-forme d'orientation pour la libération des femmes qui travaillent, dans tous les domaines. Je trouvai un soutien précieux dans la personne du premier Président des Soviets, Sverdlov, maintenant mort, qui considérait le travail de l'éducation politique des travailleurs comme un but sérieux du parti et nous assista dans notre œuvre. Ainsi, le premier Congrès des femmes ouvrières et des paysannes put avoir lieu dès novembre 1918. Quelques 1147 déléguées étaient présentes. Des bases furent jetées pour amorcer un travail méthodique dans tout le pays en faveur de l'émancipation des femmes de la classe ouvrière et paysanne. Un déluge de nouveaux travaux m'attendait. La question à l'ordre du jour était d'attirer les femmes dans les cuisines du peuple et de les gagner au nouveau système pour les éduquer en matière de politique, leur apprendre à s'occuper des maisons d'enfants, des centres de soins, du système scolaire, des réformes concernant les locations et de beaucoup d'autres affaires pressantes. Le but principal de cette activité était en fait d'implanter des droits égaux pour les femmes afin de les insérer comme forces laborieuses dans l'économie nationale, et comme citoyennes dans la sphère politique, avec des conditions spéciales : la maternité devait être estimée comme une fonction sociale et par suite protégée et prise en charge par

l'État. Sous la direction du D^r Lébédévo, les instituts d'État pour dispenser des soins aux futures mères prospéraient alors. En même temps des centrales furent créées dans tout le pays pour s'occuper des conflits et des obligations liés à la libération des femmes, et pour les intégrer dans les travaux des Soviets. La guerre civile de 1919 me chargea de nouveaux devoirs. Quand les troupes blanches en provenance du sud de la Russie marchèrent vers le nord, je fus de nouveau envoyée en Ukraine et en Crimée où je servis comme présidente du service de l'Information dans l'armée. Plus tard, je fus nommée commissaire du peuple détachée à l'Information et à la propagande auprès du gouvernement ukrainien. Une maladie sérieuse m'arracha pendant des mois à mon travail intense. À peine remise – à cette époque, j'étais à Moscou –, je pris la tête de la Centrale des femmes et une période de travail intensif et harassant recommença. On créa un périodique des femmes communistes. Assemblées et congrès de femmes furent convoqués. Des bases furent jetées pour travailler avec les femmes de l'Est (musulmanes). Deux conférences mondiales des femmes communistes se tinrent à Moscou. La loi libéralisant l'avortement fut votée, et nombre d'ordonnances confirmées légalement furent promulguées à l'initiative de notre centrale au bénéfice des femmes. Notre travail reçut l'approbation sans réserve de Lénine, et Trotsky, bien que surchargé par les tâches militaires, se montrait infailliblement bien disposé à nos conférences. Des femmes énergiques, pleines de ressources – deux d'entre elles ne sont pas restées longtemps en vie : Inessa Armand et

Samoïlova — ont voué, avec un grand esprit de sacrifice, toute leur énergie au travail de cette centrale. Au huitième Congrès des Soviets, en tant que membre du Soviet exécutif, je proposai la motion suivante : partout les Soviets doivent contribuer à ce que l'on considère les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, et en conséquence, ils doivent les engager dans des travaux d'État et municipaux. Nous nous arrangions pour pousser et faire accepter cette motion, mais point sans résistance. Ce fut une victoire immense et durable. Un débat brûlant éclata à la publication de mes thèses sur la nouvelle morale. Bien que l'enfant naturel soit mis sur le même plan que l'enfant légitime, en pratique beaucoup d'hypocrisie et d'injustice existe en la matière. Quand on parle de l'immoralité que les bolcheviks ont propagée, il suffit de soumettre nos lois sur le mariage à un examen minutieux pour remarquer que, sur la question du divorce, on est sur le même plan que l'Amérique du Nord tandis que sur la question des enfants naturels nous ne sommes pas seulement arrivés au stade des Norvégiens. L'aile la plus radicale du parti s'était réunie autour de cette question. Mes thèses dans le domaine de la morale sexuelle furent combattues avec âpreté. Des soucis personnels et familiaux s'ajoutèrent à cela, et ainsi, en 1922, des mois passèrent sans que je puisse faire un travail fructueux. Je fus officiellement nommée conseiller de la légation représentant les Soviets russes en Norvège. Je croyais que cette nomination serait purement formelle et qu'en Norvège je trouverais le temps de me consacrer à mes activités littéraires. Les choses tournèrent tout à fait autrement. Le jour de mon

entrée en fonction en Norvège, je fis également mon entrée dans une nouvelle étape de ma vie qui galvanisa toutes mes forces. Pendant mon activité diplomatique j'écrivis peu : trois nouvelles ; *Les chemins de l'amour*, mon premier essai littéraire, un article sociologique : « L'Éros ailé » et d'autres articles peu importants. Mon livre *La Nouvelle morale et la classe ouvrière*, et une étude socio-économique : *La Condition des femmes dans l'évolution de l'économie politique* furent écrits lorsque j'étais encore en Russie. [...]

NOS TÂCHES

*Cet article est paru dans le magazine Rabotnitsa
à Petrograd en 1917.*

Les travailleuses et travailleurs de notre pays font maintenant face à une tâche sérieuse d'une grande responsabilité. Nous devons construire la nouvelle Russie, une Russie dans laquelle les travailleurs, employés, domestiques, ouvriers, couturières et celles qui sont simplement femmes des travailleurs, auront une vie meilleure que celle qu'ils avaient pendant le règne maudit de Nicolas le sanglant.

Cependant, la tâche de consolider la victoire et le pouvoir d'État en faveur du prolétariat et de la petite paysannerie, d'élaborer et exécuter une législation telle qu'elle limitera les appétits des exploiters capitalistes et défendra les intérêts des ouvriers, n'est pas la seule tâche à laquelle doivent faire face les travailleurs et travailleuses de Russie.

Le prolétariat de Russie occupe maintenant une position spéciale par rapport aux travailleurs et travailleuses des autres pays.

La grande révolution russe nous a placés, travailleurs et travailleuses russes, au premier rang du collimateur de ceux qui combattent la cause et les intérêts des ouvriers dans le monde.

Nous pouvons parler, écrire et agir plus librement que les travailleuses et travailleurs d'autres pays.

Comment dès lors, ne pourrions-nous pas employer cette liberté, gagnée par le sang de nos camarades, à concentrer sans tarder nos forces, les forces des femmes du prolétariat, pour mener une inlassable lutte de masse en vue d'en finir le plus vite possible avec la guerre mondiale ?

Nos camarades femmes, les travailleuses d'autres pays, nous attendent pour emboîter ce pas.

La guerre est maintenant le mal le plus redoutable s'accrochant à nous. Tandis que la guerre continue nous ne pouvons pas construire la nouvelle Russie, nous ne pouvons pas résoudre le problème du pain, de l'alimentation, nous ne pouvons pas interrompre la croissance du coût de la vie. Tandis qu'avec chaque heure qui passe la guerre continue à tuer et estropier nos enfants et maris, nous, femmes du prolétariat, ne pouvons pas être en paix !...

Si notre première tâche est d'aider nos camarades à construire la nouvelle Russie démocratique, notre deuxième tâche, non moins urgente et tout autant chère à nos cœurs, est celle de réveiller les travailleuses pour déclarer la guerre à la guerre.

Cela signifie d'abord expliquer constamment aux travailleuses et travailleurs que ce n'est pas notre guerre, qu'elle est faite au nom des intérêts financiers des grands patrons, des banquiers et des fabricants. Cela signifie aussi unir les forces des travailleuses et des travailleurs autour de ce parti qui défend non seulement les intérêts du prolétariat russe, mais se bat aussi pour épargner au sang des prolétaires de couler pour la gloire des capitalistes.

Camarade ouvrières ! Nous ne pouvons plus nous résigner à la guerre et à la hausse des prix ! Nous devons nous battre. Rejoignez nos rangs, les rangs du parti social-démocrate du travail ! Cependant, cela ne suffit pas de rejoindre le parti. Si nous voulons vraiment accélérer la paix, les travailleurs et travailleuses doivent se battre pour permettre que le pouvoir d'État soit transféré des mains des grands capitalistes – ceux qui sont vraiment responsables de tous nos chagrins, de tout le sang versé sur les champs de bataille – aux mains de nos représentants, les députés des Soviets des soldats et ouvriers.

Dans la lutte contre la guerre et la hausse des prix, dans la lutte pour garantir le pouvoir en Russie pour les dépossédés, pour les travailleurs, dans la lutte pour un nouvel ordre et de nouvelles lois, beaucoup dépend de nous, les ouvrières. On compte les fois où les succès dans la cause des ouvriers n'ont dépendu que de l'organisation des seuls hommes. Maintenant, suite à cette guerre, il y a eu un changement aigu de la position des femmes du prolétariat. On rencontre maintenant partout le travail des femmes. La guerre a forcé les femmes à prendre des emplois auxquels elles

n'auraient jamais pensé auparavant. Tandis qu'en 1912 il n'y avait que 45 femmes pour 100 hommes travaillant en usines, il n'est maintenant pas rare de trouver 100 femmes pour 75 hommes.

Le succès de la cause des ouvriers, le succès de la lutte des ouvriers pour une vie meilleure – journée de travail, salaire, assurance maladie, assurance chômage, pensions de vieillesse... – le succès de leur lutte pour défendre le travail de nos enfants, pour obtenir de meilleures écoles, dépend maintenant non seulement de la conscience et de l'organisation des hommes, mais du nombre d'ouvrières entrant dans les rangs du prolétariat organisé. Plus nous entrerons dans les rangs des militants et plus tôt nous ferons reculer les capitalistes.

Toute notre force, tout notre espoir, se trouve dans l'organisation !

Maintenant notre mot d'ordre doit être : camarade ouvrières ! Ne soyez pas isolées. Isolées, nous ne sommes que des fétus de pailles que n'importe quel patron peut tordre à sa volonté, mais organisées nous sommes une force puissante que personne ne peut briser.

Nous, les ouvrières, étions les premières à dresser le drapeau rouge aux jours de la révolution russe, les premières à sortir dans les rues lors de la Journée des femmes. Empressez-vous maintenant de rejoindre les rangs des principaux militants pour la cause des ouvriers, rejoignez les syndicats, le parti social-démocrate, les Soviets des ouvriers et soldats !

Nos rangs se sont unis, nous viserons à mettre rapidement fin à la guerre sanglante entre nations ; nous nous opposerons à tous ceux qui ont oublié le

grand précepte d'unité prolétarienne, de solidarité ouvrière internationale.

Ce n'est que dans la lutte révolutionnaire contre les capitalistes et dans l'union avec les travailleuses et travailleurs du monde entier, que nous réaliserons un nouvel avenir, plus radieux : la fraternité socialiste des ouvriers.

L'OPPOSITION OUVRIÈRE DÉBUT 1921

*Le texte est une traduction de la version anglaise
publiée dans Workers Dreadnought en 1921.*

LES RACINES DE L'OPPOSITION OUVRIÈRE

Avant d'éclaircir les raisons de la rupture croissante entre l'Opposition ouvrière et le point de vue officiel de nos dirigeants, il faut attirer l'attention sur deux points :

— L'Opposition ouvrière est issue du prolétariat industriel de la Russie soviétique. Elle n'est pas née seulement des conditions intolérables de vie et de travail où se trouvent sept millions d'ouvriers ; elle est aussi le produit de volte-face, des incohérences et même des déviations que montre notre politique soviétique, par rapport aux principes de

classe initialement exprimés dans le programme communiste.

— L'Opposition n'est pas originaire d'un centre particulier, elle n'est pas le fruit d'une querelle ou d'un antagonisme personnel, mais au contraire, elle s'étend à toute la Russie soviétique et rencontre une audience réceptive.

Actuellement l'opinion prévaut que toute la controverse née entre l'Opposition ouvrière et les nombreuses fractions dirigeantes consiste uniquement en une différence de vues sur les problèmes qu'affrontent les syndicats. Ceci n'est pas la vraie : la rupture est bien plus profonde. Les représentants de l'Opposition ne sont pas toujours capables de l'exprimer et de la définir clairement, mais, dès qu'on touche à une question vitale concernant la reconstruction de notre république, des controverses surgissent sur toute une série de problèmes essentiels, économiques et politiques.

Pour la première fois, les deux points de vue, tels qu'ils sont exprimés par les dirigeants de notre Parti et les représentants des ouvriers organisés, se sont reflétés dans le IX^e Congrès du Parti, quand il discuta la question : « Direction collective ou direction individuelle dans l'industrie ? » Il n'y avait alors aucune opposition de la part d'un groupe organisé, mais il est très significatif que la direction collective était défendue par tous les représentants des syndicats, tandis qu'y étaient opposés tous les dirigeants du Parti, habitués qu'ils sont à juger tous les problèmes du point de vue institutionnel. Ceux-ci doivent être assez rusés et adroits pour pouvoir plaire à des groupes sociaux aussi hétérogènes et aux aspirations politiques aussi contradictoires que

le prolétariat, les petits propriétaires, la paysannerie, et la bourgeoisie en la personne de spécialistes et de pseudo-spécialistes de toutes espèces.

Pourquoi les syndicats étaient-ils alors seuls à défendre avec opiniâtreté le principe de la direction collective, même s'ils ne pouvaient apporter aucun argument scientifique en sa faveur ? Et pourquoi les « spécialistes » au même moment défendaient-ils le principe de la « direction par un seul » ? La raison est que dans cette controverse, même si des deux côtés on niait qu'il s'agissait d'une querelle de principe, deux points de vue historiquement inconciliables s'opposaient. Le principe de la « direction par un seul homme » est un produit de la conception individualiste de la classe bourgeoise. La « direction par un seul homme » est dans son principe la volonté libre illimitée et isolée d'un seul homme séparé de la collectivité.

Cette conception se reflète dans tous les aspects de l'activité humaine : depuis la nomination d'un souverain à la tête d'un État, jusqu'au directeur tout-puissant d'une usine. C'est la sagesse suprême de la pensée bourgeoise. La bourgeoisie ne croit pas au pouvoir d'un corps collectif. Pour elle les masses ne sont qu'un troupeau obéissant à fouetter et à mener là où elle le veut.

La classe ouvrière et ses porte-parole ont conscience au contraire, que les nouvelles aspirations communistes ne peuvent être réalisées que par l'effort collectif des travailleurs eux-mêmes. Plus les masses ont développé leur capacité d'exprimer leur volonté collective et leur pensée commune, plus vite et profondément seront réalisées les aspirations de la classe ouvrière : car alors pourra être

créée une industrie communiste nouvelle, homogène, unifiée, bien ordonnée. Seuls, ceux qui sont directement liés à la production peuvent y introduire des innovations qui l'animent.

Le rejet d'un principe – le principe de la direction collective dans l'industrie – fut un compromis tactique de notre Parti, un acte d'adaptation ; il a été, de plus, une déviation de la politique de classe que nous avons développée et défendue avec acharnement pendant la première phase de la révolution.

Pourquoi en est-on arrivé là ? Comment notre Parti, mûri et trempé dans le combat révolutionnaire, a-t-il pu s'éloigner du droit chemin pour s'engager sur le sentier tortueux des compromis, que nous avons autrefois sévèrement condamnés comme opportunistes ?

Nous répondrons plus tard à cette question. Mais avant, nous devons nous demander comment fut formée et développée l'Opposition ouvrière.



Le IX^e Congrès du parti communiste russe eut lieu au printemps¹. Pendant l'été l'Opposition ne s'est pas manifestée. Il n'en fut pas question pendant les débats orageux du II^e Congrès de l'Internationale communiste ; mais, profondément, l'expérience et la pensée critique s'accumulaient. On trouve une première expression de ce processus encore incomplète, à la conférence du Parti, en septembre 1920. Pour un temps, il ne s'est agi

1. Le IX^e Congrès du parti communiste russe s'est tenu du 29 mars au 5 avril 1920 à Moscou.

que de critiques et de négociations. L'Opposition n'avait formulé aucune proposition propre. Mais il était clair que le Parti entrait dans une nouvelle période de sa vie. Les éléments de base demandent la liberté de critique, proclament fortement que la bureaucratie les étouffe, ne leur laisse aucune liberté d'action, aucune initiative.

Les leaders du Parti eurent conscience de ce courant ; aussi Zinoviev fit maintes promesses verbales concernant la liberté de critique, l'élargissement du domaine de l'activité autonome des masses, la condamnation des dirigeants qui s'écartaient des principes de la démocratie, etc. Beaucoup fut dit, et bien dit ; mais des paroles aux actes, il y a une distance considérable. La conférence de septembre, pas plus que le discours de Zinoviev, plein de promesses, n'a rien changé, soit dans le Parti, soit dans la vie des masses. La racine d'où est née l'Opposition n'était pas détruite. La base était agitée par une insatisfaction mal formulée, un esprit de critique et d'indépendance.

Cette fermentation inorganisée a été remarquée même par les dirigeants du Parti chez lesquels elle a provoqué, de façon inattendue, des discussions très vives. Il est significatif mais aussi très naturel que celles-ci portèrent sur le rôle que doivent jouer les syndicats. Actuellement, ce sujet de divergence entre l'Opposition et les leaders du Parti, sans être le seul, représente le problème essentiel de notre politique intérieure.

Bien avant que l'Opposition ouvrière soit apparue avec ses thèses et ait formulé la base sur laquelle doit, à son avis, reposer la dictature du prolétariat dans le domaine de la reconstruction

industrielle, les dirigeants du Parti s'étaient trouvés en forte divergence entre eux au sujet du rôle des organisations ouvrières dans la reconstruction de l'industrie sur une base communiste. Le Comité central du Parti était divisé en plusieurs groupes : le camarade Lénine s'opposait à Trotsky tandis que Boukharine avait une position intermédiaire.

C'est seulement au VIII^e Congrès et aussitôt après, qu'il devint clair qu'un groupe s'était formé à l'intérieur du Parti, unifié par des thèses et des principes communs concernant les syndicats. Ce groupe, l'Opposition, bien que n'ayant guère de grands théoriciens et malgré la résistance résolue des leaders les plus populaires du Parti, a vite grossi, et s'est étendu à travers le monde ouvrier de la Russie. Il ne se trouve pas qu'à Moscou et Leningrad. Du bassin du Donetz, de l'Oural, de Sibérie et d'autres centres industriels, le Comité central a reçu des rapports indiquant que l'Opposition ouvrière s'était constituée et agissait. Bien sûr, l'Opposition n'est pas partout en complet accord avec les ouvriers de Moscou. Parfois les formules, les motifs et les revendications de l'Opposition sont bien vagues, mesquins et même absurdes ; parfois même sur les points essentiels il peut y avoir des différences ; cependant, partout on retrouve la même question : qui développera les puissances créatrices dans la reconstruction de l'économie ? Est-ce que ce sera les organes de classe unis à l'industrie par des liens vitaux – c'est-à-dire, les syndicats d'industrie – ou bien l'appareil des Soviets qui est séparé de l'activité industrielle et dont la composition sociale est mélangée ? Voilà la racine de la divergence. L'Opposition ouvrière

défend le premier principe ; les dirigeants du Parti, eux, quelles que soient leurs divergences sur divers points secondaires, sont complètement d'accord sur le point essentiel, et défendent le second principe.

Quelle est la signification de tout cela ?

C'est que notre Parti traverse sa première crise sérieuse de la période révolutionnaire. On ne pourra pas rejeter d'un revers de main l'Opposition en la traitant de « syndicaliste ». Tous les camarades doivent considérer le problème avec le plus grand sérieux. Qui a raison : les dirigeants ou les masses ouvrières et leur sain instinct de classe ?

Avant d'envisager les points essentiels de la controverse entre les dirigeants de notre Parti et l'Opposition ouvrière, nous devons répondre à la question : comment notre Parti – auparavant fort, puissant et invincible, à cause de sa politique de classe ferme et claire – a-t-il commencé à dévier de son programme ?

Plus le parti communiste nous est cher, précisément parce qu'il a accompli un tel pas résolu pour libérer les travailleurs du joug du capital, moins nous avons le droit de fermer les yeux sur les erreurs des centres dirigeants.

Le pouvoir du Parti doit reposer sur la capacité de nos centres dirigeants à déceler les problèmes et les tâches qu'affrontent les ouvriers et à choisir la tendance, qui permet aux masses de conquérir un stade historique plus avancé. Ainsi faisait le Parti dans le passé ; ainsi ne fait-il plus aujourd'hui. Notre Parti non seulement est en perte de vitesse : il regarde de plus en plus souvent « sagement » en arrière et se demande : « N'avons-nous pas été trop

loin ? N'est-ce pas le moment de s'arrêter ? Ne faudrait-il pas être plus prudent et éviter les expériences audacieuses jamais faites dans l'Histoire ? »

Pourquoi cette « prudence raisonnable » (exprimée en particulier par la méfiance des centres dirigeants du Parti sur les capacités de gestion économique et industrielle des syndicats), prudence qui a dernièrement submergé tous les dirigeants ? Quelle en est la cause ?

Si nous cherchons à comprendre pourquoi une telle controverse s'est élevée dans notre Parti, il devient clair qu'il y a trois causes fondamentales à la crise que le Parti traverse.

La première, principale et fondamentale, c'est l'environnement dévasté dans lequel notre Parti doit travailler et agir.

Le parti communiste russe doit construire le communisme et faire passer son programme dans les faits :

- Dans les conditions d'une destruction complète et d'un effondrement de la structure de l'économie.
- Face à la pression brutale et incessante des États impérialistes et des gardes blancs.
- À la classe ouvrière russe a été imparti de construire le communisme, créer de nouvelles formes communistes d'économie dans un pays économiquement arriéré avec une population en majorité paysanne, où les conditions économiques nécessaires à la socialisation de la production et de la distribution manquent, et où le capitalisme n'a pas encore été capable d'achever le cycle de son développement (du premier stade de lutte concurrentielle illimitée à sa forme la plus avancée — la

régulation de la production par des syndicats capitalistes, les trusts).

Il est naturel que tous ces facteurs nous empêchent de réaliser notre programme (surtout dans son aspect essentiel : la reconstruction des industries sur une base nouvelle) et introduisent dans notre politique économique des influences diverses et un manque d'uniformité.

De cette première raison résultent les deux autres. D'abord le retard économique de la Russie et la prédominance de la paysannerie créent cette diversité et font inévitablement dévier la politique effective de notre Parti d'une orientation de classe cohérente avec sa théorie et ses principes.

N'importe quel parti à la tête d'un État soviétique hétérogène est obligé de prendre en considération les aspirations des paysans, leurs tendances : petites-bourgeoises et leur hostilité au communisme, de prêter une oreille aux nombreux éléments petits-bourgeois, restes de l'ancien capitalisme russe, à toutes les sortes de commerçants, d'intermédiaires, de fonctionnaires qui se sont très vite adaptés aux institutions soviétiques, occupent des places de responsables dans les centres, font partie de divers commissariats, etc. Il n'est pas étonnant que Tsiurupa, commissaire du peuple à l'approvisionnement, déclarait au VIII^e Congrès que dans les services du Commissariat il y avait : 17 % d'ouvriers, 13 % de paysans, moins de 20 % de spécialistes et donc le reste, plus de la moitié, étaient des commerçants, représentants de commerce ou éléments semblables en majorité « analphabètes » (selon les propres paroles de Tsiurupa). Dans l'esprit de Tsiurupa ceci est

la preuve que ces commissariats sont constitués démocratiquement, même s'ils n'ont rien à voir avec les prolétaires, avec les producteurs de toute richesse, avec les ouvriers d'usine.

Voilà les éléments – les éléments de la petite-bourgeoisie largement répandus dans les institutions soviétiques, les éléments de la classe moyenne avec leur hostilité au communisme, leur prédilection pour les coutumes immuables du passé, leur haine, leur peur des actes révolutionnaires – voilà les éléments qui apportent la dégénérescence dans nos institutions soviétiques, et y créent une atmosphère qui écoëure en fin de compte la classe ouvrière. Ce sont deux mondes différents et hostiles. Et pourtant nous, en Russie soviétique, nous sommes obligés de persuader la classe ouvrière et nous-mêmes que les petits-bourgeois et les classes moyennes (sans parler des paysans aisés) peuvent tous s'accommoder du même slogan : « Tout le pouvoir aux Soviets », oubliant ainsi que les intérêts pratiques et quotidiens des ouvriers doivent s'opposer à ceux des classes moyennes et de la paysannerie remplies de mentalité petite-bourgeoise, rendant ainsi contradictoire notre politique soviétique, et déformant ses clairs principes de classe.



En plus des petits propriétaires villageois et des éléments bourgeois des villes, la politique de notre Parti doit compter avec l'influence exercée par les représentants de la bourgeoisie riche qui font leur apparition maintenant en la personne de spécialistes, de techniciens, d'ingénieurs et d'anciens

directeurs d'entreprises industrielles et financières qui, par leur expérience passée sont liés au système capitaliste de la production. Ils ne peuvent même pas imaginer un autre système de production en dehors de celui qui se situe dans les limites traditionnelles de l'économie capitaliste.

Plus la Russie soviétique éprouve le besoin de spécialistes dans le domaine de la technique et de la direction de la production, plus forte devient l'influence de ces éléments étrangers à notre classe ouvrière, sur le développement de notre économie. Ayant été rejetés pendant la première période de la révolution, et étant obligés de prendre une attitude d'attentisme prudent et parfois même ouvertement hostile envers les autorités soviétiques en particulier pendant les mois les plus difficiles de sabotage historique par les intellectuels, ce groupe social de cerveaux utilisés par la production capitaliste, serviteurs obéissants, achetés, grassement payés du capital, acquièrent une influence et une importance politique chaque jour plus grandes.

A-t-on besoin de noms ? Chaque camarade ouvrier qui suit attentivement notre politique intérieure et extérieure se rappelle plus d'un nom de ce type.

Aussi longtemps que le centre de notre vie résidait sur les fronts de guerre, l'influence de ces Messieurs qui dirigent notre économie soviétique, surtout dans le domaine de la reconstruction industrielle, était comparativement négligeable.

Les spécialistes, reste du passé, liés étroitement par toute leur nature au système bourgeois que nous voulons détruire, commencent peu à peu à pénétrer dans notre Armée rouge, ils y

introduisent l'atmosphère du passé (subordination aveugle, obéissance servile, décorations, rangs hiérarchiques, la volonté arbitraire du supérieur à la place de la discipline de classe...) mais ils n'avaient pas étendu leur influence à l'activité politique générale de la République soviétique.

Le prolétariat ne mettait pas en question leur capacité supérieure dans les affaires militaires, comprenant pleinement, par un sain instinct de classe, que dans le domaine militaire la classe ouvrière en tant que classe ne peut pas formuler des idées nouvelles et est incapable d'introduire des changements substantiels dans le système militaire – de le reconstruire sur une base de classe. Le militarisme professionnel – héritage des siècles passés – le militarisme, les guerres, ne trouveront pas de place dans la société communiste. La lutte suivra d'autres voies, prendra des formes nettement différentes, inconcevables pour notre imagination. L'esprit militaire vit ses derniers jours pendant la phase transitoire de dictature du prolétariat ; il n'est donc pas étonnant que les ouvriers, en tant que classe, ne purent y introduire rien de nouveau et d'important pour le développement futur de la société. Pourtant, même dans l'Armée rouge la classe ouvrière apporta des changements ; mais la nature du militarisme resta la même et la direction des affaires militaires par les anciens officiers et généraux de la vieille armée n'a pas fait dévier la politique soviétique dans le domaine militaire au point où les travailleurs pourraient éprouver des préjudices, eux-mêmes ou leurs intérêts de classe.

Mais dans le domaine économique les choses sont tout à fait différentes. La production, son

organisation constituent l'essentiel du communisme. Exclure les travailleurs de l'organisation de la production, les priver (eux ou leurs organisations propres) de la possibilité de créer de nouvelles formes de production dans l'industrie par le moyen de leurs syndicats, refuser ces expressions de l'organisation de classe du prolétariat pour se fier entièrement à l'habileté de spécialistes habitués et entraînés à opérer la production sous un système tout à fait différent, c'est quitter les rails de la pensée marxiste scientifique. C'est pourtant ce que sont précisément en train de faire les dirigeants de notre Parti.

Tenant compte de l'écroulement total de nos industries, tout en respectant le système capitaliste de production (rémunération du travail par l'argent, échelle de salaires selon le travail effectué) les dirigeants du Parti, méfiants à l'égard des capacités créatrices des collectivités ouvrières, cherchent le salut pour sortir du chaos industriel, mais où donc ? Chez les disciples des anciens hommes d'affaires, techniciens, bourgeois capitalistes, dont les capacités créatrices dans la production sont soumises à la routine, aux habitudes et aux méthodes de la production et de l'économie capitalistes. Ce sont eux qui introduisent l'idée ridiculement naïve qu'il est possible de construire le communisme par des moyens bureaucratiques. Ce sont eux qui « décrètent » là où il est maintenant nécessaire de créer et de pousser la recherche.

Plus le front militaire s'efface devant le front économique, plus nos besoins deviennent pressants, plus s'accroît l'influence de ce groupe qui n'est pas seulement intrinsèquement étranger

au communisme, mais absolument incapable de développer les qualités nécessaires à l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail, de nouvelles motivations pour augmenter la production, de nouvelles façons d'envisager la production et la distribution. Tous ces techniciens, hommes pratiques, expérimentés dans les affaires, qui apparaissent maintenant à la surface de la vie soviétique, font pression sur les dirigeants de notre Parti à l'intérieur des institutions soviétiques, par l'influence qu'ils exercent sur la politique économique.



Le Parti est donc dans une situation difficile et embarrassante pour exercer un contrôle sur l'État soviétique et doit prêter une oreille et s'adapter aux trois groupes économiques hostiles de la population, dont chacun est d'une structure sociale différente. Les ouvriers demandent une politique nette, sans compromis, un progrès rapide à marche forcée, vers le communisme ; tandis que la paysannerie, avec ses penchants et ses sympathies petits-bourgeois, demande diverses sortes de « libertés », y compris la liberté de commerce et la non-immixtion dans les affaires. Elle est rejointe dans cette demande par la classe bourgeoise en la personne de fonctionnaires soviétiques, de commissaires aux armées, etc., qui se sont déjà adaptés au régime soviétique et poussent notre politique vers des lignes petites-bourgeoises.

Dans la capitale, l'influence de ces éléments petits-bourgeois est négligeable, mais en province et dans les Soviets locaux elle est importante et

nocive. Enfin il y a un autre groupe d'hommes, celui des anciens gérants et dirigeants des industries capitalistes. Ce ne sont pas les magnats du capital, comme Riabutshinsky ou Rublikoff, dont la République soviétique s'est débarrassée pendant la première phase de la Révolution, mais ce sont les serviteurs les plus talentueux du système capitaliste, « le cerveau et le génie » du capitalisme, ses véritables créateurs et promoteurs. Approuvant chaleureusement les tendances centralistes du gouvernement soviétique dans le domaine économique, comprenant bien les bénéfices d'une « trustification » et d'une régulation de l'économie (ce qui, soit dit en passant, est en train d'être fait par le capital dans tous les pays industriels avancés), ils s'efforcent d'obtenir une seule chose : que cette régulation soit faite non pas par les organisations ouvrières des syndicats d'industrie, mais par eux-mêmes, sous le couvert des institutions économiques soviétiques, des comités industriels centraux, des organes industriels du Conseil supérieur de l'économie nationale, où ils sont déjà fortement enracinés. L'influence de ces messieurs sur la politique « sobre » de nos dirigeants est grande, bien plus grande qu'il n'est souhaitable. Cette influence se reflète dans la politique qui défend et cultive le bureaucratisme (et qui n'essaye pas de le changer entièrement, mais seulement de l'améliorer). Cette politique est particulièrement évidente dans notre commerce extérieur avec les États capitalistes, qui vient juste de prendre son essor : les relations commerciales se passent au-dessus de la tête des ouvriers organisés, russes aussi bien qu'étrangers. Elle trouve aussi son expression

dans toute une série de mesures visant à réduire l'activité autonome des masses et à donner l'initiative aux émules du monde capitaliste.

Entre ces diverses couches de la population notre Parti, en essayant de trouver une voie moyenne, est obligé de prendre une orientation qui ne compromette pas l'unité des intérêts de l'État. La politique claire du Parti de s'identifier avec les institutions de l'État soviétique, se transforme peu à peu en une politique d'une classe supérieure, ce qui n'est rien d'autre, dans son essence, qu'une adaptation de nos centres dirigeants aux intérêts divergents et inconciliables de cette population socialement hétérogène. Cette adaptation conduit inévitablement à des hésitations, des fluctuations, des déviations et des erreurs. Il suffit de mentionner la route en zigzag de notre politique paysanne qui passa de l'« appui au paysan pauvre » au soutien des « propriétaires laborieux ». Supposons que cette politique soit une preuve du « réalisme » de nos dirigeants, et de leur « sagesse d'hommes d'État » ; mais l'historien futur qui analysera sans préjugé les étapes de notre pouvoir, découvrira et montrera que c'est là une dangereuse déviation de la ligne de classe vers l'« adaptation » et grosse de perspectives et de résultats nocifs.

Examinons encore la question du commerce extérieur. Il existe dans notre politique une ambivalence évidente.

Ceci se reflète dans la friction incessante entre le Commissariat des affaires étrangères et le Commissariat du commerce extérieur. La nature de cette friction n'est pas seulement administrative ; sa cause est plus profonde et, si on exposait

ouvertement aux éléments de base le travail secret des centres directeurs, qui sait où conduirait la controverse entre le Commissariat aux affaires étrangères et les représentants commerciaux à l'étranger ?

Cette friction en apparence administrative est en fait sérieuse, profonde, sociale, cachée à la base du Parti ; elle oblige à adapter la politique soviétique aux trois couches divergentes de la population (ouvriers, paysans, anciens bourgeois) ; elle constitue une autre cause de crise de notre Parti. Nous ne pouvons pas ignorer cette cause ; elle est trop symptomatique, trop grosse de perspectives. Au nom de son unité et de son activité future, ce doit être la tâche de notre Parti d'y réfléchir et de tirer la leçon de l'insatisfaction générale qu'elle provoque chez les militants de base.



Tant que la classe ouvrière, pendant la première phase de la révolution, sentait qu'elle portait seule le communisme, il y avait une unanimité parfaite dans le Parti. Dans les jours qui suivirent immédiatement la Révolution d'Octobre, personne ne pouvait même imaginer qu'il y avait des gens « en haut » et des gens « en bas », car les ouvriers avancés étaient engagés fiévreusement dans la réalisation, point après point, de notre programme communiste de classe. Le paysan qui avait reçu la terre ne s'affirmait pas alors comme un citoyen de plein droit de la République soviétique. Les intellectuels, hommes d'affaires qui montent (toute la petite bourgeoisie et les pseudo-spécialistes,

maintenant société soviétique, déguisés en « spécialistes ») se tenaient à l'écart dans une expectative vigilante, si bien que les masses ouvrières avancées avaient toute liberté de développer leurs capacités créatrices.

Maintenant, c'est juste le contraire. L'ouvrier sent, voit et comprend à chaque instant que le spécialiste et, ce qui est plus grave, des pseudo-spécialistes illettrés et inexpérimentés, le mettent à l'écart et occupent tous les hauts postes administratifs des institutions industrielles et économiques. Et, au lieu de freiner cette tendance issue d'éléments complètement étrangers à la classe ouvrière et au communisme, le Parti l'encourage et cherche à sortir du chaos industriel en s'appuyant non sur les ouvriers, mais précisément sur ces éléments. Le Parti ne met pas sa confiance dans les ouvriers, dans leurs organisations syndicales, mais dans ces éléments. Les masses ouvrières le sentent et au lieu de l'unanimité et de l'unité dans le Parti il apparaît une cassure.

Les masses ne sont pas aveugles. Pour cacher les déviations d'une politique de classe et les compromis avec les paysans et le capitalisme mondial, la confiance qu'ils accordent aux disciples du système capitaliste de production, les dirigeants les plus populaires du Parti peuvent bien employer toutes les paroles du monde ; les classes ouvrières sentent où commence la déviation.

Les ouvriers peuvent nourrir une affection ardente et un amour pour une personnalité comme celle de Lénine ; ils peuvent être fascinés par l'incomparable éloquence de Trotsky et ses capacités d'organisation ; ils peuvent respecter un

certain nombre d'autres leaders — en tant que leaders —, mais quand les masses sentent qu'on n'a plus confiance en elles, alors il est naturel qu'elles disent : « Non. Halte. Nous refusons de vous suivre aveuglément. Examinons la situation. Votre politique qui choisit le milieu du chemin entre trois groupes sociaux opposés est, certes, habile mais elle sent l'adaptation et l'opportunisme dont nous avons déjà l'expérience. Aujourd'hui nous pouvons peut-être gagner quelque chose avec votre politique "réaliste", mais faisons attention de ne pas nous retrouver finalement sur une fausse route, dont les zigzags et les tournants nous conduiront du futur aux ruines du passé ».

La méfiance des leaders à l'égard des ouvriers augmente constamment, et, plus les dirigeants deviennent « réalistes », plus ils se transforment en hommes d'État intelligents qui glissent sur la lame d'un couteau acéré entre le communisme et le compromis avec le passé bourgeois. Plus s'approfondit le fossé entre le « haut » et le « bas », moins il y a de compréhension et plus pénible et inévitable devient la crise à l'intérieur du Parti lui-même.

La troisième raison de la crise du Parti est qu'en fait, durant ces trois années de la révolution, la situation économique de la classe ouvrière, de ceux qui travaillent dans les usines, non seulement ne s'est pas améliorée, mais est devenue encore plus intolérable. Cela, personne n'ose le nier. L'insatisfaction réprimée mais étendue parmi les ouvriers (ouvriers, entendez bien) est réellement justifiée.

Seuls les paysans gagnèrent quelque chose directement. Quant aux classes moyennes, elles se

sont très intelligemment adaptées aux nouvelles conditions, de même que les représentants de la haute bourgeoisie qui ont occupé tous les postes dirigeants et responsables dans les institutions soviétiques (surtout dans le domaine de la direction de l'économie de l'État, dans les organisations industrielles et le rétablissement des relations commerciales avec l'étranger). Seule la classe fondamentale de la République soviétique, qui a supporté en tant que masse tous les fardeaux de la dictature, mène une existence scandaleusement pitoyable.

La République ouvrière contrôlée par les communistes, par l'avant-garde de la classe ouvrière qui, pour citer les propres paroles de Lénine, « a absorbé toute l'énergie révolutionnaire de la classe », n'a pas eu assez de temps pour réfléchir à la condition de tous les ouvriers et l'améliorer ; pas de ceux des industries dites « de choc » qui ont pu retenir l'attention du Conseil des commissaires du peuple mais de tous les ouvriers, pour amener leurs conditions d'existence à un niveau humain.

Le Commissariat du travail est l'institution la plus stagnante de tous les Commissariats. Dans toute la politique soviétique, on n'a jamais soulevé et discuté sérieusement, à une échelle nationale, la question : face à l'effondrement complet de l'industrie et une situation intérieure très défavorable que doit-on, et que peut-on faire pour améliorer les conditions des ouvriers, pour préserver leur santé en vue du travail productif ultérieur et améliorer leur sort dans les ateliers ?

Jusqu'à récemment, la politique soviétique n'avait pas de plan élaboré pour améliorer le sort

des ouvriers et leurs conditions de vie. Tout ce qui fut fait dans ce domaine le fut incidemment ou par hasard, par des autorités locales sous la pression des masses elles-mêmes. Pendant trois ans de guerre civile, le prolétariat a héroïquement apporté sur l'autel de la révolution ses innombrables sacrifices. Il a attendu patiemment mais maintenant, à un tournant des affaires, quand le centre vital de la République est de nouveau transféré au front économique, l'ouvrier de base ne comprend plus la nécessité de « souffrir et d'attendre ». Pourquoi ? N'est-il pas le créateur de la vie sur une base communiste ? Prenons en main la reconstruction, car nous savons mieux que les messieurs des centres dirigeants où ça nous blesse le plus.

À la base l'ouvrier observe. Il voit que jusqu'à présent les problèmes d'hygiène, de la santé, de l'amélioration des conditions de travail dans l'usine — en d'autres termes, de l'amélioration du sort des ouvriers — ont occupé la dernière place dans notre politique. À part le logement des ouvriers dans des maisons bourgeoises mal adaptées, nous n'avons pas avancé dans la solution du problème du logement et, ce qui est pire, nous n'avons même pas effleuré en pratique la question du logement des ouvriers. À notre honte, dans le cœur du pays, à Moscou même, les ouvriers vivent encore dans des quartiers sales, surpeuplés, sans hygiène ; en les visitant, on pense qu'il n'y a pas eu de révolution du tout. Nous savons tous qu'on ne peut résoudre le problème du logement en quelques mois ni même en quelques années, qu'étant donné notre pauvreté, sa solution rencontrera bien des difficultés, mais l'inégalité croissante entre les groupes

privilégiés de la population en Russie soviétique et les ouvriers de base, « l'ossature de la dictature », nourrit et entretient le mécontentement.

L'ouvrier voit comment vivent les fonctionnaires soviétiques et les gens qui se débrouillent, et comment il vit, lui Lui sur lequel repose la dictature du prolétariat. Il ne peut que voir que, pendant la révolution, la vie et la santé des ouvriers dans les usines n'attiraient pas la moindre attention ; que là où avant la révolution les conditions étaient plus ou moins tolérables elles sont encore maintenues par les comités d'atelier, mais là où de telles conditions n'existaient pas, où l'air empoisonné par les gaz et l'humidité minaient la santé des travailleurs, la situation reste inchangée. « Nous ne pouvions pas nous occuper de cela ; excusez-nous, il y avait le front militaire ». Et pourtant, quand il fallait faire des réparations dans un immeuble occupé par les institutions soviétiques, on trouvait le matériel et les ouvriers nécessaires. Qu'arriverait-il si nous essayions de loger nos spécialistes ou nos « experts », occupés par les transactions commerciales avec l'étranger, qu'arriverait-il si nous les logions dans les gourbis où vivent et travaillent la masse des ouvriers ? Ils pousseraient de tels cris qu'il faudrait mobiliser le département du logement en entier pour améliorer « ces conditions chaotiques » qui entravent la productivité de nos spécialistes.



Le service rendu par l'Opposition ouvrière consiste en ceci qu'elle a inclus le problème de l'amélioration du sort des ouvriers et d'autres revendications

ouvrières secondaires dans la politique économique générale. La productivité du travail ne peut être augmentée sans que la vie des ouvriers ait été organisée sur une nouvelle base communiste.

Moins on entreprend et on prépare cela, plus l'incompréhension, l'éloignement et la méfiance mutuelle entre les dirigeants et les ouvriers deviennent profonds. Il n'y a pas d'unité, il n'y a pas le sens de l'identité de leurs besoins, de leurs revendications et de leurs aspirations. « Les dirigeants sont une chose, et nous une chose totalement différente. Il est peut-être vrai que les dirigeants savent mieux comment diriger le pays, mais ils n'arrivent pas à comprendre nos besoins, notre vie dans l'usine, ses exigences, ses besoins immédiats ; ils ne comprennent et ils ne savent pas ». De ce raisonnement découle le mouvement instinctif vers le syndicat et par suite l'abandon du Parti. « Il est vrai qu'ils viennent de nous, mais dès qu'ils entrent dans ces centres ils nous abandonnent ; ils commencent à vivre différemment ; si nous souffrons est-ce qu'ils s'en soucient ? Nos peines ne sont plus les leurs. »

Plus le Parti attire les meilleurs éléments de nos syndicats et de nos usines en les envoyant au front ou dans les institutions soviétiques, plus devient faible la liaison entre les ouvriers de la base et les centres directeurs du Parti. L'hiatus s'approfondit, et c'est pourquoi maintenant cette division apparaît dans les rangs du Parti lui-même. Les ouvriers, par l'intermédiaire de leur Opposition ouvrière, demandent : « Que sommes-nous ? Sommes-nous vraiment le fer de lance de la dictature de classe, ou bien simplement un troupeau obéissant qui sert de soutien, à ceux qui, ayant coupé tous les liens

avec les masses, mènent leur propre politique et construisent l'industrie sans se soucier de nos opinions et de nos capacités créatrices, sous le couvert du nom du Parti ? »



Quoi que puissent faire les dirigeants du parti pour repousser l'Opposition ouvrière, celle-ci restera toujours cette saine force de classe, destinée à injecter une énergie revitalisante dans la vie économique aussi bien que dans le Parti qui commence à perdre ses contours et à décliner. On a vu qu'il y a trois causes qui créent la crise au sein de notre Parti. Il y a d'abord les conditions objectives dominantes sous lesquelles le communisme est appliqué et se réalise en Russie (la guerre civile, l'arriération économique du pays, l'effondrement industriel complet causé par de longues années de guerre). La seconde cause est la composition hétérogène de notre population (7 millions d'ouvriers, la paysannerie, les classes moyennes, et finalement l'ancienne bourgeoisie, hommes d'affaires de toutes professions qui influencent la politique des institutions soviétiques et pénètrent dans le Parti). La troisième cause est l'inertie du Parti concernant l'amélioration immédiate de la vie des ouvriers et la faiblesse des institutions soviétiques correspondantes et leur incapacité de s'occuper de ces problèmes et de les résoudre.

Que veut donc l'Opposition ouvrière. En quoi est-elle utile ?

Son utilité réside en ce qu'elle pose devant le Parti toutes les questions troublantes ; elle donne

forme à tout ce qui n'était qu'une agitation diffuse dans les masses et qui éloignait un peu plus du Parti les ouvriers qui n'y militaient pas ; elle proclame nettement et sans peur au dirigeants : « Arrêtez-vous, regardez autour de vous, réfléchissez ! Où est-ce que vous nous conduisez ? Ne quittons-nous pas la bonne route ? Il sera très grave pour le Parti de se séparer du fondement de la dictature, restant de son côté, tandis que la classe ouvrière reste du sien. Voilà où réside le plus grand danger pour la révolution. »

La tâche du Parti dans sa crise actuelle est d'affronter sans peur ses erreurs et de prêter l'oreille à l'appel de classe des larges masses ouvrières. Grâce au pouvoir créateur de la classe montante incarné par des syndicats d'industrie, nous avancerons vers la reconstruction et vers le développement des forces créatrices du pays ; vers l'épuration du Parti des éléments étrangers à la classe : vers un redressement de l'activité du Parti par un retour à la démocratie, à la liberté d'opinion et de critique à l'intérieur du Parti.

I. LES SYNDICATS : LEUR RÔLE ET LEURS PROBLÈMES

Nous avons déjà exposé brièvement les causes fondamentales de la crise à l'intérieur du Parti. Nous allons maintenant éclaircir les points les plus importants de la controverse entre les dirigeants de notre Parti et l'Opposition ouvrière. Il y a deux points principaux : le rôle et les problèmes des syndicats dans la période de reconstruction de l'économie nationale, en liaison avec l'organisation

de la production sur une base communiste ; et la question de l'action autonome des masses, en liaison avec la bureaucratie dans le Parti et dans les Soviets.

Répondons d'abord à la première question, car la seconde n'en est qu'une conséquence. La période de « rédaction de thèses » est terminée dans notre Parti. Nous avons devant nous six plates-formes différentes, six tendances au sein du Parti. Jamais le Parti n'a connu une telle diversité de tendances et une variété aussi fine de nuances, entre les tendances ; jamais la pensée du Parti n'a été aussi riche en formules concernant une seule et même question. C'est donc que cette question est fondamentale. Et de fait, elle l'est. Toute la controverse se réduit à une seule question de base : qui construira l'économie communiste, et comment sera-t-elle construite ? Cette question est, en plus, l'essence de notre programme, elle en est le cœur ; elle est ni moins ni plus importante que la question de la prise de pouvoir politique par le prolétariat. Seul le groupe de Boubnoff, le soi-disant « centralisme politique » est assez myope pour sous-estimer son importance et déclarer « la question syndicale n'est, actuellement, pas d'importance et ne présente aucune difficulté théorique ».

Il est naturel que cette question agite sérieusement le Parti, car en fait elle revient à ceci : dans quelle direction allons-nous faire tourner la roue de l'histoire, irons-nous vers l'avant ou retournerons-nous en arrière ? Il est également naturel qu'il n'y ait pas un seul communiste dans le Parti qui puisse rester neutre pendant la discussion de cette question. Comme résultat, nous avons donc six tendances différentes.

Si nous commençons cependant à analyser en détails toutes les thèses de ces groupes si finement différenciés, nous trouvons que sur la question fondamentale – qui construira l'économie communiste et organisera la production sur une base nouvelle ? – il n'y a que deux points de vue. L'un est exprimé et formulé par la déclaration des principes de l'Opposition ouvrière, et l'autre est celui qui réunit toutes les autres tendances, qui ne diffèrent que dans les nuances mais sont identiques sur le fond.

Que soutient la plate-forme de l'Opposition ouvrière ? Et quel rôle assigne-t-elle aux syndicats ou plus exactement aux syndicats industriels dans la période actuelle ?

« Nous croyons que le problème de la reconstruction et du développement des forces productives de notre pays ne pourra être résolu que par un changement complet du système de contrôle de l'économie » (rapport de Chliapnikov, décembre 1920). Remarquez bien, camarades, « par un changement complet du système de contrôle de l'économie ». Que signifie cela ? « La base de la controverse, continue ce rapport, tourne autour de la question : par quels moyens le Parti peut-il réaliser sa politique économique dans cette période de transformation ? Par l'intermédiaire des ouvriers organisés dans leurs syndicats, ou par-dessus leurs têtes, par des moyens bureaucratiques, par des fonctionnaires canonisés de l'État ? »

La question est là : réaliserons-nous le communisme avec les ouvriers ou par-dessus leur tête, par les fonctionnaires des Soviets ? Réfléchissons camarades, s'il est possible de construire une économie

communiste en utilisant les moyens et les capacités créatrices des rejetons de l'autre classe, tout imprégnés de la routine du passé. Si nous pensons en marxistes, en hommes de science, nous répondrons catégoriquement et explicitement : « Non ! »



La racine de la controverse et la cause de la crise se trouvent dans la croyance que les « réalistes », techniciens, spécialistes et organisateurs de la production capitaliste peuvent d'un seul coup se libérer de leurs conceptions traditionnelles sur la façon de gérer le travail, conceptions qui se sont profondément imprimées dans leur chair pendant les années qu'ils ont passées au service du capital, et qu'ils peuvent devenir capables de créer de nouvelles formes de production, d'organisation du travail et de motivation des travailleurs. Croire cela c'est oublier l'incontestable vérité que ce n'est pas quelques génies isolés qui peuvent changer un système de production, mais seulement les besoins d'une classe.

Imaginez juste un instant que pendant la phase transitoire du système féodal fondé sur le travail des serfs au système de production capitaliste avec son travail soi-disant librement loué, la classe bourgeoise, qui manquait alors de l'expérience nécessaire à l'organisation de la production capitaliste, imaginez qu'elle ait fait appel aux dirigeants habiles, intelligents, expérimentés, des propriétés féodales, habitués à avoir affaire à des serfs, et leur confie la tâche d'organiser la production sur une nouvelle base capitaliste. Que serait-il alors

arrivé ? Ces spécialistes, habitués au fouet pour augmenter la productivité du travail, auraient-ils réussi à manier un « prolétaire libre », bien qu'affamé, qui s'était libéré de la malédiction du travail forcé pour devenir un soldat ou un travailleur à la journée ? Ces spécialistes n'auraient-ils pas complètement détruit la production capitaliste naissante ? Individuellement, des gardes-chiourmes des esclaves enchaînés, des anciens propriétaires et leurs régisseurs furent capables de s'adapter aux nouvelles formes de production. Mais ce n'est pas dans leurs rangs qu'ont été recrutés les véritables créateurs et les constructeurs de l'économie bourgeoise capitaliste.

L'instinct de classe soufflait aux premiers propriétaires d'usines capitalistes qu'il vaut mieux aller prudemment et remplacer l'expérience par le bon sens pour établir les liens entre le capital et le travail, plutôt que d'emprunter les anciennes et inutiles méthodes d'exploitation du travail, créées par le vieux système du passé.

L'instinct de classe guidait correctement les premiers capitalistes durant la première phase du développement capitaliste : à la place du garde-chiourme et du fouet ils devaient utiliser un stimulant : la rivalité, l'ambition personnelle des ouvriers face au chômage et à la misère. Ayant saisi ce nouveau stimulant au travail, les capitalistes furent assez intelligents pour s'en servir afin de développer les formes bourgeoises capitalistes de production en augmentant la productivité du travail « libre » loué jusqu'à un niveau très élevé.

II y a cinq siècles, la bourgeoisie agissait de manière prudente, écoutant soigneusement ses instincts de classe. Elle s'appuyait plus sur son bon

sens que sur l'expérience des spécialistes entraînés qui avaient organisé la production dans les établissements féodaux. La bourgeoisie avait parfaitement raison, comme l'histoire nous l'a montré.

Nous possédons une grande arme pour nous aider à trouver le plus court chemin vers la victoire de la classe ouvrière, pour en diminuer les souffrances et amener plus vite un nouveau système de production, le communisme. Cette arme, c'est la conception matérialiste de l'histoire. Cependant au lieu de nous en servir, en élargissant notre expérience et en corrigeant nos recherches en conformité à l'histoire, nous sommes prêts à jeter cette arme et à suivre la route encombrée et hasardeuse d'une expérimentation aveugle.

Quelle que soit notre détresse économique, nous n'avons pas le droit d'aller si loin dans le désespoir. Le désespoir ne peut submerger que les gouvernements capitalistes, qui se trouvent le dos au mur ; après avoir épuisé toutes les possibilités créatrices du système capitaliste, ils ne trouvent plus de solutions à leurs problèmes.

En ce qui concerne la Russie ouvrière il n'y pas de raison de désespérer, car la Révolution d'Octobre y a ouvert une perspective nouvelle, inconnue, de création économique, et de développement de formes de productions complètement nouvelles, avec un accroissement immense de la productivité du travail. Non seulement il ne faut pas emprunter au passé, mais au contraire, on doit libérer complètement les pouvoirs créateurs de l'avenir. C'est le programme de l'Opposition ouvrière.

Qui construira l'économie communiste ? Une classe : la classe ouvrière et non quelques

génies individuels qui appartiennent au passé. Car la classe ouvrière est liée organiquement aux nouvelles formes de production, plus productives et plus parfaites, qui naissent avec difficulté. Quel organe – les syndicats industriels purement ouvriers ou les institutions économiques soviétiques hétérogènes – peut formuler et résoudre les problèmes de création d'une organisation de la nouvelle économie et de la nouvelle production ? L'Opposition ouvrière considère que seuls peuvent le faire les collectivités d'ouvriers, et non une collectivité bureaucratique de fonctionnaires socialement hétérogène et contenant une forte dose d'éléments du vieux type capitaliste, aux esprits perclus par la vieille routine.

« Les syndicats doivent passer de leur attitude présente de résistance passive à l'égard des institutions économiques à une participation active à la direction de toute la structure économique du pays » (thèses de l'Opposition ouvrière). Chercher, découvrir et créer des formes nouvelles et plus parfaites d'économie, trouver de nouveaux stimulants à la productivité du travail ; tout cela ne peut être que l'œuvre des collectivités de travailleurs liés étroitement aux nouvelles formes de production. Eux seuls peuvent tirer, à partir de leur expérience quotidienne, des conclusions sur la manière de gérer le travail dans un nouvel État ouvrier où la misère, la pauvreté, le chômage et la concurrence sur le marché de travail cessent d'être des stimulants au travail ; conclusions à première vue seulement pratiques, qui contiennent cependant des éléments théoriques précieux. Trouver un stimulant, une incitation au travail, voilà la plus grande tâche de la

classe ouvrière au seuil du communisme. Personne, sauf la classe ouvrière elle-même organisée en collectivité, ne peut résoudre ce grand problème.

La solution du problème que proposent les syndicats industriels consiste à donner aux ouvriers liberté complète d'expérimenter, d'adapter et de découvrir les nouvelles formes de production, d'organiser la formation professionnelle sur des bases de classe, d'exprimer et de développer leurs capacités créatrices. C'est la façon dont l'Opposition ouvrière conçoit la solution de ce problème difficile, d'où le point essentiel de ses thèses : « L'organisation du contrôle de l'économie sociale est la prérogative du Congrès panrusse des producteurs, unis dans leurs syndicats et élisant le corps central dirigeant toute la vie économique de la République ». Ce point assure la liberté d'exprimer les capacités créatrices de la classe ouvrière sans qu'elles soient restreintes et mutilées par la machine bureaucratique saturée de l'esprit de routine du système bourgeois capitaliste de production et de contrôle. L'Opposition ouvrière a confiance dans le pouvoir créateur de sa propre classe : la classe ouvrière. De ce postulat découle le reste de son programme.

À partir de ce point, commence le désaccord de l'Opposition ouvrière avec la ligne des dirigeants du Parti.

Méfiance à l'égard de la classe ouvrière (non dans la sphère politique mais dans la sphère des capacités créatrices économiques) : voilà l'essence des thèses signées par les dirigeants de notre Parti. Ils ne croient pas que les mains grossières des ouvriers, techniquement inexpérimentés, puissent créer les bases de formes économiques qui dans le

cours du temps formeront un système harmonieux de production communiste.

Tous – Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine –, pensent que la production est une affaire « si délicate » qu'elle est impossible sans l'assistance des « directeurs ».

Il faut d'abord éduquer les ouvriers, leur « apprendre » et seulement après, quand ils auront grandi, on pourra les débarrasser de tous les « éducateurs » du Conseil supérieur de l'économie nationale et laisser les syndicats prendre le contrôle de la production. Il est très significatif que toutes les thèses rédigées par les leaders du Parti se rejoignent sur un point essentiel : actuellement, nous ne devons pas donner le contrôle de la production aux syndicats, actuellement, il « faut attendre ». Il est juste de reconnaître que Trotsky, Lénine, Zinoviev et Boukharine donnent des raisons différentes pour expliquer qu'on ne peut pas encore faire confiance aux ouvriers pour faire fonctionner l'industrie ; mais ils sont tous d'accord sur le fait que pour l'instant, la direction de la production doit se faire par-dessus la tête des ouvriers, par le moyen d'un système bureaucratique hérité du passé.

Là-dessus, l'accord est complet entre les leaders. « Le centre de gravité du travail des syndicats doit actuellement être déplacé vers le domaine économique et industriel », déclare le groupe des « Dix » dans ses thèses. « Les syndicats en tant qu'organisations de classe des travailleurs construits en conformité avec leurs fonctions industrielles, doivent assumer le travail principal d'organisation de la production ». « Travail principal » est un terme trop vague qui permet bien des interprétations,

pourtant il semblerait que la plate-forme des « Dix » laisse plus de liberté aux syndicats dans la gestion industrielle que le centralisme de Trotsky. Mais, plus loin, les thèses des « Dix » commencent à expliquer ce qu'il faut entendre par le « travail principal » des syndicats : « La participation la plus active dans les centres qui réglementent la production, contrôlent, enregistrent et répartissent la force de travail, organisent l'échange entre villes et villages, combattent le sabotage et font appliquer les décrets sur le travail obligatoire... » C'est tout. Rien de neuf, rien de plus que ce que les syndicats ont déjà fait, et qui ne peut sauver notre production ni aider à résoudre la question essentielle – augmenter et développer les forces productives de notre pays.

Pour rendre un peu plus clair le fait que le programme des « Dix » ne donne aux syndicats aucune fonction dirigeante, mais leur assigne un rôle d'auxiliaire dans la gestion industrielle, les auteurs ajoutent : « À un stade développé (pas actuellement, mais à un stade développé) les syndicats, suivant leur processus de révolution sociale, doivent devenir des organes de l'autorité sociale, travaillant comme tels et subordonnés à d'autres organisations, à faire appliquer les nouveaux principes d'organisation de la vie économique ». Par cela ils veulent dire que les syndicats doivent travailler en subordination au Conseil supérieur de l'économie nationale et à ses départements.

Quelle est la différence alors entre cette position et celle de « l'unification par la croissance », proposée par Trotsky ? Il n'y a qu'une différence de méthode. Les thèses des « Dix » mettent l'accent sur le rôle éducateur des syndicats. Dans leur

formulation du problème des syndicats, surtout dans le domaine de l'organisation, de l'industrie et de l'éducation, nos leaders – en politiciens intelligents – se convertissent soudain en « professeurs ».

Cette divergence particulière ne tourne pas autour du système de gestion dans l'industrie mais essentiellement autour du système d'éducation des masses. En fait, quand on tourne les pages des procès-verbaux sténographiés et des discours de nos dirigeants les plus en vue, on est étonné par leurs tendances pédagogiques manifestées de façon inattendue. Chaque rapporteur propose la méthode la plus parfaite d'éduquer les masses, mais tous ces systèmes « d'éducation » refusent à ceux à qui l'on enseigne la liberté d'expérimenter, de cultiver et d'exprimer leurs capacités créatrices. Dans ce domaine aussi, tous nos pédagogues sont bien en retard sur notre époque.

Le malheur c'est que Lénine, Trotsky, Boukharine et les autres limitent les fonctions des syndicats non au contrôle de la production ou à la gestion des industries, mais à une simple école pour éduquer les masses. Pendant la discussion, il a semblé à quelques-uns de nos camarades que Trotsky était pour « une absorption graduelle des syndicats par l'État », pas d'un coup, mais graduellement, et voulait leur réserver le droit du contrôle ultime sur la production (comme l'exprime notre programme). Ce point semblait d'abord mettre Trotsky sur le même terrain que l'Opposition à un moment où le groupe représenté par Lénine et Zinoviev, opposé à « l'absorption par l'État » voyait l'objet de l'activité syndicale et son problème comme celui de « l'éducation au communisme ».

« Les syndicats », tonnent Lénine et Zinoviev, « sont nécessaires pour le travail grossier » (p. 22 du rapport du 30 décembre). Trotsky, lui, serait semble-t-il d'un avis différent : pour lui le travail essentiel des syndicats consiste à organiser la production. En ceci il a parfaitement raison. Il a également raison quand il dit : « Dans la mesure où les syndicats sont des écoles de communisme, ils le sont non en diffusant de la propagande générale (dans un tel cas ils joueraient le rôle de "clubs"), non en mobilisant leurs membres pour le travail militaire ou la collecte de l'impôt sur les produits, mais pour fournir à tous leurs membres une éducation générale sur la base de leur participation à la production » (rapport de Trotsky, 30 décembre). Tout ceci est vrai, mais il y a une grave omission ; les syndicats ne sont pas seulement des écoles de communisme, ils en sont aussi les créateurs.

Trotsky perd de vue la créativité de la classe ouvrière. Il lui substitue l'initiative des « véritables organisateurs de la production », les communistes à l'intérieur des syndicats (rapport de Trotsky, 30 décembre). Quels communistes ? Selon Trotsky, les communistes nommés par le parti pour occuper des positions administratives responsables à l'intérieur des syndicats pour des raisons qui n'ont souvent rien à voir avec des considérations relatives aux problèmes industriels et économiques des syndicats. Trotsky est franc. Il ne croit pas les ouvriers prêts à créer le communisme, capables à travers les peines et les souffrances, de chercher, de se tromper et pourtant, de créer les nouvelles formes de production. Cela Trotsky l'a exprimé franchement et ouvertement. Il a déjà réalisé son système « d'éducation par

clubs » des masses et de leur entraînement au rôle de « dirigeants », dans l'Organe administratif central des chemins de fer, en adoptant toutes les méthodes d'éducation des masses qui furent employées par les compagnons d'autrefois sur leurs apprentis. Il est vrai qu'en cognant sur sa tête on peut faire d'un apprenti un compagnon, mais non un boutiquier accompli ; et pourtant, aussi longtemps que le bâton du maître-patron pend au-dessus de sa tête, il travaille et produit.

Voilà, selon l'opinion de Trotsky, comment on va déplacer le problème central « de la politique vers les problèmes industriels ». L'essentiel est d'augmenter la productivité, même temporairement, par tous les moyens. Selon Trotsky c'est vers ce but qu'il faut aussi orienter toute l'éducation dans les syndicats.

Les camarades Lénine et Zinoviev cependant ne sont pas d'accord avec Trotsky : ils sont des « éducateurs » d'une « façon de penser moderne ». Il a été déclaré bien des fois que les syndicats sont des écoles de communisme. Qu'est-ce que cela veut dire ? Si nous prenons cette définition sérieusement, elle veut dire que dans une telle école, il est d'abord nécessaire d'enseigner et d'éduquer, mais pas de commander (cette allusion à la position de Trotsky soulève des applaudissements). Plus loin, Zinoviev ajoute : les syndicats accomplissent une grande tâche, à la fois pour les prolétaires et la cause communiste. C'est là le rôle fondamental que les syndicats ont à jouer. Actuellement, pourtant, nous l'oublions et pensons que nous pouvons traiter le problème des syndicats de façon trop imprudente, trop brutale, trop sévère.

Il est nécessaire de se rappeler que ces organisations ont des tâches particulières : non de commander, de superviser ou de diriger, mais des tâches qui toutes visent à attirer les masses d'ouvriers dans le mouvement organisé du prolétariat. Ainsi, le professeur Trotsky est allé trop loin dans son système d'éducation des masses ; mais que propose le camarade Zinoviev lui-même ? De donner à l'intérieur des syndicats les premières leçons de communisme « de leur enseigner (aux masses) les éléments du mouvement prolétarien » ? Par une expérience concrète, par la création pratique de nouvelles formes de production (ce que demande l'Opposition) ? Pas du tout. Le groupe Bosnie-Herzégovine propose un système d'éducation fait de lectures, de leçons de morale, de bons exemples bien choisis. Nous avons 500 000 communistes (parmi lesquels, nous regrettons de le dire, bien des étrangers – des traînants de l'autre monde) face à 7 millions d'ouvriers.

Selon le camarade Lénine, le Parti a attiré en son sein « l'avant-garde du prolétariat », et les meilleurs communistes – en coopération avec les spécialistes des institutions économiques soviétiques – cherchent obstinément, dans leurs laboratoires, pour découvrir les nouvelles formes de la production communiste. Ces communistes travaillent à présent couvés par de « bons maîtres » dans le Conseil supérieur de l'économie nationale ou dans d'autres centres. Ces Jean et ces Pierre sont les meilleurs élèves, c'est vrai, mais les masses ouvrières dans les syndicats doivent regarder ces êtres exemplaires et apprendre quelque chose d'eux, sans toucher de leurs propres mains le gouvernail

du contrôle ; il est encore trop tôt maintenant, elles n'ont pas encore assez appris.

Selon l'opinion de Lénine, les syndicats – c'est-à-dire les organisations de la classe ouvrière – ne sont pas les créateurs des formes communistes de l'économie du peuple, ils servent seulement de courroie de transmission entre l'avant-garde et les masses : « les syndicats dans leur travail quotidien doivent persuader les masses, les masses de cette classe qui... »

Ce n'est pas le système de Trotsky, un système médiéval d'éducation. C'est le système allemand de Froebel et Pestalozzi, qui fonde l'éducation sur l'étude d'exemples. Les syndicats ne doivent rien faire de vital dans l'industrie, mais persuader les masses, les maintenir en contact avec l'avant-garde, avec le Parti, qui (retenez bien cela) n'organise pas la production comme une collectivité, mais crée seulement les institutions soviétiques économiques de composition hétérogène, dans lesquelles il nomme des communistes.

Quel système est le meilleur ? Voilà la question. Le système de Trotsky, quelle que soit l'opinion qu'on en ait d'un autre point de vue, est plus clair, donc plus réaliste.

À lire des livres et à étudier des exemples empruntés à des Pierre et des Jean bien intentionnés, on ne peut pas avancer bien loin dans l'éducation. Il faut se rappeler cela, bien se le rappeler.

Le groupe de Boukharine se situe au milieu, ou plutôt essaye de coordonner les systèmes d'éducation. Il faut remarquer, cependant, que lui aussi ne reconnaît pas le principe d'une créativité

syndicale indépendante dans l'industrie. Selon lui, les syndicats jouent un double rôle (c'est ce que proclament ses thèses) : d'un côté, une « école de communisme » et de l'autre une fonction d'intermédiaire entre le Parti et les masses (cette opinion est empruntée au groupe de Lénine) ; en d'autres termes, le syndicat doit jouer le rôle d'une machine amenant les masses prolétariennes à la vie active (remarquez bien, camarades : « à la vie active », mais non à la création d'une nouvelle forme d'économie, à la recherche de nouvelles formes de production). En plus il doit faire partie, à un degré croissant, aussi bien de l'appareil économique que du pouvoir d'État. Ceci est emprunté, à la théorie de « l'absorption progressive » de Trotsky.

La controverse, une fois de plus, ne tourne pas autour du problème des syndicats, mais autour des méthodes d'éducation des masses par les syndicats. Trotsky est, ou plutôt était, pour un système qui, avec l'aide de celui qui a été introduit pour les ouvriers du chemin de fer, martèle dans la tête des ouvriers organisés la sagesse de la reconstruction communiste ; et qui, grâce à un personnel nommé d'en haut, à des remaniements, et à toutes sortes de mesures miraculeuses promulguées dans l'esprit du « système des chocs », puisse remodeler les syndicats de façon qu'ils se fondent dans les institutions économiques soviétiques et en deviennent les instruments obéissants utilisés à réaliser les plans économiques préparés par le Conseil supérieur de l'économie nationale.

Zinoviev et Lénine ne sont pas pressés pour amalgamer les syndicats avec l'appareil

économique. Les syndicats, disent-ils, doivent rester des syndicats. Quant à la production, elle sera gérée par les hommes que nous aurons choisis. Lorsque les syndicats auront éduqué des quantités de Pierre et de Jean obéissants et laborieux, nous les « introduirons » dans les institutions économiques soviétiques, et ainsi graduellement les syndicats disparaîtront, se dissoudront.

La création de nouvelles formes d'économie nationale, nous la confions aux institutions bureaucratiques soviétiques ; les syndicats, nous leur laissons le rôle « d'école ».

« De l'éducation, encore de l'éducation, plus d'éducation » : voilà le mot d'ordre de Lénine-Zinoviev. Boukharine, lui, veut cependant tableter sur le radicalisme concernant le système d'éducation syndicale et évidemment, a bien mérité les remontrances de Lénine et le surnom de « Simidicomiste ». Boukharine et son groupe, tout en mettant l'accent sur le rôle éducatif du syndicat dans la situation politique présente, sont partisans d'une démocratie prolétarienne complète à l'intérieur des syndicats, de l'octroi aux syndicats de larges pouvoirs électoraux, non seulement des principes d'élection généralement appliqués, mais pour une élection inconditionnelle de délégués nommés par le syndicat. Eh bien ! quelle démocratie ! L'Opposition ouvrière voit dans les syndicats les organisateurs et les créateurs de l'économie communiste, tandis que Boukharine, comme Lénine et Trotsky leur laissent seulement le rôle « d'école de communisme », rien de plus. Pourquoi Boukharine ne jouerait-il pas avec le principe de l'élection, quand on sait bien que cela n'affectera

en rien, ni en bien ni en mal, le système de gestion industrielle ? Car en fait, le contrôle de l'industrie restera toujours en dehors des syndicats, au-delà de leur prise en mains des institutions soviétiques. Boukharine nous fait penser à ces professeurs qui éduquent, selon le vieux système, au moyen de livres : « Vous devez apprendre jusque-là, et pas plus loin », tandis que par ailleurs ils encouragent « l'activité autonome » des élèves s'il s'agit d'organiser des bals, des distractions, etc.

De cette façon, les deux systèmes peuvent très bien s'accorder et cohabiter. Mais quelle sera l'issue de cela ? Et quelles tâches les élèves de ces professeurs d'éclectismes pourront-ils accomplir ? Ça, c'est une autre question. Si le camarade Lounatcharsky devait désapprouver les « hérésies éclectiques » de réunions d'éducateurs comme celle-ci, la position du Commissariat du peuple à l'éducation deviendrait bien précaire.



Cependant, il ne faut pas sous-estimer les méthodes éducatives de nos camarades dirigeants en ce qui concerne les syndicats. Tous, Trotsky inclus, comprennent qu'en matière d'éducation, « l'activité autonome des masses » n'est pas le moindre facteur. C'est pourquoi ils sont en train de chercher un système où les syndicats, sans léser le système bureaucratique existant de gestion industrielle, puissent développer leur initiative et leurs capacités économiques créatrices. Le domaine le moins nuisible où les masses ouvrières peuvent exprimer leur activité autonome et « participer à la vie active »

(selon Boukharine) est celui de l'amélioration du sort des ouvriers. L'Opposition ouvrière accorde une grande attention à cette question, et pourtant elle sait que le domaine de base de la création de classe c'est la création de nouvelles formes d'économie industrielle dont l'amélioration du sort des ouvriers n'est qu'une partie.

Selon l'opinion de Trotsky et de Zinoviev, la création et l'adaptation en matière de production doit être la tâche des institutions soviétiques, tandis que les syndicats doivent se cantonner au rôle restreint, bien qu'utile, d'amélioration du sort des ouvriers. Par exemple, le camarade Zinoviev voit dans la distribution de vêtements le « rôle économique » des syndicats, et explique : « Il n'y a pas de problème plus important que celui de l'économie ; réparer un établissement de bains à Petrograd est actuellement dix fois plus important que cinq bonnes conférences. »

Qu'est-ce que cela ? Une erreur naïve, ou une substitution consciente aux tâches créatives dans la production et au développement des capacités créatrices, de tâches restreintes d'économie ménagère ? Dans un langage un peu différent, Trotsky exprime la même pensée. Très généreusement, il propose aux syndicats de manifester la plus grande initiative possible dans le domaine économique.

Mais où doit donc s'exprimer cette initiative ? En « remplaçant les vitres » de l'atelier ou en « remblayant une mare devant l'usine » (discours de Trotsky au Congrès des mineurs). Camarade Trotsky, ayez pitié de nous ! Cela n'est que de l'entretien domestique, et si vous entendez réduire la créativité des syndicats à cela, alors les syndicats

seront non pas des écoles de communisme, mais des écoles de formation pour concierges. Il est vrai que le camarade Trotsky essaie d'élargir le domaine de l'« activité autonome des masses ». Il leur permet de participer à l'amélioration de leurs propres conditions de travail non pas indépendamment, sur le travail même (seule la « folie » de l'Opposition ouvrière va si loin), mais en suivant les leçons du Conseil supérieur de l'économie nationale. Toutes les fois qu'on doit décider d'une question concernant les ouvriers, par exemple de la distribution de la nourriture ou de la répartition de la force de travail, il est nécessaire que les syndicats sachent exactement (non qu'ils participent eux-mêmes à la résolution de la question, mais seulement qu'ils sachent), qu'ils sachent, non de manière générale comme de simples citoyens, mais en détail tout le travail courant fait par le Conseil supérieur de l'économie nationale (discours de décembre 1920). Les professeurs de ce Conseil non seulement forcent les syndicats à « appliquer » leurs plans, mais aussi « expliquent leurs décrets à leurs élèves ». C'est déjà un pas en avant par rapport au système qui fonctionne actuellement dans les chemins de fer.

Cependant, tout travailleur qui réfléchit s'aperçoit bien que remplacer des vitres, aussi utile que ce soit, n'a rien à voir avec la gestion de la production ; les forces productives et leur développement ne s'expriment pas dans ce travail. La question vraiment importante reste : comment développer ces forces, comment construire une économie telle que la nouvelle vie et la production correspondent l'une à l'autre et le travail improductif

soit supprimé autant que possible. Un Parti peut former un soldat de l'Armée rouge, un travailleur politique, un cadre qui fera appliquer des plans déjà préparés, mais il ne peut former des créateurs d'une économie communiste ; seul un syndicat offre la possibilité de développer les capacités créatrices sur de nouvelles bases.

Bien plus, ceci n'est pas la tâche du Parti. Le Parti doit créer les conditions de donner la liberté aux masses ouvrières unies par des buts économiques communs, pour qu'elles fassent surgir les ouvriers-créateurs, qu'elles trouvent de nouvelles incitations à travailler, qu'elles élaborent une nouvelle façon d'utiliser la force du travail, qu'elles puissent savoir comment la répartir pour reconstruire la société, et créer ainsi un nouvel ordre économique sur des fondements communistes. Mais seuls des ouvriers peuvent engendrer dans leur esprit de nouvelles méthodes pour organiser le travail et gérer l'industrie.



Ceci est une simple vérité marxiste. Pourtant les dirigeants de notre Parti ne la partagent pas avec nous. Pourquoi ? Parce qu'ils font davantage confiance aux techniciens bureaucrates, héritiers du passé, qu'à la saine créativité élémentaire de classe des masses ouvrières. Dans tout autre domaine – l'éducation, le développement de la science, l'organisation de l'armée, la santé publique – on peut hésiter quant à savoir qui doit contrôler – la collectivité ouvrière ou les spécialistes bureaucrates –, mais il y a un domaine, l'économie, où la question

de savoir qui doit contrôler est très simple et claire pour qui n'a pas oublié l'histoire.

Tout marxiste sait bien que la reconstruction industrielle et le développement des forces créatrices d'un pays dépendent de deux facteurs : le développement de la technique et l'organisation efficace du travail qui cherche à augmenter la productivité et à trouver de nouveaux stimulants au travail. Cela a été vrai pour chaque période de transformation d'un stade inférieur de développement économique à un stade plus élevé, tout au long de l'histoire humaine.

Dans une république ouvrière le développement des forces productives par le moyen de la technique joue un rôle secondaire par rapport au second facteur, l'organisation efficace du travail et la création d'un nouveau système économique. Même si la Russie soviétique réussissait à appliquer complètement son projet d'électrification générale, sans introduire de changements essentiels dans le système de contrôle et d'organisation de l'économie et de la production, elle se contenterait de rattraper les pays capitalistes avancés en matière de développement.

Pourtant dans l'utilisation efficace de la force de travail et la construction d'un nouveau système de production, les travailleurs russes se trouvent dans des circonstances exceptionnellement favorables, qui leur donnent la possibilité en matière de développement des fermes productives de laisser loin derrière tous les pays capitalistes. Le chômage, en tant que stimulant du travail, a disparu en Russie soviétique. C'est pourquoi de nouvelles possibilités

sont ouvertes à la classe ouvrière, libérée du joug du capital, d'exprimer sa propre créativité en trouvant de nouveaux stimulants au travail, et en instituant de nouvelles formes de production qui n'auront eu aucun précédent dans toute l'histoire humaine.

Mais qui peut développer la créativité et l'invention nécessaires dans ce domaine ? Les éléments bureaucratiques et la tête des institutions soviétiques, ou les syndicats industriels dont les membres, au cours de leur activité organisant les ouvriers de l'usine, rencontrent des méthodes créatrices concrètes, utiles qui peuvent être appliquées dans la réorganisation de tout le système économique ?

L'Opposition ouvrière affirme que l'administration de l'économie doit être l'affaire des syndicats ; elle est ainsi plus marxiste dans sa pensée que les dirigeants si bien formés théoriquement.

L'Opposition ouvrière n'est pas ignorante au point de mésestimer la grande valeur du progrès technique ou l'utilité des techniciens. Elle ne pense donc pas qu'après avoir élu son propre organe de contrôle sur l'industrie, elle puisse tranquillement licencier le Conseil supérieur de l'économie nationale, le Comité central de l'industrie, les divers centres économiques, etc. Pas du tout. Mais l'Opposition ouvrière pense qu'elle doit assurer son propre contrôle sur ses centres administratifs techniquement précieux ; qu'elle doit leur donner des tâches théoriques et utiliser leurs services, comme les capitalistes le faisaient quand ils louaient les techniciens pour appliquer leurs propres projets. Les spécialistes peuvent assurément faire du travail précieux pour développer les industries, ils

peuvent rendre le travail manuel plus facile ; ils sont nécessaires, indispensables, comme la science est indispensable à toute classe montante. Mais les spécialistes bourgeois, même si on leur plaque dessus l'étiquette de communiste, sont physiquement et mentalement impuissants à développer les forces productives d'un État non capitaliste, à trouver de nouvelles méthodes d'organisation du travail, de nouveaux stimulants pour l'intensification du travail. Dans ce domaine, le dernier mot appartient à la classe ouvrière, aux syndicats industriels.

Quand la classe bourgeoise montante, au seuil des temps modernes, entama la bataille économique avec la classe déclinante des seigneurs féodaux, elle ne possédait aucun avantage technique sur la dernière. Le marchand — le premier capitaliste — était obligé d'acheter les marchandises à l'artisan et au compagnon, qui, avec des limes à main, des couteaux et des rouets primitifs, les produisait à la fois pour son « maître », le seigneur, et pour les commerçants extérieurs avec qui il engageait une relation commerciale « libre ». L'économie féodale ayant atteint le point culminant de son organisation, cessa de produire un surplus, un déclin de la croissance des forces productives commença. L'humanité eut à faire face à l'alternative d'un déclin économique ou d'une découverte de nouveaux stimulants au travail, donc de la création d'un nouveau système économique qui augmente la productivité, élargisse le champ de la production et ouvre de nouvelles possibilités de développement des forces productives.

Qui aurait pu découvrir et développer les nouvelles méthodes d'organisation industrielles ?

Personne d'autre que les représentants de cette classe qui n'était pas liée à la routine du passé, qui comprenait que le rouet et les ciseaux dans les mains d'esclaves enchaînés produisent infiniment moins que dans les mains d'un ouvrier soi-disant « librement engagé » poussé par le stimulant de la nécessité économique.

Ainsi, ayant trouvé le stimulant fondamental au travail, la classe montante a bâti là-dessus un système complexe, grand à sa manière, le système de production capitaliste.

Ce n'est que bien plus tard que les techniciens sont venus à l'aide des capitalistes. La base, c'était le nouveau système d'organisation du travail et les nouvelles relations établies entre le capital et le travail.

La même chose vaut pour le présent. Aucun spécialiste, aucun technicien habitué à la routine du système capitaliste ne peut apporter une motivation créatrice nouvelle, une innovation vivifiante dans l'organisation du travail, dans la création et l'ajustement de l'économie communiste. Cette fonction appartient à la classe ouvrière. Le grand mérite de l'Opposition ouvrière est d'avoir posé, élevant ainsi le Parti franchement et ouvertement, cette question d'une importance suprême.

Le camarade Lénine considère que nous pouvons exécuter le plan économique communiste grâce au Parti. Est-ce vrai ? D'abord, examinons comment le Parti fonctionne. Selon le camarade Lénine, « il attire toute l'avant-garde ouvrière » ; il la disperse ensuite dans les diverses institutions soviétiques (seule une partie de l'avant-garde revient

dans les syndicats, où les membres communistes de toute façon n'ont aucune possibilité de diriger et construire l'économie). Dans ces institutions, ces communistes-économistes, bien formés, fidèles et peut-être talentueux, se décomposent et déclinent. Dans une telle atmosphère, l'influence de ces camarades s'affaiblit ou se perd complètement.

C'est tout autrement dans les syndicats. Là, l'atmosphère de classe est plus dense, la composition des forces plus homogène. Les tâches qu'affronte la collectivité sont plus directement liées à la vie immédiate, aux besoins de travail des producteurs eux-mêmes, des membres des comités d'usine et d'atelier, de la direction de l'usine et des centres syndicaux. C'est seulement au sein de cette collectivité naturelle de classe que peuvent naître la créativité, la recherche de nouvelles formes de production, de nouveaux stimulants au travail, qui accroissent la productivité. Seule l'avant-garde de la classe peut faire la révolution. Mais seule la totalité de la classe, grâce à son expérience quotidienne et au travail pratique de ses organisations de base, peut créer.

Qui ne croit pas à l'esprit d'une collectivité de classe – et cette collectivité est représentée le plus complètement par le syndicat – doit mettre une croix sur la reconstruction communiste de la société. Ni Krestinsky ni Preobrajensky, ni Lénine, ni Trotsky ne peuvent pousser en première ligne, par le moyen de leur appareil de Parti, sans une erreur, ces ouvriers qui sont capables de découvrir et de montrer de nouvelles façons de concevoir la production. Seule l'expérience de la vie peut faire sortir des rangs de tels ouvriers ; de ceux qui

effectivement produisent et en même temps organisent la production.

Pourtant, si claire qu'elle soit pour tout homme pratique, cette idée est perdue de vue par les dirigeants du Parti. Il est impossible de décréter le communisme. Il ne peut naître que dans un processus de recherche pratique, avec des erreurs peut-être, mais à partir des forces créatrices de la classe ouvrière elle-même.



Le point cardinal de la controverse entre les dirigeants du Parti et l'Opposition ouvrière est le suivant : à qui le Parti confiera-t-il la construction de l'économie communiste ? Au Conseil supérieur de l'économie nationale avec tous ses départements bureaucratiques, ou aux syndicats industriels. Le camarade Trotsky veut « réunir » les syndicats au Conseil supérieur, de manière qu'avec l'aide de celui-ci, il devienne possible d'engloutir ceux-là. Les camarades Lénine et Zinoviev, d'autre part, veulent « éduquer » les masses et les amener à un niveau de compréhension du communisme tel qu'elles puissent être résorbées sans peine dans les institutions soviétiques. Boukharine et les autres fractions expriment essentiellement la même théorie, la différence porte seulement sur la manière de la présenter ; l'essence est la même. L'Opposition ouvrière seule exprime une théorie complètement différente, en défendant le point de vue de classe du prolétariat dans l'accomplissement de ses tâches. Pendant la période transitoire actuelle, l'organe d'administration économique de la République ouvrière

doit être directement élu par les producteurs eux-mêmes. Le reste des administrations économiques soviétiques doivent servir seulement de centres exécutifs de la politique économique de l'organe économique suprême de la République ouvrière. Tout le reste n'est qu'une échappatoire qui manifeste de la méfiance à l'égard des capacités créatrices des ouvriers, méfiance incompatible avec les idéaux proclamés par notre Parti dont la force même réside dans l'esprit permanent de créativité du prolétariat.

Il ne faudra pas s'étonner si, au prochain congrès du Parti, les différents promoteurs de réformes économiques, à la seule exception de l'Opposition ouvrière, arrivent à un point de vue commun après des compromis et concessions mutuels ; car il n'y a pas de divergence essentielle entre eux. Seule l'Opposition ouvrière ne peut et ne doit pas faire de compromis. Ceci ne signifie pas qu'elle « pousse à une scission ». Pas du tout. Son rôle est tout différent. Même en cas de défaite au Congrès, l'Opposition doit rester dans le Parti, et défendre pied à pied son point de vue, sauver le Parti, clarifier sa ligne de classe.

Une fois de plus, en bref, quel est le programme de l'Opposition ouvrière ?

— Un organe doit être formé par les ouvriers-producteurs eux-mêmes, qui administre l'économie.

— À cette fin, c'est-à-dire pour que les syndicats se transforment, cessent d'être des assistants passifs des organes économiques, participent activement et expriment leur initiative créatrice, l'Opposition ouvrière propose une série de mesures préliminaires qui permettent d'atteindre graduellement et normalement ce but.

- Le transfert des fonctions administratives de l'industrie dans les mains des syndicats n'a lieu que lorsque le Comité exécutif central panrusse des syndicats a constaté que les syndicats considérés sont capables et suffisamment préparés pour cette tâche.
- Toutes les nominations à des postes d'administration économique se feront avec l'accord des syndicats. Tous les candidats nommés par les syndicats sont irrévocables. Tous les fonctionnaires responsables nommés par le syndicat sont responsables devant lui et peuvent être révoqués par lui.
- Pour appliquer toutes ces propositions, il faut renforcer les noyaux de base dans les syndicats, et préparer les comités d'usine et d'atelier à gérer la production.
- Par la concentration en un seul organe de toute l'administration de l'économie nationale (supprimant ainsi le dualisme actuel entre le Conseil supérieur de l'économie nationale et le Comité exécutif central panrusse des syndicats), il faut créer une volonté unique qui rendra facile l'application du plan et la naissance du système communiste de production.

Est-ce que cela est du syndicalisme ? N'est-ce pas, au contraire, ce qui est écrit dans le programme de notre Parti ? Et les principes signés par les autres camarades, ne dévient-ils pas de ce programme ?

II. SUR LA BUREAUCRATIE ET L'ACTIVITÉ AUTONOME DES MASSES

Est-ce que ce sera la bureaucratie ou l'activité autonome des masses ? C'est le second point de la controverse entre les dirigeants du Parti et

l'Opposition ouvrière. La question de la bureaucratie fut soulevée mais n'a été discutée que superficiellement au VIII^e Congrès des Soviets. Ici, exactement comme dans la question du rôle qui doit être joué par les syndicats, la discussion s'orientait dans une fausse direction. La controverse sur cette question est plus fondamentale qu'il ne semble. En voici l'essentiel : durant la période de création de la base économique pour le communisme, quel système d'administration dans une République ouvrière offre le plus de liberté à la puissance créatrice de la classe : un système de bureaucratie d'État, ou un système reposant sur une large activité autonome pratique des masses ouvrières ? Le problème se réfère au système d'administration et il y a divergence entre deux principes radicalement opposés : bureaucratie ou activité autonome ? Et pourtant, on essaie de le réduire au problème qui concerne seulement les méthodes pour « animer les institutions soviétiques ». Ici encore, nous voyons la même substitution de sujets discutés que nous avons observée dans les débats sur les syndicats. Il faut déclarer, clairement et une fois pour toutes, que les demi-mesures, les changements de relations entre les organes centraux et les organes économiques locaux, et autres petites innovations non essentielles comme l'introduction de membres du Parti dans les institutions soviétiques où ils subissent toutes les mauvaises influences du système bureaucratique qui y prévaut et se décomposent parmi les éléments de l'ancienne classe bourgeoise, tout cela n'apportera pas la « démocratisation » ou la vie dans les institutions soviétiques.

Là n'est pas la question cependant. Tout enfant en Russie soviétique sait que le problème vital est d'entraîner les larges masses ouvrières, paysannes et autres dans la reconstruction de l'économie de l'État prolétarien, et de transformer les conditions de vie en conséquence ; en d'autres termes, la tâche est claire : réveiller l'initiative et l'activité autonome des masses ; mais qu'est-ce qu'on fait pour encourager et développer cette initiative ? Rien du tout. Bien au contraire. À chaque réunion certes, nous invitons les ouvriers et les ouvrières à « créer une nouvelle vie, à construire et à aider les autorités soviétiques », mais dès que les masses ou des groupes d'ouvriers prennent cette invitation au sérieux et entreprennent de l'appliquer dans la vie, certaines institutions bureaucratiques, se sentant ignorées, se dépêchent de couper court aux efforts de ces initiateurs trop zélés.

Tout camarade peut se rappeler des centaines d'exemples, quand les ouvriers ont essayé d'organiser des réfectoires, des crèches, des transports de bois..., et quand à chaque fois l'intérêt immédiat et vivant de l'entreprise s'est éteint dans la paperasserie, les interminables négociations avec diverses institutions qui n'apportaient aucun résultat, ou un refus ou de nouvelles demandes, etc. Toutes les fois qu'existait une occasion – sous la pression des masses elles-mêmes – d'équiper un réfectoire, de constituer des stocks de bois, d'organiser une crèche, les refus des institutions centrales ont succédé aux refus, avec des explications comme : il n'y a pas d'équipement pour le réfectoire, il manque de chevaux pour transporter le bois, il n'y a pas de bâtiment convenable pour une crèche. Combien

d'amertume, parmi les ouvriers et les ouvrières quand ils voient et savent que si on leur avait donné le droit et la possibilité d'agir, ils auraient pu réaliser eux-mêmes le projet. Qu'il est pénible de se voir refuser des matériaux nécessaires, quand les ouvriers eux-mêmes les ont déjà trouvés et fournis. Aussi l'initiative s'affaiblit, le désir d'agir meurt. S'il en est ainsi, « que les fonctionnaires s'occupent de nous ». Il en résulte une division très nocive : nous sommes ceux qui travaillent, et eux sont les fonctionnaires soviétiques de qui tout dépend. Voilà tout le malheur.



Entre-temps, que font les dirigeants de notre Parti ? Essaient-ils de trouver la cause du mal ? Admettent-ils ouvertement que le système lui-même, qui est venu au monde par l'intermédiaire des Soviets, paralyse et sclérose les masses, bien qu'il soit originellement destiné à encourager leur initiative ? Non ; nos dirigeants ne font rien de la sorte. Au contraire. Au lieu de trouver des moyens d'encourager l'initiative des masses qui s'adapterait très bien, sous certaines conditions, à nos institutions soviétiques flexibles, nos dirigeants prennent soudain le rôle de défenseurs et de chevaliers de la bureaucratie. Combien de camarades, suivant l'exemple de Trotsky, répètent que « si nous souffrons ce n'est pas pour avoir adapté le mauvais côté de la bureaucratie, mais pour ne pas en avoir encore appris les bons côtés » (« Pour un plan commun », par Trotsky).

La bureaucratie, telle qu'elle est, est une négation directe de l'activité autonome des masses.

C'est pourquoi, celui qui veut faire participer activement les masses à la direction des affaires, qui reconnaît que cette participation est la base du nouveau système dans la République ouvrière ne peut pas chercher les bons et les mauvais côtés de la bureaucratie, mais doit résolument et ouvertement condamner ce système inutilisable. La bureaucratie n'est pas une production de la misère, comme le camarade Zinoviev tâche de nous en convaincre, ni un réflexe de « subordination aveugle » aux supérieurs, engendré par le militarisme, comme d'autres l'affirment. Le phénomène a une cause plus profonde. C'est un sous-produit de la même cause qui explique notre politique à double-face à l'égard des syndicats : l'influence croissante dans les institutions soviétiques des éléments qui sont hostiles non seulement au communisme, mais aux aspirations élémentaires de la classe ouvrière. La bureaucratie est une peste qui pénètre jusqu'à la moelle de notre Parti et des institutions soviétiques. Ce n'est pas seulement l'Opposition ouvrière qui insiste sur ce fait ; bien des camarades qui n'appartiennent pas à ce groupe le reconnaissent. Des restrictions à l'initiative sont imposées non seulement concernant l'activité des masses sans parti (ce qui serait raisonnables et logique dans la lourde atmosphère de la guerre civile), mais aux membres du Parti eux-mêmes. Toute tentative indépendante, toute pensée nouvelle qui a subi la censure de notre centre directeur, sont considérées comme une hérésie, une violation de la discipline du Parti, une tentative d'empiéter sur les prérogatives du centre qui doit « prévoir » tout et décréter tout. Si une chose n'est pas décrétée, il faut attendre ;

le temps viendra où le centre, à sa guise, la décrètera, et alors, dans des limites très étroites, on pourra exprimer son « initiative ». Qu'arriverait-il si quelques membres du parti communiste russe – ceux par exemple qui aiment beaucoup les oiseaux – décidaient de former une société pour la préservation des oiseaux ? L'idée elle-même semble très utile et ne mine en aucune façon les « projets de l'État » ; mais cela n'est qu'apparent. Car il surgirait aussitôt une institution bureaucratique qui réclamerait le droit de diriger cette entreprise ; cette institution « incorporerait » immédiatement la société dans l'appareil soviétique, tuant ainsi l'initiative directe. À la place de celle-ci, il apparaîtrait un tas de décrets et de règlements qui donneraient assez de travail à d'autres centaines de fonctionnaires et compliqueraient le travail des postes et des transports.

Le mal que fait la bureaucratie ne réside pas seulement dans la paperasserie, comme quelques camarades voudraient nous le faire croire quand ils limitent la discussion à « l'animation des institutions soviétiques ». Il réside surtout dans la manière dont on résout les problèmes : non par un échange ouvert d'opinions, ou par les efforts de tous ceux qui sont concernés, mais par des décisions formelles prises dans les institutions centrales par une seule ou un très petit nombre de personnes et transmises toutes faites vers le bas, tandis que les personnes directement intéressées sont souvent complètement exclues. Une troisième personne décide de votre sort : voilà l'essence de la bureaucratie.

Face à la souffrance croissante de la classe ouvrière due à la confusion de la période transitoire

présente, la bureaucratie se trouve particulièrement faible et impuissante. Le miracle de l'enthousiasme pour stimuler les forces productives et améliorer les conditions de travail ne peut être réalisé que par l'initiative vivante des travailleurs intéressés eux-mêmes, sans qu'ils soient réprimés, et limités à chaque pas par une hiérarchie de « permissions et de décrets ».

Tous les marxistes, en particulier les bolcheviks, doivent leur force au fait qu'ils n'étaient pas pour une politique de succès immédiat du mouvement ouvrier (politique toujours suivie par les opportunistes), mais ont toujours essayé de mettre les ouvriers dans des conditions telles qu'ils aient l'occasion de tremper leur volonté révolutionnaire et de développer leurs capacités créatrices. L'initiative des ouvriers nous est indispensable et pourtant nous ne lui donnons pas la possibilité de se développer. La peur de la critique et de la liberté de penser, combinées à la bureaucratie, produisent souvent des résultats ridicules.

Il ne peut y avoir d'activité autonome, sans liberté de pensée et d'opinion ; car l'activité autonome ne s'exprime pas seulement dans l'action et le travail, mais tout aussi dans la pensée indépendante. Nous ne donnons aucune liberté à l'activité de la classe, nous avons peur de la critique, nous avons cessé de nous appuyer sur les masses. C'est pourquoi la bureaucratie est chez nous. C'est pourquoi l'Opposition ouvrière considère que la bureaucratie est notre ennemi, notre peste, et le plus grave danger pour l'existence future du parti communiste lui-même.



Pour chasser la bureaucratie qui s'abrite dans les institutions soviétiques, il faut d'abord se débarrasser de la bureaucratie dans le Parti lui-même. C'est là que nous devons faire face à la lutte immédiate contre le système. Dès que le Parti – non en théorie, mais en pratique – reconnaît que l'activité autonome des masses est la base de notre État, alors les institutions soviétiques redeviendront automatiquement ces institutions vivantes chargées d'appliquer le programme communiste et cesseront d'être les institutions paperassières, les laboratoires de décrets mort-nés, en quoi elles ont très vite dégénéré.

Que devons-nous faire pour détruire la bureaucratie dans le Parti et y introduire la démocratie ouvrière ? D'abord il faut comprendre que nos dirigeants ont tort quand ils disent : « juste en ce moment, nous sommes d'accord pour relâcher un peu les rênes ». Car il n'y a pas de danger immédiat sur le front militaire, mais, dès que nous sentirons revenir le danger nous appliquerons de nouveau le « système militaire » dans le Parti. Ils ont tort. Il faut se souvenir que c'est grâce à l'héroïsme qu'on a sauvé Petrograd, qu'on a défendu bien des fois Lougansk, d'autres villes, et des régions entières. Était-ce l'Armée rouge seule qui organisait la défense ? Non ; il y avait en plus l'héroïque activité et l'initiative des masses elles-mêmes. Tout camarade se souvient que durant les moments de danger suprême, le Parti a toujours fait appel à l'activité autonome des masses, car il voyait en elles la planche de salut. Il est bien vrai qu'au moment d'un danger menaçant, la discipline de parti et de classe doivent être plus strictes, qu'il doit y avoir

plus de sacrifices, plus d'exactitude à remplir les tâches..., mais entre ces manifestations de l'esprit de classe et la « subordination aveugle », récemment développée par le Parti, il y a une grande différence.

L'Opposition ouvrière, conjointement à un groupe d'ouvriers responsables à Moscou au nom de la régénération du Parti et de l'élimination de la bureaucratie dans les institutions soviétiques, réclame une réalisation complète de tous les principes démocratiques, non seulement pendant la période actuelle de répit, mais aussi pendant les moments de tension intérieure et extérieure. C'est la condition première et fondamentale de la régénération du Parti, de son retour aux principes de son programme, dont il dévie de plus en plus sous la pression d'éléments étrangers à lui.

La seconde condition, sur laquelle insiste énergiquement l'Opposition ouvrière, est l'expulsion du Parti de tous les éléments non prolétariens. Plus l'autorité soviétique devient forte, plus grand est le nombre d'éléments de la classe moyenne, parfois même ouvertement hostile, qui rejoignent le Parti. L'élimination de ces éléments doit être complète, et ceux qui en sont chargés doivent prendre en considération le fait que tous les éléments les plus révolutionnaires parmi les non ouvriers avaient rejoint le Parti durant la première période de la Révolution d'Octobre. Le Parti doit devenir un parti ouvrier ; car seulement alors il pourra repousser avec force toutes les influences apportées par les éléments petits-bourgeois, les paysans, ou par les serviteurs fidèles du capital – les spécialistes.

L'Opposition ouvrière propose d'enregistrer tous les membres qui ne sont pas ouvriers et qui

ont rejoint le Parti depuis 1919, et de leur réserver le droit de faire appel dans un délai de trois mois contre les décisions qui seront prises, de manière qu'ils puissent revenir au Parti.

En même temps, il est nécessaire d'établir un « statut de travailleur » pour tous les éléments non ouvriers qui essaieront de revenir au Parti, en stipulant que pour adhérer au Parti il faut avoir travaillé pendant un certain temps à un travail manuel dans les conditions communes, avant de pouvoir être admis dans le Parti.

Le troisième pas décisif vers la démocratisation du Parti est l'élimination de tous les éléments non ouvriers des positions administratives ; autrement dit, les comités centraux provinciaux et locaux du Parti doivent être composés de manière que des ouvriers étroitement liés aux masses travailleuses y aient la majorité absolue. En relation étroite avec ce point, l'Opposition ouvrière réclame que tous les organes du Parti, du Comité exécutif central aux comités de province, cessent d'être des institutions chargées du travail quotidien de routine, et deviennent des institutions contrôlant la politique soviétique.

Nous avons déjà remarqué que la crise dans notre Parti est le produit direct de l'opposition de trois courants qui correspondent aux trois couches sociales différentes : la classe ouvrière, la paysannerie, la classe moyenne et les éléments de l'ancienne bourgeoisie – spécialistes, techniciens et hommes d'affaires.

Les questions d'importance nationale forcent les institutions soviétiques locales et centrales, y compris même le Conseil des commissaires du

peuple et le Comité exécutif central panrusse, à prêter l'oreille et à se conformer aux trois tendances différentes des groupes qui composent la population russe ; il en résulte que la politique de classe est brouillée ; la stabilité nécessaire est perdue. Les intérêts de l'État commencent à peser plus lourd que les intérêts des ouvriers.

Pour que le Comité central et les autres comités du Parti restent sur une ferme ligne de classe et rappellent à l'ordre les institutions soviétiques chaque fois qu'une question décisive pour la politique soviétique apparaît (comme, par exemple, sur la question des syndicats), il est nécessaire de dissocier les pouvoirs de fonctionnaires qui occupent simultanément des postes responsables à la fois dans le Parti et dans les institutions soviétiques.

Nous devons nous rappeler que la Russie soviétique n'est pas jusqu'ici socialement homogène ; elle représente, au contraire, un conglomerat social hétérogène, et par conséquent, l'autorité étatique est obligée de réconcilier tous ces intérêts, parfois hostiles, en choisissant une ligne médiane.

Pour que le Comité central du Parti devienne le centre suprême de notre politique de classe, l'organe de la pensée de classe et de contrôle de la politique concrète des Soviets et la personnification spirituelle de notre programme fondamental, il est nécessaire, surtout au Comité central, de restreindre à un minimum l'occupation simultanée de plusieurs postes par des personnes qui, tout en étant membres du Comité central, occupent des positions responsables dans les institutions soviétiques. À cette fin, l'Opposition ouvrière propose la formation de centres du Parti, qui serviraient

réellement comme organes de contrôle idéologique des institutions soviétiques, et orienteraient les actions de celles-ci selon des lignes claires de classe. De plus, pour accroître l'activité du Parti, il est nécessaire d'appliquer partout la mesure suivante : au moins un tiers des membres effectifs du Parti qui appartiennent aux centres dirigeants doivent se voir interdire d'agir simultanément comme membres du Parti et fonctionnaires soviétiques.



La quatrième revendication de l'Opposition ouvrière est la suivante : le Parti doit revenir au principe de l'éligibilité des responsables.

Les nominations ne doivent être tolérées qu'à titre d'exception ; récemment elles ont commencé à devenir la règle. La nomination des responsables est une caractéristique de la bureaucratie. Pourtant, actuellement, cette pratique est générale, légale, quotidienne, reconnue. La procédure de nomination crée une atmosphère malsaine dans le Parti, et détruit la relation d'égalité entre ses membres, par la récompense des amis et la punition des ennemis, comme aussi par d'autres pratiques non moins nuisibles dans la vie du Parti et des Soviets. Le principe de la nomination diminue le sens du devoir et la responsabilité devant les masses. Ceux qui sont nommés ne sont pas responsables devant les masses, ce qui aggrave la division entre les dirigeants et les militants de base.

En fait, toute personne nommée est au-dessus de tout contrôle, car les dirigeants ne peuvent surveiller en détail son activité, tandis que les

masses ne peuvent pas lui demander des comptes et le révoquer si nécessaire. En règle générale, tout responsable nommé s'entoure d'une atmosphère d'officialité, de servilité, de subordination aveugle qui infecte tous les subordonnés et discrédite le Parti. La pratique des nominations s'oppose complètement au principe du travail collectif ; il nourrit l'irresponsabilité. Il faut donc en finir avec les nominations par les dirigeants, et revenir au principe de l'éligibilité dans tous les étages du Parti. Des conférences et des congrès seuls doivent élire les candidats pouvant occuper des postes administratifs responsables.

Enfin, pour éliminer la bureaucratie et rendre le Parti plus sain, il faut revenir à l'état de choses où toutes les questions importantes concernant l'activité du Parti et la politique soviétique sont soumises aux militants de base et ne sont supervisées par les leaders que par la suite. Il en était ainsi, même quand le Parti travaillait dans la clandestinité, et même encore au moment de la signature du traité de Brest-Litovsk.

Actuellement, il en va tout autrement. En dépit des promesses faites par la Conférence panrusse du Parti en septembre et amplement claironnées, une question aussi importante que celle des concessions a été décidée sans consulter les masses. Et c'est seulement grâce à la controverse soulevée dans les centres du Parti que la question des syndicats a fait l'objet d'un débat ouvert.



Large circulation de l'information, liberté d'opinion et de discussion, droit de critique à l'intérieur du Parti et parmi les membres des syndicats, tels sont les pas décisifs qui peuvent mettre fin au système bureaucratique dominant. Liberté de critique, droit pour les différentes fractions d'exprimer librement leur point de vue dans les réunions du Parti, liberté de discussion, toutes ces revendications ne sont plus propres à l'Opposition ouvrière. Sous la pression croissante des masses, toute une série de mesures réclamées par les militants de base, bien avant le Congrès de septembre, sont maintenant reconnues et promulguées officiellement. En lisant les propositions du Comité de Moscou concernant la structure du Parti, on peut être fiers de notre influence sur les centres du Parti. Sans l'Opposition ouvrière, le Comité de Moscou n'aurait jamais pris un tel « tournant à gauche ». Il ne faut cependant pas surestimer ce « gauchisme » ; il s'agit seulement d'une déclaration de principe en vue du Congrès. Comme cela s'est déjà très souvent passé avec les décisions de nos dirigeants pendant ces dernières années, il peut arriver qu'on oublie ces déclarations radicales : car, en règle générale, les centres du Parti acceptent de telles propositions quand la pression des masses est forte, mais dès que la vie reprend son cours normal, les décisions sont oubliées. N'est-ce pas ce qui est arrivé à la décision du VIII^e Congrès d'expulser du Parti tous les éléments qui y adhèrent pour des motifs égoïstes, de passer au crible les éléments non ouvriers avant de les accepter ? Qu'est-il advenu de la décision prise par la Conférence du Parti en 1920, de remplacer la pratique des nominations par celle de la

recommandation ? L'inégalité existe encore dans le Parti, malgré les multiples résolutions prises à ce sujet. En ce qui concerne la persécution dont sont victimes les camarades qui osent s'opposer aux décrets pris en haut, elle continue toujours. Si ces décisions ne sont pas appliquées, alors il faut éliminer la cause de leur inapplication, c'est-à-dire expulser du Parti tous ceux qui ont peur de la diffusion de l'information, de la responsabilité absolue devant la base, de la liberté de critique.

Les membres non ouvriers du Parti et ceux parmi les ouvriers qui sont tombés sous leur influence, ont peur de tout cela. Il ne suffit pas d'épurer le Parti par l'enregistrement de tous les membres non prolétariens, d'accroître le contrôle au moment de l'adhésion..., il faut simplifier l'admission des ouvriers, leur fournir des occasions pour qu'ils adhèrent, créer une atmosphère plus amicale dans le Parti, de façon que les ouvriers s'y sentent chez eux, qu'ils ne continuent pas de voir les fonctionnaires responsables du Parti comme des supérieurs, mais comme des camarades plus expérimentés qui sont prêts à partager avec eux leur savoir, leur expérience, leur habileté, et envisagent sérieusement les besoins et les intérêts des ouvriers. Combien de camarades, surtout de jeunes ouvriers ne s'éloignent-ils pas du Parti simplement parce que nous nous montrons avec eux impatients, supérieurs et sévères, au lieu de leur apprendre, de les éduquer dans l'esprit du communisme ?

En plus de l'esprit bureaucratique, une atmosphère de fonctionnarisme pompeux pèse dans notre Parti. S'il y a encore de la camaraderie dans le Parti, elle n'existe qu'à la base.

Le Congrès du Parti doit admettre cette réalité déplaisante et réfléchir à la question suivante : pourquoi l'Opposition ouvrière insiste-t-elle pour introduire l'égalité, pour éliminer tous les privilèges dans le Parti, pour placer sous la stricte responsabilité vis-à-vis des masses les fonctionnaires administratifs élus par elles ?



Dans la lutte pour établir la démocratie dans le Parti et éliminer toute bureaucratie, l'Opposition ouvrière met en avant trois principes
Retour au principe de l'élection à tous les échelons
et élimination de la bureaucratie en rendant tous les fonctionnaires responsables devant les masses.

— Large diffusion d'informations dans le Parti, concernant aussi bien les questions générales que les questions d'individus ; attention plus grande accordée à la voix des militants de base (large discussion de toutes les questions par la base, et conclusion par les dirigeants ; admission de n'importe quel membre aux réunions des centres du Parti, sauf quand les problèmes discutés exigent le secret), établissement de la liberté d'opinion et d'expression (non seulement en donnant le droit de critiquer librement pendant les discussions, mais en permettant d'utiliser des fonds du Parti pour publier la littérature des différentes fractions du Parti).

— Faire du Parti un parti plus ouvrier ; limiter le nombre de ceux qui occupent des positions de responsable à la fois dans le Parti et dans les institutions soviétiques.

Cette dernière exigence est particulièrement importante ; en effet, notre Parti ne doit pas seulement construire le communisme, mais éduquer et préparer les masses à une période prolongée de combat contre le capitalisme mondial qui peut prendre des formes nouvelles et inattendues. Il serait puéril de croire que, l'invasion des gardes blancs et de l'impérialisme repoussée sur les fronts militaires, nous sommes maintenant à l'abri d'une nouvelle attaque du capitalisme mondial ; celui-ci essaie de s'emparer de la Russie soviétique par des moyens détournés ; il essaie de pénétrer dans notre propre vie et d'utiliser la République soviétique à ses propres fins. Voilà le grand danger contre lequel nous devons nous garder et voilà le problème qu'affronte le Parti : comment faire face à cet ennemi bien préparé, comment réunir toutes les forces prolétariennes autour des problèmes de classe (les autres groupes de la population graviteront toujours autour du capitalisme). Se préparer à cette nouvelle page de notre histoire révolutionnaire, voilà le devoir de nos dirigeants.

La solution correcte de cette question sera possible seulement lorsque nous réussirons à rétablir, de haut en bas, la cohésion du Parti non seulement avec les institutions soviétiques mais aussi avec les syndicats. Dans ce deuxième cas, le fait que les mêmes personnes occupent des postes dans les deux organismes (le Parti et les syndicats), non seulement ne constitue pas une déviation de la ligne claire de classe, mais au contraire immunise le Parti contre l'influence du capitalisme mondial dans la période qui vient, influence qui s'exerce par les concessions d'entreprises et les

accords commerciaux. Faire du Comité central un Comité central ouvrier, c'est en faire un comité où les représentants des couches inférieures, liés aux masses, ne joueraient pas les couches « en parade » ou les invités à un repas de mariage, et resteraient en étroit contact avec les larges masses des sans-parti dans les syndicats, gardant ainsi la capacité de formuler les mots d'ordre de l'époque, d'exprimer les besoins et les aspirations des ouvriers, et de diriger la politique du Parti suivant une ligne de classe.

Telle est la ligne de l'Opposition ouvrière ; telle est sa tâche historique. Les dirigeants de notre Parti peuvent se moquer de nous, l'Opposition est la seule force vitale dont le Parti est obligé de tenir compte, et à laquelle il devra accorder son attention.

Reste la question : l'Opposition est-elle nécessaire ? Est-il nécessaire de saluer sa formation, du point de vue de la libération du prolétariat mondial de l'étreinte du capital ? Ou n'est-elle qu'un mouvement indésirable, qui nuit à l'énergie combattante du Parti et désorganise ses rangs ?

Tout camarade qui n'a pas de préjugé contre l'Opposition, et qui veut donc aborder cette question l'esprit ouvert, et l'analyser sans se soucier de ce que disent les autorités reconnues, verra même à partir de ce bref exposé que l'Opposition ouvrière est utile et nécessaire. Elle est utile d'abord parce qu'elle a réveillé la pensée somnolente du Parti. Durant ces années de révolution, nous avons été si préoccupés avec des affaires pressantes, que nous avons cessé de juger nos actions du point de vue des principes et de la théorie. Nous avons oublié que le prolétariat peut commettre de graves erreurs

et tomber dans les marais de l'opportunisme, non seulement dans la période de combat pour la conquête du pouvoir, mais même pendant la phase de dictature. De telles erreurs sont possibles, surtout quand de tous côtés, nous sommes entourés par l'orage impérialiste et que la République soviétique est obligée d'agir dans un environnement capitaliste. Dans de tels moments, nos dirigeants ne doivent pas être seulement des sages politiciens – « hommes d'État » – ils doivent aussi diriger le Parti et toute la classe ouvrière sur une ligne de réunification et de créativité de classe, les préparer à un combat prolongé contre les nouvelles formes sous lesquelles les influences bourgeoises du capitalisme mondial tendent à s'emparer de la République soviétique. « Soyons prêts, soyons clairs, mais sur une ligne de classe » : tel doit être le mot d'ordre de notre Parti, maintenant plus que jamais.

L'Opposition ouvrière a mis toutes ces questions à l'ordre du jour, rendant ainsi un service historique. La pensée commence de nouveau à bouger ; les membres du Parti commencent à analyser ce qui a déjà été fait. Et là où il y a critique et analyse, là où la pensée bouge et travaille, il y a de la vie, du progrès, de l'avance vers l'avenir. Rien n'est plus terrible et plus nuisible qu'une pensée sclérosée et routinière. Nous nous sommes retirés dans la routine ; nous aurions pu, sans y faire attention, nous égarer de la route de classe qui mène au communisme, si l'Opposition ouvrière n'était pas intervenue à un moment où nos ennemis étaient prêts à se réjouir le plus. Maintenant c'est déjà impossible. Le Congrès, et donc le Parti, seront

obligés de tenir compte du point de vue exprimé par l'Opposition ouvrière et, sous son influence et sa pression, de parvenir à un accord ou de lui faire des concessions essentielles.

Le second service rendu par l'Opposition ouvrière est d'avoir posé la question : qui sera en fin de compte chargé de créer les nouvelles formes d'économie : est-ce que ce seront les techniciens, les hommes d'affaires, liés psychologiquement au passé, et les fonctionnaires soviétiques avec quelques communistes éparpillés parmi eux, ou bien la collectivité ouvrière représentée par les syndicats ?

L'Opposition ouvrière ne fait que répéter ce qui a été écrit par Marx et Engels dans *Le Manifeste du parti communiste* : « La création du communisme sera l'œuvre des masses ouvrières elles-mêmes. La création du communisme n'appartient qu'aux ouvriers. »

Enfin, l'Opposition ouvrière s'est élevée contre la bureaucratie, et a osé dire que la bureaucratie entrave l'activité autonome et la créativité de la classe ouvrière ; qu'elle paralyse la pensée, empêche l'initiative et l'expérimentation de nouvelles méthodes de production, empêche, en un mot, le développement de nouvelles formes de production et de vie.

Au lieu d'un système bureaucratique, elle propose un système d'activité autonome des masses. À cet égard, les dirigeants du Parti sont en train de faire des concessions et de « reconnaître » que ces déviations sont nuisibles au communisme et aux intérêts de la classe ouvrière (rejet du centralisme).

Le X^e Congrès², nous présumons, fera une autre série de concessions à l'Opposition ouvrière. Ainsi, bien que l'Opposition ouvrière ne soit apparue que comme un simple groupe au sein du Parti il y a seulement quelques mois, elle a déjà rempli sa mission et obligé la direction du Parti à écouter l'avis sain des ouvriers. Maintenant, quelle que soit la colère contre l'Opposition ouvrière, celle-ci a déjà l'avenir historique de son côté.

Précisément parce que nous avons foi dans les forces vitales de notre Parti, nous savons qu'après quelques hésitations, quelques résistances, quelques manœuvres politiques, notre Parti, suivra à nouveau la route qui a été déblayée par les forces élémentaires du prolétariat organisé. Il n'y aura pas de scission. Si certains groupes quittent le Parti, ce ne sera pas ceux qui forment l'Opposition ouvrière. Seuls s'en iront ceux qui ont voulu ériger en principe les déviations temporaires du programme communiste, que la guerre civile prolongée a imposées au Parti, et qui y tiennent comme si elles étaient l'essence de notre ligne politique.

Toute l'aile du Parti qui est habituée à refléter le point de vue de classe du prolétariat constamment croissant, absorbera tout ce que l'Opposition ouvrière a dit de juste, de pratique et de sain. Rassuré et conciliant, l'ouvrier de base ne dira pas en vain : « Ilitch (Lénine) réfléchira, nous écouterà et décidera d'orienter le Parti sur la ligne de l'Opposition. De nouveau, Ilitch sera avec nous. ».

2. Il se tiendra du 8 au 16 mars 1921, dans un contexte difficile pour l'Opposition après les événements de Kronstad.

Plus tôt les dirigeants du Parti prendront en considération le travail de l'Opposition et suivront la route tracée par les militants de base, plus vite nous traverserons la crise du Parti à un moment si difficile, et plus tôt nous marcherons vers le temps où l'humanité s'étant libérée des lois économiques objectives profitant des trésors de savoir de la collectivité ouvrière, commencera à créer consciemment l'histoire humaine de l'époque communiste.

LE FÉMINISME

THÈSES POUR LA PROPAGANDE PARMIL
LES FEMMES AU III^E CONGRÈS DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
JUN 1921

L'Internationale communiste (IC) est fondée en mars 1919 à Moscou en rupture avec la II^e Internationale, réformiste, et qui s'est, en grande partie, compromise, pendant la Première Guerre mondiale. Après-guerre se constitue l'Union des partis socialistes pour l'action internationale, connu sous le nom d'Union de Vienne ou Internationale Deux et demie.

Mais c'est surtout le II^e Congrès de l'IC qui marquera l'évolution du mouvement ouvrier international. Ils se tiennent à l'été 1920. Les conditions précises pour l'appartenance d'un parti à l'IC, connues comme les « 21 conditions », y sont décidées. L'objectif est d'assurer la rupture totale avec la II^e Internationale et la création de nouveaux partis communistes résolument

révolutionnaires. Ces 21 conditions marquent, entre autres, la naissance du parti communiste français en décembre 1920 à Tours.

Le III^e Congrès de l'IC se tient en 1921 et entérine la création de nombreux partis communistes. Il est considéré comme le congrès de la stabilisation. Il aborde les questions du fonctionnement des jeunes partis communistes et des orientations aptes à les lancer pour aller « à la conquête des masses ». Des discussions vives ont lieu autour de la tactique révolutionnaire.

Alexandra Kollontaï y présente le rapport pour la propagande en direction des femmes.

RAPPORT D'ALEXANDRA KOLLONTAÏ

I. PRINCIPES GÉNÉRAUX

1. Le III^e Congrès de l'Internationale communiste, conjointement avec la II^e Conférence internationale des femmes communistes, confirme l'opinion du I^e et du II^e Congrès relativement à la nécessité pour tous les partis communistes d'Occident et d'Orient de renforcer le travail parmi le prolétariat féminin, et en particulier l'éducation communiste des grandes masses des ouvrières qu'il faut entraîner dans la lutte pour le pouvoir des Soviets ou pour l'organisation de la République ouvrière soviétique.

Pour la classe ouvrière du monde entier et par conséquent pour les ouvrières, la question de la dictature du prolétariat devient primordiale.

L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productives ne peuvent plus

se développer dans le cadre du régime capitaliste. L'impuissance de la bourgeoisie à faire renaître l'industrie, la misère grandissante des masses laborieuses, le développement de la spéculation, la décomposition de la production, le chômage, l'instabilité des prix, la cherté de la vie disproportionnée aux salaires, provoquent une recrudescence de la lutte de classes dans tous les pays. Dans cette lutte, il est surtout question de savoir qui doit organiser la production d'une poignée de bourgeois et d'exploiteurs, sur les bases du capitalisme et de la propriété privée, ou de la classe des vrais producteurs, sur la base communiste.

La nouvelle classe montante, la classe des vrais producteurs, doit, conformément aux lois du développement économique, prendre en main l'appareil de production et créer les nouvelles formes économiques. C'est ainsi seulement qu'on pourra donner leur développement maximum aux forces productrices à qui l'anarchie de la production capitaliste empêche de donner tout le rendement dont elles sont capables.

Tant que le pouvoir est entre les mains de la classe bourgeoise, le prolétariat est impuissant à rétablir la production. Aucune réforme, aucune mesure, proposées par les gouvernements démocratiques ou socialistes des pays bourgeois ne seront capables de sauver la situation et d'alléger les souffrances insurmontables des ouvriers, car ces souffrances sont un effet naturel de la ruine du système économique capitaliste et persisteront tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat permettra à la classe ouvrière de s'emparer des

moyens de production et de s'assurer ainsi la possibilité de rétablir l'économie dans son propre intérêt.

Pour avancer l'heure de la rencontre décisive du prolétariat avec le monde bourgeois expirant, la classe ouvrière doit se conformer à la tactique ferme et intransigeante préconisée par la III^e Internationale. La réalisation de la dictature du prolétariat doit être à l'ordre du jour. C'est là le but qui doit définir les méthodes d'action et la ligne de conduite du prolétariat des deux sexes.

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les États capitalistes et que la construction du communisme est la tâche actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le III^e Congrès de l'Internationale communiste déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que sans l'appui des partis communistes, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

2. L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment avec une force particulière l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communisme ; il l'exige dans la mesure où la ruine économique mondiale devient

de plus en plus intense et intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que devant le peuple laborieux de la Russie soviétique se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

3. Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Église et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle l'inconscience des masses féminines a joué un si triste rôle, doit servir d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la République soviétique a montré dans la pratique combien la participation de l'ouvrière et de la paysanne est essentielle tant à la défense de la République pendant la guerre civile que dans tous les domaines de l'organisation

soviétique. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République soviétique, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes les formes de la contre-révolution, du sabotage, etc.

L'expérience de la République ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des partis communistes : étendre l'influence du Parti et du communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays, au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes, pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

4. En imposant aux partis communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le III^e Congrès de l'Internationale communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la

famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la société travailleuse ; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera plus en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

5. Le III^e Congrès de l'Internationale communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions « spécialement féminines » ; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du parti communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

6. La lutte de la femme contre sa double oppression : le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétique sous le drapeau de la III^e Internationale.

7. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le III^e Congrès de l'Internationale communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la II^e Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales II et Deux et demie et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la II^e Internationale et de l'Internationale Deux et demie, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale communiste.

Les femmes doivent encore se rappeler que la II^e Internationale n'a même pas essayé de créer un organisme destiné à la lutte pour l'affranchissement total de la femme. L'union internationale des femmes socialistes, dans la mesure où elle existe, a été établie en dehors du cadre de la II^e Internationale, sur la propre initiative des ouvrières.

La III^e Internationale a formulé clairement, dès son premier congrès en 1919, son attitude sur la question de la participation des femmes à la lutte pour la dictature du prolétariat. C'est sur son initiative et avec sa participation que fut convoquée la première conférence des femmes communistes et qu'en 1920 fut fondé le secrétariat international pour la propagande parmi les femmes, avec représentation permanente au comité exécutif de l'Internationale communiste. Le devoir des ouvrières conscientes de tous les pays est de rompre avec la II^e Internationale et avec l'Internationale Deux et demie et de soutenir fermement la politique révolutionnaire de l'Internationale communiste.

8. L'appui que donneront à l'Internationale communiste les ouvrières et les employées doit se manifester tout d'abord par leur entrée dans les

rangs des partis communistes de leurs pays. Dans les pays et dans les partis où la lutte entre la II^e et la III^e Internationale n'est pas encore terminée, le devoir des ouvrières est de soutenir de toutes leurs forces le parti ou le groupe qui suit la politique de l'Internationale communiste et de lutter impitoyablement contre tous les éléments hésitants ou ouvertement traîtres, sans tenir compte d'aucune autorité. Les femmes prolétaires conscientes luttant pour leur affranchissement ne doivent pas rester dans un parti non affilié à l'Internationale communiste.

Tout adversaire de la III^e Internationale est un ennemi de l'affranchissement de la femme.

Chaque ouvrière consciente d'Occident et d'Orient doit se ranger sous le drapeau révolutionnaire de l'Internationale communiste. Toute hésitation des femmes du prolétariat à briser avec les groupements opportunistes ou avec les autorités reconnues, retarde les conquêtes du prolétariat sur le champ de bataille de la guerre civile, qui prend le caractère d'une guerre civile mondiale.

II. MÉTHODES D'ACTION PARMI LES FEMMES

Partant des principes ci-dessus indiqués, le III^e Congrès de l'Internationale communiste établit que le travail parmi le prolétariat féminin doit être mené par les partis communistes de tous les pays sur les bases suivantes :

1. Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le parti et dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, conseils des anciens des usines...).

2. Se rendre compte de l'importance qu'il y a à faire participer activement les femmes à toutes les branches de la lutte du prolétariat (y compris sa défense militaire), de l'édification des nouvelles bases sociales, de l'organisation de la production et de l'existence selon les principes communistes.

3. Reconnaître la maternité comme une fonction sociale, prendre et appliquer toutes mesures nécessaires à la défense de la femme dans sa qualité de mère.

Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières, le III^e Congrès de l'Internationale communiste reconnaît la nécessité pour le parti communiste d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former dans tous les partis communistes des organes spéciaux chargés de ce travail.

En cela le Congrès est guidé par les considérations suivantes :

- l'asservissement familial de la femme non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétique, dans la phase de transition du capitalisme au communisme ;
- la grande passivité et l'état politique arriéré des masses féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille ;
- les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de

ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.

Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, à commencer par le Comité central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. Cette décision est obligatoire pour tous les partis adhérant à l'Internationale communiste.

Le III^e Congrès de l'Internationale communiste indique comme tâches des partis communistes à accomplir par l'intermédiaire des sections pour le travail parmi les femmes :

1. Éduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les rangs du Parti.
2. Combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes.
3. Affermir la volonté de l'ouvrière en l'utilisant dans la guerre civile sous toutes ses formes et aspects, éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage), à l'organisation de l'économie communiste et de l'existence en général dans les Républiques soviétiques.
4. Mettre à l'ordre du jour du Parti et des institutions législatives les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère.

5. Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.

Tout le travail des sections féminines devra être fait sous la direction immédiate et sous la responsabilité des comités du Parti.

Parmi les membres de la commission ou de la direction des sections devront figurer aussi, dans la mesure du possible, des camarades communistes hommes.

Toutes les mesures et toutes les tâches qui s'imposent aux commissions et aux sections des ouvrières devront être réalisées par elles, d'une manière indépendante, mais dans les pays des Soviets par l'intermédiaire des organes économiques ou politiques respectifs (sections des Soviets, commissariats, commissions, syndicats, etc.) et dans les pays capitalistes avec l'aide des organes correspondants du prolétariat (syndicats conseils...).

Partout où des partis communistes ont une existence légale ou semi-légale, ils doivent former un appareil illégal pour le travail parmi les femmes. Cet appareil doit être subordonné et adapté à l'appareil illégal du parti dans son ensemble. Là, comme dans l'appareil légal, chaque comité doit comprendre une camarade, chargée de diriger la propagande illégale parmi les femmes.

Dans la période actuelle, les syndicats professionnels et de production doivent être pour les partis communistes le terrain fondamental du

travail parmi les femmes, tant pour les pays où la lutte pour le renversement du joug capitaliste n'est pas encore terminée que dans les républiques ouvrières soviétiques.

Le travail parmi les femme doit être mené dans l'esprit suivant : unité dans la ligne politique et dans la structure du Parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le Parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.

III. LE TRAVAIL POLITIQUE DU PARTI PARMI LES FEMMES DANS LES PAYS DU RÉGIME SOVIÉTIQUE

Le rôle des sections dans les Républiques soviétiques consiste à éduquer les masses féminines dans l'esprit du communisme en les entraînant dans les rangs du parti communiste ; il consiste encore à développer l'activité, l'initiative de la femme en l'attirant dans le travail de construction du communisme et en en faisant un ferme défenseur de l'Internationale communiste.

Les sections doivent par tous les moyens faire participer la femme à toutes les branches de l'organisation soviétique, depuis la défense militaire de la République jusqu'aux plans économiques les plus compliqués.

Dans la République soviétique, les sections doivent veiller à l'application des décisions du III^e Congrès des Soviets concernant la participation

des ouvrières et des paysannes à l'organisation et à la construction de l'économie nationale, ainsi qu'à tous les organes dirigeants et administratifs, contrôlant et organisant la production.

Par l'intermédiaire de leurs représentants et par les organes du Parti, les sections doivent collaborer à l'élaboration de nouvelles lois et à la modification de celles qui doivent être transformées en vue de l'affranchissement réel de la femme. Les sections doivent faire preuve d'initiative particulière pour le développement de la législation protégeant le travail de la femme et des mineurs.

Les sections doivent entraîner le plus grand nombre possible d'ouvrières et de paysannes dans les campagnes pour l'élection des Soviets et veiller à ce que parmi les membres de ceux-ci et des comités exécutifs soient aussi élues des ouvrières et des paysannes.

Les sections doivent favoriser le succès de toutes les campagnes politiques et économiques menées par le Parti.

C'est encore le rôle des sections de veiller au perfectionnement et à la spécialisation du travail féminin par l'expansion de l'enseignement professionnel, en facilitant aux ouvrières et aux paysannes l'accès des établissements correspondants.

Les sections veilleront à l'entrée des ouvrières dans les commissions pour la protection du travail fonctionnant dans les entreprises et au renforcement de l'activité des commissions de secours et de protection de la maternité et de l'enfance.

Les sections faciliteront le développement de tout le réseau d'établissements publics comme orphelinats, blanchisseries, ateliers de réparations,

institutions d'existence sur les nouvelles bases communistes, allégeront pour les femmes le fardeau de l'époque de transition, amèneront leur indépendance matérielle et feront de l'esclave domestique et familial la libre collaboratrice du créateur des nouvelles formes de vie.

Les sections devront faciliter l'éducation des femmes membres des syndicats dans l'esprit du communisme par l'intermédiaire des organisations pour le travail parmi les femmes, constituées par les fractions communistes des syndicats.

Les sections veilleront à ce que les ouvrières assistent régulièrement aux réunions des déléguées d'usines et de fabriques.

Les sections répartiront systématiquement les déléguées du Parti comme stagiaires dans les différentes branches de travail : Soviets, économie nationale, syndicats.

IV. DANS LES PAYS CAPITALISTES

Les tâches immédiates des commissions pour le travail parmi les femmes sont déterminées par les conditions objectives. D'une part : la ruine de l'économie mondiale, l'aggravation prodigieuse du chômage, ayant pour conséquences particulières la diminution de la demande de main-d'œuvre féminine et l'augmentation de la prostitution, de la cherté de la vie, de la crise du logement, de la menace de nouvelles guerres impérialistes ; d'autre part : les incessantes grèves économiques dans tous les pays, les tentatives renouvelées de soulèvement armé du prolétariat, l'atmosphère de plus en plus étouffante de la

guerre civile s'étendant sur le monde entier, tout cela apparaît comme le prologue de l'inévitable révolution sociale mondiale.

Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du parti communiste, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes coalitionnistes.

Les commissions veilleront, non seulement à ce que les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations ouvrières de lutte de classes, en combattant toute séparation et toute particularisation de l'ouvrière, mais encore à ce que les ouvrières soient élues à l'égal des ouvriers dans les organes dirigeants des syndicats et des coopératives.

Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du parti communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme, et en opposant au parlementarisme le régime soviétique.

Les commissions devront aussi veiller à ce que les ouvrières, les employées et les paysannes prennent une part active et consciente aux élections des Soviets révolutionnaires, économiques et politiques de délégués ouvriers. Elles s'efforceront d'éveiller l'activité politique chez les ménagères et de propager l'idée des Soviets particulièrement parmi les paysannes.

Les commissions consacreront la plus grande attention à l'application du principe « à travail égal, salaire égal ».

Les commissions devront entraîner les ouvrières dans cette campagne par des cours gratuits et accessibles à tous et de nature à relever la valeur de la femme.

Les commissions doivent veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.

Mais tout en participant aux institutions législatives, municipales et aux autres organes de l'État bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les commissions doivent dans les parlements et dans les municipalités rester en contact étroit dans les fractions communistes et délibérer en commun sur tous les projets relatifs aux femmes. Les commissions devront expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés, le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants, en groupant les forces des ouvrières sur les questions de l'amélioration réelle de l'existence de la classe ouvrière, questions soulevées par le Parti.

Les commissions devront favoriser l'entraînement dans le parti communiste des ouvrières, membres des syndicats, et les fractions communistes de ces derniers devront détacher dans ce but des organisateurs pour le travail parmi les femmes agissant sous la direction du Parti et les sections locales.

Les commissions d'agitation parmi les femmes devront diriger leur propagande de telle sorte qu'elles obtiennent que les femmes prolétaires répandent dans les coopératives l'idée du communisme et, en pénétrant dans la direction de ces coopératives, arrivent à les influencer et à les gagner, étant donné que ces organisations auront une très grande importance comme organes de répartition pendant et après la révolution. Tout le travail des commissions doit tendre vers ce but unique : le développement de l'activité révolutionnaire des masses afin de hâter la révolution sociale.

V. DANS LES PAYS ÉCONOMIQUEMENT ARRIÉRÉS (L'ORIENT)

Le parti communiste de concert avec les sections doit obtenir dans les pays à faible développement industriel la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de la femme dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations de la classe ouvrière.

Les sections et les commissions doivent lutter contre les préjugés, les mœurs et les habitudes religieuses pesant sur la femme et mener la propagande parmi les hommes aussi.

Le parti communiste et ses sections ou commissions doivent appliquer les principes de l'égalité des

droits de la femme dans l'éducation des enfants, dans les rapports familiaux et dans la vie publique.

Les sections chercheront appui pour leur travail avant tout dans la masse des ouvrières travaillant à domicile (petite industrie), des travailleuses des plantations de riz, de coton et autres, en favorisant la formation partout où elle est possible (et en premier lieu parmi les peuples de l'Orient vivant dans les confins de la Russie soviétique), d'ateliers corporatifs, de coopératives de petite industrie, et en facilitant ainsi partout l'entrée des ouvrières des plantations dans les syndicats.

Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays. Les commissions doivent donc favoriser le développement des écoles pour adultes et pour enfants et en rendre l'accès facile aux femmes. Dans les pays bourgeois, les commissions doivent mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.

Partout où il est possible de le faire, les sections et les commissions doivent mener la propagande à domicile, elles doivent organiser des clubs d'ouvrières et y attirer celle-ci, et en général les éléments féminins les plus arriérés. Les clubs doivent être des foyers de culture et d'instruction et des organisations-modèles montrant ce que peut faire la femme pour son propre affranchissement et son indépendance (organisation de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles primaires pour adultes...).

Chez les peuples menant une vie nomade il faudra organiser des clubs ambulants.

Les sections doivent, de concert avec les partis, dans les pays de régime soviétique, contribuer à faciliter la transition de la forme économique capitaliste à la forme de production communiste, en plaçant l'ouvrière devant cette réalité évidente que l'économie domestique et la famille, telles qu'elles étaient jusqu'à présent, ne peuvent que l'asservir tandis que le travail collectif la libérera.

Parmi les peuples orientaux vivant en Russie soviétique, les sections doivent veiller à ce que soit appliquée la législation soviétique pour l'égalité des droits de la femme par rapport à l'homme et défendre ses intérêts. Dans ce but, les sections doivent faciliter aux femmes l'accès aux fonctions de jurés dans les tribunaux populaires.

Les sections doivent également faire participer la femme aux élections aux Soviets, et veiller à ce que les ouvrières et les paysannes entrent dans les Soviets et les comités exécutifs. Le travail parmi le prolétariat féminin de l'Orient doit être mené sur la plate-forme de la lutte de classes. Les sections révéleront l'impuissance des féministes à trouver une solution aux différentes questions de l'affranchissement de la femme ; elles utiliseront les forces intellectuelles féminines (par exemple les institutrices) pour répandre l'instruction dans les pays soviétiques de l'Orient. Tout en évitant les attaques grossières et sans tact aux croyances religieuses et aux traditions nationales, les sections et les commissions travaillant parmi les femmes de l'Orient, devront nettement lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits.

Toute l'organisation des ouvrières doit être basée, en Orient tout comme en Occident, non

pas sur la défense des intérêts nationaux, mais sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.

La question du travail parmi les femmes d'Orient, étant de grande importance et en même temps présentant un nouveau problème pour les partis communistes, doit être détaillée par une instruction spéciale sur les méthodes de travail parmi les femmes de l'Orient, appropriées aux conditions des pays orientaux. L'instruction sera adjointe aux thèses.

VI. MÉTHODES D'AGITATION ET DE PROPAGANDE

Pour accomplir la mission fondamentale des sections, c'est-à-dire l'éducation communiste des grandes masses féminines du prolétariat et le renforcement des cadres des champions du communisme, il est indispensable que tous les partis communistes d'Orient et d'Occident s'assimilent le principe fondamental du travail parmi les femmes, qui est celui-ci : « Agitation et propagande par le fait ».

Agitation par le fait veut dire avant tout : action pour éveiller l'initiative de l'ouvrière, détruire son manque de confiance en ses propres forces et, en l'entraînant au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, pour lui apprendre à comprendre par la réalité que toute conquête du parti communiste, toute action contre l'exploitation capitaliste, est un progrès soulageant la situation de la femme. « De la pratique à l'action, à la reconnaissance de l'idéal du communisme et de

ses principes théoriques », telle est la méthode avec laquelle les partis communistes et leurs sections féminines devront aborder les ouvrières.

Pour être réellement des organes d'action et pas seulement de propagande orale, les sections féminines doivent s'appuyer sur les noyaux communistes des entreprises et des ateliers et charger, dans chaque noyau communiste, un organisateur spécial du travail parmi les femmes de l'entreprise ou de l'atelier.

Avec les syndicats, les sections devront entrer en rapports par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs organisateurs, désignés par la fraction communiste du syndicat et menant leur travail sous la direction des sections.

La propagande de l'idée communiste par le fait consiste, dans la Russie des Soviets, à faire entrer l'ouvrière, la paysanne, la ménagère et l'employée dans toutes les organisations soviétiques, en commençant par l'armée et la milice et en finissant par toutes les institutions visant à l'affranchissement de la femme : alimentation publique, éducation sociale, protection de la maternité, etc. Une tâche particulièrement importante est la restauration économique sous toutes ses formes, à laquelle il faut entraîner l'ouvrière.

La propagande par le fait dans les pays capitalistes tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes, qui trempent et élèvent la volonté et la conscience révolutionnaires, dans toutes les formes du travail politique, dans le travail illégal (particulièrement dans les services de liaison) dans l'organisation des samedis et des

dimanches communistes, par lesquels les ouvrières sympathisantes, les employées apprendront à se rendre utiles au Parti, par le travail volontaire.

Le principe de la participation des femmes à toutes les campagnes politiques, économiques ou morales entreprises par le parti communiste sert également le but de la propagande par le fait. Les organes de propagande parmi les femmes auprès des partis communistes doivent étendre leur activité dans des catégories de plus en plus nombreuses de femmes socialement exploitées et enchaînées dans les pays capitalistes et, parmi les femmes des États soviétiques, affranchir leur esprit enchaîné par des superstitions et des survivances du vieil ordre social. Ils devront s'attacher à tous les besoins et à toutes les souffrances, à tous les intérêts et à toutes les revendications par lesquelles les femmes se rendront compte que le capitalisme devra être écrasé comme leur ennemi mortel et que les voies doivent être frayées au communisme, leur libérateur.

Les sections doivent mener méthodiquement leur agitation et leur propagande par la parole, en organisant des réunions dans les ateliers et des réunions publiques soit pour les ouvrières et employées de différentes branches d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes branches, par quartiers, rayons de la ville...

Les sections doivent veiller à ce que les fractions communistes des syndicats, des associations ouvrières, des coopératives élisent des organisateurs et agitateurs spéciaux pour faire le travail communiste dans les masses féminines des

syndicats, coopératives, associations. Les sections doivent veiller à ce que dans les États soviétiques, les ouvrières soient élues aux conseils d'industrie et à tous les organes chargés de l'administration, du contrôle et de la direction de la production. Bref, les ouvrières doivent être élues à toutes les organisations qui, dans les pays capitalistes, servent aux masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la conquête de pouvoir politique ou, dans les États soviétiques, servent à la défense de la dictature du prolétariat et à la réalisation du communisme.

Les sections doivent déléguer des femmes communistes éprouvées dans les industries, les plaçant comme ouvrières ou comme employées là où un grand nombre de femmes travaillent, comme cela est pratiqué en Russie Soviétique ; on installe aussi ces camarades dans de grandes circonscriptions et centres prolétariens.

Suivant l'exemple du parti communiste de la Russie soviétique, qui organise des réunions de délégués et des conférences de déléguées sans parti, lesquelles ont toujours un succès considérable, les sections féminines des pays capitalistes doivent organiser des réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de toutes sortes, paysannes, ménagères, réunions qui s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses et qui doivent élire des comités ad-hoc, approfondir les questions soulevées en contact permanent avec leurs mandataires et les sections féminines du parti. Les sections doivent envoyer leurs orateurs prendre part aux discussions dans les réunions des partis hostiles au communisme.

La propagande et l'agitation au moyen des réunions et d'autres institutions semblables doivent être complétées par une agitation méthodique et prolongée poursuivie dans les foyers. Toute communiste chargée de cette besogne devra visiter tout au plus dix femmes à domicile, mais elle devra le faire régulièrement, au moins une fois par semaine et à chaque action importante des partis communistes et des masses prolétariennes.

Les sections doivent créer et répandre une littérature simple, convenable, de brochures et feuilles volantes de nature à exhorter et à grouper les forces féminines.

Les sections doivent veiller à ce que les femmes communistes utilisent de la manière la plus active toutes les institutions et moyens d'instruction du Parti. Afin d'approfondir la conscience et de tremper la volonté des communistes encore retardataires et des femmes laborieuses s'éveillant à l'activité, les sections doivent les inviter aux cours et discussions du Parti. Des cours séparés, des soirées de lecture et de discussion pour les ouvrières seules, peuvent être organisés seulement en cas d'exception.

Afin de développer l'esprit de camaraderie entre ouvrières et ouvriers, il est souhaitable de ne point créer de cours et d'écoles spéciales pour les femmes communistes ; dans chaque école du Parti, il doit obligatoirement y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes. Les sections ont le droit de déléguer un certain nombre de leurs représentantes aux cours généraux du Parti.

VII. STRUCTURE DES SECTIONS

Des commissions pour le travail parmi les femmes seront organisées auprès des comités régionaux et de district et enfin auprès du comité central du Parti.

Chaque pays décide lui-même des membres de la section. C'est de même au parti des différents pays qu'est donnée la liberté de fixer selon les circonstances le nombre des membres de la section appointés par le Parti.

La directrice de la section devra être en même temps membre du comité local du Parti. Au cas où ce cumul ne se rencontrerait pas, elle devra assister à toutes les séances du comité avec voix délibérative sur les questions concernant la section des femmes, et voix consultative sur toutes les autres questions.

Outre les tâches générales énumérées ci-dessous, incombant aux sections et aux commissions locales, elles seront chargées des fonctions suivantes : maintien de la liaison entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunions d'information sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunions d'information sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections, fourniture de littérature à la région ou province ; distribution des forces d'agitation, mobilisation des forces du Parti pour le travail parmi les femmes ; convocation au moins deux fois par an de conférences régionales des femmes communistes, des représentantes des sections à raison de une à

deux par section, enfin organisation de conférence d'ouvrières et de paysannes sans parti.

Les sections régionales (de province) se composent de cinq à sept membres, les membres du Bureau sont nommés par le Comité correspondant du Parti sur présentation de la directrice de la section ; celle-ci est élue de même que les autres membres du comité de district ou de province à la conférence correspondante du Parti.

Les membres des sections ou des commissions sont élues à la conférence générale de la ville, du district ou de la province, ou encore sont nommées par les sections respectives en contact avec le Comité du Parti. La Commission centrale pour le travail parmi les femmes se compose de deux à cinq membres dont une au moins est payée par le Parti.

Outre toutes les fonctions énumérées plus haut pour les sections régionales, la Commission centrale aura encore les tâches suivantes : instructions à donner aux localités et à leurs militantes ; contrôle du travail des sections, répartition, en contact avec les organes correspondants du Parti, des forces menant le travail parmi les femmes, contrôle par l'intermédiaire de leur représentant ou de leur chargé de pouvoir des conditions et du développement du travail féminin sur la base des transformations juridiques ou économiques nécessaires dans la situation de la femme ; participation des représentants, des chargés de pouvoir, aux commissions spéciales étudiant l'amélioration de l'existence de la classe ouvrière, de la protection du travail, de l'enfance... ; publication d'une « feuille » centrale et rédaction de journaux périodiques pour

les ouvrières ; convocation au moins une fois par an des représentantes de toutes les sections provinciales, organisation d'excursions de propagande à travers tout le pays, envoi d'instructeurs du travail parmi les femmes ; entraînement des ouvrières à participer dans toutes les sections à toutes les campagnes politiques et économiques du Parti ; liaison permanente avec le secrétariat international des femmes communistes et célébration annuelle de la journée internationale de l'ouvrière.

Si la directrice de la section des femmes auprès du Comité central n'est pas membre de ce Comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances avec voix délibérative sur les questions concernant la section, avec voix consultative sur toutes les autres. Elle est ou bien nommée par le Comité central du Parti ou bien élue au Congrès général de ce dernier. Les décisions et les arrêts de toutes les commissions doivent être confirmés par le Comité respectif du Parti.

VIII. LE TRAVAIL À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

La direction du travail des partis communistes de tous les pays, la réunion des forces ouvrières, la solution des tâches imposées par l'Internationale communiste et l'entraînement des femmes de tous les pays et de tous les peuples dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir des Soviets et la dictature de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, incombent au Secrétariat International Féminin auprès de l'Internationale communiste.

Le nombre des membres de la commission centrale et le nombre des membres avec voix délibérative sont fixés par le comité central du Parti.



RÉSOLUTION CONCERNANT LES
RELATIONS INTERNATIONALES DES FEMMES
COMMUNISTES ET LE SECRÉTARIAT FÉMININ DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, ADOPTÉE
À LA SÉANCE DU 12 JUIN, APRÈS LE RAPPORT
DE LA CAMARADE KOLLONTAÏ ET APRÈS
L'AMENDEMENT DE LA CAMARADE ZETKIN

La II^e Conférence internationale des femmes communistes propose aux partis communistes de tous les pays d'Occident et d'Orient de faire élire par leur section centrale féminine, suivant les directives de la III^e Internationale, des correspondantes internationales. Le rôle de la correspondante de chaque parti communiste est, comme les « directives » l'indiquent, d'entretenir des rapports réguliers avec les correspondantes internationales des autres pays ainsi qu'avec le Secrétariat International Féminin de Moscou qui est l'organe de travail de l'exécutif de la III^e Internationale. Les partis communistes doivent fournir aux correspondantes internationales tous les moyens techniques et toutes les possibilités de communiquer entre elles, et avec le secrétariat de Moscou. Les correspondantes internationales se réunissent une fois tous les six mois pour délibérer et échanger des vues avec les représentants du Secrétariat International Féminin. Cependant, en cas de nécessité, ce dernier peut réunir cette conférence en tout temps.

Le Secrétariat International Féminin accomplit, d'accord avec l'exécutif, et en contact étroit avec les correspondantes internationales des

différents pays, les tâches fixées par les « directives ». Ce qu'il doit surtout faire, c'est hâter, dans chaque pays, par le conseil et l'action, le développement du mouvement féminin communiste – encore faible – et donner une direction unique au mouvement féminin de tous les pays d'Occident et d'Orient, provoquer et orienter sous la direction et avec l'appui énergique des communistes, des actions nationales et internationales de nature à intensifier et à étendre sous la poussée des femmes la lutte révolutionnaire du prolétariat. Le Secrétariat International Féminin de Moscou devra s'adjoindre en Occident un organe auxiliaire afin de s'assurer une liaison plus étroite et plus régulière avec les mouvements communistes féminins de tous les pays. Cet organe aura à faire les travaux préparatoires et supplémentaires pour le Secrétariat International, c'est-à-dire qu'il sera purement exécutif, et n'aura pas le droit de décider quoi que ce soit. Il est lié par les décisions et les indications du secrétariat général de Moscou et de l'exécutif de la III^e Internationale. Avec l'organe auxiliaire de l'Europe Occidentale, doit collaborer au moins une représentante du Secrétariat général.

Pour autant que la constitution et le champ d'activité du Secrétariat ne sont pas fixés par les « directives », ces questions seront réglées par l'Exécutif de la III^e Internationale d'accord avec le Secrétariat International Féminin, de même que la composition, la forme et le fonctionnement de l'organe auxiliaire.



RÉSOLUTION CONCERNANT LES FORMES ET
LES MÉTHODES DU TRAVAIL COMMUNISTE
PARMI LES FEMMES (ADOPTÉE DANS LA SÉANCE
DU 13 JUIN, APRÈS LE RAPPORT
DE LA CAMARADE KOLLONTAÏ)

La II^e Conférence internationale des femmes communistes tenue à Moscou déclare :

« L'écroulement de l'économie capitaliste et de l'ordre bourgeois reposant sur cette économie, de même que le progrès de la révolution mondiale font de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et pour l'établissement de la dictature une nécessité de plus en plus vitale et impérieuse, pour le prolétariat de tous les pays où ce régime règne encore, un devoir qui ne pourra s'accomplir que lorsque les femmes laborieuses prendront part à cette lutte d'une manière consciente résolue et dévouée. »

Dans les pays où le prolétariat a déjà conquis le pouvoir d'État et établi sa dictature sous la forme des Soviets, comme en Russie et en Ukraine, il ne sera pas à même de maintenir son pouvoir contre la contre-révolution nationale et internationale et de commencer l'édification du régime communiste libérateur, aussi longtemps que les masses ouvrières féminines n'auront pas acquis la conscience nette et inébranlable que la défense et l'édification de l'État doivent être aussi leur œuvre.

La II^e Conférence Internationale des Femmes Communistes propose par conséquent aux partis de tous les pays conformément aux principes et aux décisions de la III^e Internationale de se mettre à l'œuvre avec la plus grande énergie afin de

réveiller les masses féminines, de les rassembler, de les instruire dans l'esprit du communisme, de les entraîner dans les rangs des partis communistes, et de renforcer constamment et résolument leur volonté d'action et de lutte.

Pour que ce but soit atteint, tous les partis adhérant à la III^e Internationale doivent former dans tous leurs organes et institutions, à commencer par les plus inférieurs, jusqu'aux plus élevés, des sections féminines présidées par un membre de la direction du parti, dont le but sera le travail d'agitation, d'organisation et d'instruction parmi les masses ouvrières féminines, et qui auront leurs représentants dans toutes les formations administratives et directrices des partis. Ces sections féminines ne forment pas des organisations séparées ; elles ne sont que des organes de travail chargées de mobiliser et instruire les ouvrières en vue de la lutte pour la conquête du pouvoir politique, et aussi en vue de l'édification du communisme. Elles agissent dans tous les domaines et en tout temps sous la direction du parti, mais possèdent aussi la liberté de mouvement nécessaire pour appliquer les méthodes et formes de travail et pour créer les institutions qui sont réclamées par les caractères spéciaux de la femme et sa position particulière toujours subsistante dans la société et dans la famille.

Les organes féminins des partis communistes doivent toujours avoir conscience, dans leur activité, du but de leur double tâche :

— Entraîner des masses féminines toujours plus nombreuses, plus conscientes et plus fermement décidées dans la lutte de classe révolutionnaire de

tous les opprimés et exploités contre le capitalisme et pour le communisme.

— En faire après la victoire de la révolution prolétarienne, les collaboratrices conscientes et héroïques de l'édification communiste. Les organes féminins du parti communiste doivent dans leur activité se rendre compte que les moyens d'agitation et d'instruction ne sont pas les discours et les écrits, mais qu'il faut également apprécier et utiliser comme les moyens les plus importants : la collaboration des femmes communistes organisées dans tous les domaines de l'activité — lutte et édification — des partis communistes ; la participation active des femmes ouvrières à toutes les actions et luttes du prolétariat révolutionnaire, aux grèves, aux insurrections générales, aux démonstrations de rue et révoltes à main armée.

CONFÉRENCES SUR LA LIBÉRATION DES FEMMES

D'avril à juin 1921, Alexandra donne quatorze conférences sur les femmes à l'université Sverdlov de Moscou. Elle fait une analyse globale de la condition des femmes à travers l'histoire, particulièrement sous le capitalisme et lance des perspectives de la libération des femmes dans le cadre d'une société socialiste.

Nous ne présenterons ici que la préface et trois conférences. Les thèmes de ces conférences sont :

- La situation de la femme dans le communisme primitif ;
- Le rôle de la femme dans le système économique de l'esclavage ;
- La situation de la femme dans l'économie naturelle d'autosubsistance ;
- Le travail féminin dans la communauté agricole et dans la production artisanale ;

- L'époque florissante du capital marchand et de la manufacture ;
- Le travail féminin dans la période d'expansion de la grande industrie capitaliste ;
- Les origines de la « question des femmes » ;
- Le mouvement féministe et le rôle de la femme travailleuse ;
- Le travail des femmes pendant la guerre ;
- La dictature du prolétariat : l'organisation du travail ;
- La dictature du prolétariat, condition de travail et dispositions sur la protection du travaillant ;
- Le changement révolutionnaire de la vie quotidienne ;
- La révolution des mœurs ;
- Le travail des femmes aujourd'hui et demain.



PRÉFACE

Les quatorze conférences que je donnai au printemps 1921 (avril-mai-juin) à l'université Sverdlov de Leningrad étaient destinées à des étudiantes se préparant à travailler dans des secteurs féminins. Une partie des conférences avaient été prises en sténo, je reconstituai l'autre partie moi-même à partir de mes notes à l'automne 1921.

Par mes conférences, je voulais donner aux étudiantes une vue d'ensemble essentielle de la position marxiste sur la question des femmes – à vrai dire, sous une forme simplifiée et abordable – et, dans les quatre dernières parties, montrer les changements révolutionnaires des conditions de

vie et la nouvelle position de la femme dans l'État ouvrier. J'entends par sa reconnaissance comme membre à part entière de la société. La nouvelle position de la femme ne conduisait pas seulement à une appréciation nouvelle et positive de ses droits politiques et sociaux, mais aussi à une transformation profonde des relations entre homme et femme.

Cela apparut clairement en 1921, lorsque la révolution, étant passée du communisme de guerre à la nouvelle économie politique (NEP), se trouvait à un tournant décisif. Le niveau de développement du processus de libération des traditions de la bourgeoisie devint plus visible qu'autrefois, grâce aux conséquences de la nouvelle économie politique dans l'Union soviétique. Lors des trois années révolutionnaires, les fondements socio-économiques de la société bourgeoise avaient été anéantis et l'on avait essayé avec persévérance de jeter les bases de la Russie soviétique. Il n'y a pas de mouvement indépendant des ouvrières, le prolétariat des deux sexes est indissolublement uni dans la société communiste. L'atmosphère qui régnait alors rendit caduques les anciennes traditions à une rapidité extraordinaire. À leur place, on assista à l'éclosion de formes de communautés humaines radicalement nouvelles. Le modèle de la famille bourgeoise n'était plus inévitable. La femme, par son travail communautaire et obligatoire pour la société, se trouva confrontée à des modes d'existence entièrement nouveaux. Elle ne fut plus exclusivement à la disposition de sa famille, mais aussi à celle du collectif de travail. Ainsi naquirent d'autres conditions de vie, de même que de nouvelles formes

d'union, et les rapports entre enfants et parents se transformèrent. En 1921, année décisive, on vit apparaître avec une acuité particulière les signes annonciateurs d'une nouvelle manière de penser, de nouvelles mœurs, d'une nouvelle morale et, avant tout, d'un nouveau rôle de la femme et de sa signification pour la collectivité et l'État des Soviets. Sous le grondement des canons qui défendaient, à nos innombrables frontières, notre république ouvrière révolutionnaire, s'écroulèrent les traditions du monde bourgeois mortellement atteint.

De nombreuses habitudes de vie, de pensée et des lois morales ont aujourd'hui complètement disparu ou sont en voie de disparition. La nouvelle économie politique était incapable de différer les changements intervenus au niveau de la famille et du couple et elle n'a pas réussi non plus à affaiblir la position de la femme au sein de l'économie soviétique. Mais, à ce moment, les nouveaux modes d'existence que connurent les travailleuses du parti jusqu'en 1921 n'avaient guère de répercussions sur la grande majorité des femmes. Les nouvelles conditions sociales et, partant, la situation de la femme sont étroitement liées à la structure et à l'organisation du système économique. Le développement d'une production socialiste entraîne la désagrégation de la famille traditionnelle et permet de ce fait une émancipation et une liberté croissantes de la femme dans la société. Comme il ne semble pas possible d'éviter certains détours et retards dans l'élaboration de notre société communiste, cela signifie logiquement que le vaste processus

de l'émancipation de la femme peut se trouver bloqué pour quelque temps.

La situation et l'influence politiques des femmes travailleuses ne sont aujourd'hui plus comparables aux conditions qui régnaient en 1921. À vrai dire, nos ouvrières et nos paysannes ont réussi, avec le soutien du parti communiste, à défendre victorieusement les conquêtes des premières années de la révolution et à élargir et à consolider, bien qu'avec un succès variable, les droits de la femme travailleuse. Il n'y a aucun doute que les forces sociales qui ont réussi à imposer l'obligation du travail pour les femmes de toutes les catégories sociales, en vue de créer ainsi les conditions objectives à la transformation de la famille et des habitudes de vie, sont aujourd'hui considérablement affaiblies. Cela est incontestablement le résultat de la nouvelle économie politique. Les changements économiques et politiques ne se réalisent plus aujourd'hui sous la pression et la mobilisation des masses, mais, à plus longue échéance, sous la conduite consciente du parti communiste. Malheureusement, cela signifie dans la pratique que des changements ne peuvent être imposés par le parti que lorsque les conquêtes révolutionnaires de la bourgeoisie sont menacées.

Je me suis résolue à ne pas corriger ni même à compléter la nouvelle édition de mes conférences. Un remaniement en fonction des conditions actuelles leur aurait enlevé leur modeste valeur de témoignage, rendant compte en effet de l'atmosphère de travail de l'époque, des faits et des conquêtes de la vie réelle, permettant de mesurer l'ampleur de la révolution et caractérisant la situation des femmes travailleuses dans la république ouvrière.

Il m'apparaît clairement que mon livre n'apporte qu'une contribution parcellaire à la solution de la question de la femme à un stade précis de la révolution.

Cependant, je me suis résolue à publier les conférences sous leur forme première. Je suis fermement convaincue que l'étude et la compréhension du passé — en l'occurrence une analyse historique de la position de la femme dans ses rapports avec le développement économique — peut faciliter la compréhension de notre tâche actuelle et contribuer à renforcer la vision communiste du monde. Elle peut aussi aider la classe ouvrière dans sa recherche du chemin le plus court menant à la libération totale et sans restriction des femmes travailleuses.

Oslo, 1925



LA SITUATION DE LA FEMME DANS LE COMMUNISME PRIMITIF

Nous débiterons aujourd'hui par une série de conférences traitant les questions suivantes : la situation de la femme selon le développement des différentes formes économiques de sociétés ; la situation de la femme dans la société déterminant sa position dans la famille. On retrouve cette relation étroite et indissoluble à tous les stades intermédiaires du développement socio-économique. Comme votre futur travail consiste à gagner les femmes des ouvriers et des paysans à la cause de

la nouvelle société où elles sont appelées à vivre, vous devez comprendre cette relation. L'objection la plus fréquente que vous allez rencontrer sera la suivante : il est impossible de ne rien changer à la situation de la femme et à ses conditions de vie. Celles-ci seraient déterminées par les particularités de son sexe. Si vous vous en prenez à l'oppression des femmes, si vous cherchez à vouloir les libérer du joug de la vie de famille, si vous réclamez une plus grande égalité des droits entre les sexes, on va vous servir les arguments les plus éculés : « L'absence des droits de la femme et son inégalité par rapport à l'homme s'expliquent par l'histoire et ne peuvent donc être éliminés. La dépendance de la femme, sa position subordonnée à l'homme ont existé de tout temps, il n'y a donc rien à y changer. Nos ancêtres ont vécu ainsi et il en ira de même pour nos enfants et nos petits-enfants. » Nous rétorquerons à de tels arguments par l'histoire elle-même : l'histoire du développement de la société humaine, la connaissance du passé et de la manière dont les rapports se sont véritablement noués alors. Dès que nous aurons pris connaissance des conditions de vie telles qu'elles existaient il y a plusieurs milliers d'années, vous ne tarderez pas à être profondément persuadées que l'absence de droits de la femme par rapport à l'homme, que sa soumission d'esclave n'ont pas existé depuis toujours. Il y a eu des périodes où l'homme et la femme ont eu des droits absolument égaux. Et il y a même eu des périodes où l'homme, dans une certaine mesure, attribuait à la femme une position dirigeante.

Si nous examinons plus attentivement la situation de la femme en mutation constante au cours

des différentes phases du développement social, vous reconnaîtrez aisément que l'absence actuelle des droits de la femme, son manque d'autonomie, ses prérogatives limitées au sein de la famille et de la société ne sont nullement des qualités innées propres à la « nature » féminine. Il n'est pas vrai non plus que les femmes sont moins intelligentes que les hommes. Non, la situation dépendante de la femme et son manque d'émancipation ne sont pas explicables par de quelconques qualités « naturelles », mais par le caractère du travail qui leur a été attribué dans une société donnée. Je vous demande de bien vouloir lire attentivement les premiers chapitres du livre de Bebel : *La Femme et le Socialisme*. Bebel démontre la thèse suivante — dont nous nous servirons tout au long de notre entretien — selon laquelle il existe une correspondance particulièrement étroite et organique entre la participation de la femme dans la production et sa situation dans la société. Bref, il s'agit là d'une sorte de loi socio-économique qu'il ne vous faudra désormais plus perdre de vue. Il vous sera ainsi plus facile de comprendre les problèmes de la libération universelle de la femme et de ses rapports avec le travail. D'aucuns croient que la femme, en ces temps reculés où l'humanité plongeait encore dans la barbarie, était dans une situation encore pire que celle d'aujourd'hui, qu'elle menait quasiment une vie d'esclave. Ce qui est faux. Il serait erroné de croire que la libération de la femme dépendrait du développement de la culture et de la science, que la liberté des femmes serait fonction de la civilisation d'un peuple. Seuls des représentants de la science bourgeoise peuvent affirmer de

telles choses. Cependant, nous savons que ce ne sont ni la culture ni la science qui peuvent affranchir les femmes, mais un système économique où la femme peut réaliser un travail utile et productif pour la société. Le communisme est un système économique de ce type.

La situation de la femme est toujours une conséquence du type de travail qu'elle fournit à un moment précis de l'évolution d'un système économique particulier. À l'époque du communisme primitif – il en a été question dans les conférences précédentes traitant de l'évolution sociale et économique de la société –, à une période donc si reculée qu'il nous est difficile de l'imaginer, où la propriété privée était inconnue et où les hommes erraient par petits groupes, il n'y avait aucune différence entre la situation de l'homme et celle de la femme. Les hommes se nourrissaient des produits de la chasse et de la cueillette. Au cours de cette période de développement des hommes primitifs, il y a de cela plusieurs dizaines, que dis-je, plusieurs centaines de milliers d'années, les devoirs et les tâches de l'homme et de la femme étaient sensiblement les mêmes. Les recherches des anthropologues ont prouvé qu'à l'aube du développement de l'humanité, c'est-à-dire au stade de la chasse et de la cueillette, il n'y avait pas de grandes différences entre les qualités corporelles de l'homme et de la femme, qu'ils possédaient une force et une souplesse à peu près équivalentes, ce qui est tout de même un fait intéressant et important à noter. De nombreux traits caractéristiques des femmes, tels que grosse poitrine, taille fine, formes arrondies du corps et faible musculature,

ne se développèrent que bien plus tard, à partir du moment où la femme dut remplir son rôle de « pondeuse » et assurer, génération après génération, la reproduction sexuée.

Parmi les peuples primitifs actuels, la femme ne se distingue pas de l'homme de façon notable, ses seins restant peu développés, son bassin étroit et ses muscles solides et bien formés. Il en allait de même à l'époque du communisme primitif, lorsque la femme ressemblait physiquement à l'homme et jouissait d'une force et d'une endurance pratiquement égales.

La naissance des enfants n'entraînait qu'une brève interruption de ses occupations habituelles, c'est-à-dire la chasse et la cueillette des fruits avec les autres membres de cette première collectivité que fut la tribu. La femme était obligée de repousser les attaques de l'ennemi le plus redouté à cette époque, l'animal carnassier, au même titre que les autres membres de la tribu, frères et sœurs, enfants et parents.

Il n'existait pas de dépendance de la femme par rapport à l'homme, ni même de droits distincts. Les conditions pour cela faisaient défaut, car, en ce temps-là, la loi, le droit et le partage de la propriété étaient encore choses inconnues. La femme ne dépendait pas unilatéralement de l'homme, car lui-même avait entièrement besoin de la collectivité, c'est-à-dire de la tribu. En effet, la tribu prenait toutes les décisions. Quiconque refusait de se plier à la volonté de la collectivité périssait, mourait de faim ou était dévoré par les animaux. Ce n'est que par une étroite solidarité au sein de la collectivité que l'homme était en mesure de se

protéger de l'ennemi le plus puissant et le plus terrible de cette époque. Plus une tribu était solidement soudée et plus les individus se soumettaient à sa volonté. Ils pouvaient opposer un front plus uni à l'ennemi commun, ainsi l'issue du combat était plus sûre et la tribu s'en trouvait renforcée. L'égalité et la solidarité naturelles, si elles assuraient la cohésion de la tribu, étaient les meilleures armes d'auto-défense. C'est pour cette raison que, lors de la toute première période du développement économique de l'humanité, il était impossible qu'un membre de la tribu soit subordonné à un autre ou dépendant unilatéralement de celui-ci. À l'époque du communisme primitif, la femme ne connaissait ni esclavage, ni dépendance sociale, ni oppression. L'humanité ignorait tout des classes, de l'exploitation du travail ou de la propriété privée. Et elle vécut ainsi des milliers d'années, voire des centaines de milliers d'années.

Le tableau se modifia au cours des phases suivantes du développement de l'humanité. Les premières ébauches du travail productif et de l'organisation économique furent le résultat d'un processus de longue haleine. Pour des raisons climatiques et géographiques, selon qu'elle se trouvait dans une région boisée ou dans une steppe, la tribu se sédentarisait ou pratiquait l'élevage. Elle atteignit alors un stade plus évolué que celui de la première collectivité reposant sur la chasse et la cueillette. Parallèlement à ces nouvelles formes d'organisation économique apparurent de nouvelles formes de communauté sociale.

Nous examinerons maintenant la situation de la femme dans deux tribus qui, vivant à la même

époque, connurent cependant des formes d'organisation différentes. Les membres de la première tribu s'établirent dans une région boisée entrecoupée de petits champs et devinrent des paysans sédentaires. Quant aux seconds, ils vécurent dans des régions de steppe avec leurs grands troupeaux de buffles, de chevaux et de chèvres et se convertirent à l'élevage. Ces deux tribus demeuraient cependant toujours dans le communisme primitif, ignorant la propriété privée. Or, la situation de la femme au sein de ces deux tribus se différenciait déjà. Dans la tribu pratiquant l'agriculture, la femme jouissait non seulement d'une pleine égalité de droits, mais elle occupait même parfois une position dominante. En revanche, chez les éleveurs nomades, la situation à la fois subordonnée, dépendante et opprimée de la femme s'accroissait à vue d'œil.

La recherche portant sur l'histoire économique fut longtemps dominée par cette conception que l'humanité devait nécessairement passer par toutes les étapes, tous les stades du développement économique : chaque tribu se serait d'abord consacrée à la chasse, puis à l'élevage, enfin à l'agriculture et, en dernier lieu seulement, à l'artisanat et au commerce. Cependant, les plus récentes recherches sociologiques montrent que les tribus passèrent souvent directement du stade primitif de la chasse et de la cueillette à l'agriculture, omettant ainsi le stade de l'élevage. Les conditions géographiques et naturelles étaient en fait déterminantes.

En clair, cela signifie qu'à la même époque et sous des conditions naturelles différentes se développèrent deux formes d'organisation économique

fondamentalement dissemblables, c'est-à-dire l'agriculture et l'élevage. Les femmes des tribus pratiquant l'agriculture jouissaient d'un état sensiblement plus élevé. Certaines tribus paysannes possédaient même un système matriarcal (matriarcat est un mot grec qui désigne la prédominance de la femme – c'est la mère qui perpétue la tribu). En revanche, le patriarcat, c'est-à-dire la prédominance des droits du père – la position dominante du plus ancien de la tribu –, se développa chez les peuples éleveurs et nomades. Pourquoi cela et qu'est-ce que cela nous prouve ? La raison de cette différence tient évidemment au rôle de la femme dans l'économie. Chez les peuples d'agriculteurs, la femme était la principale productrice. Il existe de nombreuses preuves que ce fut elle qui, la première, eut l'idée de l'agriculture, qu'elle fut même « le premier travailleur agricole ». L'ouvrage de Marianne Weber, *Das Mutterrecht* (« les droits de la mère »), rend compte d'une foule de faits intéressants concernant le rôle de la femme au sein des premières formes d'organisation économique. L'auteur n'est pas communiste. Son livre donne cependant beaucoup d'informations. Malheureusement, il n'est accessible qu'en allemand.

C'est de la façon suivante que la femme conçut l'idée de l'agriculture : au moment de la chasse, les mères et leurs nourrissons furent laissés à l'arrière parce qu'ils étaient incapables de suivre le rythme des autres membres de la tribu et entravaient la poursuite du gibier.

Il n'était alors guère facile de se procurer d'autres nourritures et la femme attendait souvent longtemps. Elle se vit contrainte de se procurer des

aliments pour elle et ses enfants. Les chercheurs en ont tiré la conclusion que c'est très probablement la femme qui a commencé à travailler la terre. Quand les provisions s'épuisèrent à l'endroit où elle attendait le retour la tribu, elle se mit à la recherche d'herbes contenant des graines comestibles. Elle mangea ces graines et en nourrit ses enfants. Mais alors qu'elle les broyait entre ses dents – les premières meules – une partie des graines tomba sur le sol. Et quand la femme revint au bout de quelque temps au même endroit, elle découvrit que les graines avaient germé. Elle savait maintenant qu'il lui serait avantageux de revenir quand les herbes auraient repoussé et que la recherche d'une nourriture plus abondante lui coûterait moins d'efforts. C'est ainsi que les hommes apprirent que les graines tombant sur le sol se mettent à pousser.

L'expérience leur enseigna aussi que la récolte était meilleure quand ils avaient remué la terre au préalable. Cependant, cette expérience tomba encore souvent dans l'oubli, car le savoir individuel ne put devenir propriété de la tribu qu'à partir du moment où il fut communiqué à la collectivité. Il fallait qu'il soit transmis aux générations suivantes. Or, l'humanité dut fournir un travail de réflexion inimaginable avant de parvenir à saisir et à assimiler des choses apparemment si simples. Ce savoir ne s'ancra dans la conscience de la collectivité que lorsqu'il se traduisit par une pratique quotidienne.

La femme avait intérêt à ce que le clan ou la tribu revint à l'ancienne halte où poussait l'herbe qu'elle avait semée. Mais elle n'était pas en mesure de convaincre ses compagnons de la justesse de son plan d'organisation économique. Elle ne pouvait

les convaincre verbalement. Au lieu de cela, elle favorisa certaines règles, habitudes et idées servant ses propres projets. C'est ainsi qu'apparut la coutume suivante, qui eut bientôt force de loi : si le clan avait laissé les mères et les enfants dans un terrain près d'un ruisseau pendant la pleine lune, les dieux ordonnaient à ses membres de retourner à ce même lieu quelques mois plus tard. Quiconque ne respectait pas cette loi était puni par les esprits. La tribu découvrant que les enfants mouraient plus vite lorsque cette règle n'était pas respectée, c'est-à-dire lorsqu'on ne revenait pas à « l'endroit où l'herbe pousse », en vint à respecter strictement ces coutumes et à croire à la « sagesse » des femmes. Comme la femme recherchait une production maximale pour un minimum de travail, elle fit bientôt la constatation suivante : plus le sol où elle semait était poreux, meilleure était la récolte. Accroupie, elle grava à l'aide de branches, de pointes et de pierres des sillons dans le premier champ. Une telle découverte se révéla fructueuse, car elle offrit à l'homme une plus grande sécurité que lors de ses incessantes pérégrinations à travers la forêt où il s'exposait constamment au danger d'être dévoré par les animaux.

Du fait de sa maternité, la femme occupa une position particulière parmi les membres de la tribu. C'est à la femme que l'humanité doit la découverte de l'agriculture, découverte extrêmement importante pour son évolution économique. Et ce fut cette découverte-là qui, pour une longue période, détermina le rôle de la femme dans la société et dans l'économie, la plaçant au sommet des peuplades pratiquant l'agriculture. De nombreux

chercheurs attribuent également à la femme l'utilisation du feu comme outil économique.

Chaque fois que la tribu partait à la chasse ou à la guerre, les mères et leurs enfants étaient laissés à l'arrière et furent obligés de se protéger des animaux carnassiers. Les jeunes filles et les femmes sans enfant partaient avec les autres membres de la tribu. C'est par sa propre expérience que l'homme primitif sut que le feu offrait la meilleure protection contre les carnassiers. En taillant les pierres pour fabriquer les armes ou les premiers outils domestiques, on avait appris à faire du feu. Pour assurer la protection des enfants et de leurs mères, on alluma donc un feu avant le départ de la tribu pour la chasse. Pour les mères, c'était un devoir sacré de conserver ce feu destiné à éloigner les animaux. Pour les hommes, le feu était une force effrayante, insaisissable et sacrée. Pour les femmes qui s'en occupaient en permanence, les propriétés du feu leur devinrent familières, et elles purent ainsi l'utiliser pour faciliter et économiser leur propre travail. La femme apprit à cuire ses récipients en terre pour les rendre plus résistants et à rôtir la viande qu'elle pouvait ainsi mieux conserver. La femme, liée au foyer par sa maternité, dompta le feu et en fit son serviteur. Mais les lois de l'évolution économique modifièrent par la suite cette relation, et la flamme du premier foyer réduisit la femme en esclavage, la dépouillant de tous ses droits et l'attachant pour longtemps à ses fourneaux.

La supposition que les premières huttes furent construites par des femmes pour se protéger avec leurs enfants des intempéries n'est sans doute pas injustifiée. Mais non seulement les femmes

élevaient des huttes et cultivaient la terre dont elles récoltaient les céréales, etc., elles furent également les premières à pratiquer l'artisanat. Le filage, le tissage et la poterie furent des découvertes féminines. Et les lignes qu'elles traçaient sur les vases de terre furent les premières tentatives artistiques de l'humanité, le stade préliminaire de l'art. Les femmes ramassaient des herbes et apprirent à connaître leurs propriétés : les ancêtres de nos mères furent les premiers médecins. Cette histoire-là, notre préhistoire, est restée conservée dans les vieilles légendes et dans les croyances populaires. Dans la culture grecque, qui était à son apogée il y a deux mille ans, ce ne fut pas le dieu Asclépios (Esculape), mais sa mère, Coronis, qu'on considéra comme le premier médecin. Elle supplanta Hécate et Diane qui avaient été les premières déesses de l'art de guérir. Chez les anciens Vikings, c'était la déesse Eir. De nos jours, nous rencontrons encore fréquemment dans les villages de vieilles femmes qui passent pour être particulièrement intelligentes et à qui l'on attribue des pouvoirs magiques. Le savoir des ancêtres de nos mères était étranger à leurs compagnons qui partaient souvent à la chasse ou à la guerre ou se consacraient à d'autres activités exigeant des forces musculaires particulières. Ils n'avaient tout simplement pas le temps de se livrer à la réflexion ou à l'observation attentive. Il ne leur était donc pas possible de réunir et de transmettre de précieuses expériences sur la nature des choses. Le terme « Vedunja », la magicienne, est formé sur le mot « Vedatj », le savoir. Le savoir a donc été de tout temps un apanage de la femme, que l'homme craignait et respectait. C'est pour cela que la femme,

à la période du communisme primitif – l'aube de l'humanité –, n'était pas seulement à égalité avec l'homme, mais, à cause d'une série de trouvailles et de découvertes utiles au genre humain et qui contribuèrent à son évolution économique et sociale, elle alla même jusqu'à le surpasser. Donc, à des périodes précises de l'histoire de l'humanité, la femme joua un rôle nettement plus important pour le développement des sciences et de la culture que celui que la science bourgeoise, bardée de préjugés, lui a attribué jusque-là. Les anthropologues, par exemple, spécialistes de l'étude sur l'origine de l'humanité, ont passé sous silence le rôle de la femelle au cours de l'évolution de nos ancêtres simiesques vers les hominiens. Car la station verticale si caractéristique de l'être humain a été essentiellement une conquête de la femme. Dans les situations où notre ancêtre à quatre pattes devait se défendre contre les attaques ennemies, elle apprit à se protéger d'un seul bras, tandis que de l'autre elle tenait fermement son petit contre elle, qui s'agrippait à son cou. Elle ne put cependant réaliser cette prouesse qu'en se redressant à demi, ce qui développa par ailleurs la masse de son cerveau. Les femmes payèrent chèrement cette évolution, car le corps féminin n'était pas fait pour la station verticale. Chez nos cousins à quatre pattes, les singes, les douleurs de l'enfantement demeurent totalement inconnues. L'histoire d'Ève, qui cueillit le fruit de l'arbre de la connaissance et qui, pour cela dut enfanter dans la douleur, possède donc un arrière-plan historique.

Mais nous analyserons tout d'abord le rôle de la femme dans l'économie des tribus d'agriculteurs.

À l'origine, les produits agricoles ne suffisaient pas à nourrir la population, c'est pourquoi l'on continua à pratiquer la chasse. Cette évolution amena une division naturelle du travail. La partie sédentaire de la tribu, les femmes donc, organisèrent l'agriculture, tandis que les hommes continuèrent à partir à la chasse ou à la guerre, c'est-à-dire en expéditions de pillage contre les tribus voisines. Mais comme l'agriculture était nettement plus rentable et que les membres de la tribu préféraient les produits de, la moisson à ceux si dangereusement acquis par la chasse ou le pillage, elle devint bientôt le fondement économique du clan. Et qui était alors le producteur principal de cette économie basée sur l'agriculture ? La femme ! Il était donc tout naturel que le clan respectât la femme et estimât hautement la valeur de son travail. De nos jours, il existe toujours une tribu d'agriculteurs en Afrique centrale, les Balondas, où la femme est le membre de la communauté le plus « apprécié ». L'explorateur anglais bien connu, David Livingstone, rapporte ce qui suit : « Les femmes sont représentées au Conseil des Anciens. Les futurs maris doivent rejoindre le village de leurs futures épouses et vivre auprès d'elles après la consommation du mariage. L'homme s'engage à entretenir sa belle-mère jusqu'à sa mort. Seule, la femme a le droit de demander une séparation, après quoi tous ses enfants demeurent auprès d'elle. Sans l'autorisation de l'épouse, l'homme ne doit contracter aucune obligation vis-à-vis d'un tiers, aussi anodine soit-elle. » Les hommes mariés n'opposent aucune résistance et sont résignés à leur situation. Leurs épouses administrent à leurs

hommes récalcitrants des coups ou des gifles ou les privent de nourriture. Tous les membres de la communauté du village sont obligés d'obéir à celles qui jouissent de l'estime générale. Livingstone pense que, chez les Balondas, ce sont les femmes qui exercent le pouvoir. Or, cette tribu n'est nullement une exception. D'autres chercheurs affirment que, dans les tribus africaines où les femmes labourent et sèment, construisent les huttes et mènent une vie active, celles-ci ne sont pas seulement totalement indépendantes, mais intellectuellement supérieures aux hommes. Les hommes de ces tribus se laissent entretenir par le travail de leurs femmes, deviennent « féminins et mous », « Ils traient les vaches et bavardent », si l'on en croit les comptes-rendus de nombreux chercheurs.

Les temps préhistoriques nous offrent des exemples suffisants de la domination des femmes. Chez une partie des tribus pratiquant l'agriculture, la filiation ne se fait pas par le père, mais par la mère. Et là où est apparue la propriété privée, ce sont les filles qui héritent et non pas les fils. Nous rencontrons encore aujourd'hui des survivances de ce système de droits chez certains peuples montagnards du Caucase.

L'autorité de la femme auprès des peuplades agricoles augmentait sans cesse. C'était elle qui conservait et protégeait les traditions et les coutumes, ce qui signifie que c'était elle principalement qui dictait les lois. Le respect de ces traditions et de ces coutumes était une nécessité vitale absolue. Sans elle, il eût été terriblement difficile d'amener les membres du clan à obéir aux règles découlant des tâches économiques. Les hommes de cette

époque n'étaient pas capables d'expliquer logiquement et scientifiquement pourquoi il leur fallait semer et récolter à des périodes données. De ce fait, il était nettement plus simple de dire : « Chez nous existe cette coutume, établie par nos ancêtres, c'est pourquoi nous devons faire cela. Celui qui s'y oppose est un criminel. » Le maintien de ces traditions et de ces coutumes était assuré par les anciennes du village, les femmes et les mères, sages et expérimentées.

La division du travail des tribus pratiquant à la fois la chasse et l'agriculture a entraîné les faits suivants : les femmes, responsables de la production et de l'organisation des lieux d'habitation, ont davantage développé leurs capacités de raisonnement et d'observation, tandis que les hommes, à cause de leurs activités de chasse et de guerre, ont plutôt développé leur musculature, leur adresse corporelle et leur force. À ce stade de l'évolution, la femme était intellectuellement supérieure à l'homme. Et, au sein de la collectivité, elle occupait, bien entendu, la position dominante, c'est-à-dire celle du matriarcat.

Nous ne devons pas oublier qu'à cette époque les hommes étaient incapables de faire des réserves. C'est pourquoi, les mains travailleuses représentaient la « force vive » de travail et la source de prospérité. La population n'augmentait que lentement, le taux de natalité était bas. La maternité était très hautement prise en compte, et la femme-mère occupa dans les tribus primitives une place d'honneur. Le faible taux des naissances est partiellement explicable par l'inceste et les mariages entre proches parents. Et il a été prouvé que ces

mariages consanguins étaient responsables de fausses couches, freinant par là l'évolution normale de la famille.

Lors de la période de chasse et de cueillette, l'importance du réservoir de la force du travail d'une tribu ne jouait aucun rôle. Bien au contraire, dès que la tribu prenait trop d'ampleur l'approvisionnement devenait plus difficile. Aussi longtemps que l'humanité se nourrissait exclusivement des produits aléatoires de la cueillette et de la chasse, la maternité de la femme n'était pas particulièrement appréciée.

Les enfants et les vieillards étaient un lourd fardeau pour la tribu. On essayait de s'en débarrasser d'une manière ou d'une autre, et il arrivait même qu'on les mangeât. Mais les tribus qui assuraient leur entretien grâce à un travail productif, c'est-à-dire les tribus d'agriculteurs, avaient besoin de travailleurs. Chez eux, la femme acquit une nouvelle signification, en l'occurrence celle de produire de nouvelles forces de travail, les enfants. La maternité fut vénérée religieusement. Dans de nombreuses religions païennes, le dieu principal est le sexe féminin, par exemple la déesse Isis en Égypte, Gaïa en Grèce, c'est-à-dire la Terre qui, à l'époque primitive, représentait la source de toute vie.

Bachofen, connu pour ses recherches sur le matriarcat, a prouvé que le féminin, dans les religions primitives, prédominait sur le masculin, ce qui en dit long sur la signification de la femme chez ces peuples. La terre et la femme étaient les sources premières et essentielles de toute richesse. Les propriétés de la terre et de la femme se confondirent. Terre et femme créaient et perpétuaient la

vie. Quiconque blessait une femme, blessait aussi la terre. Et aucun crime ne fut plus mal vu que celui dirigé contre une mère. Les premiers prêtres, c'est-à-dire les premiers serviteurs des dieux païens, étaient des femmes. C'étaient les mères qui décidaient pour leurs enfants, et non pas les pères, comme dans d'autres systèmes de production. Nous trouvons des survivances de cette domination des femmes dans les légendes et les coutumes des peuples tant de l'Orient que de l'Occident. Ce n'était pourtant pas sa signification de mère qui mit la femme dans cette position dominante auprès des tribus agricoles, mais bien plutôt son rôle de producteur principal dans l'économie du village. Aussi longtemps que la division du travail amena l'homme à ne s'occuper que de la chasse, considérée comme activité secondaire, tandis que la femme cultivait les champs – l'activité la plus importante de cette époque –, sa soumission et sa dépendance à l'égard de l'homme étaient inconcevables.

C'est donc le rôle de la femme dans l'économie qui détermine ses droits dans le mariage et la société. Cela apparaît encore plus clairement lorsque nous comparons la situation de la femme d'une tribu d'agriculteurs avec la situation de la femme d'une tribu d'éleveurs nomades. Vous remarquerez qu'un même phénomène, comme la maternité, c'est-à-dire une propriété naturelle de la femme, peut avoir des conséquences radicalement opposées dans des conditions économiques différentes.

Tacite nous donne une description de la vie des anciens Germains. C'était une saine, vigoureuse et

combative tribu d'agriculteurs. Ils tenaient leurs femmes en haute estime et écoutaient leur avis. Chez les Germains, les femmes avaient toute la responsabilité du travail des champs. Les femmes des tribus tchèques pratiquant l'agriculture jouissaient de la même estime. La légende qui nous a été transmise sur la sagesse de la princesse Libussa rapporte que l'une des sœurs de Libussa s'occupait de l'art de guérir, tandis que l'autre bâtissait des villes nouvelles. Quand Libussa arriva au pouvoir, elle choisit comme conseillères deux jeunes filles particulièrement versées dans les questions de droit. Cette princesse gouvernait de façon démocratique et consultait son peuple pour toutes les décisions importantes. Libussa fut détrônée plus tard par ses frères. Cette légende témoigne assez bien de la manière dont les peuples ont conservé la mémoire de la domination de la femme. Le matriarcat devint dans la légende populaire une époque particulièrement heureuse et bénie puisque la tribu menait encore une vie collective.

Quelle était maintenant la situation de la femme dans une tribu de pasteurs ? Une tribu de chasseurs se transformait en tribu de pasteurs lorsque les conditions naturelles étaient favorables (grands espaces de steppe, herbe abondante, troupeaux de bovins ou de chevaux sauvages) et lorsque l'on disposait d'un nombre suffisant de chasseurs forts, adroits et intrépides, capables non seulement de tuer leur proie, mais aussi de la capturer vivante. C'était surtout les hommes qui possédaient ces qualités corporelles. Les femmes ne pouvaient s'y consacrer que temporairement, lorsqu'elles n'étaient pas absorbées par les tâches

maternelles. La maternité les reléguait dans une position particulière et fut à l'origine d'une division du travail reposant sur la différence des sexes. Quand l'homme partait à la chasse accompagné des femmes célibataires, la femme-mère était laissée à l'arrière pour surveiller le troupeau capturé. Elle devait aussi assurer la domestication des animaux. Mais cette tâche économique ne revêtait qu'une signification de second ordre, elle était subordonnée. Réfléchissez vous-même. Qui, selon un point de vue strictement économique, sera plus favorisé par le clan, l'homme qui capture la femelle du buffle ou la femme qui traite celle-ci ? Naturellement, l'homme ! Comme la richesse de la tribu reposait sur le nombre des animaux capturés, c'était logiquement celui qui pouvait accroître le troupeau qui fut considéré comme producteur principal et source de prospérité pour la tribu.

Le rôle économique de la femme dans les tribus de bergers était toujours secondaire. Comme la femme, d'un point de vue économique, avait moins de valeur et que son travail était moins productif, c'est-à-dire qu'il ne contribuait pas autant à la prospérité de la tribu, la conception selon laquelle la femme n'était pas non plus l'égale de l'homme se fit jour. Il est important de remarquer ce qui suit : les femmes de ces tribus n'avaient pas, lors de l'exécution de leur travail subordonné à la garde du troupeau, à satisfaire les mêmes exigences et les mêmes besoins, c'est-à-dire à développer des habitudes régulières de travail, comme c'était le cas pour les femmes des tribus d'agriculteurs. Le fait que les femmes ne souffraient jamais du manque de provisions lorsqu'elles demeuraient seules sur

les lieux d'habitation fut particulièrement déterminant. En effet, le bétail qu'elles gardaient pouvait, à tout moment, être abattu. Les femmes des tribus de pasteurs n'étaient donc pas obligées d'inventer d'autres méthodes de subsistance, comme les femmes des tribus pratiquant aussi bien la chasse que l'agriculture. Par ailleurs, la garde du bétail nécessitait moins d'intelligence que le travail compliqué de la terre.

Les femmes des tribus de bergers ne pouvaient pas se mesurer intellectuellement aux hommes et, d'un point de vue strictement corporel, elles leur étaient, par la force et la souplesse, totalement inférieures. Ce qui renforça naturellement la représentation de la femme comme une créature inférieure. Avec l'augmentation du cheptel de la tribu, la condition de servante de la femme se renforçait — elle valait moins que les animaux — de même que s'élargissait la faille entre les sexes. Les peuples nomades et pasteurs se transformèrent d'ailleurs plus facilement en hordes guerrières et pillardes que les peuples tirant leur subsistance de l'agriculture. La richesse des paysans reposait sur un travail plus paisible que celui des éleveurs et des nomades, pour qui le pillage était une source évidente d'enrichissement. Au commencement, ils ne volèrent que des bêtes, puis ils pillèrent et ruinèrent progressivement les tribus avoisinantes, brûlant leurs réserves et faisant parmi eux des prisonniers, qui devinrent les premiers esclaves.

Mariages forcés et rapt de femmes des tribus voisines étaient surtout pratiqués par les tribus nomades et guerrières. Le mariage forcé a fortement marqué l'histoire de l'humanité. Il a

incontestablement contribué à renforcer l'oppression de la femme. Après avoir été arrachée contre son gré à sa propre tribu, la femme se sentait particulièrement sans défense. Elle était totalement livrée à ceux qui l'avaient enlevée ou capturée. Avec l'avènement de la propriété privée, le mariage forcé amena le vaillant guerrier à renoncer à sa part de butin sous forme de vaches, de chevaux ou de moutons pour exiger la possession absolue d'une femme, c'est-à-dire le droit de disposer entièrement de sa force de travail. « Je n'ai nul besoin de bovins, de chevaux ou d'animaux à longs poils, accorde-moi seulement le droit de posséder la femme que j'ai capturée de mes propres mains. » Il est bien évident que la capture et l'enlèvement par une tribu étrangère signifiaient pour la femme la suppression de toute égalité de droits. Elle se trouva ainsi dans une position subordonnée et dépourvue de droits à l'égard de tout le clan, mais en particulier vis-à-vis de celui qui la captura, c'est-à-dire de son mari. Malgré cela, les chercheurs attribuant la non-émancipation de la femme au mariage ont tort : ce n'était pas l'institution du mariage mais avant tout le rôle économique de la femme qui fut la cause de son absence de liberté parmi les peuples de pasteurs nomades. Le mariage forcé, s'il se rencontrait parmi certaines tribus d'agriculteurs ne portait pas atteinte aux droits de la femme, solidement enracinés alors dans ces tribus. L'histoire nous apprend que les anciens Romains enlevèrent les femmes des Sabins. Or les Romains étaient un peuple agraire. Et, tant que ce système économique prédomina, les Romains respectèrent profondément leurs femmes, même s'ils les avaient

arrachées par la force aux tribus voisines. Le langage actuel, pour traduire la considération dont jouit une femme de la part de sa famille et de son entourage, la compare à une « matrone romaine », ce qui est manifestement une survivance de cet état de fait. Avec le temps, cependant, la position de la femme romaine se dégrada, elle aussi.

Les peuples bergers n'ont aucun respect de la femme. C'est l'homme qui règne, et cette domination, le patriarcat, existe encore de nos jours. Il suffit d'examiner plus attentivement les tribus de pasteurs et de nomades des Républiques fédérales de l'URSS : les Bachkirs, les Kirghizes et les Kalmouks. La situation de la femme dans ces tribus est particulièrement désolante. Elle est la propriété du mari qui la traite comme du bétail. Il l'achète tout comme il achèterait un mouton. Il la transforme en bête de somme et en esclave obligé d'assouvir tous ses désirs. Inutile d'ajouter que la femme kalmouk ou kirghize n'a pas droit à l'amour. Le bédouin nomade, avant de conclure le marché, met un fer rouge dans la main de sa future femme pour mesurer sa résistance. Si la femme qu'il s'est procurée tombe malade, il la chasse de chez lui, persuadé qu'il a fait une mauvaise affaire. Aux Îles Fidji, l'homme avait encore, jusqu'à un passé récent, le droit de consommer sa femme. Chez les Kalmouks, l'homme pouvait légalement tuer sa femme, si elle le trompait. Par contre, si c'était elle qui tuait le mari, on lui arrachait le nez et les oreilles.

Dans de nombreuses tribus sauvages de la préhistoire, les femmes étaient considérées à

tel point comme propriété de leur mari qu'elles étaient obligées de le suivre jusque dans la mort. Les veuves devaient monter sur le bûcher préparé pour l'incinération et y être brûlées. Cette coutume barbare fut longtemps pratiquée chez les Indiens d'Amérique et de l'Inde ainsi que dans les tribus africaines, chez les anciens Norvégiens et les nomades slaves de l'ancienne Russie. Dans toute une série de peuples africains et asiatiques, il y a des prix fixes pour l'achat des femmes, comme pour l'achat des moutons, de la laine ou des fruits. Il n'est pas difficile d'imaginer la vie de ces femmes.

Si un homme est riche, il peut s'acheter plusieurs épouses. Celles-ci lui fournissent gratuitement leurs forces de travail et lui assurent une diversité dans ses ébats sexuels. En Orient, tandis que l'homme pauvre doit se contenter d'une seule femme, les membres de la classe dominante rivalisent à l'envi avec le nombre de leurs esclaves domestiques. Le roi de la tribu primitive des Aschantis possède à lui seul trois cents femmes. Les roitelets indiens font étalage de plusieurs centaines de femmes. Il en va de même en Turquie et en Perse, où les malheureuses femmes passent leur vie entière enfermées derrière les murs des harems. En Orient, cette situation s'est perpétuée jusqu'à nos jours. L'ancien système économique est resté inchangé, commandant les femmes à la captivité et à l'esclavage. Mais cette situation n'est pas à attribuer uniquement à l'institution du mariage.

Quelle que soit la forme du mariage, elle dépend toujours du système économique et social et du rôle de la femme à l'intérieur de celui-ci. Nous reviendrons sur ce sujet de façon plus approfondie

dans une autre série de conférences. En attendant, nous la résumons comme suit : tous les droits de la femme, tant marital que politique et social, sont déterminés uniquement par son rôle dans le système économique.

Je vais vous donner un exemple actuel. Il est pénible de voir combien la femme est dépourvue de droits chez les Bachkirs, les Kirghizes et les Tatars. Mais dès qu'un Bachkir ou un Tatar s'installe en ville et que sa femme réussit à y gagner sa propre vie, le pouvoir de l'homme sur sa femme s'en trouve sérieusement affaibli.

Pour résumer la conférence d'aujourd'hui : nous avons vu que la situation de la femme, lors des toutes premières étapes de l'évolution humaine, se différenciait selon les différents types d'organisation économique. Là où la femme était la principale productrice du système économique, elle était honorée et avait des droits importants. Mais si son travail pour le système économique revêtait une importance et une signification moindres, elle occupait bientôt une position dépendante et sans droits et devenait la servante et même l'esclave de l'homme.

Grâce à l'augmentation de la productivité du travail humain et à l'accumulation des richesses, le système économique se compliqua avec le temps. Ce fut alors la fin du communisme primitif et de la vie en tribus refermées sur elles-mêmes. Le communisme primitif fut remplacé par un système économique basé sur la propriété privée et l'échange croissant, c'est-à-dire le commerce. La société se divisait désormais en classes.

La prochaine fois, nous parlerons de la situation de la femme dans ce système économique.



LES ORIGINES DE LA « QUESTION DES FEMMES »

Dans notre dernière conférence, nous en étions arrivées aux conclusions suivantes : à mesure qu'augmentaient les forces productives et que s'imposait la production dans les grandes industries capitalistes, augmentait aussi le nombre des femmes travailleuses. Aujourd'hui, nous allons constater que la femme, au sein du système capitaliste, ne sera jamais capable d'atteindre une libération totale ni une complète égalité de droits, qu'elle que soit sa participation – active ou non – à la production. Bien au contraire ! Il demeure une contradiction insurmontable entre sa signification économique et sa dépendance et sa situation sans droits dans la famille, l'État et la société. Nous analyserons maintenant de façon plus approfondie comment la conscience de la nécessité de l'égalité des droits et de la dignité de la femme a réussi à s'imposer dans la société en même temps que nous montrerons comment ce processus est en relation avec la rapide progression du travail de la femme.

Il ne nous sera pas difficile de reconnaître que les femmes, au fur et à mesure qu'elles travaillaient dans la production et devenaient économiquement indépendantes, réagissaient avec une amertume grandissante à propos de leur existence de second ordre, tant dans la famille que dans la société.

N'importe quel observateur libre et exempt de préjugés peut constater facilement qu'il existe une contradiction flagrante entre la reconnaissance de la femme comme force de travail socialement utile et sa discrimination par la législation bourgeoise. Cette contradiction entre la signification du travail de la femme pour la production, d'une part, et son absence de droits d'un point de vue politique et social, d'autre part, ainsi que sa subordination à son mari qui a cessé pourtant depuis longtemps de subvenir à ses besoins, cette contradiction, donc, nous la devons à l'origine à la naissance de la prétendue « question des femmes ».

La « question des femmes » fut posée avec une véhémence toute particulière dans la seconde moitié du siècle dernier, bien que nous trouvions déjà des prémices dans ce sens à une période nettement antérieure. Nous les constatons déjà à l'époque où la concurrence de la manufacture précipita à la faillite les petits artisans et les ouvriers à domicile, les forçant à vendre leur propre force de travail aux grandes entreprises, ainsi que celle de leur femme et de leurs enfants. À la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, la « question des femmes » se concentra cependant essentiellement sur le salaire des femmes et leur droit à un « travail décent ». En trois siècles, les corporations avec leurs privilèges et la sévérité de leurs décrets firent en sorte que la femme se retrouva exclue des métiers artisanaux. Les corporations tentèrent de la reléguer pour toujours à ses fourneaux, c'est-à-dire que la femme devait se retirer de la production et abandonner celle-ci à l'homme. Ce qui eut naturellement pour conséquence d'aggraver la situation de la femme.

Depuis qu'elle perdit la possibilité d'exercer une profession artisanale, elle devint plus facilement la proie du fabricant et la victime de sa politique d'exploitation.

En France, le système de la manufacture dominait alors la production. Mais les fabriques n'étaient qu'exceptionnellement assez grandes pour qu'on puisse parler d'entreprises industrielles, c'est-à-dire dépassant plus de cent ouvriers. Le travail à domicile et la manufacture étaient florissants et quadrillaient la France entière. De petites entreprises de manufacture ne comptant pas plus de dix à vingt ouvriers se multiplièrent comme des champignons dans la région parisienne et dans les autres villes françaises. Dans ces manufactures, on confectionnait non seulement des tissus et des draps lourds et grossiers jusqu'aux plus fines dentelles, mais aussi des articles en or ou en métal, ainsi que toutes sortes d'objets d'usage courant. De nombreuses femmes travaillaient dans le tissage et le filage. Elles représentaient souvent même jusqu'à 90 % de l'ensemble des forces de travail employées dans ce secteur. En France, la confection de la soie était quasiment passée à la production industrielle. Dans ce domaine, la fabrique l'avait emporté sur l'industrie à domicile et la manufacture. À la veille de la Révolution française, le prolétariat féminin s'était considérablement développé, et les faubourgs de Paris furent submergés de mendiants et de prostituées, d'une multitude de femmes sans travail, souffrant de la misère et de la faim. Il n'est donc pas étonnant que, lors des émeutes de juillet 1789, les femmes se soient engagées de façon particulièrement véhémente contre la domination et l'exploitation des nantis.

Les « femmes du peuple » de Paris revendiquaient de façon conséquente dans leurs mots d'ordre et leurs pétitions le droit au travail et la promesse de pouvoir « gagner honnêtement leur vie ». Elles réclamaient également le droit au travail pour l'homme et la femme, en même temps qu'une interdiction pour l'homme de travailler dans les métiers typiquement féminins, s'engageant parallèlement à renoncer à chercher du travail dans les secteurs spécifiquement masculins. « Si nous cherchons du travail, ce n'est pas pour nous libérer des hommes, mais pour nous bâtir une existence propre dans un cadre modeste », disait l'une de ces pétitions.

Lors de la Révolution française, les femmes du Tiers état demandaient le libre-accès à toutes les professions artisanales ou, autrement dit, la « liberté illimitée du travail ». Ces revendications devaient permettre à des dizaines de milliers de femmes souffrant de la misère et de la faim d'échapper à la pauvreté et à la prostitution. Ce n'étaient pas là des revendications uniquement féminines, mais c'était des revendications propres aux intérêts de l'ensemble du prolétariat industriel français. Les habitants des faubourgs de Paris manifestaient et criaient ensemble : « Liberté du travail ! » Liberté du travail signifiait en clair l'élimination définitive du féodalisme, la consolidation et la prédominance de la bourgeoisie et la liquidation des privilèges des corporations. Leur intérêt de classe indiqua aux Françaises la meilleure voie à suivre si elles voulaient avoir un jour une chance de gagner « honnêtement leur pain ». Les femmes du prolétariat français se tenaient incontestablement du côté de la Révolution.

Pour décrire consciencieusement le rôle et les activités de la femme dans la Révolution française, leur résolution héroïque et leur lutte révolutionnaire, un livre entier sans doute n'y suffirait pas. « Les femmes du peuple » dans les provinces du Dauphiné et de la Bretagne furent les premières à attaquer la monarchie. Elles furent suivies par les femmes d'Angoulême et de Chenonceaux. Elles participèrent aux élections des députés pour les États Généraux et leur vote fut unanimement reconnu. Nous avons déjà remarqué que la classe bourgeoise, à des périodes de guerres civiles ou nationales, acceptait volontiers l'aide de la femme, oubliant momentanément son « infériorité naturelle ». Les femmes d'Angers rédigèrent un manifeste révolutionnaire contre la domination et la tyrannie de la maison royale, et les femmes prolétaires de Paris participèrent à la prise de la Bastille où elles pénétrèrent les armes à la main. Rose Lacombe, Louison Chabry et Renée Audou organisèrent une manifestation de femmes qui marchèrent sur Versailles et ramenèrent Louis XVI sous étroite surveillance à Paris. Après le transfert de Louis XVI à Paris, les femmes rivalisèrent avec les hommes pour obtenir l'honneur de défendre les portes de la ville. Les poissonnières du marché envoyèrent spécialement une délégation aux États Généraux pour « encourager les députés et leur rappeler les revendications des femmes ». « N'oubliez pas le peuple ! » lança la déléguée aux 1 200 membres des États Généraux, c'est-à-dire à l'Assemblée nationale française. Les femmes des faubourgs parisiens participèrent également à la grande manifestation du peuple sur le Champ-de-Mars, signèrent les

pétitions et furent les victimes de la perfidie du roi. Les femmes du Tiers état prirent une part active à toutes ces actions, mobilisées par leur conscience de classe prolétarienne. Seule une révolution victorieuse pouvait sauver les femmes françaises de l'absence de droits, de la faim et de la pauvreté, ainsi que des conséquences scandaleuses de l'inflation et du chômage. Le prolétariat féminin français conserva jusqu'à la tragédie finale sa flamme révolutionnaire et son intransigeance, galvanisant par son enthousiasme la foule parfois plus vacillante des hommes.

Encore bien longtemps après l'effondrement de la Révolution, le souvenir des cruelles et sanguinaires « tricoteuses » hanta les nuits de la bourgeoisie. Qui étaient donc ces « tricoteuses », ces furies comme se plaisaient à les appeler les si paisibles et pacifiques contre-révolutionnaires. C'étaient des artisanes, des paysannes, des ouvrières. ouvrières à domicile ou de manufactures, souffrant cruellement de la faim et de toutes sortes de maux et exécrant l'aristocratie et l'Ancien régime de tout leur cœur et de toutes leurs forces. Devant le luxe et le gaspillage de la noblesse arrogante et oisive, elles réagirent avec un sûr instinct de classe et soutinrent l'avant-garde militante pour une France nouvelle, dans laquelle hommes et femmes auraient droit au travail et où les enfants ne mourraient plus de faim. Pour ne pas perdre inutilement leur temps, ces honnêtes patriotes et ces ouvrières zélées continuèrent à tricoter leurs bas non seulement à toutes les fêtes et à toutes les manifestations, mais aussi lors des réunions de l'Assemblée nationale ainsi qu'au pied de la guillotine, en assistant aux exécutions capitales.

Du reste, ces bas, elles ne les tricotaient pas pour elles-mêmes, mais pour les soldats de la Garde nationale — devenus défenseurs de la Révolution.

Nous devons sans doute chercher les tous premiers débuts du prétendu « mouvement des femmes » à une période antérieure à la Révolution française, entre 1774 et 1783, lorsque l'Amérique se libéra de la tutelle anglaise. Nous rencontrons dans l'histoire de la Révolution française de nombreuses femmes dont le nom est resté étroitement attaché, non seulement au mouvement des femmes, mais aussi à l'ensemble des phases du bouleversement révolutionnaire proprement dit. Aux côtés de représentants de la tendance politiquement plus modérée des Girondins, comme M^{me} Roland — si nous voulons établir un parallèle avec les événements actuels, nous pourrions dire qu'elle est une menchevique —, apparaît Louise Robert-Kévalio, journaliste et écrivain de renom ainsi que démocrate et défenseur authentique de la Révolution. Aucune des deux femmes ne s'intéressait véritablement au mouvement des femmes ou ne formula de revendications spécifiquement féminines. Néanmoins, elles furent les premières féministes de l'histoire dans la mesure où elles ont contribué à la reconnaissance objective de l'égalité de la femme. Par leur action au service de la Révolution, elles amenèrent leur entourage social à faire totalement abstraction de leur appartenance au « sexe faible ». On finissait par ne plus voir en elles que des représentantes d'une ligne politique précise. En dehors d'elles et de la féministe extrémiste Olympe de Gouges, il y eut encore deux autres femmes qui se distinguèrent par leur

nature particulièrement combative. À la première période révolutionnaire, Théroigne de Méricourt et Desmoulins appelèrent le peuple à prendre les armes. Théroigne participa à la prise de la Bastille, et l'Assemblée nationale lui remit une épée pour la récompenser de son courage. Le 5 octobre 1789, à la veille de la manifestation devant se diriger sur Versailles, elle prit les devants, pénétra dans la ville à cheval et, vêtue d'un costume rouge, elle tenta de gagner les femmes à la cause révolutionnaire. En collaboration avec le philosophe Remond, elle fonda une société : « Les Amis de la Loi », et s'activa pour le soutien de l'armée nationale. Elle fit appel aux femmes pour la défense de la nouvelle patrie — la République — et, le 15 juin 1792, elle dirigea elle-même le canon sur le château royal et pénétra dans le palais aux côtés de la population de Versailles. La République lui décerna la « couronne civique » pour la remercier de ses loyaux services. Elle trouva la mort lors des affrontements entre Girondins et Jacobins. Personnellement, elle était proche des Girondins.

Rose Lacombe réclamait également que l'on sorte le roi de Versailles. C'était véritablement elle qui était à la tête des femmes des faubourgs de Paris. Elle était d'une grande modestie, en même temps que très combative, possédait une puissante volonté et un grand sens de l'organisation. Par ailleurs, elle était dotée d'une voix mélodieuse et d'un visage agréable. Son discours à la galerie de l'Assemblée nationale, par lequel elle prit la défense de la Révolution contre l'armée de la deuxième coalition et réclama une démocratie du pouvoir, reste parmi les documents les plus importants de

l'histoire de la Révolution française. Lacombe, ennemie déclarée de la monarchie, fut blessée à la main pendant le siège du palais. L'Assemblée nationale lui remit, comme à Théroigne, la « couronne civique ». Depuis 1793, elle était membre du groupe jacobin du parti montagnard et portait le bonnet rouge du mouvement révolutionnaire des sans-culottes sous la direction de Jean-Paul Marat. Elle réclama l'arrestation de tous les membres de l'aristocratie et de leurs familles, s'entoura de nombreuses partisans, dirigea, avec les Jacobins, l'agitation contre les Girondins jusqu'à leur mise en échec finale. Mais, lorsqu'elle s'obstina dans son ardeur à poursuivre sa lutte contre les contre-révolutionnaires et intrigants de toutes sortes et se permit d'attaquer la Convention elle-même, les Jacobins s'irritèrent et Robespierre commença à détester cette Jacobine dangereuse et populaire et, de surcroît, particulièrement douée pour le rhétorique. Les membres de la Convention supportaient mal de voir Rose Lacombe et d'autres membres du Club des citoyennes révolutionnaires se mêler du travail de la Convention, de les voir contrôler les listes des détenus et, le cas échéant, prendre la défense de l'un ou de l'autre des condamnés.

Le Club des citoyennes révolutionnaires fut fondé à l'origine par Rose Lacombe et la lavandière Pauline Léonie, donc par deux femmes des faubourgs de Paris. Dans ce club, Lacombe tenta d'éduquer ses compatriotes dans l'esprit de la Révolution.

Les discussions des femmes portaient donc sur des sujets tels que : « Que peuvent faire les femmes pour la République ? » Rose Lacombe

était un brillant défenseur des intérêts des travailleuses et elle intervint souvent en leur faveur avec Pauline Léonie. Il lui arriva d'occuper avec une foule de Parisiennes sans travail et sans pain la galerie de l'Assemblée nationale et de demander ce que le gouvernement comptait faire pour atténuer la misère criante des travailleuses. Pour Rose Lacombe, les problèmes, les besoins, la misère de ces femmes lui était familière et elle savait exposer leurs problèmes de façon vivante dans des discours à la fois mesurés et véhéments.

Lorsque la Convention eut dissout les associations et les clubs de femmes, Lacombe défendit avec acharnement son enfant, le Club des citoyennes révolutionnaires. Mais son combat échoua. Après la chute des Jacobins et la victoire contre-révolutionnaire, toute manifestation publique de femmes fut sévèrement réprimée. Lacombe ne put évidemment pas se taire et poursuivit son agitation. C'est pourquoi elle fut arrêtée au printemps 1797 et se retira par la suite de la politique. Après la prise de pouvoir définitive de la réaction, elle disparut pour toujours de la vie politique. Rose Lacombe était une femme qui se consacra corps et âme à la cause de la Révolution, tout en comprenant que les besoins des femmes prolétaires, leurs revendications et leurs soucis devaient être inséparables de la lutte de classes du mouvement ouvrier en train de naître. Elle ne réclamait pas de droits spéciaux pour les femmes mais exigeait d'elles une plus grande vigilance et les invitait à défendre leurs intérêts en tant que membres de la classe ouvrière. À cause du formidable combat qu'elle mena en faveur des travailleuses, elle nous est aujourd'hui

naturellement plus proche que les femmes qui s'étaient engagées de façon plus unilatérale lors de la grande Révolution.

Le mouvement des femmes bourgeoises fut fondé en Amérique par Abigail Smith Adams (femme du deuxième président de la jeune République américaine) et sa compagne de lutte Mercy Warren, en France, par Olympe de Gouges et, en Angleterre, par Mary Wollstonecraft. Ces féministes bourgeoises savaient que c'était grâce à une poignée de philosophes éclairés du XVIII^e siècle et à l'action courageuse de quelques femmes désintéressées que la discussion sur l'égalité de droits de l'homme et de la femme pouvait avoir lieu, que ces quelques rares individus auraient défendu avec détermination le « beau sexe », réclamé la même formation pour l'homme et pour la femme ainsi que la reconnaissance de l'égalité de droits. Leur lutte ouverte aurait éveillé chez la majorité des femmes la conscience de leur propre valeur, jusque-là endormie. Les femmes auraient commencé à s'organiser et à défendre leurs intérêts et, tout au long du XIX^e siècle, auraient arraché un droit après l'autre par une lutte acharnée.

Cette conception est totalement fausse. L'histoire de la libération de la femme s'est déroulée vraiment différemment. Les féministes combattives – comme Olympe de Gouges en France, Abigail Smith Adams en Amérique ou Mary Wollstonecraft en Angleterre – purent formuler la « question des femmes » de façon aussi précise uniquement parce que de nombreuses femmes travaillaient à la fin du XVIII^e siècle dans la production et parce

que la société commençait à reconnaître leur force de travail comme nécessaire. Olympe de Gouges harangua la Convention en ces termes : « Si la femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit également avoir le droit de monter à la tribune ». Elle lutta avec acharnement pour la reconnaissance des droits politiques de la femme. Abigail Smith Adams fit savoir au gouvernement révolutionnaire américain que « les femmes n'allaient pas se soumettre aux lois de la République tant qu'elles n'auraient pas obtenu le droit de vote ». Elle fut la première à articuler sans ambiguïté la revendication d'une égalité politique de l'homme et de la femme. Mary Wollstonecraft réclama une révision totale de l'éducation de la femme, donc une égalité de droits sur le plan de la formation. (Elle fut un écrivain talentueux de la fin du XVIII^e siècle. Son ouvrage, *Défense des droits de la femme*, fut publié en 1796 et fit sensation.)

Du fait de leurs positions initiales différentes, les femmes en arrivèrent aussi à des solutions différentes de la contradiction entre le rôle de la femme dans la production et ses droits dans l'État et la société. Mais elles peuvent se regrouper sous un dénominateur commun : le droit au travail. Ce droit au travail équivalait, à cette époque, à la victoire de la Révolution. Il s'agissait alors de liquider définitivement le féodalisme et de jeter les fondements d'un nouveau système économique. Pour cela, de même que pour la conquête du droit au travail pour la femme, il fallait s'assurer le pouvoir politique. C'est pourquoi les féministes bourgeoises firent une erreur énorme en essayant de prouver que la lutte des femmes pour l'égalité des

droits et leur conscience grandissante de leur droit à la dignité humaine auraient permis d'accéder à la vie professionnelle. L'histoire prouve exactement le contraire. Olympe de Gouges écrit ce qui suit dans son célèbre manifeste : « Le but de toute assemblée législative doit être de protéger les droits inaliénables des deux sexes : liberté, progrès, sécurité et protection devant l'oppression. Tous les citoyens et toutes les citoyennes doivent pouvoir participer directement et par l'intermédiaire de leurs propres représentants à la législation. Toutes les citoyennes doivent avoir un accès égal à l'ensemble des professions de la fonction publique ainsi qu'aux honneurs qui les accompagnent. »

Mais toutes ces revendications se concentrant essentiellement sur « l'accès libre des femmes à l'ensemble des professions de la fonction publique » n'ont pu être formulées que parce que les « femmes du peuple » avaient ouvert la voie au travail productif des femmes. Lors de la Révolution française, la revendication pour l'égalité politique des droits n'était pas encore une question brûlante pour les femmes prolétaires, c'était plutôt une préoccupation des éléments démocratiques bourgeois. Les femmes des faubourgs parisiens n'étaient que faiblement représentées dans les clubs de femmes. Je veux dire les clubs de femmes fondés par Palm Alder et autres pionnières de la lutte féministe à proprement parler. Les faubouriennes de Paris luttaient ardemment avec l'ensemble du prolétariat pour la suppression du système corporatif et pour d'autres revendications typiquement prolétariennes. Leur instinct de classe leur indiquait avec sûreté que les revendications du « droit au travail » et de la

« suppression des corporations » régleraient leurs problèmes de façon plus radicale que la lutte axée uniquement sur les droits politiques de la femme. Cependant, Olympe de Gouges, en formulant ses revendications politiques, croyait fermement défendre les intérêts de la totalité des femmes. La situation historique du XVIII^e siècle était telle que la reconnaissance unilatérale des droits politiques de la femme aurait conduit à renforcer encore les privilèges des femmes appartenant déjà aux classes privilégiées. Cela était valable aussi bien pour la France que pour l'Amérique et l'Angleterre. Les femmes du prolétariat se seraient retrouvées une fois de plus les mains vides.

Le mouvement des femmes et sa revendication pour la reconnaissance des droits humains de la femme naquit à la fin du XVIII^e siècle, en l'occurrence à cause du développement général de la production et de l'économie nationale et du rôle grandissant que la femme occupait à l'intérieur de la production. Nous allons nous appuyer maintenant sur les exemples de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique pour étayer la justesse de notre thèse, à savoir que la situation sociale de la femme est dépendante de sa signification dans la production.

Nous avons déjà vu de façon approfondie la progression du travail de la femme à la période de la manufacture. La production industrielle se développa au cours du XVIII^e siècle dans deux États capitalistes, la France et l'Angleterre. Inutile de revenir là-dessus. Mais nos analyses s'appliquent-elles également à l'Amérique ? Au XVIII^e siècle, l'Amérique n'était encore que l'une des nombreuses

colonies du puissant Empire britannique et, de surcroît, l'une des plus retardées. Son industrie n'était que faiblement développée, et la petite production dominait l'agriculture. La population était composée en grande partie de paysans. Pourquoi alors ce fut justement l'Amérique qui devint le berceau du mouvement des femmes ? Pourquoi les Américaines réclamaient-elles l'égalité des droits de la femme et la reconnaissance de leurs droits politiques fondamentaux à une époque bien antérieure aux pays hautement industrialisés d'Europe ? Ce fait n'est-il pas en contradiction flagrante avec notre thèse selon laquelle la lutte des femmes pour l'égalité des droits serait uniquement le résultat de leur rôle dans la production ? Est-ce que les revendications des femmes pour leurs droits politiques ne découlaient-elles pas plutôt des revendications et des luttes politiques et démocratiques de la bourgeoisie ? Absolument pas. Car l'Amérique, au contraire, est bien une preuve supplémentaire pour l'exactitude de notre thèse. Les revendications politiques des femmes américaines étaient naturellement le résultat direct de la signification de la femme dans la vie économique de l'Amérique du Nord aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, c'est-à-dire à une période où l'Amérique n'était encore qu'une colonie anglaise.

L'Amérique du Nord fut colonisée par des émigrants en provenance de l'Ancien Monde – de l'Europe – qui fuyaient généralement la domination et la tyrannie du féodalisme ou les persécutions religieuses. Leur force de travail et leur énergie étaient tout ce qu'ils possédaient. La plupart du temps, ces fugitifs européens émigrèrent avec toute

leur famille dans le Nouveau Monde, occupèrent et défrichèrent les terres nouvelles et devinrent colons et paysans. Comme la main-d'œuvre faisait défaut, toute la famille devait se mettre au travail. Les épouses et les filles des fermiers travaillaient par conséquent aussi durement que les hommes, pour essayer d'atteindre une certaine prospérité. Les femmes partageaient naturellement les soucis économiques des hommes, luttant pied à pied contre la nature encore sauvage et indomptée. Comme les hommes, les femmes étaient armées en permanence pour défendre les fermes construites en commun contre les attaques des Indiens. C'est pourquoi les femmes étaient une force de travail précieuse, contribuant à la prospérité de toute la colonie. C'est de cette époque que date le respect que les Américains continuent à porter aux femmes. Cette haute estime est cependant en train de décroître avec l'influence grandissante du capitalisme actuellement extrêmement développé dans ce pays. Ce dernier système transforme la femme soit exclusivement en esclave salariée, soit en pur complément et appendice du mari et dépendant de lui pour son entretien.

Tant que l'Amérique était colonie anglaise, le principe suivant faisait loi : représentation pour tous ceux qui payaient des impôts. Tous les contribuables avaient donc le droit de participer aux affaires de l'État, même les femmes. Par conséquent, il n'y avait rien d'étonnant à ce que les femmes participent activement à la guerre civile américaine. Elles se prononcèrent bien évidemment pour l'indépendance du pays qu'elles avaient activement contribué à édifier. Les femmes

luttèrent avec ardeur jusqu'au dernier jour de la guerre d'Indépendance pour une Amérique libre et adoptèrent des positions politiques souvent plus radicales que celles des politiciens révolutionnaires masculins. C'est ainsi que Mercy Warren, par exemple, se prononça ouvertement pour une totale indépendance de la mère-patrie à une époque où même le chef des séparatistes, Washington, n'osait pas encore formuler une revendication aussi radicale. Ces femmes étaient persuadées que la nouvelle République allait leur garantir le plein usage de leurs droits politiques, étant donné qu'elles en jouissaient déjà à la période où l'Amérique n'était encore qu'une colonie britannique. Mais elles durent bientôt déchanter. En fait, l'Assemblée constituante ne se prononça jamais officiellement contre le droit de vote féminin (cette question fut abandonnée à l'initiative de chaque État fédéré), mais ce droit ne fut pas non plus ratifié par la Constitution. Il est facile d'expliquer cette résolution : à la fin du XVIII^e siècle, l'Amérique n'était plus un pays de petits paysans, la grande industrie était en train de naître. La femme cessait d'être une force productive nécessaire et sa signification pour l'économie nationale déclina en conséquence. Comme toujours, et après que la bourgeoisie eut réussi à consolider son pouvoir, les femmes furent ramenées à leur rôle exclusif d'épouse et de mère et reléguées au loyer.

Les femmes appartenant aux couches les plus défavorisées de la population devinrent ouvrières d'usine et vinrent grossir la masse des esclaves du capital. Il faut remarquer que les États fédérés industrialisés retirèrent aux femmes le droit de

vote, n'accordant qu'aux hommes les pleins pouvoirs civiques, alors que dans des États agricoles, comme la Virginie et le New Jersey, les femmes conservèrent leurs droits politiques, tant au niveau de la commune qu'au niveau de l'État.

Nous constatons donc que les revendications féminines pour une égalité de droits furent généralement soutenues par la société américaine, en particulier par les cercles révolutionnaires. La femme fut exploitée par la bourgeoisie de toutes les manières possibles et imaginables et mise à contribution pour la guerre civile. On faisait appel à ses qualités civiques « viriles », à son esprit de sacrifice et à son enthousiasme pour la République. Mais, à peine les cris de victoire s'étaient-ils tus et que l'ancien ennemi – l'Angleterre féodale – avait cessé de menacer les prérogatives de la bourgeoisie, l'intérêt qu'avaient montré les démocrates pour les revendications des femmes tomba rapidement. Les exemples français et américains nous permettent de tirer la conclusion selon laquelle les revendications pour l'égalité des droits de l'homme et de la femme sont apparues après que la femme eut engagé ses forces productives de travail dans l'économie nationale. Ce n'était donc pas les revendications pour l'égalité des droits qui ont poussé les femmes dans la vie professionnelle, mais exactement le contraire, le rôle de la femme dans la production qui l'amena à réclamer cette égalité.

Mais comment expliquer alors que les femmes, dans la totalité des États bourgeois, continuent à subir une discrimination notoire par rapport aux hommes ? Que l'État bourgeois et la société capitaliste refusent toujours de considérer la femme

comme un individu et une citoyenne à part entière, et cela malgré le fait que les femmes exerçant une activité professionnelle constituent une part importante de la population laborieuse ?

Cette situation intenable est due à l'ordre social bourgeois et capitaliste, reposant sur l'antagonisme de classes et le travail salarié. Dans les États bourgeois, la majorité des femmes travailleuses se recrute parmi la classe ouvrière, c'est-à-dire que ce sont des esclaves salariées au service du capital. Exactement comme les despotes de l'Antiquité qui méprisaient leurs esclaves, les hommes auxquels ils devaient en réalité toute leur fortune, les bourgeois de nos jours ne veulent en aucun cas reconnaître les droits des milliers de prolétaires, producteurs de toutes les richesses et constituant le fondement de la prospérité de la société bourgeoise. Dans le système capitaliste, l'ouvrier, comme l'ouvrière, n'exerce aucun travail indépendant, créateur de produits allant directement au consommateur. Tous deux travaillent en échange d'un salaire et vendent leur force de travail à l'entrepreneur. À l'époque de l'économie naturelle, l'artisan et le travailleur à domicile ne vendaient pas leur force de travail au consommateur, mais le produit fini de leur travail. À la période de l'esclavage salarié, en revanche, l'ouvrier doit vendre sa force de travail au capitaliste. Nous avons déjà eu l'occasion de décrire pourquoi les économistes bourgeois ne sont fondamentalement pas prêts à reconnaître la main-d'œuvre comme source principale de richesses. Les économistes bourgeois et les entrepreneurs soutiennent avec tous les arguments possibles et imaginables l'idée que la machine est

cette force créatrice de toute richesse et que l'ouvrier joue un rôle subordonné. Dans cette théorie bourgeoise, ouvriers et ouvrières sont, en définitive, les compléments vivants de la machine. En réalité, dans l'esprit des entrepreneurs, c'est finalement leur propre capital qui est la véritable source de l'abondance.

Tant que règnent dans une société des rapports de production bourgeois, on ne peut pas s'attendre à ce que la force de travail humaine soit évaluée différemment ou qu'il puisse y avoir une évaluation nouvelle du rôle de la classe ouvrière et de la position de la femme dans la production. Le travail salarié a arraché la femme à la famille pour la jeter dans la production. Le système actuel du travail salarié rend l'ouvrier et l'ouvrière, matériellement et politiquement, totalement dépendants de la bourgeoisie. Leur travail est sous-payé, quel que soit leur sexe. Aux tentatives organisées de la classe ouvrière d'élargir ses droits et de démocratiser l'État bourgeois, la bourgeoisie réagit en lui opposant une résistance bien organisée, doublée d'une colère aveugle. Ce n'est pas celui qui crée la valeur, mais celui qui vit de l'exploitation de la force de travail qui est le mieux qualifié pour s'occuper des affaires de l'État et de l'organisation de la société. Le destin de la femme travailleuse s'identifie avec celui de l'ensemble du prolétariat. Alors que des millions de femmes sont forcées aujourd'hui au travail salarié, leur situation sociale se dégrade de plus en plus. Outre son esclavage au foyer et sa dépendance au sein de la famille, le capitalisme charge la femme d'un poids supplémentaire, c'est-à-dire le travail salarié chez l'entrepreneur.

Nous avons dit précisément que le mariage ne pouvait en aucun cas sauver la prolétaire de l'obligation de vendre sa force de travail. De plus en plus fréquemment, les ouvrières mariées sont obligées de combiner le travail professionnel hors de la maison avec le travail ménager et l'éducation des enfants au service du mari. La vie de la femme se transforme en un labeur ininterrompu, elle ne dort pas assez et ne se repose jamais. Elle est la première à se lever le matin et la dernière couchée. Malgré cela, les familles ouvrières se défont, la maison est négligée et les enfants livrés à eux-mêmes. Les femmes peinent pour rien et cherchent désespérément à assurer la cohésion de la famille. La femme vit toujours dans le passé et accorde une valeur plus grande à la famille et au foyer que l'homme, mais les implacables rapports de production ne tiennent aucun compte des désirs des hommes. Avec l'apparition de la production industrielle se rétrécit la signification de l'économie familiale. Une fonction après l'autre se dissout. Des tâches qui avaient été importantes autrefois pour l'économie familiale et constituaient alors des éléments inséparables du travail ménager tombent en désuétude et disparaissent. Il n'est par exemple plus nécessaire que la femme perde un temps précieux à raccommoder des bas, à fabriquer du savon ou à coudre des vêtements, alors que ces articles se trouvent à profusion sur le marché. Ce qui ne lui est d'aucune utilité si elle manque d'argent. Pour gagner de l'argent, elle doit vendre sa force de travail et se chercher un emploi. Pourquoi la femme devrait-elle continuer à fabriquer des conserves pour l'hiver, à cuire du pain ou à préparer soigneusement les repas de

midi, alors qu'il existe des centaines de conserves toutes prêtes, que les boulangers cuisent suffisamment de pain et que la famille ouvrière peut avoir un repas tout fait et bon marché au grand magasin ou encore au restaurant le plus proche ? Par ce processus, le travail familial de la femme devient de plus en plus superflu, tant du point de vue de l'économie nationale que du point de vue familial. C'est pourquoi l'on assiste à la destruction de la famille, en particulier dans les villes. Elle disparaît avec le développement de l'échange des marchandises et de la production en grande série de biens de consommation. La famille, qui avait été une nécessité à l'époque de l'économie naturelle, devient dès lors un handicap en occupant la femme de façon inutile et improductive pour l'économie nationale. Parce que la famille n'est plus une unité économique, elle est devenue superflue. En URSS, le travail de la femme est mis au service de la petite unité familiale. Le nombre de femmes occupées dans la production augmente. La Grande Guerre confirma définitivement l'importance du travail de la femme pour la poursuite du développement des forces productives. Il n'existe aucune branche d'activité où, au cours des sept dernières années, les femmes n'auraient pas travaillé. Pendant la guerre, le nombre des femmes exerçant une activité professionnelle augmenta rien qu'en Amérique et en Europe de près de dix millions, et le travail de la femme devint une nécessité absolue. Les statistiques montrent qu'au début du XIX^e siècle un tiers de la valeur qui circulait sur le marché mondial était produit par des femmes. Depuis, la participation des femmes à la production internationale de

marchandises a naturellement encore augmenté. Le travail de la femme est devenu un facteur de stabilité économique. Malgré cela, la « question des femmes » demeure irrésolue. Les femmes de tous les pays – à l'exception de la Russie – ont encore un long chemin devant elles avant que n'aboutisse leur lutte pour l'égalité des droits. Nous savons cependant que la racine du mal réside dans le système de production capitaliste et dans la division de la société bourgeoise en classes, société reposant sur la propriété privée. Dans la mesure où nous avons reconnu les causes de cette situation impossible, nous sommes aussi capables de développer des formes de lutte nous permettant de remédier à cette situation. La discrimination dont la femme est victime, ainsi que sa dépendance ne pourront être surmontées définitivement que lorsque la société adoptera un nouveau système, où production et consommation collectives remplaceront la propriété privée, c'est-à-dire par la victoire du communisme.



LE MOUVEMENT FÉMINISTE ET LE RÔLE DE LA FEMME TRAVAILLEUSE DANS LA LUTTE DE CLASSES

Le mouvement des femmes fut donc le résultat d'une contradiction exemplaire au sein du capitalisme : la participation grandissante des femmes dans la production ne correspondait aucunement à leur discrimination persistante dans la société, le mariage et l'État.

La « question des femmes » n'existe pas de façon indépendante. Cette violence dans la société bourgeoise et qui opprime la femme est produite en partie par la grande antinomie sociale entre capital et travail. La contradiction entre la participation de la femme dans la production et son absence de droits généralisée conduisit à l'apparition d'un phénomène absolument inconnu jusque-là : la naissance d'un mouvement de femmes. Mais dès le départ, ce mouvement prend deux orientations diamétralement opposées : l'une des fractions s'organise sous l'égide d'un mouvement féministe bourgeois, tandis que l'autre fait partie intégrante du mouvement ouvrier.

Le mouvement féministe bourgeois dérivait au XIX^e siècle d'organisations politiques masculines et bourgeoises et ne cessa d'être par la suite, ne serait-ce que partiellement, le reflet des couches sociales qui le composent. Le mouvement des femmes prit rapidement de l'ampleur et forma, à la fin du XIX^e siècle, dans la totalité des États occidentaux et orientaux, un solide réseau d'organisations féminines. Leur tâche principale fut la reconnaissance de l'égalité des droits de l'homme et de la femme sur tous les plans et dans le cadre de la société capitaliste existante. Les bourgeoises leaders du mouvement des femmes ne s'intéressaient pas le moins du monde au mouvement de renouveau social qui a ouvert des perspectives nettement plus vastes à la libération de la femme et qui lui a donné le seul fondement solide. Elles restèrent totalement étrangères au socialisme. Et si, finalement, une partie des féministes bourgeoises formulèrent vers la fin du XIX^e siècle des revendications empruntées

aux socialistes, c'était uniquement pour s'assurer le soutien des femmes prolétaires, pour acheter leur collaboration et pour se donner ainsi un plus grand poids politique. Le mouvement féministe bourgeois se voulait hors classe, neutre, et affirmait qu'il représentait les revendications et les actions de toutes les femmes. Cependant, la réalité était très différente, et les féministes bourgeoises ne représentaient finalement rien de plus que leurs propres revendications et intérêts, ce qui n'exclut pas le fait que le mouvement féministe bourgeois recrutait ses membres parmi les couches sociales les plus diverses. Une troisième caractéristique de ce mouvement, c'est qu'il réussit à déclencher un sérieux conflit d'intérêt entre l'homme et la femme, dans la mesure où les féministes cherchaient finalement à imiter les hommes. Elles commirent encore une autre faute grave. Elles ne prirent pas en considération la double tâche sociale de la femme et négligèrent totalement que ces « droits naturels » qu'elles défendaient avec prédilection exigeaient des femmes non seulement qu'elles accomplissent un travail productif pour la société, mais également qu'elles assurent leur fonction reproductrice au sein de cette même société. Mais la défense et la protection de la femme en tant que mère n'entraient nullement dans le programme ni dans la politique du mouvement féministe bourgeois. Et, lorsque le mouvement entreprit d'évoquer le problème de protection de la maternité à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, ce fut un élément nouveau dans son travail. À contrecœur et sans trop y croire, les féministes intégrèrent à leur programme les revendications pour une protection légale de

la mère et d'autres lois spéciales devant garantir la protection des travailleuses.

Les féministes tentèrent naïvement de reporter la lutte pour les droits de la femme du plan stable de la lutte de classes au plan de la lutte entre les sexes. Ce qui donna lieu à une falsification, une caricature. Leur manque d'intuition politique éloigna les féministes de la juste ligne de combat.

Le succès et l'appui que les féministes bourgeoises avaient rencontrés jusque-là parmi les hommes de leur propre classe, elles le perdirent l'un et l'autre parce qu'en toutes occasions, bonnes ou mauvaises, elles défendaient une cause exclusivement féminine, au lieu de soutenir les intérêts de l'ensemble de la classe bourgeoise, qui aurait pu garantir leurs droits en retour. Ce n'est qu'au début du ^{xx}^e siècle que des bourgeoises politiquement conscientes entreprirent de rattacher leur propre lutte à celle d'un parti politique déterminé et se présentèrent dorénavant comme des représentantes de ce parti. C'est ainsi que travaillaient par exemple les cadettes féminines, d'abord dans l'Association pour le droit des femmes et, plus tard, dans la Ligue pour le droit des femmes.

Certaines organisations anglaises et allemandes adoptèrent une politique semblable.

Étant donné que les féministes bourgeoises employaient toute leur énergie à prouver que la femme n'était en rien et dans aucun domaine inférieure à l'homme, elles négligèrent totalement la spécificité biologique de la femme, spécificité dont la société devait tenir compte. À la période du communisme primitif, la tribu respectait les femmes, parce qu'elles étaient, d'une part, les

producteurs principaux de l'économie de la tribu et, d'autre part, parce qu'elles mettaient les enfants au monde et assuraient ainsi la descendance de la tribu. Mais ensuite, lorsque les hommes exécutaient la totalité des tâches productives, la société n'avait plus de raison majeure pour considérer les femmes comme leurs égales même si celles-ci continuaient à enfanter comme par le passé. Ce n'est que lorsque hommes et femmes ont un travail socialement utile que la société est prête à considérer la fonction sociale supplémentaire de la femme, en tant que mère et éducatrice des enfants, en lui assurant une certaine aide et protection.

Mais les féministes bourgeoises, dans leur engagement exalté pour les principes creux de l'égalité des droits, refusèrent de reconnaître cette réalité. Leur plus grave erreur fut de croire que la reconnaissance des droits de la femme était fonction de la totale égalité de l'homme et de la femme. C'est pourquoi les féministes extrémistes s'habillaient « par principe » et non pas par commodité comme les hommes, se coupaient les cheveux pour leur ressembler et affichaient des allures et des démarches masculines.

Lorsque les féministes apprirent que les femmes qui travaillaient comme débardeurs au port étaient obligées de transporter de lourdes charges, elles furent extrêmement émues et écrivirent effectivement dans leurs journaux et leurs revues ce qui suit : « Une nouvelle victoire à mettre au compte de la lutte pour l'égalité des droits de la femme. Des femmes dockers transportent côte-à-côte avec leurs collègues masculins des charges allant jusqu'à 200 kg. » Elles ne se rendaient pas compte qu'il

aurait au contraire fallu écrire des articles pour démasquer la rapacité du capitalisme, dénoncer ce travail inadapté, nuisible pour les organes féminins et, partant, nuisible pour le peuple entier. Les féministes ne comprirent pas davantage que la femme, à cause de ses propriétés corporelles spécifiques, se trouverait toujours dans une situation « à part » et que, pour une société donnée, le fait de « respecter » ou de « tenir compte » de ces qualités spécifiques ne lui serait nullement préjudiciable, bien au contraire. La femme ne doit absolument pas faire le même travail que l'homme. Pour lui garantir des droits égalitaires, il suffit largement qu'elle exerce un travail de même valeur pour la collectivité. Mais les féministes ne comprirent tout simplement pas cette relation, et c'est pourquoi leur mouvement fut aussi borné et unilatéral.

Le mouvement féministe bourgeois traversa naturellement différentes étapes de développement. Les revendications pour une égalité des droits politiques, qui fut posée avec énergie et fermeté en Amérique et en France jusqu'au XVIII^e siècle, cessa avec le déchaînement de la guerre civile et la consolidation simultanée de la prédominance de la classe bourgeoise. Le mouvement féministe au début du XIX^e siècle se contenta alors plus modestement de réclamer l'accès de toutes les femmes à la formation professionnelle. Cette revendication est issue directement de la revendication première du mouvement, c'est-à-dire du droit au travail. À l'époque de la Révolution française, Olympe de Gouges avait parfaitement raison lorsqu'elle affirmait dans son manifeste politique que la reconnaissance unilatérale des droits politiques de la femme n'allait

finalement rien changer à la situation de celle-ci. Qu'il était tout aussi important pour les femmes de lutter pour obtenir leur accès à toutes les professions.

À l'époque où Olympe de Gouges publia son manifeste, débuta la lutte des femmes bourgeoises pour leur accès sans restriction aux études et aux métiers universitaires. À l'apogée du capitalisme, les artisans n'étaient pas seuls à faire faillite ni les ouvriers à domicile à se transformer en ouvriers d'usine. L'idylle sentimentale de la petite et de la moyenne bourgeoisie fut, elle aussi, considérablement entamée. Les hommes de ces dernières catégories sociales devinrent brusquement incapables de subvenir à l'entretien de leur propre famille. Ce qui amena les fils et les filles des familles défavorisées à chercher du travail. Les jeunes filles de familles bourgeoises travaillèrent comme maîtresses d'école, écrivirent ou traduisirent des romans ou tentèrent de s'employer comme fonctionnaires de l'État pour s'assurer un revenu stable. Néanmoins, l'accès des femmes aux métiers spécifiquement universitaires leur resta barré comme par le passé. La société bourgeoise ne faisait à leur énergie et à leur intelligence qu'une confiance limitée et ne leur ouvrit cette voie qu'à contrecœur. Il faut ajouter que les femmes sous-estimaient elles-mêmes leurs facultés intellectuelles par rapport aux hommes.

Normalement, l'homme assurait sa propre subsistance et celle de sa famille. La femme bourgeoise n'avait, en règle générale, qu'une « occupation d'appoint », habitait chez son mari et utilisait ses revenus pour couvrir ses « dépenses personnelles ».

Mais le nombre de femmes de la petite et de la moyenne bourgeoisie obligées de subvenir non seulement à leurs propres besoins, mais aussi à ceux de leur famille augmentait de plus en plus. Or, leur salaire continua toujours à être calculé comme si leur travail n'était qu'un travail d'appoint. Leur faible qualification professionnelle fut également la cause de leur moindre revenu. Ce n'est pas parce que les femmes appartenaient au « sexe faible » que les entrepreneurs et les services publics leur barraient l'accès aux emplois de bureau ou au métier d'institutrice. Leur travail revêtait une valeur productrice moindre parce que les femmes ne disposaient pas de la formation professionnelle correspondante. Leurs concurrents sur le marché du travail, les hommes, étaient évidemment extrêmement mécontents lorsqu'ils perdaient leur emploi de bureau dans le secteur privé ou public. Les féministes commirent une grave erreur en pensant que les hommes ne refusaient l'accès des femmes à certaines professions que parce qu'ils étaient égoïstes et craignaient la concurrence féminine. Le fait que les femmes bourgeoises n'avaient alors le choix qu'entre un nombre extrêmement restreint de professions était dû à la carence de leur formation professionnelle. Les femmes ne purent sortir de cette impasse que lorsqu'elles réussirent à accéder aux études universitaires. C'est pourquoi dans certains pays, comme en Allemagne et plus tard aussi en Russie, la revendication essentielle du mouvement féministe bourgeois fut la suivante : mêmes conditions pour les femmes et les hommes dans la formation supérieure. Le débat sur de meilleures possibilités d'instruction pour les

femmes est né au XVIII^e siècle. L'écrivain français Fénelon et, plus tard, le philosophe et journaliste Condorcet (particulièrement actif au cours des premières années de la Révolution) se prononcèrent avec détermination pour l'instruction de la femme. En Angleterre, cette question fut déjà posée au XVII^e siècle par Daniel Defoe et Mary Astell. Mais, comme ils étaient l'un et l'autre dans une position plutôt isolée, leur appel n'avait pas entraîné de conséquences pratiques. Les choses changèrent cependant au courant du XIX^e siècle. Mary Wollstonecraft aborda de nouveau le problème de l'instruction de la femme dans son ouvrage *Pour la défense des droits de la femme*. Dans ce livre, elle fait preuve d'ailleurs d'un courage et d'une audace exceptionnels et qui ne sont pas sans nous faire penser aux grandes figures de la Révolution française. Ses conclusions furent particulièrement originales. Elle revendiquait une amélioration de l'éducation de la femme et la reconnaissance de ses droits, tout en mettant l'accent sur la signification spirituelle de la maternité. Seule une femme libre et consciente pouvait être une bonne mère capable d'enseigner à ses enfants leurs devoirs de citoyens et un authentique amour de la liberté. Parmi tous les pionniers luttant pour les droits des femmes, Mary Wollstonecraft fut effectivement la première qui réclama l'égalité des droits de la femme en partant des devoirs de la maternité. La seule exception est Jean-Jacques Rousseau en France. Ce philosophe et ce révolutionnaire du XVIII^e siècle explique l'égalité de la femme à partir des « droits naturels de l'humanité ». Pourtant dans sa société libre, dans laquelle l'intelligence régnait en maître,

il n'en renvoya pas moins la femme exclusivement à son rôle de mère, dans un esprit pas très éloigné de celui de la famille bourgeoise.

Malgré le fait que de nombreux penseurs se soient prononcés dans la première moitié du XIX^e siècle pour le droit égal de l'homme et de la femme à une formation supérieure, les portes des universités – et même celles des établissements de niveau inférieur – restèrent fermées aux femmes comme par le passé. Ce n'est qu'à l'issue d'une longue lutte et après avoir surmonté d'innombrables obstacles que la femme parvint à obtenir son accès au travail intellectuel lui donnant les connaissances scientifiques et techniques nécessaires. Élisabeth et Amelia Blackwell, deux militantes du mouvement féminin bourgeois, arrivèrent vers 1840 à entrer dans une université américaine. Amelia fut la première femme à obtenir le diplôme de médecin. À la même époque, la première journaliste américaine, Margareth Fuller, réussit à se faire un nom. Vers 1860, Mary Mitchell fut la première femme à occuper une chaire de mathématiques et d'astronomie, d'ailleurs toujours en Amérique. Dans les années 1830, l'Anglaise Caroline Herschel, sœur du célèbre astronome Herschel, devint membre de la société astronomique. Mais les universités anglaises restèrent fermées aux femmes. C'est ainsi que la première femme médecin anglaise, Élisabeth Garrett, fut obligée d'étudier la médecine en Suisse. Ce n'est que vers la fin du XIX^e siècle que les femmes réussirent à conquérir pas à pas leur accès aux universités.

En Russie, également, le mouvement féministe bourgeois lutta au début pour la « liberté de

l'instruction ». Ce slogan reposait sur la revendication légitime et nécessaire du droit au travail. La possibilité d'exercer une profession libérale nécessitant une formation universitaire était alors totalement fermée aux femmes.

Le processus de dissolution de la noblesse a débuté dans les années 1860, en l'occurrence après la libération des paysans et autres changements politiques intervenus en faveur du capitalisme. La ruine économique des propriétaires terriens obligea leurs enfants, garçons comme filles, à rechercher du travail. C'est ainsi qu'apparut un nouveau type de femmes : des femmes qui gagnaient leur vie exactement comme les hommes en exerçant une profession libérale. Parallèlement au développement du capitalisme, on assista à la naissance d'un appareil d'État de plus en plus complexe, réclamant de plus en plus de forces de travail, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la médecine. Cet état de fait disposa au mieux les pouvoirs publics à l'égard des revendications des femmes pour une formation supérieure.

En Russie, la demande grandissante et le manque de main-d'œuvre qualifiée facilita à nos femmes l'accès aux professions libérales et aux instituts d'études supérieures. Bien sûr, cela ne se fit pas entièrement sans combat. La loi d'inertie empêche encore et toujours une classe de comprendre que certaines réformes peuvent servir tout particulièrement leurs propres intérêts. Par exemple, Sofia Kovalevskaja, mathématicienne connue, rencontra une résistance tellement grande qu'elle fut obligée d'achever ses études à l'étranger. Et, dans les années 1880, elle ne devint pas professeur dans une

université russe, mais dans une université suédoise de Stockholm. Je me souviens encore très bien de l'immense prestige dont jouissaient nos deux premières doctoresses russes, Nadeschda Suslova et Rudnova, qui obtinrent toutes deux leurs titres à l'étranger.

De nos jours – en particulier depuis la fin de la guerre, mais aussi parce que la Révolution russe eut une grande influence sur l'évolution de tous les autres pays – la question de savoir si la femme avait ou non droit à une formation plus poussée fut résolue à peu près partout de façon satisfaisante. En Asie, en Chine, en Inde et au Japon, cette question reste encore en suspens, car certaines sciences ou certaines professions restent toujours fermées aux femmes. Mais, même dans ces pays, les femmes ont actuellement plus de facilités pour accéder à une formation universitaire et professionnelle plus générale que ce ne fut le cas en Europe et en Amérique pour la période qui nous intéresse ici. Cette évolution est due au développement du capitalisme et à la demande croissante d'un appareil d'État de plus en plus complexe, réclamant un nombre de plus en plus important de maîtres, de télégraphistes, de téléphonistes, d'employées de bureau, de bibliothécaires, etc.

Au cours des années 1850, les femmes bourgeoises, à la place de la revendication du droit égal à la formation, en arrivèrent à poser correctement la revendication du « droit au travail ». Le mouvement féministe bourgeois peut être fier d'avoir permis aux femmes de conquérir leur indépendance financière par le travail. Ce mouvement n'a cependant pas tenu compte du fait essentiel

que le mouvement des femmes n'était lui-même qu'un résultat de l'intégration des femmes dans la production. Nous savons, grâce aux conférences précédentes, que ces revendications furent déjà réalisées dans la pratique par des millions de prolétaires et cela bien avant d'être formulées par les féministes. Et ce processus fut une conséquence des conditions économiques nouvelles et de l'établissement définitif du système capitaliste.

En effet, la majorité des bourgeoises vivaient comme par le passé, heureuses et à l'abri dans leur foyer, aux frais de leur mari ou de leur amant, bref, elles ne manquaient de rien. À la même époque, les paysannes pauvres et les prolétaires obligées de gagner leur vie réalisèrent dès les ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles le mot d'ordre des féministes de la fin du ^{xix}^e c'est-à-dire le droit au travail. Les femmes les plus pauvres luttèrent pour ce droit, alors que les bourgeoises considéraient comme une honte de devoir travailler. Mais les femmes de la classe ouvrière, en accédant au travail productif, ne suivaient pas les mêmes règles sociales. Le mouvement des femmes prolétaires choisit une autre voie en se déterminant comme partie intégrante du mouvement ouvrier en général.

De nombreux ouvrages ont été écrits dans toutes les langues sur le mouvement féministe bourgeois. Mais l'histoire de la lutte des femmes travailleuses pour la défense de leurs droits comme membres de la classe ouvrière et producteurs d'égale valeur pour l'économie nationale, assurant de surcroît la reproduction de l'espèce, cette histoire n'a pas encore été écrite. Nous ne trouvons disséminés ici ou là dans quelques ouvrages relatant la lutte et

l'histoire de la classe ouvrière que quelques faits isolés. Mais ces informations suffisent à nous montrer comment les femmes prolétaires, lentement mais sûrement, réussirent à conquérir un secteur de travail après l'autre et elles nous renseignent également sur la prise de conscience grandissante des femmes, à la fois comme membres d'une classe donnée et comme individus. Ces informations nous permettent d'observer comment les travailleuses s'associèrent à la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière et comment elles défendirent des revendications propres à leur situation. Mais le livre traitant à fond de ce thème et décrivant le difficile chemin parcouru par les femmes jusqu'à leur reconnaissance définitive comme membres à part entière du prolétariat n'a toujours pas vu le jour.

Le mouvement des femmes prolétaires est de toute évidence étroitement et indissolublement lié au reste du mouvement ouvrier dont il est une partie constituante et organique. Nous commettrions la même erreur que les féministes si nous nous obstinions à nier la différence entre les femmes et hommes du prolétariat, si nous affirmions tout simplement qu'ayant un seul et même but – le communisme – ils seraient, du fait de leurs intérêts de classe communs, en parfait accord et en parfaite harmonie. Or, il faut absolument mettre l'accent sur les différences anatomiques de la femme et sur sa capacité à enfanter (cette dernière tâche sociale continuera à lui échoir, même lorsque l'égalité des droits sera définitivement acquise). Le fait que la femme n'est pas uniquement citoyenne et force de travail, mais qu'elle met aussi des enfants au monde, la placera toujours dans une situation

particulière. C'est ce que les féministes refusèrent de comprendre. Le prolétariat lui ne peut se permettre d'ignorer cette réalité essentielle lorsqu'il s'agit d'élaborer de nouveaux modes de vie.

Nous allons revenir maintenant au rôle de la femme bourgeoise dans les pays capitalistes et poursuivre notre description du développement du mouvement féministe.

Nous venons de souligner que le capitalisme reproduit en son sein de nombreuses contradictions et antagonismes. La situation actuelle de la femme est l'une de ces contradictions. Cela vaut également pour les femmes de la classe bourgeoise, même si celles-ci continuent pour la majorité d'entre elles à jouer les courtisanes légales et à s'abriter « derrière le dos » de leur mari. Il n'en est pas moins vrai qu'elles sont de plus en plus nombreuses à envahir le marché du travail et que la machinerie compliquée de la production capitaliste a de plus en plus besoin d'elles, tant dans l'administration privée que publique. Cette demande grandissante n'est sans doute pas uniquement à mettre au compte du prix de revient plus bas de la main-d'œuvre féminine par rapport à la main-d'œuvre masculine, mais aussi parce que les femmes sont généralement plus souples et plus consciencieuses que leurs collègues masculins.

Si la production actuelle dans les grandes entreprises ne peut absolument plus se passer de la force de travail féminine, la société bourgeoise reposant de son côté sur la propriété privée ne peut pas se passer davantage de l'institution de la famille. L'expansion du travail féminin et l'indépendance économique grandissante de la femme contribuent

à son émancipation. La famille ne résiste pas à ce processus et se désagrège inexorablement.

La bourgeoisie ou plus précisément le capitalisme attire les femmes hors de leur foyer et les intègre dans la production. Mais la législation bourgeoise refuse en même temps de tenir compte de ce fait nouveau. Le droit bourgeois continue à se baser sur la dépendance de la femme, comme si elle était toujours sous la coupe de son époux « soutien de famille », chargé de défendre au mieux ses intérêts. Cette législation ne permet en aucun cas de considérer la femme comme une personne autonome, elle est et demeure un simple complément et un appendice de son mari. Une situation qui est bien sûr intenable à terme. Des millions de femmes gagnent leur propre subsistance tout en n'ayant aucune possibilité de défendre leurs intérêts face à l'État puisqu'on refuse tout bonnement de leur accorder la plupart des droits réservés aux citoyens masculins.

La lutte pour le droit de vote et de l'éligibilité fut la revendication principale des féministes dans les années 1860.

Les Américaines furent les pionnières de ce mouvement. Elles participèrent activement à la guerre d'Indépendance des États-Unis et luttèrent pour l'abolition de l'esclavage. Cette guerre fut une bataille décisive entre les États féodaux du Sud et les États capitalistes du Nord. Les nordistes remportèrent la victoire, et les États-Unis d'Amérique devinrent un pays où s'épanouirent le capitalisme et l'esclavage salarié. L'esclavage des Noirs fut aboli par un décret. Comme toujours dans ces sortes de conflits sociaux, les femmes participèrent de façon particulièrement active à la guerre

civile. La nouvelle Constitution élargit les droits du gouvernement central, et les femmes luttèrent naturellement pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. « Si le Noir est reconnu comme un être humain libre et indépendant, pourquoi la femme, qui a contribué à l'abolition de l'esclavage, serait-elle la seule à ne pas jouir de toute son autonomie devant la loi ? » Cependant, le Parlement bourgeois des États-Unis, le Congrès, célèbre pour son « amour de la liberté et de la démocratie », se garda bien d'accorder à la femme des droits égaux. Voici donc à quoi ressemblait la situation peu après la fin de la guerre d'Indépendance et elle n'a guère changé de nos jours. Les femmes n'ont toujours pas réussi à obtenir le droit de suffrage au niveau du gouvernement central. Elles ne détiennent celui-ci qu'au niveau des États fédérés.

À la suite des États-Unis naquit en Angleterre un formidable mouvement féministe luttant pour le droit de vote. Les féministes, qui travaillaient maintenant dans toutes sortes de professions libérales, déplacèrent le point de gravité de leur lutte et le reportèrent essentiellement sur le droit de l'éligibilité. C'est sur ce thème que furent fondées toute une série d'organisations féminines. Les féministes de plusieurs pays organisèrent des actions communes et, à partir du siècle dernier, des congrès internationaux de femmes. Elles bombardèrent les parlements bourgeois de pétitions et inondèrent le marché littéraire d'ouvrages, de brochures et de proclamations traitant du droit de vote universel des femmes. Lorsque cette « tactique pacifique » se révéla inefficace, les féministes adoptèrent les méthodes des suffragettes. Les militantes

féministes bourgeoises furent très connues dans les premières années de ce siècle et jusqu'à l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Il faut cependant mettre l'accent sur le fait que jusque-là, dans les différents pays, ces mêmes féministes ayant affirmé qu'elles représentaient la majorité des femmes dans leur combat pour les droits politiques, lorsqu'elles eurent réellement la possibilité de s'opposer à l'introduction du système électoral des trois classes, acceptèrent celui-ci et permirent que les femmes prolétaires soient spoliées de leur droit de suffrage.

Pendant la Guerre mondiale, les activités des féministes déclinèrent. Dans certains pays, sous la pression des tempêtes révolutionnaires secouant l'Europe après la guerre et en particulier à cause de la Grande Révolution ouvrière russe, la bourgeoisie fut contrainte de céder dans certains domaines. C'est pourquoi, en Angleterre, en Suède et en Allemagne, la bourgeoisie accorda aux femmes leur droit de vote si ardemment désiré, ainsi que la possibilité de participer aux affaires de l'État. On révisa le code du mariage et le droit relatif à l'héritage, et cela de façon à assurer les intérêts de la femme bourgeoise à l'intérieur de la famille. On alla jusque-là, mais pas plus loin. Par ces réformes, un grand nombre de revendications, que les féministes avaient considérées comme devant résoudre la « question des femmes », furent ainsi satisfaites. Cela nous montre clairement que le problème ne peut pas être réglé par une simple application formelle de l'égalité de droits, mais que toute l'affaire est bien plus étendue et plus complexe.

Dans plusieurs pays bourgeois capitalistes, la femme jouit maintenant des mêmes droits

politiques que l'homme. Le droit au travail a, lui aussi, été largement conquis. Dans toutes les nations, les femmes bénéficient de surcroît de la possibilité de poursuivre des études supérieures. Les relations entre l'homme et la femme, parents et enfants, témoignent de l'importance des droits acquis par la femme. Néanmoins, la « question des femmes », la situation de la femme, n'est toujours pas réglée. La reconnaissance formelle de ces droits dans le capitalisme et la dictature bourgeoise ne la dispense nullement de vivre, en réalité, une vie de servante pour sa propre famille, ne lui assure pas davantage de protection contre les préjugés ni les mœurs de la société bourgeoise, ne la libère pas de la dépendance de son mari ni finalement – ce qui est déterminant – de l'exploitation capitaliste.

Le mouvement féministe bourgeois a atterri dans une impasse. Les organisations révolutionnaires du prolétariat sont les seules à indiquer la voie que peuvent emprunter les femmes travailleuses. Mais, au départ, les ouvrières, pas plus que les ouvriers, ne comprirent que l'objectif final du mouvement ouvrier allait amener avec lui la résolution de la « question des femmes ». Ce n'est que peu à peu et grâce à des expériences difficilement acquises que la classe ouvrière prit conscience qu'il n'existait pas au sein du prolétariat de contradictions antagonistes ni de conflits d'intérêts. Déjà, grâce à la mécanisation du travail, les activités qui étaient restées différentes s'uniformisèrent, de sorte que les ouvriers et les ouvrières ont aujourd'hui des intérêts et des buts semblables. Le prolétariat est une unité. Il est une classe qui n'a pas de place pour une guerre entre

les sexes, et la libération des femmes fait partie de ses objectifs à long terme.

Le mouvement féministe bourgeois se développa à partir du mot d'ordre : « Égalité des droits ». Le premier mot d'ordre des ouvrières fut : « Droit au travail ». Dans les années 1850, les ouvrières luttèrent pour les revendications suivantes :

- Accès aux syndicats dans les mêmes conditions que les collègues masculins ;
- À travail égal, salaire égal ;
- Protection du travail féminin (cette revendication apparut à la fin du XIX^e siècle) ;
- Protection générale de la maternité.

Aucune de ces revendications n'est en contradiction avec les intérêts de classe du prolétariat, bien au contraire, elles sont typiquement prolétaires. La lutte pour le droit au travail caractérisait déjà les actions contre les organisations corporatives du XVIII^e siècle, elle ne fut cependant pas menée exclusivement par des ouvrières, mais par la totalité des ouvriers non qualifiés, hommes et femmes. Il est aussi tout à fait correct de considérer l'affiliation des femmes dans les syndicats comme un devoir de la classe ouvrière. La revendication de salaire égal pour un travail égal a toujours été à la base des luttes salariales de la classe ouvrière et détermina la politique des salaires. Vous devez pourtant tenir compte du fait qu'une classe, peu après sa naissance, ne reconnaît que rarement où se situe son véritable intérêt. L'expérience insuffisante et les fausses perspectives mènent naturellement à commettre de graves erreurs. Mais, grâce à sa propre expérience de lutte, on acquiert une conscience solide et sûre et une maturité de jugement sur le

plan politique et social. Avec le développement du travail féminin, le prolétariat rencontra lui aussi ces difficultés avant de prendre position en faveur de ces problèmes. L'histoire du prolétariat fourmille d'anecdotes nous montrant que les ouvrières, à chaque fois qu'elles réussirent à pénétrer dans un nouveau secteur de production, rencontrèrent de grandes difficultés à obtenir de leurs frères de classe un comportement de camarades. Les difficultés des ouvrières étaient bien plus grandes que celles des femmes bourgeoises lorsqu'elles luttèrent pour leur accès aux études universitaires. Dans d'innombrables branches industrielles (par exemple dans l'industrie mécanique, la typographie... employant une main-d'œuvre qualifiée), l'arrivée des ouvrières dans la production fut activement combattue par leurs collègues masculins. De nombreux syndicats stipulaient dans leurs statuts « l'exclusion de la main-d'œuvre féminine non qualifiée, responsable de la dégradation des revenus des ouvriers ». Des syndicats puissants forcèrent les entrepreneurs à renoncer à employer des femmes. Certains groupes de travailleurs furent encore plus extrémistes et interdirent totalement aux femmes d'adhérer à leurs syndicats. Nous devons cependant nous rendre compte que cette situation tragique, menaçante naturellement pour l'unité de la classe ouvrière, avait des causes compréhensibles. L'insuffisance de la formation professionnelle empêchait les ouvrières d'accéder à certaines branches tout comme les femmes bourgeoises d'exercer des professions libérales. Et les femmes continuent toujours à offrir leur force de travail non qualifiée et donc moins chère. Le

problème se posa avec une acuité particulière dans le secteur mécanique. Mais dès que l'on réclamait un savoir professionnel, les femmes n'avaient plus aucune chance. C'est pourquoi le problème de la qualification professionnelle demeure dans le monde entier un terrible handicap pour les femmes, étant donné que, sur ce plan, les choses n'ont guère changé depuis.

Les ouvriers, qui craignaient la concurrence du travail bon marché des femmes, allèrent jusqu'à réclamer des lois limitant le travail des femmes. Lorsque dans les années 1840 apparut un mouvement spontané luttant pour la protection du travail, la revendication des ouvriers portait surtout sur l'indispensable réglementation du travail des femmes et des enfants. La plupart d'entre eux soutinrent naturellement ces revendications, mais pour des raisons qui étaient tout, sauf généreuses. Ils espéraient de cette façon pouvoir limiter la concurrence du travail sous-payé des femmes et des enfants. Les ouvrières, elles, ne cherchèrent jamais à exclure les femmes mariées de la production.

Mais la dynamique des forces productives fut plus forte que la volonté et les souhaits d'individus isolés ou même d'organisations entières. Il n'était plus possible de se passer du travail féminin. Par la suite, les ouvriers reconnurent qu'il ne leur restait pas d'autre solution que de transformer ce concurrent indésirable sur le marché du travail en un allié fidèle dans leur lutte contre le capital. Au lieu d'interdire l'accès des femmes aux syndicats et de les exclure de la production comme c'était le cas jusque-là, ils s'efforcèrent dorénavant de les inclure dans leurs organisations et d'obtenir leur

adhésion. Actuellement, les syndicats en Europe, aux États-Unis, en Australie et, partiellement, aussi en Asie regroupent des millions d'adhérentes. Les syndicats chinois et indiens restent les seuls à faire preuve de mauvaise volonté à l'égard des femmes. Mais au Japon, les ouvrières sont déjà organisées avec les hommes.

Tant que les syndicats interdisent leur accès aux femmes, celles-ci furent naturellement obligées de créer leurs propres organisations. Les syndicats de femmes réunirent de nombreuses adhérentes, surtout en Angleterre, mais ils existaient aussi en France, en Allemagne et en Amérique. Toutefois depuis que le mouvement ouvrier a acquis une conscience de classe révolutionnaire, les barrières entre ouvriers et ouvrières se sont écartées, et les syndicats de femmes se fondirent au reste du mouvement ouvrier en un flot puissant et uni.

Le prolétariat commença à reconnaître que la femme avait des droits égaux comme esclave salariée et membre de la totalité de la classe ouvrière. De plus, du fait de sa fonction maternelle, le prolétariat est forcé de défendre les droits de la femme, et cela dans l'intérêt des futures générations. C'est pourquoi il tente actuellement d'obtenir une législation assurant la protection des travailleuses.

Depuis que la classe ouvrière s'est regroupée dans un parti et a commencé à mener une authentique politique de lutte de classes, le besoin des ouvrières d'élaborer leur propre programme de revendications a disparu. « À travail égal, salaire égal » a trouvé une résonance générale. Même les partis socialistes modérés ont intégré dans leur programme la lutte pour la protection du travail

des femmes et des enfants. On est cependant forcé de reconnaître que la conquête définitive de l'égalité des droits de la femme et de sa libération n'est pas possible sous le capitalisme. Le problème de la femme ne peut trouver une solution pratique que dans le système de production où la femme est pleinement reconnue comme force de travail utile et nécessaire, ne travaillant pas seulement pour améliorer le bien-être de sa propre famille, mais pour celui de l'ensemble de la société.

La libération définitive et totale de la femme n'est possible que dans le communisme. C'est aussi pourquoi la partie la plus consciente du prolétariat féminin international a rejoint les rangs du parti communiste. Il nous reste maintenant à aborder un fait extrêmement important que nous ne pouvons absolument pas laisser de côté. Alors que la majorité du prolétariat ne reconnut que tardivement la lutte pour la libération de la femme comme faisant partie intégrante de la lutte des classes, l'avant-garde de la classe ouvrière – les socialistes – avaient compris cela dès le départ. Les socialistes utopistes du début du XIX^e siècle – Saint-Simon, Fourier et autres adeptes – discutaient déjà de la « question des femmes ». Les utopistes ne purent naturellement pas découvrir les véritables raisons de l'oppression de la femme, c'est-à-dire ils étaient incapables de reconnaître que l'esclavage de la femme naquit justement parce qu'elle avait cessé de produire un travail utile et productif pour l'ensemble de la collectivité. C'est pourquoi ils n'envisageaient pas la solution au problème de la femme par son travail obligatoire pour la société. À leurs yeux, elle demeurerait l'épouse ou la compagne,

c'est-à-dire d'une manière ou d'une autre l'« amie » de l'homme, et non pas une force de travail productive autonome.

Si le grand mérite des utopistes fut d'introduire le débat sur l'égalité de la femme de façon vigoureusement polémique, il ne fut pas le seul, car ils ne se contentèrent pas d'analyser le rôle de la femme dans le travail et devant la loi, mais ils posèrent également le problème de sa situation dans le mariage. Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, attaquait vigoureusement la « double morale » qui sévissait au sein de l'hypocrite société bourgeoise. Les positions des utopistes sur l'égalité entre les sexes, l'amour, le mariage et la liberté des sentiments furent reprises par toute une série de femmes tout au long du XIX^e siècle. Ces femmes refusèrent de façon conséquente de participer au mouvement féministe bourgeois parce qu'elles estimaient que la « question des femmes » était une affaire bien plus vaste et complexe et qu'elle ne se réglerait pas simplement par l'accès des femmes aux universités ou aux urnes. Parmi les représentantes les plus fascinantes et combatives pour le droit de la femme à la « liberté des sentiments », il faut citer George Sand, écrivain révolutionnaire français ayant participé activement aux soulèvements de 1848, ainsi que la première journaliste américaine, Margareth Fuller. Elles furent d'ailleurs contemporaines. C'est surtout par son rayonnement personnel que Margareth Fuller a influencé de façon décisive ces aspects de la question des femmes et non pas tant par la profondeur et la maturité de ses écrits.

Robert Owen – utopiste sans doute, mais en tout cas très pratique – reconnu, en tant

que fondateur du mouvement communautaire en Angleterre, l'importance de la collaboration des femmes. Dans sa première communauté, il y eut de nombreux adeptes féminins. Si vous vous intéressez à ce sujet, je vous conseille de lire soit Dobroliubov ou encore l'ouvrage de Sidney et de Beatrice Webb sur les syndicats, où il est question de Robert Owen.

Le Manifeste du parti communiste de Karl Marx et Friedrich Engels analyse scientifiquement la question des femmes sous l'aspect de la famille et du mariage. L'ouvrage de Friedrich Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, approfondit et développe les arguments du *Manifeste*, tandis que Karl Marx, dans *Le Capital*, traite une autre question, à savoir que l'extension du travail des femmes et l'exploitation de ce dernier par le capital sont un produit du processus de concentration dans le système capitaliste.

Dans ce contexte, la « question des femmes » cessa d'être un aspect purement pratique de la lutte des classes, elle eut désormais son support théorique dans la lutte de libération prolétarienne.

La I^{ère} Internationale mit à l'ordre du jour les questions se rapportant au travail des femmes lorsqu'elle élabora ses revendications pratiques. Karl Marx jugea sévèrement la proposition de l'aile droite et petite-bourgeoise de l'Internationale qui réclamait la limitation du travail des femmes pour ménager la famille. Naturellement, la véritable intention se dissimulant derrière cette proposition, ce fut de limiter la concurrence sur le marché du travail. Mais la I^{ère} Internationale reconnut que le travail des femmes était inévitable et défendit la

situation des femmes en tant que mères en exigeant une réforme des lois pour la protection de leur force de travail et de leur santé. Comme la I^{ère} Internationale reconnut la nécessité sociale du travail des femmes, mettant l'accent à la fois sur l'importance de la libération de la femme et sur sa fonction de mère, elle adopta, dès le départ, une position conséquente et juste sur la question des femmes. Nous pouvons constater par là combien la classe ouvrière se séparait profondément des féministes et combien leurs positions sur la question des femmes étaient divergentes. Les féministes s'engagèrent exclusivement pour l'idéal égalitaire. La classe ouvrière, en revanche, fut convaincue que la libération de la femme comportait en fait deux aspects et que ce n'était pas de quelconques droits abstraits qui en viendraient à améliorer la situation de la femme, bien au contraire. On peut ajouter en passant que ces droits modifieraient totalement la vie de la population active. Droits égaux et protection légale de la mère furent les deux revendications essentielles et l'objectif à long terme que s'étaient fixés les communistes, l'avant-garde du prolétariat dans la « question des femmes ».

Dans les années 1870, fut publié le livre d'Auguste Bebel : *La Femme et le Socialisme*, traduit depuis dans toutes les langues, y compris en chinois et en japonais. Rien qu'en Allemagne, il y eut plus de cinquante éditions. Ce succès est suffisamment éloquent. On peut même aller jusqu'à affirmer que ce livre est devenu pour la travailleuse un véritable évangile. Tout ce qui jusque-là n'avait été qu'effleuré par les travaux de Marx et d'Engels et qui a toujours été la politique de la I^{ère} Internationale en

ce qui concerne la « question des femmes », Bebel le formula de manière non seulement précise, populaire et compréhensible, mais il développa aussi ces thèses en s'appuyant sur un matériel historique impressionnant. Bebel démontra définitivement que la tâche historique de la classe ouvrière est indissolublement liée à celle de la libération de la femme. Il indiqua aussi le chemin qui mène à cette libération : c'est la victoire de la classe ouvrière et la réalisation du système communiste. Bebel aborda tous les aspects de la « question des femmes » et n'hésita pas à mettre son nez dans la famille bourgeoise et l'hypocrisie de sa morale sexuelle. Il présenta la prostitution comme un phénomène social et prouva que ce problème était également en rapport direct avec la division de la société en classes, et avec l'exploitation de la force de travail par le capital. Cependant, son apport le plus important fut d'avoir formulé avec précision la double tâche de la classe ouvrière dans le processus conduisant à la libération de la femme, double tâche se résumant à ces mots : unité de lutte. Unité pour les luttes à court terme comme à long terme, et où il désigne sans ambiguïté les tâches particulières qui incombent à la classe ouvrière vis-à-vis des mères. Ce mouvement des femmes prolétaires est subordonné à la lutte unie du mouvement ouvrier. Ses revendications particulières renforcent et développent le mouvement ouvrier lui-même.

L'ouvrage de Bebel eut une grande influence et fut particulièrement utile pour les femmes de la II^e Internationale qui hésitaient sur le chemin à suivre pour le mouvement des femmes prolétaires.

À partir des dix dernières années du siècle passé, le nombre des adhérentes du mouvement des femmes prolétaires augmenta considérablement. Les travailleuses unirent étroitement leurs luttes à celles de la classe ouvrière, entrèrent dans les syndicats et les partis socialistes et participèrent activement aux grèves, aux mouvements de masse, manifestations et congrès mondiaux.

À l'époque de la Première Guerre mondiale, le prolétariat pouvait compter sur environ un million de travailleuses organisées. Dans les partis socialistes, les femmes appartenaient très souvent à la tendance de gauche.

En même temps que se répandaient et s'implantaient les idées socialistes, de nombreuses femmes politiquement actives s'engagèrent au sein du mouvement ouvrier. Quelques-unes d'entre elles devinrent par leur pratique ainsi que par leurs travaux théoriques des modèles pour le mouvement socialiste. Vous connaissez certainement des noms comme Louise Michel – organisatrice et agitatrice enthousiaste et désintéressée de la lutte des classes lors de la Commune de Paris – ou encore Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Henriette Roland, Holst et Angelica Balabanov. Leur engagement dans la lutte pour le communisme est depuis largement connu, et leurs noms, surtout à cause de leurs remarquables actions en relation avec la fondation de la III^e Internationale, sont passés à l'histoire.

La récente histoire russe est riche en femmes ayant rompu sans hésiter avec les traditions et les valeurs bourgeoises et qui furent, à partir des années 1870, des activistes hardies de la lutte révolutionnaire. L'histoire des partis révolutionnaires

de Russie et dont les débuts coïncident avec la formation du prolétariat russe témoigne de l'existence de nombreuses femmes, de leur force intérieure, de leur désintéressement et de leur détermination révolutionnaire. Bardina, par exemple, la première femme socialiste de Russie, « alla au peuple » avec la ferme intention de semer parmi les masses incultes et totalement dépossédées de leurs droits la bonne parole de l'avènement de la justice sociale, c'est-à-dire du socialisme. Elle fut suivie par les intrépides sœurs Subbotina, par la résolue Lesjern et par l'altruiste Liubotovitch. Ni la prison, ni l'exil, ni même la mort ne réussirent à ébranler la ferme conviction de ces pionnières du socialisme luttant pour la libération du peuple des travailleurs.

Dans les années 1880, nous rencontrons de dignes successeurs parmi les audacieuses terroristes dont Sofia Perovskaia, femme d'une grande ténacité. Sa personnalité fut une synthèse heureuse entre une intelligence masculine et un « moi » extrêmement féminin ; elle mit toute sa chaleur et toute son ardeur au service de la Révolution. À ses côtés apparaît l'ouvrière Gessie Helfinan, qui mourut sous la torture tsariste. Vera Figner, Wolkenstein et Vera Zassoulitch sont d'autres héroïnes et martyres de la Révolution et elles ne furent pas les seules. (Le groupe Libération du travail, à qui nous devons la propagation du marxisme dans la Russie tsariste, ne comptait pas seulement des hommes comme Pavel B. Axelrod et Georg Plekhanov parmi ses fondateurs, mais aussi une femme, Vera Zassoulitch. Ses travaux scientifiques ont conservé jusqu'à nos jours leur valeur pour la théorie marxiste.)

Avec la naissance de la III^e Internationale, le mouvement des femmes prolétaires devint définitivement un aspect de la lutte révolutionnaire organisée de la classe ouvrière. On put le constater de façon explicite lors du I^{er} Congrès de la III^e Internationale en 1919. À mesure que se renforcera le mouvement ouvrier révolutionnaire et qu'il poursuivra des objectifs de plus en plus élevés, le mouvement des femmes s'épanouira en son sein, et il devrait être tout aussi capable, à la période de la dictature prolétarienne, de trancher le nœud gordien de la « question des femmes » et réussir là où la société bourgeoise a si lamentablement échoué. À mesure que nous nous rapprochons de la victoire de la classe ouvrière et du triomphe du système communiste, l'avenir de la femme s'éclaircit. La proximité de cet avenir et de sa libération définitive ne dépend plus que de la femme elle-même, du degré de sa conscience politique et de son activité révolutionnaire.

Mais avant de terminer notre conférence d'aujourd'hui, sans doute plus longue que prévu, nous allons nous demander une dernière fois s'il est possible que la femme puisse retourner une nouvelle fois à ses fourneaux et réintégrer l'étroit cercle familial. En dehors du fait que les travaux domestiques traditionnels disparaissent et deviennent totalement superflus, il y a une autre raison importante pour qu'une semblable évolution soit devenue tout à fait impossible : l'évolution constante des forces productives. Car, avec elle, augmente sans cesse la demande de nouvelles forces de travail. L'évolution de la technique et chaque nouvelle invention entraînent inévitablement une augmentation de la

demande de forces de travail, et cela dans tous les domaines de son application.

Les tendances du développement économique sont telles qu'on ne saurait, à première vue, compter avec une force de travail excédentaire. L'humanité est encore très éloignée du règne du superflu. Elle demeure toujours à un niveau relativement bas de son développement, et les innovations dans le domaine de la culture ne sont toujours accessibles qu'à une infime minorité.

Tant que le besoin en force de travail humaine augmentera, la demande de main-d'œuvre féminine ne fera qu'augmenter. Le travail des femmes est aujourd'hui déjà une nécessité dans l'économie nationale. Il vous sera facile d'imaginer la catastrophe économique qui découlerait du fait de retirer — artificiellement — soixante-dix millions de femmes européennes et américaines de la production. Cela entraînerait naturellement le chaos le plus total dans le monde entier et la ruine et la disparition de secteurs entiers de la production.

Au XIX^e siècle, le travail des femmes en est arrivé à représenter une partie importante de la production, et il n'y a aucun argument convaincant susceptible d'expliquer pourquoi il faudrait tabler avec la disparition des facteurs qui ont déclenché la croissance du travail féminin. Avec le passage à la dictature du prolétariat et à la production communiste, le travail des femmes s'est définitivement imposé dans l'économie nationale. L'exemple de la Russie nous le démontre avec toute la clarté souhaitée : « Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas non plus manger », dit le principal mot d'ordre communiste. Dans la république ouvrière, le travail

devient donc un devoir civique. Dans les conditions actuelles, le retour de la femme dans l'étroit cercle familial et sa régression à un statut antérieur et sans droits est devenu totalement impossible.

La situation de la femme, sa signification et ses droits sociaux sont donc déterminés par son rôle économique. C'est là le fil rouge qui circule à travers toutes nos conférences. Nous pouvons donc conclure avec certitude que les jours de son absence de droits, de sa dépendance et de son oppression sont désormais comptés. Le communisme, qui libère la production sous la condition du travail généralisé, libérera définitivement les femmes.



LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT : LA RÉVOLUTION DES MŒURS

Lors de notre dernière conférence, nous parlions de la révolution dans la vie quotidienne sous la dictature du prolétariat. Ce processus ne se limite naturellement pas à l'installation de cantines publiques et de crèches ni à l'introduction de la protection maternelle et à l'éducation sociale. Le changement actuel de la société est bien plus profond et plus vaste ; il atteint presque tous les domaines de notre vie et son influence est particulièrement forte sur les mœurs et les mentalités. Plus tard, les historiens étudieront avec intérêt notre époque, où nous rompons de façon conséquente avec le passé. Le nouvel ordre social et économique que nous construisons crée des bases différentes de relations entre les gens. Et tout cela

va extrêmement vite, bien trop vite pour nous qui restons de ce fait incapables de voir ce qui sera ou non important pour l'avenir. Nous ne pouvons pas discerner parmi les champs de bataille de la guerre civile les jeunes pousses de l'avenir communiste, recouvertes par les débris, le sang et les larmes du passé. Mais la poussière des siècles a été soulevée comme une tornade par la mêlée farouche de deux mondes hostiles, puis enfin balayée. La glace s'est brisée et les rayons du soleil réchauffent la terre ameublie et purifiée par les ruisseaux printaniers.

Regardez autour de vous : est-ce la même Russie qu'il y a cinq ans à peine ? Sont-ce les mêmes ouvriers, les mêmes paysans, voire les mêmes petits-bourgeois que ceux que nous avons connus sous la dictature du tsarisme ? Leurs pensées, leurs sentiments, le contenu de leur travail ont changé. En Union soviétique règne une atmosphère totalement différente. Quand l'un d'entre nous retourne dans un pays capitaliste bourgeois, il a l'impression de revivre dans un autre siècle. Nous avons été propulsés brusquement dans l'avenir et c'est à partir de là que nous jugeons la réalité de ces pays arriérés d'un point de vue révolutionnaire. C'est grâce à notre expérience que nous avons appris à connaître concrètement l'avenir, et nos frères des pays capitalistes bourgeois ne peuvent appréhender celui-ci que par la pensée et non pas par leur propre pratique. La Révolution qui nous a permis cette énorme expérience, nous a éloignés du passé tout proche et cependant toujours actuel, tout en nous rapprochant de l'avenir. Il nous est donc plus facile de regarder en avant qu'en arrière. Nous avons pris une avance notable sur nos camarades qui n'ont

pas vécu ces années de lutte révolutionnaire. Notre expérience fiévreuse et notre recherche du « plus court chemin » vers le communisme nous ont appris à saisir les problèmes bien plus rapidement qu'avant la Révolution. Et même si nous avons commis beaucoup d'erreurs, notre expérience révolutionnaire reste la tentative la plus audacieuse d'une collectivité composée de millions d'hommes pour changer les conditions de vie et tenter de maîtriser les lois aveugles de l'économie capitaliste. La révolution ouvrière en Russie a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire de l'humanité, et, même si le chemin vers le communisme reste long et difficile, nous avons au moins jeté les bases d'une organisation communiste de la société. Et le prolétariat, sûr de lui et de l'importance de son rôle historique, marchera sans défaillance vers son objectif final. D'ores et déjà, ce but a cessé d'être un rêve creux ; la classe ouvrière, en tendant les mains vers l'avenir, peut déjà sentir du bout des doigts la réalité communiste.

Les changements sociaux qui se sont produits grâce à la Révolution d'Octobre se reflètent surtout dans la mentalité du travailleur et sa nouvelle manière d'envisager la vie. Parlez avec les ouvriers ! Étaient-ils ainsi avant la Révolution ? Avant la Révolution, les ouvriers manquaient de confiance en eux-mêmes. Ils étaient le plus souvent des esclaves soumis, écrasés par la misère, impuissants et aigris. Et les lois injustes qui les opprimaient et les humiliaient leur apparaissaient comme immuables. Si on leur avait dit alors : « Vous pouvez prendre le pouvoir, il suffit que des millions de prolétaires le veuillent », ils auraient hoché la tête, incrédules.

Et qu'en est-il aujourd'hui ? Certes, la vie est encore difficile pour le prolétaire, il souffre toujours du manque de nourriture, de vêtements et de chaussures. La classe ouvrière subit toujours d'innombrables privations et réalise d'incalculables sacrifices, mais elle a confiance en elle-même et dans ses propres forces. Sa plus grande acquisition, c'est d'avoir compris que la société tout entière peut être changée sous sa direction, à condition de ne pas se contenter de simples réformes légales sans changement des rapports humains. La dictature des tsars, des industriels et des propriétaires fonciers se distingue totalement de la dictature du prolétariat. Celui-ci est devenu maître de son destin et bâtisseur d'une nouvelle société. Et même si la classe ouvrière n'est pas encore très habile, l'essentiel pour le moment c'est d'avoir réussi à s'approprier le pouvoir dans l'État. Sa victoire la plus importante dans l'histoire de l'humanité, c'est d'avoir réussi à maîtriser collectivement les lois de l'évolution économique et d'avoir mis un terme à l'accumulation capitaliste.

Nous allons approfondir ce processus en prenant pour exemple l'ouvrière pour qui la mutation est encore plus tangible que pour l'ouvrier. Pour la majorité de nos femmes, et grâce au travail pour la collectivité, le fait le plus caractéristique est le développement d'une conscience sociale et d'un véritable sentiment de solidarité sociale. Cela est particulièrement nouveau et révolutionnaire chez la femme, à qui on a appris pendant des siècles à faire de sa famille son seul centre d'intérêt et le seul sujet de ses préoccupations. L'ouvrière ou la femme de l'ouvrier a aujourd'hui la certitude qu'elle est

une citoyenne à part entière. Même si toutes les femmes ne s'acquittent pas encore d'un travail social, elles éprouvent en tout cas le besoin de se valoriser aux yeux de la société. Elles se plaignent de la lourde charge que présentent pour elle les travaux ménagers et l'éducation des enfants et critiquent l'insuffisance des établissements pour enfants et la mauvaise qualité des repas distribués dans les cantines. Car, si tout allait bien, elles pourraient, elles aussi, travailler dans une section féminine du parti ou participer aux réunions d'un syndicat.

La Révolution a non seulement libéré la femme de l'atmosphère étouffante de la famille en lui permettant d'accéder au domaine social, mais elle lui a aussi inculqué avec une étonnante rapidité un sentiment de solidarité envers la collectivité. Le succès du mouvement *subbotnik*¹ pendant la guerre civile en est un exemple éclatant. Des ouvrières, tant organisées qu'inorganisées, des femmes d'ouvriers et des paysannes ont participé volontairement à nos samedis communistes. En 1920, pour seize provinces, il y eut 150 000 participantes. Cela témoigne naturellement de l'évolution de la conscience sociale de la femme qui se rend compte que seul un effort collectif peut venir à bout des désorganisations, des épidémies, du froid et de la faim. Le travail volontaire pour la collectivité a complété le travail obligatoire, et ce travail a cessé d'être seulement une contrainte, comme à l'époque où les travailleurs étaient encore des esclaves salariés. Il est vécu désormais comme un devoir social,

1. Samedis communistes travaillés bénévolement.

comparable à celui qu'exécutait, à une période reculée de l'humanité, chaque membre de la tribu pour l'ensemble de la collectivité. Voyez comme nos travailleuses, qui n'appartiennent pourtant pas au parti, se hâtent pour arriver à temps aux samedis communistes ! Là, elles déchargent le bois, déblaient la neige, cousent les uniformes des soldats, nettoient les hôpitaux, les casernes, etc. Cependant, beaucoup d'entre elles ont leur propre famille à charge et, en rentrant chez elles, doivent se remettre au travail. Mais ces femmes ont déjà pris conscience qu'il valait mieux négliger pour un temps leur petit ménage particulier et accomplir les tâches socialement les plus urgentes.

Vous allez sans doute me rétorquer : « Oui, mais ces ouvrières et ces paysannes non inscrites au parti ne sont encore qu'une minorité ! » Et vous aurez entièrement raison. Elles ne sont pas encore nombreuses. Mais leur nombre ne cesse d'augmenter, ce qui est significatif, outre le fait qu'il est extrêmement important que ce ne sont pas seulement des communistes qui agissent ainsi, mais également des femmes non inscrites au parti. L'action de cette minorité contribue à éduquer la majorité des femmes. Voyez avec quelle passion, parfois même avec quel emportement, l'ouvrière qui ne participe pas aux *subbotniks* défend son droit de négliger le travail social. Elle vous avancera d'innombrables raisons pour prouver qu'elle a moralement le droit de se soustraire à ce travail. Au cours de ces dernières années, la conscience du lien qui existe entre la reconstruction de notre économie nationale et la satisfaction des besoins personnels s'est tellement renforcée auprès des

femmes qu'il leur est difficile d'éluder la question. On manque, par exemple, de bois de chauffage, alors que des wagons de bois stationnent à la gare locale. Il est donc nécessaire de faire appel à un *subbotnik* pour décharger les wagons. Autre exemple : une épidémie se déclenche, organisons un *subbotnik* pour assainir les rues de la ville. Lors d'une telle situation d'urgence, la classe ouvrière juge avec sévérité ceux qui ne sont pas prêts à apporter leur contribution au bien commun. On voit ainsi s'élaborer le code d'une nouvelle éthique, les bases d'une morale différente au sein de la classe ouvrière et, en particulier, la notion de déserteur du travail.

La société bourgeoise condamnait les paresseux, les travailleurs négligents. Mais, dans la conception bourgeoise, le travail restait une affaire privée. Travaille si tu veux, meurs de faim si tu préfères ou bien tâche d'obliger les autres à travailler pour toi. Cette dernière conception, le fameux « esprit d'entreprise », était particulièrement appréciée et jugée digne de respect. Si la bourgeoisie condamnait le paresseux, c'était seulement dans la mesure où il travaillait non pour lui-même, mais pour le compte d'un entrepreneur capitaliste. Et si, à son travail, il n'apportait pas toute l'énergie dont il était capable, il « trompait » son patron, selon la conception bourgeoise, et lui faisait perdre une partie de son bénéfice. C'est pour cette raison que la bourgeoisie condamnait la paresse et la négligence de l'ouvrier. Mais le fils du bourgeois ou de l'aristocrate, qui ne devait son emploi qu'à son rang ou à ses titres, pouvait être le bon à rien ou le fainéant le plus invétéré, il ne risquait pas de se faire sermonner. Car, selon le point de vue

de la bourgeoisie, l'homme peut décider lui-même s'il veut ou non travailler, c'est son affaire, cela ne regarde que lui. Remarquez que, si un paysan propriétaire laissait son exploitation à l'abandon ou si un petit entrepreneur précipitait son entreprise à la faillite, la société bourgeoise ne les critiquait pas pour le préjudice qu'ils causaient à l'ensemble de l'économie, mais pour leur incapacité à prendre soin de leurs propres intérêts.

Le mode de production dans notre république ouvrière se distingue radicalement de celui de la société bourgeoise. La pratique du nouveau mode de production socialiste inculque aux travailleurs un autre esprit, les obligeant à penser et à sentir autrement que par le passé, et cette conception nouvelle exige des travailleurs une grande autodiscipline. Par ailleurs, elle a conduit à développer des relations nouvelles entre les gens et à redéfinir les rapports de l'individu et de la collectivité. Ces nouvelles normes de comportement sont à l'opposé de celles de la société bourgeoise qui réglementaient uniquement les relations entre les individus, celle de l'individu à la collectivité ne revêtant qu'une signification secondaire. Dans l'Empire tsariste, il y avait nettement moins de règles définissant les obligations de l'homme envers la société que de règles destinées à régir les rapports des gens entre eux. Parmi les devoirs de l'individu par rapport à la société bourgeoise, il y avait la défense de la patrie et l'obligation de servir le tsar. La loi : « Tu ne tueras pas », était respectée de façon très relative selon les circonstances du moment. Mais la liste des commandements engendrés par la nécessité de défendre la propriété privée et les intérêts

particuliers était de loin la plus longue : « Tu ne voleras pas ; tu ne seras pas paresseux ; tu ne t'empareras pas d'une épouse légitime ; tu ne tricheras pas en affaires ; tu seras économe, etc. »

Sous la dictature du prolétariat au contraire, les règles de conduite renvoient aux intérêts de la collectivité : « Si ta conduite ne nuit pas à la collectivité, elle ne regarde personne. » Par ailleurs, dans la république ouvrière, les comportements qui étaient considérés dans la société bourgeoise comme respectables sont unanimement condamnés. Quelle était, par exemple, la morale bourgeoise envers un commerçant ? Tant que ses livres de comptes étaient en ordre, qu'il n'avait pas fait de banqueroute frauduleuse, qu'il n'avait pas trompé ouvertement ses clients, le commerçant était reconnu par la société bourgeoise comme un « honnête citoyen » ou un « honnête homme ».

Lors de la période révolutionnaire, nous avions une attitude totalement différente envers les commerçants, qui devenaient alors de simples « spéculateurs ». Ils étaient pour nous tout sauf d'« honnêtes citoyens », et, le plus souvent, on les livrait à la Tchéka qui les internait dans des camps de travail. Et pourquoi faisons-nous cela ? Parce que nous savions parfaitement que nous ne pourrions édifier le communisme que si tous les citoyens adultes exécutaient un travail productif. Celui qui tente de se procurer des revenus autrement que par le travail et qui s'enrichit aux dépens d'autrui est considéré comme un élément nuisible pour l'État et la société, et c'est pourquoi la police poursuit aussi les actionnaires, les grossistes et autres trafiquants, c'est-à-dire tous les individus

qui vivent en parasites du travail d'autrui. Notre république ouvrière condamne très sévèrement ces « éléments oisifs » de la société.

Le nouveau mode de production a également fait naître de nouvelles mœurs. Évidemment, ce n'est pas en trois, quatre ou même dix ans que nous pourrons faire de tous les hommes d'authentiques communistes. Mais nous pouvons déjà nous rendre compte que chez la plupart des gens se manifeste une nouvelle conscience, une nouvelle mentalité. Cette évolution est très importante et on ne peut que s'étonner de la rapidité avec laquelle notre manière de penser et de sentir s'est adaptée aux nouvelles conditions sociales.

Mais c'est dans les rapports entre les sexes que cette évolution est la plus sensible. La stabilité de la cellule familiale a été ébranlée lors de la Première Guerre mondiale, non seulement en Russie, mais aussi dans les autres pays. Dans un premier temps, la participation des femmes à la production a beaucoup augmenté. Ce qui leur permit d'acquiescer une plus grande indépendance économique et, en même temps, entraîna une augmentation des naissances illégitimes. Deux êtres qui s'aimaient s'unissaient sans tenir compte des préjugés de la société bourgeoise ni des préceptes de l'Église. L'accroissement du nombre des enfants illégitimes est devenu un phénomène social tellement répandu que les gouvernements bourgeois ont dû accorder les mêmes soutiens financiers aux enfants illégitimes qu'aux enfants légitimes.

En Union soviétique, le mariage perd de plus en plus de sa signification. Dès les premiers

mois de la Révolution, le mariage religieux a été aboli ainsi que toutes les différences légales entre les enfants légitimes et illégitimes. Ces mesures, ajoutées à celle du travail obligatoire pour tous, contribuèrent à faire reconnaître la femme comme unité indépendante dans notre société. Dans la société bourgeoise, le mariage est un contact réciproque entre l'homme et la femme, signé devant témoins et déclaré indissoluble et indestructible grâce à la bénédiction divine. L'homme s'engage à protéger sa femme et à l'entretenir ; la femme, de son côté, s'engage à conserver et à défendre la fortune de son mari, à le servir, lui et ses enfants – les héritiers de sa fortune –, à lui être fidèle afin de ne pas encombrer la famille d'enfants illégitimes. Car l'adultère de la femme pourrait déséquilibrer l'économie familiale. Il est donc tout à fait logique que la législation bourgeoise poursuive sans pitié la femme adultère, tandis que le mari adultère, lui, bénéficie d'une étonnante libéralité. En définitive, l'infidélité du mari ne lèse en rien les intérêts de l'économie familiale privée. Pourquoi, alors, la société bourgeoise persécute-t-elle à ce point la mère célibataire ? La réponse est simple. Qui prendra soin de l'enfant si une liaison amoureuse n'est pas légalisée, s'il n'y a pas eu « mariage » ? Soit les parents de la jeune fille qui a « fauté », ce qui ne sert pas les intérêts de sa famille, soit les institutions de l'État qui doivent pourvoir à l'entretien de l'enfant. Ce qui est à l'encontre des intérêts de l'État bourgeois qui n'aime pas se charger de tâches d'assistance sociale.

Par ailleurs, la situation a énormément évolué dans la seconde moitié du XIX^e siècle, quand la

femme a acquis une indépendance économique et financière de plus en plus grande grâce à son travail. C'est à cette époque que l'attitude de la société bourgeoise s'est progressivement modifiée envers la fille-mère. Toute une série de romans ainsi que des ouvrages scientifiques traitent dorénavant du « droit de la femme à la maternité » et prennent la défense des mères célibataires.

Dans notre république ouvrière — du moins dans les villes —, il existe aujourd'hui la tendance à remplacer l'économie familiale privée par de nouvelles formes de vie sociale, de nouvelles formes de consommation, comme les maisons communes, les cantines publiques, etc. La femme qui travaille obtient sa propre carte de ravitaillement, et un réseau serré d'institutions sociales est en train de naître. Le caractère du mariage s'en est trouvé modifié, l'homme et la femme ne s'unissent plus par intérêt, mais par inclination mutuelle. (Il y a naturellement encore des exceptions à cette règle, sur lesquelles je reviendrai plus tard.) C'est pourquoi il n'est plus aussi nécessaire qu'un couple se marie, puisque chacun a droit au logement, aux combustibles, à la nourriture et aux vêtements, grâce aux bons de rationnement distribués par l'entreprise. L'importance des rations sont en fonction du rendement effectué. Le mariage n'améliore donc nullement la situation des partenaires.

À la campagne, où la République soviétique n'est pas encore en mesure de remplir ses obligations envers les travailleurs ni de réaliser en pratique son programme, la population est toujours obligée de recourir au marché libre pour se procurer les produits de première nécessité. Ce

qui fait que l'économie familiale privée continue à exister comme par le passé. Le mariage continue à être une entreprise économique, et une femme peut épouser un homme non par amour, mais parce qu'il a une chambre dans une maison commune. Ou encore un homme épouse une femme parce que, avec une double ration de chauffage, il est plus facile de passer l'hiver ! De tels faits sont indignes et regrettables. Mais tant que notre république ouvrière n'aura pas réussi à émerger du chaos économique, il ne sera pas possible d'éliminer complètement ces survivances du passé. Malgré tout, on enregistre actuellement une baisse constante du nombre de mariages ainsi qu'un accroissement régulier de l'amour libre.

Il est vrai que le décret « Sur le mariage civil » stipule qu'en cas d'incapacité de travail les époux doivent pourvoir mutuellement à leur entretien, mais cette mesure s'applique encore à la période de transition où la république ouvrière n'est pas encore capable d'étendre le niveau de vie collectif ni de prendre en charge les personnes en incapacité de travail. Mais dès que la vie économique sera réorganisée, que les institutions sociales fonctionneront normalement, cette situation se résorbera d'elle-même et le décret auquel nous venons de faire allusion n'aura plus de signification dans la pratique. En effet, que veut dire « entretenir le conjoint en cas d'incapacité de travail » quand chaque conjoint reçoit sa propre ration ? Par ailleurs, dans une situation sociale normalisée, les époux se tourneraient vers l'établissement social qui pourrait prendre en charge le malade : hôpital, sanatorium, maison de vieillards ou d'invalides.

Et personne ne reprocherait au conjoint en bonne santé d'avoir placé sa « chère moitié » dans une institution, même si le décret enjoint aux époux de s'aider mutuellement en cas d'incapacité. Il semble naturel que, dans une telle situation, la société délivre l'un des conjoints du souci de son partenaire et qu'elle prenne soin d'un de ses membres dès qu'il cesse d'être en état de travailler. Car, tant qu'il travaillait, il contribuait à créer les richesses – les réserves – qui doivent servir aussi à son entretien lorsqu'il est malade, âgé ou invalide.

De grands changements se sont accomplis sous nos yeux au sein du mariage. Le plus remarquable, c'est que ce nouveau mode de vie, ces mœurs différentes se reflètent d'ores et déjà dans de nombreuses familles bourgeoises. Car, dès l'instant où les femmes bourgeoises – ces anciens parasites – participent au travail social et gagnent leur propre vie, elles acquièrent aussi une position plus indépendante vis-à-vis de leur mari. Il arrive même souvent que la femme gagne plus que son conjoint, et, dans une telle situation, l'épouse prévenante et soumise d'autrefois se retrouve brusquement le chef de la famille. Elle part au travail, tandis que le mari reste à la maison, casse du bois, allume le feu et va faire le marché. Il fut un temps où ces dames piquaient des crises de nerfs si leur mari ne leur payait pas le nouveau chapeau ou la nouvelle paire de chaussures qu'elles convoitaient. Mais aujourd'hui, ces femmes savent qu'elles n'ont plus rien à attendre de leur époux, c'est pourquoi elles préfèrent s'adresser à leur chef de bureau ou au directeur du ravitaillement pour obtenir des bons ou des rations supplémentaires.

Cependant, pour être juste, il faut ajouter que les femmes qui avaient appartenu autrefois à la classe bourgeoise ont supporté parfois avec plus de courage que les hommes les privations de la période de transition. Elles ont appris à concilier leur travail et leur ménage et ont affronté vaillamment les difficultés de la vie. Dans ces familles bourgeoises, on peut aussi noter l'apparition de la rationalisation des tâches domestiques ainsi que la tendance à faire usage des installations collectives, comme d'envoyer leurs enfants dans les jardins d'enfants publics. Bref, nous assistons là aussi à un relâchement des liens familiaux. Cette évolution ne pourra que s'accroître dans l'avenir, entraînant avec elle la disparition de la famille bourgeoise. À sa place naîtra et grandira une famille nouvelle, la collectivité des travailleurs. La parenté par le sang ne suffira plus à souder les individus, ils seront unis dorénavant par les intérêts et les devoirs communs.

Notre nouveau système économique et les nouvelles conditions de production engendrent un mode de vie différent, qui crée à son tour des hommes nouveaux, d'authentiques communistes, par l'esprit et par la volonté. Dans la mesure où le mariage cesse d'apporter des avantages matériels, il perd de sa stabilité. Les époux se séparent aujourd'hui beaucoup plus facilement qu'autrefois. Dès l'instant où il n'y a plus ni amour ni attachement mutuel, les gens ne cherchent plus à rester à tout prix ensemble ni à conserver les apparences pour maintenir la cohésion de la famille. Ils ne sont plus liés, comme jadis, par les intérêts domestiques communs ou par les devoirs des parents envers les enfants. Le rite religieux du mariage est lui aussi de

moins en moins respecté. Bien entendu, ce phénomène n'est pas encore général, cette conception est encore loin d'être répandue partout, mais de nombreuses personnes l'ont déjà mise en pratique, et elle continuera à se développer à mesure que nous créerons de nouveaux modes de vie communistes. Le communisme purifiera le mariage de toute survivance d'ordre matériel. Grâce aux cantines publiques, notre république ouvrière a déjà tenté de séparer « la cuisine du mariage ». L'intensité des relations du couple ne dépend vraiment plus de la capacité à « fonder un foyer ». Auparavant, si un homme désirait se marier, il lui fallait d'abord réfléchir s'il pouvait se permettre un tel luxe, s'il pouvait vraiment entretenir une femme. Il supputait ensuite le montant de la dot de la fiancée. Ce n'est qu'après « mûre réflexion » que les deux partenaires envisageaient de « fonder leur foyer ». Le plus riche s'achetait alors une maison, le plus pauvre se contentait d'un samovar. Les époux étaient désormais contraints de vivre ensemble. Parfois, mais rarement, la mésentente séparait le couple. Aujourd'hui, en revanche, il existe de nombreux couples qui s'aiment, mais qui vivent cependant séparément.

Souvent, ces couples se présentent au bureau de l'état civil pour faire enregistrer leur mariage selon le décret du 18 décembre 1917, et cela en dépit du fait que les partenaires ne vivent pas ensemble : la femme à un bout de la ville, l'homme à l'autre ; la femme à Moscou, le mari à Tachkent. S'ils font enregistrer leur mariage, c'est parce qu'ils ont besoin de se prouver l'un à l'autre qu'il s'agit d'une « affaire sérieuse » et de se jurer fidélité éternelle

comme tous les amoureux. Par ailleurs, ils ne se voient que de temps en temps, car tous les deux travaillent, et les tâches sociales l'emportent sur la vie privée. Ce type de mariage se rencontre surtout parmi les membres du parti, car, chez les communistes, le sens du devoir social est déjà fortement développé. N'oubliez pas que ce sont surtout les femmes qui aspiraient autrefois à fonder un foyer, car elles ne pouvaient pas imaginer une vie loin de leurs fourneaux. Aujourd'hui, c'est au contraire l'homme qui trouve qu'il serait bon d'avoir une maison à soi et une femme qui serait là et qui préparerait les repas. Mais les femmes, et naturellement surtout les ouvrières des usines, ne veulent plus entendre parler de vie de famille : « Pas question de me retrouver avec une maison à charge, la vie de famille et tout ce qui s'ensuit. Plutôt me séparer de lui. Car, maintenant, je peux enfin travailler pour la société. Pas question de me faire avoir. Non. Mieux vaut se séparer. » Les hommes doivent se faire à l'idée d'être privés de leur foyer douillet. Tous ne parviennent pas à accepter de bon gré le changement de leur femme, et il y a même eu des cas où des hommes ont brûlé la carte du parti de leur femme, ne supportant pas de la voir plus occupée par les sections féminines que par leur foyer. Mais ce sont là des comportements somme toute exceptionnels.

En envisageant ces faits dans le processus de leur évolution, il apparaît clairement que maintenant la tendance est à la dissolution de la famille. Notre développement économique et social permettra à la collectivité des travailleurs de se débarrasser peu à peu de l'ancienne famille bourgeoise.

La nouvelle attitude de la société à l'égard de la mère célibataire est un autre phénomène caractéristique dû au changement des conditions économiques et naturellement au fait que la femme est pleinement reconnue aujourd'hui comme force de travail autonome. Quel est l'homme qui refuserait d'épouser la femme qu'il aime simplement parce que cette femme n'est plus vierge ? L'« innocence » de la jeune fille n'était nécessaire qu'au mariage bourgeois dans une société fondée sur la propriété privée. Il était important de pouvoir déterminer la légitimité de l'enfant pour deux raisons : premièrement pour assurer la transmission de l'héritage, car seuls les enfants légitimes pouvaient hériter des biens de la famille ; deuxièmement, pour que l'entretien de l'enfant soit pris en charge par le père. Dans notre république ouvrière, en revanche, la propriété privée ne joue plus aucun rôle. Les parents n'ont plus de fortune à léguer à leurs enfants. C'est pourquoi l'origine familiale de l'enfant n'est pas très importante, car c'est l'enfant lui-même – le futur travailleur – qui compte.

L'Union soviétique s'est engagée à prendre soin des enfants, qu'ils soient issus d'un mariage légal ou d'une union libre. Cette évolution est responsable d'une nouvelle image de la femme et de la mère. Notre république ouvrière protège la mère et l'enfant, sans s'occuper des circonstances dans lesquelles l'enfant est venu au monde. Dans la pratique quotidienne, on se heurte malgré tout encore à des survivances du passé. Les formulaires officiels comportent toujours la même question absurde : « Êtes-vous marié ou célibataire ? » Dans la milice,

on va jusqu'à exiger le certificat de mariage. Ces exemples montrent combien reste forte l'emprise des vieux préjugés bourgeois et combien il est difficile pour les travailleurs de se défaire des survivances du passé. De nets progrès ont pourtant été accomplis dans ce domaine. Les suicides des futures filles-mères – très fréquents par le passé – ont complètement disparu, de même que les meurtres d'enfants par des mères non mariées. On a cessé de stigmatiser les mères célibataires ; l'enfant illégitime n'est plus un « déshonneur ». Dans notre société, le mariage est devenu de plus en plus une affaire privée qui ne regarde que les intéressés, tandis que la maternité, indépendamment du mariage, revêt une très grande importance sociale. La société ne s'immisce dans les affaires privées d'un couple que si l'un ou l'autre des partenaires est malade. Mais ce problème ouvre sur un chapitre spécial et qui fait actuellement l'objet de vifs débats au commissariat à la Santé.

Les changements survenus dans notre attitude au sujet du mariage et de la famille ont entraîné également une nouvelle attitude envers la prostitution. La prostitution, telle qu'elle se pratiquait dans la société bourgeoise, est en net recul dans notre république ouvrière. Cette forme de prostitution était une conséquence de la position sociale précaire de la femme et de sa dépendance par rapport à l'homme. Depuis l'instauration du travail obligatoire pour tous, la prostitution professionnelle s'est trouvée évidemment fortement réduite. Et là où la prostitution continue à sévir, elle est vigoureusement poursuivie par les autorités locales. Cependant, nous ne combattons pas la prostituée

pour atteinte aux bonnes mœurs, mais pour désertion du travail ; par son « travail », la prostituée n'augmente pas les richesses sociales, mais vit en réalité du travail et des richesses d'autrui. C'est pourquoi nous poursuivons la prostituée comme un élément oisif et improductif de la société et la prostitution comme une forme de désertion du travail. À nos yeux, la prostituée n'est pas une créature moralement condamnable, car il n'y a pas de différence entre le fait qu'une femme vende son corps à plusieurs hommes ou à un seul, qu'elle se fasse entretenir par son époux légal ou qu'elle soit prostituée professionnelle. Dans les deux cas, ces femmes vivent d'un travail inutile à la collectivité. C'est aussi pourquoi toutes les femmes qui n'ont de tâche sociale ni à s'occuper d'enfants en bas âge sont astreintes, tout comme les prostituées, au travail obligatoire pour tous. Nous ne faisons pas de différence entre une prostituée et l'épouse légitime se laissant entretenir par son mari, quels que soient le rang et le pouvoir de celui-ci. L'État ouvrier ne reproche pas à une femme de coucher avec plusieurs hommes, mais il lui reproche de se comporter en femme oisive et de refuser d'effectuer un travail productif. Il s'agit là d'une attitude entièrement nouvelle envers la prostitution et qui envisage cette question pour la première fois sous l'angle de la collectivité des travailleurs.

En Union soviétique, la prostitution est condamnée à disparaître. Déjà, dans les grandes villes comme Moscou et Petrograd, il n'y a plus que quelques centaines de prostituées, alors qu'autrefois on en comptait dix mille. C'est là un grand pas en avant, mais nous ne devons pas croire que

nous avons réglé définitivement le problème de la prostitution. Les salaires féminins actuels ne garantissent pas à la femme une sécurité suffisante. Et tant que, du fait de la désorganisation économique, la femme continuera à dépendre de l'homme, la prostitution – ouverte ou déguisée – existera chez nous. N'est-ce pas une forme de prostitution quand la secrétaire du Soviet local s'abandonne à son supérieur pour obtenir de l'avancement ou une ration spéciale ? Quand encore une femme couche avec un homme pour se procurer une paire de bottes ou même, parfois, pour obtenir un peu de sucre ou de farine ? Ou bien quand une femme épouse un homme simplement parce qu'il dispose d'une chambre dans une maison commune ? Ne s'agit-il pas aussi d'une forme de prostitution voilée lorsqu'une ouvrière ou une paysanne s'offre au contrôleur du train pour obtenir une place gratuite ? Lorsqu'une femme, finalement, couche avec le chef d'une station de contrôle pour pouvoir « passer » son sac de farine ?

Il s'agit là incontestablement d'une forme de prostitution, particulièrement pénible et humiliante pour les femmes et nuisible à l'acquisition d'une conscience sociale. Par ailleurs, il faut ajouter que cette forme de prostitution est responsable d'une recrudescence de maladies vénériennes et porte atteinte à la santé physique et morale de la population. Il y a toutefois une différence sensible entre ce nouvel aspect de la prostitution et l'ancienne. Les femmes qui vendaient autrefois leur corps étaient rejetées et méprisées par la société. Les hommes qui achetaient les prostituées professionnelles se considéraient en droit de les bafouer

comme bon leur semblait. Les femmes n'osaient évidemment pas s'en plaindre, étant donné que leur « carte jaune » en faisait un gibier tout désigné. Et la femme qui avait jusque-là réussi à échapper aux contrôles n'osait pas protester contre les grossièretés de l'homme, de peur qu'il ne la livre à la police et qu'elle ne soit obligée de se faire « fichée » comme prostituée. Aujourd'hui, cette situation a profondément évolué. Depuis que les femmes possèdent leur propre livret de travail, elles ne dépendent plus de la loi de l'« offre et de la demande ». Et si une femme accepte d'avoir une liaison avec un homme pour des raisons matérielles, elle cherche néanmoins quelqu'un qui lui plaise. Le calcul qui entrait pour une part importante dans la conclusion des mariages bourgeois n'est plus aujourd'hui une motivation essentielle. Et l'homme ne se comporte pas de la même façon avec une femme à qui il s'est uni librement et avec une prostituée professionnelle ou une épouse légitime. Il cherche à plaire à sa compagne et évite d'abuser d'elle, car elle ne se laisserait pas faire et le quitterait aussitôt.

Mais tant que les femmes continueront à travailler dans les métiers les plus mal payés, la prostitution sous sa forme déguisée continuera à exister, car ces femmes ont besoin de ressources complémentaires pour pouvoir vivre. Peu importe si elles tirent ces ressources de la prostitution occasionnelle ou si elles les obtiennent grâce à un mariage « intéressé ».

Le nouveau cours de notre politique économique menace de nouveau les femmes de chômage. Cette évolution se fait déjà sentir et conduira

finalement à une recrudescence de la prostitution professionnelle. Notre nouvelle politique économique freine aussi le développement de la nouvelle conscience sociale ainsi que les rapports véritablement communistes entre l'homme et la femme. Mais nous n'allons pas nous appesantir sur l'analyse de cette ligne politique, même si elle représente un retour en arrière et menace de raviver certains comportements passés. La classe ouvrière est orientée vers l'avenir, et il est plus important pour l'édification du communisme que le prolétariat international apprenne ce que nous avons réalisé lors des premières années de la Révolution, à la période de la dictature du prolétariat. Et c'est à vous d'entreprendre cette analyse.

C'est un fait que le caractère du mariage s'est modifié, que les liens familiaux se sont relâchés et que la maternité est devenue véritablement une fonction sociale. Il est évident que toutes les tentatives pour changer les mœurs, qui ont eu lieu sous la dictature du prolétariat, n'ont pu être traitées dans la conférence d'aujourd'hui. Nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochaine conférence. Pour finir, je rappellerai que l'expérience des premières années de la Révolution a confirmé que la situation de la femme dans la société et le mariage était entièrement déterminée par son rôle dans la production, qu'elle dépendait en fait de sa participation au travail productif pour l'ensemble de la société, car le travail dans l'étroit cadre familial asservit la femme. Seul la libère le travail pour la collectivité.

SUR LA PROSTITUTION

1909

« Si le mariage représente l'un des côtés de la vie sexuelle du monde bourgeois, la prostitution en représente l'autre. Le premier est la face de la médaille, la seconde en est le revers. Quand l'homme ne trouve pas sa satisfaction dans le mariage, il a le plus souvent recours à la prostitution. [...] Qu'il s'agisse de ceux qui, de gré ou de force, vivent dans le célibat, ou de ceux auxquels le mariage ne donne pas ce qu'ils en attendaient, les circonstances leur sont infiniment plus favorables pour les aider à satisfaire leur instinct sexuel que pour les femmes. »¹

Méprisée par tous, pourchassée par tous, mais secrètement encouragée, la prostitution, sous ses fleurs somptueuses mais empoisonnées, étouffe

1. In August Bebel, *La Femme et le socialisme.*

tout ce qui reste des vertus familiales. Recouvrant la société d'une sorte de limon pourri, elle empoisonne de son haleine fétide les pures joies de l'union amoureuse des sexes.

De nos jours, la prostitution atteint des proportions colossales, telles que l'humanité n'en a jamais connues, même aux périodes de sa plus grande décadence spirituelle. Que pèsent les dichtériens grecs semi-religieux, ces lupanars romains, cette prostitution joyeuse des « filles à soldats » ou « sérieuse » des ateliers du Moyen Âge, cette débauche cynique, ouvertement condamnée mais secrètement encouragée, de l'époque de la Réforme, que pèsent ces milliers de grisettes frivoles en face de la vente massive du corps féminin pratiquée aujourd'hui ? Telle une infection contagieuse, la prostitution se répand de place en place, de pays en pays, de ville en ville, empoisonnant l'atmosphère de la vie sociale contemporaine. Des professions entières, des couches entières de la société sont soumises à son influence délétère.

La duplicité hypocrite à l'égard de la prostitution est caractéristique de la bourgeoisie et met en relief le fait que là aussi, dans cette question qui semble concerner l'humanité tout entière, elle a une position de classe. En effet, la prostitution, cet appendice obligatoire de la société de classes contemporaine, ce correctif à la forme coercitive désuète de la famille actuelle, pèse de tout son poids sur les classes non possédantes. C'est ici, dans les bas-fonds obscurs et nauséabonds, que poussent ses germes funestes ; c'est dans le corps du prolétariat qu'elle plante le plus souvent ses griffes empoisonnées, et bien que son haleine

fétide pourrisse toute l'atmosphère sociale, c'est d'abord pour la classe ouvrière qu'elle est un fléau. Voilà pourquoi la bourgeoisie n'est nullement pressée de sonner l'alarme : si le gros du contingent des femmes vénales était fourni par la classe possédante, il est à supposer que son attitude à l'égard de cette question serait fort différente.

Le pourquoi de l'attitude ambiguë des gouvernements de tous les pays à l'égard de la prostitution doit être recherché précisément dans ce point de vue de classe, dont cette question sociale est elle aussi totalement imprégnée. Condamnée par la religion, punie par la société et même par la loi, la prostitution n'en est pas moins non seulement tolérée, mais encore réglementée par l'État. Déclarée nécessaire pour la satisfaction des besoins sexuels naturels des hommes, la prostitution, depuis la formation de la société de classes, est devenue, sous une forme ou sous une autre, un « paratonnerre contre la débauche », la garantie des principes familiaux et la gardienne de la vertu des « honnêtes » bourgeoises.

Les rois jouissaient des services des prostituées, les admettaient à leur cour, nommaient des fonctionnaires spéciaux pour les administrer, mais cela ne les empêchaient pas, en même temps, d'humilier, de persécuter et de martyriser de toutes les façons les prostituées, et parfois d'en faire périr des centaines, sous le coup d'une extase religieuse ou d'un moment de repentir hypocrite. La bourgeoisie et l'Église, qui jouissaient elles aussi largement des services de la prostitution, et qui la soutenaient en secret, la fustigeaient et la persécutaient ouvertement. Le peuple, qui y voyait une expression

criante et terriblement dépouillée de sa propre servitude, la haïssait de toutes les forces de son âme impulsive et s'efforçait par tous les moyens de détruire de malheureuses victimes de cette « industrie honteuse », de leur « faire passer le goût du pain » en les couvrant d'injures, en les lapidant, en les torturant, en les tuant, en démolissant les maisons de tolérance. Mais le peuple avait beau lutter contre la vente du corps féminin, la société de classes, qui avait rendu inéluctable la vente de la force de travail, faisait sans cesse de nouvelles victimes de la « passion publique ».

La société contemporaine, en remplaçant la torture et le meurtre périodique des prostituées par l'assassinat moral de celles-ci à l'aide de lois et de règlements rigoureux, ne s'est guère éloigné de la cruauté médiévale. À l'époque du Consulat, le « Tiers état », avec le « rationalisme » qui lui est propre et sa tendance à protéger ses intérêts à l'aide d'un arsenal juridique, a pour la première fois proclamé le principe d'une réglementation publique de la prostitution. La surveillance médico-policière a été instituée en France en 1800, et c'est en 1802 qu'a été délivrée pour la première fois la « carte jaune ».

La prostitution, jusqu'alors seulement tolérée par l'État, est devenue phénomène reconnu par le pouvoir et légalisé. Cependant, l'hypocrisie habituelle ne permet pas d'avouer ouvertement la banqueroute des vieilles formes familiales et l'inévitable croissance de la prostitution sur le terrain des rapports capitalistes. Toute la législation russe sur l'« industrie honteuse » est pénétrée de cet esprit hypocrite. Dans l'intérêt de la sauvegarde de

la famille bourgeoise, pépinière d'héritiers du capital, le commerce du corps féminin est encouragé, mais du point de vue de la « morale officielle », il est condamné sévèrement et sans indulgence ; et pour conserver à ses propres yeux le prestige de sa « haute pureté morale », la société bourgeoise s'empresse d'accuser les prostituées d'outrager son apparente vertu, et empoisonne par tous les moyens l'existence déjà pas si drôle de ces malheureuses « prêtresses du vice ».

Lorsqu'à Moscou il fut question d'instituer une commission médico-policière, on se proposa d'abord d'imposer aux maisons closes une contribution au profit de l'État. Mais cette idée fut abandonnée comme inconvenante, « en particulier parce que le premier prélèvement d'un impôt quelconque sur les femmes publiques ne s'accorderait pas à l'esprit de nos lois, et pourrait laisser croire que le gouvernement s'autorise à faire commerce de l'obscénité, alors que celle-ci est sévèrement réprimée par la loi ».

En Allemagne, on trouve la même duplicité – le propriétaire qui loge une prostituée est poursuivi en vertu du code pénal. Mais « d'autre part, la police est tenue de tolérer que des milliers de femmes se prostituent et doit protéger leurs activités dès l'instant où elles sont inscrites au registre des prostituées et se soumettent aux règlements établis pour elles, par exemple au contrôle médical périodique. Mais, si le gouvernement admet les prostituées et par là même encourage leur industrie, il doit aussi admettre qu'elles soient logées, et même – dans l'intérêt de l'ordre et de la santé publics – qu'il y ait des maisons spéciales où elles

puissent exercer leur métier. Quelles contradictions ! D'un part, l'État reconnaît officiellement que la prostitution est nécessaire ; d'autre part il condamne les prostituées et le proxénétisme. Cette attitude de l'État montre que pour la société actuelle, la prostitution est un sphinx et qu'elle n'est pas en mesure de résoudre son énigme. » Oui, telle est la logique de la société bourgeoise actuelle ! La prostitution, en tant que phénomène social, est le fruit naturel de la société de classes contemporaine, mais ce n'est pas tout ; les textes eux-mêmes qui réglementent la prostitution sont entièrement imprégnés d'un point de vue de classe. Une différenciation de classe de la prostitution – note le professeur Elistratov – soigneusement respectée dans la pratique, traverse comme un fil rouge toute une série de règlements locaux. »² Notre législation n'admet le contrôle forcé et la détention à l'hôpital que pour les filles qui « font le trottoir », les filles « louches », les putains « de bas étage » (c'est-à-dire de condition sociale inférieure). C'est ce que stipule l'article 158 des décrets de 1890 ; le vieil édit sénatorial de 1763 dit à peu près la même chose : « [...] ordonnons cependant, pour les femmes convaincues d'obscénité, de n'examiner et déporter pour guérison que que celles de bas étage ou vagabondes. » En ce sens, l'ordonnance du ministre de l'Intérieur adressée aux gouverneurs de provinces le 17 octobre 1844, et sur la base de laquelle s'effectue aujourd'hui encore la surveillance de la prostitution dans les provinces de Russie, prend

2. In Professeur Elistratov, *L'Enregistrement des femmes dans la catégorie des prostituées*.

une position encore plus nette. » Il va de soi que seules peuvent être soumises aux mesures que vous jugerez utile de prendre en l'occurrence les personnes qui en sont passibles de par leur mode de vie, leur qualité et autres références sociales ». Le même principe entre dans les règlements spéciaux de certaines villes ; et s'il existe des dérogations, leur caractère accidentel et les indulgences consenties aux femmes des classes aisées soulignent avec une netteté particulière le caractère de classe de ces dispositions.

Le scandale de cette réglementation, c'est qu'elle retombe entièrement sur les femmes des classes pauvres ; devant les prostituées riches, la police comme les règlements ne font qu'ôter poliment leur chapeau. « On peut dire que partout, ce sont les prostituées les moins aisées qui sont placées sous surveillance. Les agents ne sont pas assez habiles – et parfois ils n'en n'ont même pas la possibilité – pour démasquer une prostituée de haut vol. Il y faut beaucoup de tact, sous peine d'avoir à le payer cher. En outre, les prostituées de cette espèce trouvent toujours des défenseurs prêts à les tirer d'embarras, ou tout au moins à se porter garants pour elles. Dans toutes les villes prédominent les prostituées de basse classe. Plus la surveillance est mal faite, moins il y a de prostituées dans les milieux aisés et cultivés. La police, afin d'éviter un travail supplémentaire et pour ne pas s'attirer de désagréments, se cantonne aux pauvres et à celles qui font le trottoir » Du fait que la prostituée de « haut vol », dans la plupart des cas, appartient par ses origines à la classe bourgeoise, l'œil vigilant de la surveillance médico-policière

glisse sur elle sans la voir, pour s'en prendre avec un zèle redoublé aux femmes dont la position sociale n'inspire pas confiance aux pouvoirs en place. « Dans les taudis où logent les femmes de la classe ouvrière, le malheur et le vice sont si étroitement mêlés qu'il n'est pas possible à première vue de les distinguer l'un de l'autre. Du reste, le sergent de ville n'a ni le temps ni l'envie de réfléchir – il tranche l'affaire rapidement et... sans appel : la femme qu'il a arrêtée dans la rue, dans le logement du coin ou dans l'asile de nuit est considérée comme prostituée ; on agit à son égard comme à l'égard d'une débauchée, même si, à part le fait qu'elle est sans abri ou sans travail, rien n'indique qu'elle se livre au commerce de la débauche. »³ Les règles actuelles de la surveillance médico-policière constituent une menace dangereuse pour toutes les femmes du prolétariat, notamment celles qui vivent en banlieue. Sans même parler des périodes de chômage aigu, où la femme est naturellement, « sans raisons plausibles », dans la rue, la prolétaire risque, à n'importe quel jour férié, d'être soumise à un contrôle infamant. Le papier d'identité perdu ou tout autre coup du hasard redouble la gravité de sa situation et place souvent l'ouvrière devant cette alternative : ou bien accepter d'être expulsée et renvoyée sous escorte dans son pays natal, ou bien se soumettre à la surveillance médico-policière (et dans ce cas, mais seulement dans ce cas, la commission médicale se charge de lui faire obtenir un nouveau passeport). Bien entendu, cette situation

3. In *La Prostitution surveillée*, cité par Professeur Elistratov, *op. cit.*

n'existe pas seulement en Russie, mais dans tous les pays bourgeois. « N'est pas soumise au contrôle – dit le docteur Blachko – presque toute la prostitution élégante, ce qu'on appelle les dames du demi-monde, qui constitue pour la police une sorte de *noli me tangere*. La masse soumise à la surveillance est presque partout formée de la lie la plus malheureuse et la plus déshéritée. Docilement et stupidement, chaque année et pendant des décennies, ces filles du destin accomplissent leur promenade habituelle aux centres d'examen. »

La société de classes actuelle a même trouvé le moyen de scinder la prostitution, méprisée par tout le monde, en deux classes. La « qualité supérieure », celle des prostituées aisées est accaparée par la classe bourgeoise, elle la sert, vit avec elle dans une certaine intimité et jusqu'à un certain point partage ses privilèges. La « qualité inférieure » – chair de la chair de la classe ouvrière ou de la paysannerie pauvre – boit jusqu'à la lie la coupe de la servitude, de l'humiliation et du chagrin...

Il est clair que le problème de l'abolition de la prostitution, le problème de l'assainissement des rapports entre les sexes, c'est le problème de la classe prolétarienne, problème lié de la façon la plus étroite et la plus indissoluble aux conditions du travail et de la production. Si, pour les autres classes et couches de la population, la solution des questions du mariage, et par suite de la prostitution, a surtout un intérêt psychologique et moral, pour le prolétariat, c'est l'une des questions fondamentales de la vie, l'un des éléments déterminants de l'avenir. La lutte contre la prostitution et les formes monstrueuses de la famille actuelle,

en d'autres termes la lutte contre les institutions de classe du monde bourgeois contemporain, découle directement de la lutte générale du prolétariat et en constitue une partie intégrante. [...] Non, si effectivement le mouvement abolitionniste triomphait chez nous, si l'armée des prostituées se mettait à s'accroître plus lentement, les féministes seraient moins que quiconque responsables de ces heureux événements. Ce n'est pas aux résolutions maniérées des féministes que la femme en sera redevable, mais au parti ouvrier, qui lutte pour le changement des rapports, économiques et sociaux existants. On peut affirmer avec certitude que les cadres qui engendrent comme une nécessité la dépendance matérielle de la prostitution seront réduits à chaque nouvelle conquête de la classe ouvrière dans le domaine des rapports économiques et juridiques.

LA FAMILLE ET L'ÉTAT COMMUNISTE

Alexandra Kollontai a fait un rapport portant ce titre lors du premier Congrès panrusse des ouvrières et des paysannes. Ce congrès eu lieu du 16 au 21 novembre 1918.

I. LA FAMILLE ET LE TRAVAIL SALARIÉ DES FEMMES

La famille sera-t-elle maintenue dans l'État communiste ? Sera-t-elle exactement la même qu'aujourd'hui ? Voilà une question qui tourmente les femmes de la classe ouvrière et qui préoccupe également leurs camarades, les hommes. — Ce problème occupe ces derniers temps particulièrement les esprits, dans le monde des travailleuses et cela n'est pas fait pour nous étonner : la vie change à vue d'œil, on voit peu à peu disparaître les anciennes mœurs et habitudes, toute l'existence de la famille du prolétaire s'organise d'une façon si nouvelle,

si inaccoutumée, si « bizarre », comme le pensent d'aucuns. Ce qui rend plus perplexe encore la femme en l'occurrence, c'est que le divorce a été facilité dans la Russie des Soviets. En effet, en vertu du décret des commissaires du peuple du 18 décembre 1917, le divorce a cessé d'être un luxe accessible aux seuls riches ; désormais, la femme ouvrière n'aura pas à solliciter des mois voire des années durant, un passeport séparé pour se rendre indépendante envers une brute et un ivrogne de mari qui la rouait de coups. Désormais le divorce à l'amiable peut être obtenu dans l'espace d'une ou deux semaines, tout au plus. Mais c'est précisément cette facilité du divorce, tant bénie par les femmes malheureuses dans leur ménage, qui épouvante les autres, celles notamment qui sont habituées à considérer le mari comme le « nourricier », comme l'unique soutien dans la vie et qui ne comprennent pas encore que la femme doit s'habituer à chercher et à trouver ce soutien ailleurs, non point dans la personne de l'homme, mais dans celle de la collectivité, de l'État.

La vérité, il n'y a pas à se le dissimuler : la famille normale d'autrefois, où l'homme était tout et où la femme n'était rien – puisqu'elle n'y avait ni sa volonté à elle, ni son argent à elle, ni son temps à elle – cette famille se modifie d'un jour à l'autre, elle a presque vécu. Mais cela ne doit pas nous effrayer. Soit par erreur, soit par ignorance, nous sommes tout prêts à nous imaginer que tout, autour de nous, reste immuable alors que tout change.

Il n'y a qu'à lire comment les gens ont vécu dans le passé et l'on se rend compte aussitôt que tout

est sujet à changer et qu'il n'est point de mœurs, ni d'organisation politique, ni de coutumes qui demeurent fixes, invariables. Et la famille aux diverses époques de la vie de l'humanité a maintes fois changé de forme ; elle fut toute autre de celle qu'on est habitué à voir aujourd'hui. Il fut un temps où l'on considérait comme uniquement normale une seule forme de famille – la famille générique – c'est-à-dire celle où était placée à la tête une vieille mère autour de laquelle se groupaient, pour vivre et travailler ensemble, enfants, petits-fils, arrière-petits-fils. Il y eut aussi la famille patriarcale présidée par le père-maître, dont la volonté faisait loi pour tous les autres membres de la famille, même de nos jours, on peut encore rencontrer dans les villages russes pareilles familles paysannes. Là, en effet, les mœurs et lois familiales ne sont pas celles de l'ouvrier des villes ; il y existe encore un grand nombre de coutumes que l'on ne rencontre plus dans la famille d'un prolétaire citadin. La forme de la famille, ses usages, varient suivant les peuples. Il existe des peuples, comme par exemple, les Turcs, les Arabes, les Perses, où, de par la foi il est admis qu'un seul mari ait beaucoup de femmes. Il a existé et il existe encore à l'heure actuelle des peuplades où l'usage tolère, tout au contraire, qu'une femme ait plusieurs maris. Il est dans les mœurs habituelles de l'homme d'aujourd'hui d'exiger de la jeune fille qu'elle reste vierge jusqu'à son mariage légitime ; or, il y avait des peuples où la femme se faisait, au contraire, gloire d'avoir beaucoup d'amants, en mettant sur ses bras et ses jambes autant d'anneaux qu'elle avait eu de maris... De telles pratiques, qui ne manqueraient pas de nous étonner, nous autres,

et que nous qualifierions d'immorales, se trouvent consacrées ailleurs, chez d'autres peuples, qui, en revanche, considèrent comme un « péché » nos lois et usages à nous. Aussi n'avons-nous point lieu de nous effaroucher de ce que la famille soit en train de se modifier, de ce que l'on voie s'en aller peu à peu les vestiges d'un passé devenus inutiles, de ce qu'enfin des rapports nouveaux s'établissent entre l'homme et la femme. Il n'y a qu'à se demander : qu'est-ce qui, dans notre famille, est devenu désuet et quels, sont dans les relations de l'ouvrier à l'ouvrière, du paysan à la paysanne, les droits et devoirs respectifs qui s'harmoniseraient le mieux avec les conditions d'existence de la Russie nouvelle, de la Russie laborieuse qu'est notre Russie soviétiste actuelle ? Seul ce qui lui conviendrait serait maintenu ; le reste, toutes les vieilleries surannées que nous a léguées la maudite époque de servitude et de domination que fut celle des seigneurs-propriétaires de domaines et des capitalistes, tout cela sera balayé ensemble avec la classe des propriétaires elle-même, avec ces ennemis du prolétariat et des pauvres.

La famille, sous sa forme actuelle, elle aussi n'est plus qu'un des débris du passé. Autrefois solide, renfermée en elle-même, indissoluble – puisqu'on considérait comme tel le mariage béni par le pape en personne – elle était également nécessaire à tous ses membres, si ce n'eût été la famille qui aurait nourri, vêtu et élevé les enfants, qui les eut guidés dans la vie ? Le sort de l'orphelin autrefois était le pire des sorts. Dans la famille à laquelle nous sommes accoutumés, c'est le mari qui gagne et qui entretient femme et enfants ; la femme, elle,

s'occupe du ménage et élève les enfants ; comme elle l'entend. Mais depuis le siècle dernier cette forme habituelle de la famille se détruit progressivement dans tous les pays où règne le capital, où s'accroît rapidement le nombre des fabriques, usines et autres entreprises capitalistes occupant des ouvriers. Les coutumes et mœurs familiales se transforment en même temps que les conditions générales de la vie ambiante. Ce qui tout d'abord a contribué à changer d'une manière radicale les mœurs de la famille, c'est à coup sûr la propagation universelle du travail salarié des femmes. Autrefois, c'était l'homme seul qui était censé être le soutien de famille. Mais depuis les cinquante ou soixante dernières années, on voit en Russie (dans les autres pays le fait s'est produit un peu plus tôt), le régime capitaliste astreint la femme à chercher un travail rémunérateur hors la famille, hors sa maison. Le salaire de l'homme « nourricier » ayant été insuffisant à pourvoir aux besoins de la famille, la femme, à son tour, s'est vue obligée d'aller travailler pour gagner, la mère, elle aussi, a dû venir frapper à la porte des bureaux de la fabrique. Et d'une année à l'autre on voit s'accroître le chiffre des femmes de la classe ouvrière désertant la maison soit pour venir grossir les rangs des ouvrières des fabriques, soit pour aller se placer comme journalières, vendeuses, commis de bureau, blanchisseuses, servantes, etc. Selon un calcul fait avant le début de la guerre mondiale on comptait dans les États d'Europe et d'Amérique 60 millions de femmes gagnant leur vie par un travail indépendant. Durant la guerre, ce chiffre s'est sensiblement accru. Presque la moitié ces femmes sont mariées.

Mais l'on voit d'ici ce qu'est cette vie de famille-là, où l'épouse-mère passe au travail, hors la maison, huit, et avec le trajet, quelquefois dix heures par jour ! Son ménage est forcément négligé, les enfants grandissent privés de la surveillance maternelle, abandonnés à eux-mêmes et à tous les hasards dangereux de la rue où ils passent la plus grande partie de leur temps. La femme, la mère-travailleuse sue sang et eau pour remplir trois tâches à la fois : fournir des heures de travail, tout, comme son mari, dans quelque établissement industriel ou commercial, puis vaquer tant bien quel mal à son ménage, enfin soigner ses enfants. Le capitalisme a mis sur les épaules de la femme un fardeau qui l'écrase : il a fait d'elle une salariée sans lui avoir allégé ses charges de ménagère et de mère. Aussi voit-on la femme ployer sous son triple faix insupportable, qui lui arrache souvent un cri de douleur vite étouffé, qui plus d'une fois lui fait monter les larmes aux yeux. Les soucis ont toujours été le lot de la femme, mais jamais sort de femme n'a été plus malheureux, plus désespérant que celui des millions de femmes-travailleuses sous le joug capitaliste d'aujourd'hui, en plein épanouissement de la grande industrie...

Plus le travail salarié de la femme se généralise et plus la famille, dans le même temps, se décompose. Quelle vie de famille que celle où l'homme et la femme travaillent à l'usine dans des équipes différentes ! Où la femme n'a même pas le temps de préparer convenablement la popote des siens ! Quelle vie de famille, lorsque le père et la mère, durant vingt-quatre heures d'un dur labeur, ne peuvent même pas passer quelques moments avec

leurs enfants ! Autrefois, c'était bien différent : la mère, maîtresse de maison, restait chez elle, s'occupait de son ménage et de ses enfants qu'elle ne cessait de surveiller d'un œil vigilant... Aujourd'hui, dès le matin, au premier bruit de la cloche de l'usine, la femme-ouvrière court à son travail, et le soir venu, de nouveau au son de la cloche, elle se hâte de rentrer pour préparer la soupe de la famille et faire le travail du ménage le plus pressant ; après un trop insuffisant sommeil, elle recommence le lendemain sa journée d'ouvrière. Une vraie galère que cette vie de la travailleuse mariée ! Rien d'étonnant donc si, dans ces conditions, la famille se disloque et se décompose de plus en plus. On voit disparaître petit à petit tout ce qui autrefois rendait la famille solide et ses fondements stables. La famille cesse d'être une nécessité pour les membres qui la composent aussi bien que pour l'État. L'ancienne forme de la famille devient tout simplement un embarras.

De quoi la famille d'autrefois était-elle forte ? En premier lieu, du fait que le mari et le père entretenaient la famille ; ensuite, de ce que le foyer commun était chose également nécessaire à tous les membres de la famille ; et, enfin, troisièmement, de l'éducation, des enfants par les parents. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Le mari, nous venons de le dire, a cessé d'être l'unique soutien de famille. La femme-travailleuse est devenue l'égale de l'homme à cet égard. Elle a appris à gagner sa propre vie, voire souvent celle de ses enfants et de son mari. Restent le ménage et l'éducation, ainsi que l'entretien des enfants en bas âge. Voyons d'un peu plus près si la famille ne va pas être délivrée bientôt de ces tâches elles-mêmes.

II. LES TRAVAUX DU MÉNAGE CESSENT D'ÊTRE NÉCESSAIRES

Il fut un temps où toute la vie de la femme des classes pauvres, dans les villes aussi bien que dans les campagnes, se passait au sein de la famille. Au delà du seuil de sa maison, la femme ne savait rien et, sans doute, ne voulait-elle rien savoir. En revanche, dans l'intérieur de sa maison, que de préoccupations des plus variées, des plus utiles et des plus nécessaires non seulement à la famille elle-même, mais également à l'État tout entier. La femme faisait tout ce que fait actuellement chaque femme ouvrière ou paysanne : elle cuisinait, elle lessivait, elle nettoyait la maison, elle reprisait et rapiécait les effets de la famille ; mais elle ne faisait pas que cela : elle avait à remplir beaucoup d'autres tâches encore que la femme d'aujourd'hui ne remplit plus. Elle filait la laine et le lin, elle tissait de la toile et du drap, elle tricotait des bas, elle faisait de la dentelle, elle s'occupait autant que le lui permettait son état de fortune de fumaisons et de salaisons, elle fabriquait les boissons du ménage, elle coulait elle-même ses chandelles. Que ne faisait-elle pas, la femme d'autrefois !

Voilà comment s'écoulait la vie de nos mères et de nos grand-mères. Même de notre temps dans nos villages isolés au fin fond de la campagne, loin du chemin de fer et des grands fleuves, on peut encore rencontrer des coins où ce train de vie du bon vieux temps s'est conservé dans toute sa pureté, où la maîtresse de maison est surchargée des travaux dont les femmes ouvrières des grandes

villes et des agglomérations industrielles peuplées n'ont plus aucune idée depuis longtemps.

À l'époque de nos grand-mères, tout ce labeur domestique était une chose essentiellement nécessaire et utile dont dépendait le bien-être de la famille ; plus la maîtresse de la maison était âpre à la besogne, mieux on vivait dans cette maison et plus il y avait d'ordre et d'aisance. L'État tirait profit de cette activité de la femme ménagère. Puisque, en effet, la femme d'autrefois ne se bornait pas à préparer des potages aux pommes de terre, directement consommés par la famille, mais que ses mains créaient encore maints produits tels que de la toile, du fil, du beurre... Toutes ces choses qui sur le marché pouvaient servir d'objets de vente et qui constituaient par conséquent des marchandises, des valeurs.

Il est vrai que du temps de nos grand-mères et arrière-grands-mères, le labeur de celles-ci n'était pas évalué au prix de l'argent. Mais chaque homme, fut-il paysan ou ouvrier, cherchait pour épouse la femme aux « mains d'or », comme on le dit encore dans le peuple. Car les ressources de l'homme à elles seules, « sans le travail domestique » de la femme auraient été insuffisantes pour faire vivre le futur ménage. Mais sur ce point les intérêts de la nation coïncidaient avec ceux du mari : plus la femme faisait preuve d'activité au sein de la famille plus elle créait de produits de toutes sortes : de la toile, du cuir, de la laine, dont le superflu était vendu sur le marché voisin, plus la prospérité économique du pays pris dans son ensemble grandissait.

Mais le capitalisme a tout changé de cette ancienne manière de vivre. Tout ce qui auparavant

se faisait au sein de la famille a été fabriqué en masse, dans les ateliers et fabriques. La machine a supplanté les doigts habiles de la femme. Quelle ménagère s'occuperait actuellement à couler des chandelles, à filer la laine, à tisser de la toile ? Tous ces produits, on peut les acheter au magasin, tout prêts. Autrefois, chaque jeune fille apprenait à tricoter des bas. Voit-on aujourd'hui une jeune ouvrière tricotant elle-même ses bas ? Tout d'abord, elle n'en aurait point le temps.

Le temps, c'est de l'argent et personne ne veut le dépenser d'une manière improductive, sans en tirer un certain avantage. Or, toute ménagère-travailleuse a plus d'intérêt à acheter ses bas tout faits au lieu de perdre son temps à les faire elle-même. Rare est l'ouvrière qui s'occuperait encore à saler des concombres ou à préparer des conserves du moment que dans l'épicerie d'à côté elle trouve concombres et conserves tout préparés. Bien que la confection vendue au magasin soit de qualité inférieure et que la camelote de fabrique ne vaille point ce qui se fait à la maison par les mains d'une économe ménagère, la travailleuse n'aurait le temps ni les forces nécessaires pour trop s'occuper des choses de son ménage. Elle est avant tout une salariée que son travail oblige à négliger son intérieur. Quoi qu'il en soit, le fait est que la famille contemporaine s'affranchit petit à petit de tous les travaux domestiques sans lesquels nos grand-mères ne pouvaient, à coup sûr, pas se figurer une famille. Ce qui autrefois était fabriqué au sein de la famille, l'est aujourd'hui par le commun labeur des ouvriers et ouvrières dans les fabriques et usines.

La famille consomme, mais elle ne produit plus. Les travaux essentiels de la ménagère d'aujourd'hui sont au nombre de quatre qui sont : service de propreté (nettoyage des planchers, époussetage, chauffage, garniture des lampes, etc.), cuisine (préparation des dîners et des soupers), lessive et entretien du linge et des effets de la famille (reprises et réparations).

Travaux pénibles, épuisants ; ils absorbent tout le temps et toutes les forces de la travailleuse qui doit encore fournir des heures de travail dans une fabrique. Mais il est certain, toutefois, que la tâche de nos grand-mères comportait un bien plus grand nombre de travaux. Et, en outre, elle revêtait un caractère qui manque complètement aux travaux de la femme ménagère de nos jours : ceux-ci ont cessé d'être nécessaires à l'État du point de vue de l'économie nationale. Ces travaux ne créent pas de nouvelles valeurs, ils ne contribuent pas à la prospérité du pays.

La femme-ménagère aurait beau passer du matin au soir à nettoyer son pauvre logement, à laver et à repasser son linge, à se consumer en efforts incessants pour tenir en ordre ses vêtements usés, elle aurait beau s'évertuer à préparer avec les modestes provisions dont elle dispose les mets qui lui plairaient, quand même à la tombée de la nuit il ne resterait de son labeur du jour nulle trace matérielle et elle n'aurait créé par ses mains infatigables rien qui constitue une valeur sur le marché commercial. La femme-ménagère vivrait elle-même mille ans que pour elle recommencerait toujours le même travail. De nouveau, sur l'étagère, il y aurait une couche de poussière à enlever, de nouveau le

mari rentrerait le soir au logis affamé, de nouveau la marmaille apporterait de la boue sur ses nippes...

Le travail de la ménagère devient de jour en jour plus inutile, plus improductif.

Le ménage individuel périclité. Il est de plus en plus remplacé par le ménage collectif. La femme-travailleuse pourra bientôt ne pas s'occuper de faire son logement elle-même ; dans la société communiste de demain, ce travail sera fait par une catégorie spéciale d'ouvrières qui ne feront que cela. Les femmes des richards se sont affranchies depuis longtemps de ces ennuyeuses et fatigantes besognes. Pourquoi la travailleuse continuerait-elle à accomplir cette corvée ? Dans la Russie des Soviets, la vie des travailleuses doit être entourée des mêmes aises, de la même lumière, de la même hygiène et de la même beauté dont avaient été jusqu'ici entourées les femmes des classes riches. Dans une société communiste, la travailleuse n'aura pas non plus à dépenser ses rares, ses trop rares heures de loisir à cuisiner, vu que dans la société communiste il y aura des restaurants publics et des cuisines centrales où tout le monde pourra venir prendre ses repas. Ces établissements, on les voyait d'ailleurs se répandre partout sous le régime capitaliste déjà. En effet, depuis un demi-siècle, le chiffre des restaurants et cafés dans toutes les grandes villes d'Europe allait grandissant de jour en jour ; ils poussaient comme des champignons après une averse d'automne. Mais tandis que sous le régime capitaliste seuls les gens à la bourse bien garnie étaient à même de se payer des repas dans un restaurant, dans la cité communiste viendra manger dans les cuisines et restaurants centraux

qui le voudra. Il en sera de même pour la lessive et autres travaux : la travailleuse ne sera plus obligée de s'exténuer dans une buanderie ni de s'abîmer les yeux pour reprendre ses bas ou pour rapiécer son linge : la travailleuse portera celui-ci chaque semaine aux lavoirs centraux où chaque semaine aussi elle le retirera tout lavé et repassé ; ce sera un souci de moins pour la femme-travailleuse. D'autre part, des ateliers spéciaux de réparation d'effets permettront aux travailleuses de consacrer leurs veillées à des lectures instructives, à de saines distractions au lieu de les passer, comme elles le font maintenant, en ravaudages fastidieux. Si bien que les quatre derniers travaux qui restent encore à la charge de nos ménagères vont bientôt disparaître à leur tour sous le régime communiste triomphant. Et l'ouvrière n'aura certes pas lieu de les regretter. La société communiste n'aura brisé le joug domestique de la femme que pour rendre sa vie plus riche, plus complète, plus joyeuse et plus libre.

III. L'ÉDUCATION DES ENFANTS EST L'AFFAIRE DE L'ÉTAT

Mais alors que restera-t-il à la famille après que tous les travaux du ménage individuel auront disparu ? Les enfants. Mais là encore l'État des travailleurs viendra à l'aide de la famille en se substituant à elle : la société se chargera, graduellement de tout ce qui incombait antérieurement aux parents. Sous le régime capitaliste déjà, l'enseignement de l'enfant avait cessé d'être le souci des parents : les enfants étudiaient dans les écoles. Une fois l'âge de l'école atteint par l'enfant, les parents

respiraient : à partir de ce moment, le développement intellectuel de leur enfant cessait d'être leur préoccupation. Mais toutes les obligations de la famille envers les enfants ne sont pas pour cela finies ; reste encore à nourrir les enfants, à les chausser, à les vêtir, à en former des travailleurs habiles et probes, qui soient à même, le moment venu, de vivre eux-mêmes et de faire vivre le père et la mère sur leurs vieux jours. Cependant, rare était, la famille ouvrière qui réussissait à remplir intégralement toutes ces obligations envers les enfants ; des salaires trop modiques ne permettaient même pas de faire manger les petits à leur faim, tandis que le manque de loisir empêchait la mère et le père de consacrer à l'éducation de la jeune génération toute l'attention que celle-ci sollicite. La famille était censée éduquer les enfants. Mais en était-il réellement ainsi ? C'est la rue qui éduque les enfants des prolétaires. Les enfants des prolétaires ignorent les douceurs de la vie de famille, douceurs dont jouissaient encore nos pères et nos mères à nous.

De plus, les bas salaires des parents, l'insécurité, la faim même, aboutissent souvent à ce résultat qu'à peine âgé de dix ans, le fils du prolétaire devient à son tour un travailleur indépendant. Or, aussitôt que le gosse ou la gosse commencent à gagner de l'argent, ils se sentent maîtres de leurs petites personnes, si bien que les paroles et conseils de leurs parents cessent d'avoir prise sur eux ; l'autorité des parents s'affaiblit, finie l'obéissance. De même que s'en vont un à un les travaux domestiques de la famille, de même on en voit disparaître toutes les obligations envers les enfants. Ces obligations,

entretien et éducation, c'est la société qui va les remplir à la place des parents. Pour la famille prolétarienne, sous le régime capitaliste, les enfants étaient souvent, trop souvent, un lourd et insurmontable fardeau.

Là encore, la société communiste viendra en aide aux parents. Dans la Russie des Soviets, par les soins des commissariats de l'Instruction publique et de la Prévoyance sociale notamment, il se fait d'ores et déjà bien des choses en vue de faciliter à la famille la tâche de l'éducation et de l'entretien des enfants. Maisons pour tout petits bébés, crèches, écoles enfantines, colonies et foyers d'enfants, infirmeries et maisons de santé pour enfants malades, restaurants, déjeuners gratuits à l'école, distribution gratuite des manuels, de vêtements chauds et de chaussures aux élèves des établissements d'enseignement – tout cela ne démontre-t-il pas surabondamment que l'enfance sort des cadres de la famille, qu'il est reporté des épaules des parents sur celles de la collectivité ?

Les soins des enfants par les parents se composaient de trois parties différentes : la partie comprenant les soins proprement dits aux tout petits bébés, celle ayant trait à l'éducation de l'enfant et enfin la partie se rattachant à l'instruction de ceux-ci. Quant à l'enseignement des enfants dans les écoles primaires et plus tard dans les gymnases et les universités, il est devenu l'affaire de l'État dans la société capitaliste déjà. Les besoins de la classe ouvrière, ses conditions de vie dictaient impérieusement même à une société capitaliste la création de tout un système d'établissements d'instruction à l'usage de la jeunesse : terrains de

jeu, écoles enfantines, foyers... Plus les ouvriers étaient conscients de leurs droits, mieux ils étaient organisés dans l'État, et plus aussi la société se montrait empressée à décharger la famille du soin des enfants. Mais la société bourgeoise avait peur d'aller à cet égard à la rencontre des intérêts de la classe ouvrière, pour ne pas contribuer de la sorte à la décomposition de la famille. Les capitalistes, eux, n'ignorent pas que l'antique famille avec la femme esclave et l'homme responsable de l'entretien et du bien-être de la famille, que cette famille est le meilleur des moyens pour émousser l'effort prolétarien vers la liberté, pour affaiblir l'esprit révolutionnaire du travailleur et de la travailleuse. Le souci de la famille fait courber l'échine ouvrière, l'oblige à transiger avec le capital. Un père et une mère, que ne feraient-ils pas quand leurs enfants ont faim ? Or, à la différence de la société capitaliste qui n'a pas su transformer l'éducation de la jeunesse en une œuvre véritablement sociale, en une œuvre d'État ; la société communiste, elle, considère l'éducation sociale des jeunes générations comme la base même de ses lois et mœurs, comme la pierre angulaire du nouvel édifice. Ce n'est pas l'ancienne famille mesquine et égoïste, avec ses querelles de parents, avec son souci exclusif des siens, qui va former l'homme de la société de demain ; ce qui va former l'homme nouveau de la société nouvelle, ce sont des œuvres socialistes tels que terrains de jeu, jardins, foyers et tant d'autres encore, où l'enfant passera la plus grande partie de sa journée et où de sages éducateurs feront de lui un communiste conscient de la grandeur de cette devise sacrée : solidarité, camaraderie, entraide, dévouement à la collectivité.

Mais alors, sans l'éducation, sans l'enseignement, que subsiste-t-il des obligations de la famille envers les enfants, surtout après que celle-ci se verra affranchie également de la plus grande partie des soucis matériels auxquels donne lieu un enfant, à moins qu'il ne s'agisse de soin de tout petit bébé tant qu'il a encore besoin du sein maternel, tant qu'il vacille en s'accrochant aux jupes maternelles ? Mais là encore l'État communiste s'empresse de venir au secours de la mère travailleuse. Plus de filles-mères abandonnées avec des bébés sur les bras ! L'État des travailleurs se pose pour but d'assurer la subsistance à chaque mère — qu'elle soit légitimement mariée ou non — tant qu'elle allaite son bébé, de créer partout des maisons de maternité, de fonder dans toutes les villes et dans les villages des crèches et autres œuvres analogues, pour permettre ainsi à la femme de servir utilement l'État et d'être mère tout à la fois.

Que les travailleuses-mères se rassurent : la société communiste ne se dispose point à enlever l'enfant aux parents, ni à arracher le bébé au sein de la mère ; elle n'a pas davantage l'intention de recourir à des moyens de violence pour détruire, la famille. Rien de semblable ! Telles ne sont point les visées de la société communiste. Que voyons-nous aujourd'hui : l'ancienne famille se décompose ; elle s'affranchit petit à petit de tous les travaux domestiques qui étaient autant de piliers soutenant la famille en tant que famille. Le ménage ? Il a également cessé d'être une nécessité. Les enfants ? Les parents-prolétaires sont hors d'état de les soigner ; ils ne peuvent en assurer ni la subsistance, ni l'éducation. Situation dont souffrent dans une mesure

égale parents et enfants. La société communiste vient donc au-devant de l'ouvrière et de l'ouvrier pour leur dire : « Vous êtes jeunes, vous vous aimez. Chacun a droit au bonheur. Vivez donc votre vie. Ne fuyez point le bonheur, n'ayez pas peur du mariage, qui pour l'ouvrier et l'ouvrière de la société capitaliste était véritablement une chaîne. Surtout, ne craignez pas, sains et jeunes que vous êtes, de donner à la patrie ouvrière de nouveaux travailleurs, de nouveaux citoyens-fils. La société des travailleurs a besoin de nouvelles forces de travail, elle salue l'arrivée au monde de chaque nouveau-né. Ne vous inquiétez pas non plus de l'avenir de votre enfant : il n'aura ni faim, ni froid, il ne sera ni malheureux ni abandonné à son propre sort comme c'eût été son cas sous le régime capitaliste. Une ration de subsistance, des soins pressés sont assurés à l'enfant et à la mère par la société communiste, par l'État des travailleurs dès qu'un enfant vient au monde. Celui-ci sera nourri, il sera éduqué, il sera instruit par les soins de la patrie communiste, mais cette patrie-là elle se gardera bien de l'arracher à ceux des parents qui voudraient participer à l'éducation du petit. La société communiste prendra sur elle les charges que comporte l'éducation des enfants, mais les joies paternelles, les satisfactions maternelles, elle les laissera à ceux qui se montreront aptes à comprendre, à savourer ces joies. » Peut-on appeler cela destruction de la famille par les voies de violence ? Ou séparation forcée de l'enfant et de la mère ?

Il n'y a pas à dire : l'ancienne famille a fait son temps, l'État communiste n'y peut rien, ce sont les

nouvelles conditions de la vie qui en sont cause. La famille cesse d'être nécessaire à l'État, comme dans le passé ; au contraire, elle détourne inutilement les travailleuses d'un travail plus productif et autrement sérieux. Elle n'est pas davantage nécessaire aux membres de la famille eux-mêmes puisque la tâche de l'éducation des enfants qui incombait à la famille, passe de plus en plus de celle-ci à la collectivité. Mais sur les ruines de l'ancienne famille on verra bientôt surgir une forme nouvelle qui comportera des relations toutes autres entre l'homme et la femme et qui sera l'union d'affection et de camaraderie, l'union de deux membres égaux de la société communiste, tous deux libres, tous deux indépendants, tous deux travailleurs. Plus de « servitude » domestique des femmes ! Plus d'inégalité au sein de la famille ! Plus de crainte pour la femme de rester sans soutien ni aidée, avec des petits sur les bras, si le mari l'abandonne. La femme de la cité communiste ne dépend plus de son mari, mais de son travail, Ce n'est pas son homme, ce sont ses bras d'ouvrière qui la nourrissent. Plus d'angoisse, non plus pour le sort des enfants. C'est l'État des travailleurs qui s'en charge. On verra le mariage épuré de tout le côté matériel, de tous les calculs d'argent, cette plaie hideuse de la vie de famille de nos jours. Le mariage se transforme dès lors en cette association sublime de deux âmes qui s'aiment, qui ont foi l'une dans l'autre, une vie de famille qui promet à chaque travailleur et à chaque travailleuse, en même temps que la plus complète joie, le maximum de satisfaction qui puisse échoir à des êtres conscients d'eux-mêmes et de la vie qui les entoure. L'union libre, mais forte par l'esprit de

camaraderie qui l'inspirera, au lieu de l'esclavage conjugal du passé, voilà ce qu'apportera à l'homme et à la femme la société communiste de demain. Or, les conditions du travail une fois transformées, la sécurité matérielle des travailleuses augmentée, après que le mariage célébré à l'église – ce mariage soi-disant indissoluble, mais qui n'était au fond qu'une supercherie – après que ce mariage, disons-nous, aura cédé la place à l'union libre et sincère de l'homme et de la femme amants et camarades, on verra du même coup disparaître cet autre fléau honteux, cet autre mal affreux qui déshonore l'humanité et qui frappe l'ouvrière qui a faim : la prostitution.

Ce mal, nous le devons au régime économique en vigueur, à l'institution de la propriété privée. Celle-ci abolie, la traite des femmes disparaîtra à son tour.

Que les femmes de la classe ouvrière ne s'affligent donc pas de voir la famille actuelle condamnée à disparaître. Elles feront bien mieux de saluer avec allégresse l'aube de la nouvelle société qui affranchira la femme de sa servitude domestique, qui allégera le fardeau de la maternité de la femme et où l'on verra, enfin, prendre fin la plus terrible des malédictions qui pèse sur la femme et qui s'appelle la prostitution. La femme qui est appelée à lutter pour la grande œuvre de l'affranchissement des ouvriers, cette femme doit savoir comprendre que dans la cité nouvelle il ne doit plus y avoir place à ces divisions d'autrefois : ce sont mes gosses à moi, pour eux : toute ma sollicitude maternelle, toute mon affection. Cela, ce sont tes gosses à toi, ceux de la voisine, ils ne me regardent point. J'ai bien

assez des miens ! Désormais, la travailleuse-mère, consciente de son rôle social, doit s'élever à ne point faire de différence entre les tiens et les miens, elle doit se rappeler qu'il n'y a que nos enfants, ceux de la cité communiste, commune à tous les travailleurs.

L'État des travailleurs a besoin d'une nouvelle forme de rapports entre sexes. L'affection étroite et exclusive de la mère pour son enfant doit s'agrandir pour embrasser tous les enfants de la grande famille prolétarienne. À la place du mariage indissoluble, basé sur la servitude de la femme, on verra naître l'union libre, forte par l'amour et le respect mutuels de deux membres de la cité du travail, égaux dans leurs droits et dans leurs obligations. À la place de la famille individuelle et égoïste surgira la grande famille universelle ouvrière où tous les travailleurs, hommes et femmes, seront, avant tout, des frères, des camarades. Tels seront les rapports entre l'homme et la femme dans la société communiste de demain, Ces rapports nouveaux assureront à l'humanité toutes les joies de l'amour libre, ennobli par l'égalité sociale véritable des deux époux, joies qu'ignorait la société mercantile du régime capitaliste.

Un chemin aux enfants bien portants, florissants, un chemin à la jeunesse vigoureuse, éprise de la vie et de ses joies, libre dans ses sentiments et dans ses affections ! Telle est la devise de la société communiste. Au nom de l'égalité, de la liberté et de l'amour libre, nous appelons ouvrières et ouvriers, paysannes et paysans, à entreprendre courageusement et avec foi l'œuvre de la reconstruction de la société humaine en vue de la rendre

plus parfaite, plus juste et plus apte à assurer à l'individu le bonheur qu'il mérite. Les drapeaux rouges de la révolution sociale qu'arborent, après la Russie, d'autres pays du monde, nous annoncent déjà l'avènement prochain du paradis terrestre, auquel, depuis des siècles, aspire l'humanité.

1880
The following is a list of the names of the persons who have been admitted to the membership of the Society since the last meeting of the Council.

1881

1882

1883

1884

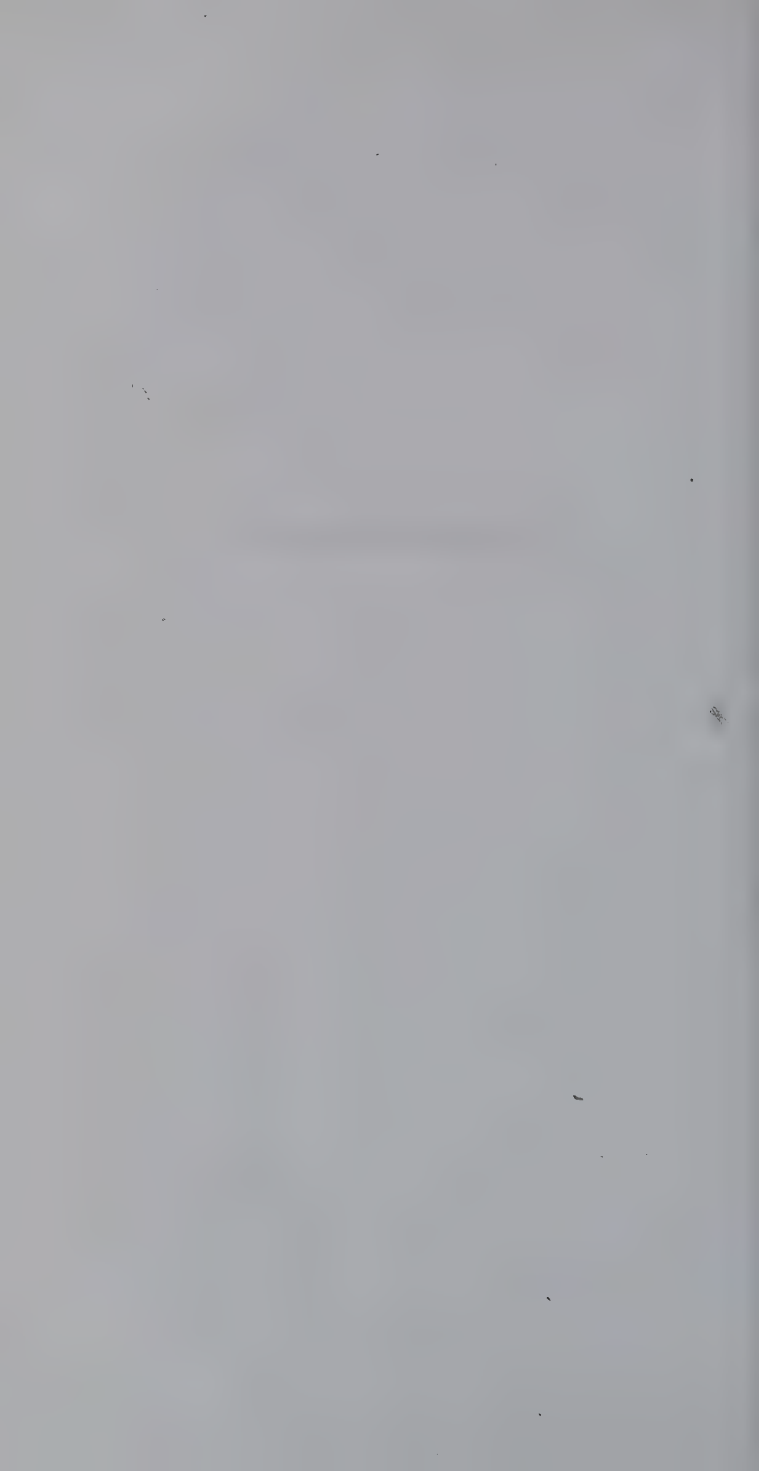
1885

1886

1887

1888

LA LIBERTÉ SEXUELLE



PLACE À L'ÉROS AILÉ ! LETTRE À LA JEUNESSE LABORIEUSE

Cet article est paru dans les numéros 45, 46 et 47 du Bulletin communiste, de novembre 1923, sous le titre « L'Amour dans la Société Nouvelle » avec comme introduction : « La Révolution fait surgir chaque jour des problèmes inattendus ou mal approfondis, des tâches nouvelles. Les questions touchant à la transformation des mœurs, des sentiments, des rapports sexuels, de la vie familiale, des relations sociales ne sont pas les moins ardues : le principal obstacle à leur clarification, à leur solution est l'hypocrisie, la mentalité que nous laisse en héritage la société bourgeoise. Le premier mérite d'Alexandra Kollontaï est d'aborder la question de l'amour dans le monde nouveau avec franchise et simplicité ; de plus, elle analyse le problème en marxiste et avec une belle hauteur de vue. Nous publions ici son article de La Jeune Garde, écrit pour les jeunes communistes

russe¹. Cet article souleva une discussion ardente, fort élevée et du plus grand intérêt en Russie.

Si quelqu'un de nos lecteurs désire le commenter, le critiquer et le discuter, nous accueillerons avec plaisir leurs réflexions, pourvu naturellement qu'elles soient exprimées sous une forme digne de l'article de Kollontai.»

I. L'AMOUR, FACTEUR SOCIAL ET PSYCHIQUE

Vous me demandez, mon jeune camarade, quelle place l'idéologie prolétarienne réserve à l'amour ? Vous êtes confondu du fait qu'à l'heure actuelle, la jeunesse laborieuse « est plus occupée de l'amour et de toutes sortes de questions s'y rattachant » que d'autres grands problèmes se posant devant la république des travailleurs. S'il en est ainsi (il m'est difficile d'en juger de loin) cherchons ensemble l'application de ce fait, la réponse à cette première question : quelle place l'idéologie de la classe ouvrière réserve-t-elle à l'amour ?

On ne peut douter que la Russie des Soviets est entrée dans une nouvelle phase de guerre civile. Le front révolutionnaire a été déplacé ; il passe maintenant dans la lutte entre deux idéologies, deux civilisations : bourgeoise et prolétarienne. L'incompatibilité de ces deux idéologies apparaît chaque jour plus clairement ; les contradictions entre ces deux civilisations différentes deviennent chaque jour plus aiguës.

1. *La Jeune Garde*, n° 3, paru en mai 1923.

Avec la victoire du principe et de l'idéal communistes dans le domaine de la politique et de l'économie devait s'accomplir aussi une révolution dans la conception du monde, dans les sentiments et dans toute la conformation d'esprit de l'Humanité laborieuse. À l'heure actuelle déjà on remarque du nouveau dans ces conceptions de la vie et de la société, du travail, de l'art et des « règles de la vie » (c'est-à-dire de la morale). Les rapports des sexes sont une partie importante des règles de la vie. La révolution sur le front idéologique parachève le bouleversement accompli dans la pensée humaine grâce à l'existence depuis cinq ans de la République des travailleurs.

Mais au fur et à mesure que devient plus aiguë la lutte entre les deux idéologies, qu'elle s'étend à un plus grand nombre de domaines et que de nouveaux « problèmes de la vie » surgissent devant l'humanité, et seule l'idéologie de la classe ouvrière est à même d'en fournir une solution satisfaisante.

Au nombre de ces problèmes figure aussi celui que vous soulevez : « le problème de l'amour ». Aux différentes phases de son développement historique, l'humanité abordait différemment sa solution. Le « problème » reste, ses clefs changent. Ces clefs dépendent de l'époque, de la classe, de l'« esprit du temps » (c'est-à-dire de la culture).

Chez nous en Russie, tout récemment encore, dans les années de l'âpre guerre civile et de la lutte contre la désorganisation économique, le nombre de ceux que ce problème préoccupait n'était pas très élevé. D'autres sentiments, d'autres passions plus réelles possédaient l'humanité laborieuse. Qui donc dans ces années-là se serait sérieusement

préoccupé des chagrins et des souffrances d'amour lorsque le spectre décharné de la mort guettait tout le monde, lorsqu'il était question de savoir : « Qui vaincra ? La révolution, c'est-à-dire le progrès, ou la contre-révolution, c'est-à-dire la réaction ? »

Devant le visage sombre de la grande révoltée – la révolution, le tendre Éros (« dieu de l'amour ») dut disparaître précipitamment. On n'avait ni le temps, ni l'excédent nécessaire de forces psychiques pour s'adonner aux « joies » et aux « tortures » de l'amour. Telle est la loi de conservation de l'énergie sociale et psychique de l'humanité : cette énergie est toujours appliquée à poursuivre le but essentiel et immédiat du moment historique. C'est la toute simple, toute naturelle voix de la nature – l'instinct biologique de reproduction, l'attraction de deux êtres de sexe différent, qui s'est trouvée pour un temps maîtresse de la situation. L'homme et la femme s'unissaient et se désunissaient facilement, beaucoup plus facilement que par le passé.

On venait l'un à l'autre sans grandes secousses dans l'âme, on se séparait sans larmes ni chagrin.

*Dans cet amour qui fut pour moi sans joie
Le moment d'adieu sera sans douleur.²*

La prostitution disparaissait, il est vrai, mais par contre augmentèrent manifestement les libres relations des sexes sans engagements mutuels et dans lesquelles le moteur principal était l'instinct de la reproduction non enjolivée par les sentiments amoureux. Ce fait effrayait certains. Mais

2. In Mikhaïl Iourievitch Lermontov, *Le Pacte*, 1841.

les rapports entre les sexes dans ces années-là ne pouvaient être autres. Ou bien le mariage était consolidé par un sentiment durable de camaraderie, d'amitié de plusieurs années, amitié que le sérieux du moment raffermissait encore, ou bien les relations matrimoniales surgissaient pour satisfaire un besoin purement biologique, constituaient en somme une passade dont les deux parties se lasaient bien vite et qu'elles s'empressaient de liquider pour qu'elle ne gêne pas l'essentiel, le travail pour la révolution. L'instinct brutal de reproduction, la simple attraction des sexes surgissant et disparaissant tout aussi rapidement sans créer des liens de cœur et d'esprit : c'est « l'Éros sans ailes » qui absorbe bien moins de forces psychiques que l'exigeant « Éros ailé », l'amour tissé d'émotions les plus diverses, tant de cœur que d'esprit. L'Éros sans ailes n'engendre pas les nuits sans sommeil, ne ramollit par la volonté, n'apporte pas de confusion dans le travail froid du cerveau. La classe des lutteurs, au moment où le branle-bas de la révolution appelait sans interruption au combat l'humanité laborieuse, ne pouvait se laisser aller à l'emprise de l'Éros aux ailes déployées. Dans ces journées-la, il était inopportun de dépenser les forces psychiques des membres de la collectivité en lutte en sentiments secondaires ne servant pas directement la révolution. L'amour individuel qui est à la base du « mariage par couple » et se concentre sur la personne d'un homme ou d'une femme, exige une dépense énorme d'énergie psychique. Cependant le bâtisseur de la nouvelle vie, la classe ouvrière, était intéressée non seulement à la plus grande économie possible de ses richesses matérielles, mais aussi

à épargner l'énergie psychique de chacun pour l'appliquer aux tâches générales de la collectivité. Voilà pourquoi au moment de la lutte révolutionnaire aiguë, la place de l'« Éros ailé » consumant tout sur son passage fut prise par l'instinct peu exigeant de la reproduction par l'« Éros sans ailes ».

Mais aujourd'hui, le tableau change. La République des Soviets, et avec elle toute l'humanité laborieuse, est entrée dans une accalmie relative. Un travail très compliqué commence où il s'agit de comprendre et de fixer définitivement ce qui a été conquis, atteint, créé. Le bâtisseur des nouvelles formes de la vie, le prolétariat, doit tirer un enseignement de tout phénomène social et psychique ; il doit comprendre ce phénomène, se l'assimiler, se l'assujettir et le transformer en une arme de plus pour sa défense de classe. Alors seulement le prolétariat, ayant saisi non seulement les lois qui président à la création des richesses matérielles, mais aussi celles qui dirigent les mouvements de l'âme, pourra entrer armé jusqu'aux dents en lice contre le vieux monde bourgeois. Alors seulement l'humanité laborieuse vaincra aussi bien sur le front militaire et celui du travail que sur le front idéologique.

Aujourd'hui que la révolution en Russie a pris le dessus et s'est consolidée, que l'atmosphère du combat révolutionnaire s'est dissipée et que l'homme a cessé d'être complètement pris par la lutte, le tendre Éros aux ailes déployées, tombé un temps dans le mépris, réapparaît de nouveau et commence à réclamer ses droits. Il prend ombrage de l'insolent Éros sans ailes, de l'instinct de la reproduction non enjolivé par les charmes de l'amour.

L'Éros sans ailes cesse de satisfaire les besoins spirituels. Il se forme un excédent d'énergie psychique que les hommes d'aujourd'hui, même les représentants de la classe laborieuse, ne savent pas encore appliquer à la vie intellectuelle de la collectivité. Cet excédent d'énergie psychique cherche une issue dans les sentiments amoureux. La lyre aux cordes multiples du dieu ailé de l'amour couvre la voix monotone de l'Éros sans ailes... L'homme et la femme ne s'unissent plus aujourd'hui comme c'était le plus souvent le cas pendant les années de la révolution, ils ne nouent plus une liaison passagère pour satisfaire leur instinct sexuel, mais ils commencent de nouveau à vivre des « romans d'amour », avec les souffrances et l'extase amoureuse qui les accompagnent.

Dans la République des Soviets, nous sommes incontestablement en présence d'une croissance de besoins intellectuels, on est plus avide de savoir que par le passé, on s'emballe plus facilement pour les questions scientifiques, pour l'art, pour le théâtre. Cette recherche dans la République des Soviets des nouvelles formes à donner aux richesses intellectuelles de l'humanité embrasse inévitablement la sphère des sentiments amoureux. On observe un réveil d'intérêt à l'égard de la psychologie du sexe, du problème de l'amour. Ce côté-là de la vie touche plus ou moins chaque individu. On remarque avec étonnement entre les mains des militants qui auparavant ne lisaient que les éditoriaux de la Pravda, les comptes rendus des livres où l'on chante « l'Éros aux ailes déployées ».

Qu'est-ce donc ? Une réaction ? Le symptôme d'une décadence dans la création révolutionnaire ? Pas du tout. Il est temps de rejeter une fois pour toutes l'hypocrisie de la pensée bourgeoise. Il est temps de reconnaître ouvertement que l'amour est non seulement un facteur puissant de la nature, non seulement une force biologique, mais aussi un facteur social. L'amour est un sentiment profondément social dans son essence. À tous les degrés du développement humain, l'amour, sous différents aspects et formes, il est vrai, constitue une partie inséparable et indispensable de la culture intellectuelle d'une société donnée. Même la bourgeoisie qui reconnaissait en paroles que l'amour était une « affaire privée », savait en réalité l'assujettir à ses normes de morale de telle façon qu'il assure ses intérêts de classe.

Dans une mesure plus grande encore, l'idéologie de la classe ouvrière doit escompter l'importance des sentiments amoureux, en tant que facteur dont on peut (de même que de tout autre phénomène social et psychique) tirer profit pour la collectivité. Que l'amour n'est point du tout une « affaire privée » qui concerne seulement « les deux cœurs » qui s'aiment, que l'amour renferme un principe de liaison précieux pour la collectivité, cela ressort déjà du fait qu'à tous les degrés de son développement historique, l'humanité a établi des règles précisant à quelles conditions et quand l'amour était « légitime » (c'est-à-dire répondant aux intérêts d'une collectivité donnée) et quand il était « coupable », criminel (c'est-à-dire se trouvant en contradiction avec cette société-là).

II. UN PEU D'HISTOIRE

L'humanité a commencé à régler non seulement les relations sexuelles, mais aussi le sentiment même de l'amour depuis les temps les plus reculés de notre histoire sociale.

Sous le patriarcat, la suprême vertu au point de vue de la morale était l'amour déterminé par les liens du sang. En ces temps-là, la famille ou la tribu aurait désapprouvé une femme qui se serait sacrifiée pour le mari qu'elle aime, mais elle accordait, au contraire, la plus haute valeur aux sentiments à l'égard du frère ou de la sœur. D'après les anciens Grecs, Antigone enterre les corps de ses frères tués, en risquant sa propre vie, et cet exploit l'élève au rang d'une héroïne aux yeux de ses contemporains. Un tel acte de la part d'une sœur (non de la femme) aurait été qualifié de « bizarre » dans la société bourgeoise d'aujourd'hui.

Au temps de la domination du patriarcat et de la création des formes primitives de l'État, c'est l'amitié entre deux individus d'une même tribu qui était considérée comme la forme d'amour la plus normale. Il était alors très important pour la collectivité, ayant à peine passé la phase de l'organisation familiale, et faible au point de vue social, de lier entre eux tous ses membres par des liens du cœur et de l'esprit. Les émotions psychiques répondant le mieux à ce but n'étaient point fournies par l'amour sexuel, mais par l'amour-amitié. Les intérêts de la collectivité de cette époque exigeaient la croissance et l'accumulation dans l'humanité des liens psychiques non entre le couple uni par le mariage, mais entre les individus de la même tribu,

entre les organisateurs et les défenseurs de la tribu et de l'État (il s'agit ici évidemment des hommes ; quant à l'amitié entre les femmes, il n'en était point question en ce temps-là ; la femme ne représentait point un facteur social).

On chantait les vertus de l'amour-amitié et on le plaçait bien au-dessus de l'amour entre époux. Castor et Pollux sont devenus célèbres non par leurs exploits et leurs services rendus à la patrie, mais par leur fidélité l'un à l'autre, leur amitié indissoluble. L'« amitié » (ou son apparence) obligeait le mari aimant sa femme à céder sa couche de mari à l'ami préféré ou à l'hôte avec lequel il fallait se lier d'« amitié ».

L'amitié, « la fidélité à l'ami jusqu'à la mort », était considérée dans le monde antique comme une vertu civique. Par contre, l'amour dans le sens contemporain du mot ne jouait aucun rôle et n'attirait pas l'attention des poètes ou des dramaturges de cette époque. L'idéologie qui dominait alors faisait entrer l'amour dans le cadre des sentiments exclusivement personnels avec lesquels la société n'a pas à compter ; en ce temps-là, en concluant le mariage, on ne se souciait que des avantages matériels qu'il pouvait procurer et l'amour n'était point pris en considération. On lui réservait exactement la même place qu'occupaient d'autres distractions : c'était un luxe que pouvait se permettre un citoyen ayant rempli tous ses devoirs à l'égard de l'État.

Le « savoir aimer », qualité tant appréciée par l'idéologie bourgeoise, pour autant que l'amour ne sorte pas du cadre de la morale bourgeoise, n'entrait pas en ligne de compte dans le monde ancien lorsqu'on déterminait les « vertus » et les qualités

de l'homme. On n'apprenait, dans l'Antiquité, que le sentiment de l'amitié. L'homme qui accomplissait des exploits et risquait sa vie pour l'ami était célébré à l'égal d'un héros et son acte considéré comme une expression de la « vertu morale ». Par contre, l'homme risquant sa vie pour la femme qu'il aime n'encourait que la désapprobation générale, quelquefois même le mépris. Les écrits anciens qualifient d'erreur les amours de Pâris et de la belle Hélène, qui ont entraîné la guerre de Troie, guerre dont le « malheur » de tous fut la conséquence.

Le monde antique ne voyait que dans l'amitié les sentiments capables de consolider, entre les individus d'une même tribu, les liens spirituels qui rendaient plus stable l'organisme social, encore faible à cette époque. Par contre, plus tard, l'amitié cesse d'être considérée comme une vertu morale.

Dans la société bourgeoise, bâtie sur des principes d'individualisme, de concurrence effrénée et d'émulation, il n'y a point de place pour l'amitié, en tant que facteur moral. Le siècle capitaliste considère l'amitié comme une manifestation de « sentimentalité » et comme une faiblesse d'esprit complètement inutile, nuisible même pour l'accomplissement des tâches bourgeoises de classe. L'amitié devient un objet de raillerie. Castor et Pollux n'auraient provoqué qu'un sourire condescendant à New York ou dans la City de Londres d'aujourd'hui. Et la société féodale non plus ne reconnaissait pas que le sentiment d'amitié fût une qualité à développer et à encourager chez les hommes.

La domination féodale était fondée sur la stricte observation des intérêts des familles nobles. La vertu était moins déterminée par les rapports des membres de la société d'alors entre eux que par les devoirs d'un membre de la famille envers celle-ci et ses traditions. Le mariage était entièrement dominé par les intérêts de la famille et le jeune homme (la jeune fille n'ayant pas voix au chapitre) qui se choisissait une femme à l'encontre de ces intérêts encourait le blâme le plus sévère. Aux temps de la féodalité, il ne convenait pas de placer les sentiments personnels au-dessus des intérêts de la famille, et celui qui n'en tenait pas compte était regardé comme un « paria ». D'après les idées de la société féodale, l'amour et le mariage ne devaient guère être une seule et même chose.

Néanmoins, c'est au temps de la féodalité que le sentiment d'amour entre les êtres de sexe différent acquit, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un certain droit de cité. À première vue, il semble étrange que l'amour ait été reconnu en ce temps d'ascétisme, de mœurs brutales et cruelles, de violence et de règne du droit d'empiétement. Mais, si l'on regarde de plus près les causes qui ont provoqué la reconnaissance de l'amour comme un phénomène social non seulement légitime, mais même désirable, il apparaît clairement par quoi cette reconnaissance était déterminée.

L'amour – dans certains cas et avec le concours de certaines circonstances – peut pousser l'être amoureux à accomplir des actes dont il serait incapable dans un autre état d'esprit. Cependant, la chevalerie exigeait de chacun de ses membres de hautes vertus, d'ailleurs strictement personnelles,

dans le domaine militaire, comme l'intrépidité, la bravoure, l'endurance, etc... À cette époque, ce n'est pas tant l'organisation de l'armée que les qualités individuelles des combattants qui décidaient du sort des batailles. Le chevalier amoureux de son inaccessible « dame de cœur » accomplissait plus facilement des « miracles de bravoure », triomphait plus facilement dans les tournois, sacrifiait plus aisément sa vie au nom de la belle. Le chevalier amoureux était possédé par le désir de « se distinguer », afin de gagner, par ce moyen, les bonnes grâces de son aimée.

L'idéologie chevaleresque a tenu compte de ce fait, et tout en reconnaissant que l'amour entraîne chez l'être humain un état psychologique utile aux tâches de classe de la classe féodale, elle lui a donné néanmoins un cadre bien déterminé. En ce temps-là, l'amour des époux n'était pas apprécié ni chanté par les poètes : ce n'est pas sur lui que reposait la famille vivant dans les châteaux-forts. L'amour, en tant que facteur social, n'était goûté que quand il s'agissait des sentiments amoureux du chevalier envers la femme d'autrui, sentiments qui lui faisaient accomplir des exploits. D'autant plus inaccessible était la femme élue, d'autant plus le chevalier devait-il chercher à gagner ses bonnes grâces en déployant des vertus et des qualités requises dans son monde (intrépidité, endurance, ténacité, bravoure...).

D'ordinaire, les chevaliers se choisissaient une « dame de cœur » parmi les femmes les moins accessibles. C'était, le plus souvent, la femme du suzerain, quelquefois la reine. Seul un tel « amour spirituel », l'amour sans satisfactions charnelles,

qui poussait le chevalier aux exploits héroïques et le forçait à accomplir des miracles de bravoure, était cité en exemple et considéré comme une « vertu ». Les chevaliers ne choisissaient jamais l'objet de leur adoration parmi les jeunes filles. Quelques haut placée que fût une jeune fille, l'amour que le chevalier éprouvait pour elle pouvait conduire au mariage ; alors disparaissait inévitablement le moteur psychologique qui le poussait aux exploits. C'est cela que n'admettait pas la morale féodale. De là vient que l'idéal d'ascétisme (d'abstinence sexuelle) voisinait avec l'élévation du sentiment amoureux au rang d'une vertu morale. Dans leur zèle de purifier l'amour de tout ce qui était charnel, « coupable », de le transformer en un sentiment abstrait, les chevaliers en venaient à de monstrueuses perversions : ils choisissaient comme « dame de cœur » une femme qu'ils n'avaient jamais vue, ils s'inscrivaient dans les amoureux de la « Vierge Marie »... (On ne saurait aller plus loin.)

L'idéologie féodale voyait avant tout dans l'amour un stimulant qui renforçait les qualités nécessaires aux chevaliers ; « l'amour spirituel », l'adoration par le chevalier de sa dame de cœur servaient les intérêts de la caste féodale. C'est cette considération qui déterminait lors de l'épanouissement de la féodalité, l'idée qu'on se faisait de l'amour. Un chevalier, qui n'aurait pas hésité à cloîtrer ou même à tuer sa femme pour une trahison charnelle, pour « l'adultère », était extrêmement flatté lorsqu'un autre chevalier la choisissait comme « dame de cœur » et ne l'empêchait pas de se constituer une cour d'« amis spirituels ».

Mais tout en chantant et élevant l'amour spirituel, la morale féodale chevaleresque n'exigeait point du tout que l'amour règne dans les relations sexuelles matrimoniales ou autres. L'amour était une chose, et le mariage en était une autre. L'idéologie féodale distinguait entre ces deux notions². Elles ne furent unies dans la suite que par la morale de la classe bourgeoise qui prit son essor dans les ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. C'est pourquoi, au temps du Moyen Âge, à côté des sentiments amoureux élevés et raffinés, nous nous heurtons à une telle brutalité de mœurs dans le domaine des relations sexuelles. Les relations sexuelles, en dehors du mariage, de même que dans le mariage le plus

2. Au ^{xiii}^e siècle, sur l'initiative des femmes des chevaliers et des chevaliers eux-mêmes, dont la conduite commençait à se trouver souvent en contradiction avec la morale dominante, on en vint à organiser ce qu'on appelait des « tribunaux d'amour » où les « femmes » étaient les juges. Dans un des jugements concernant la question de savoir si le véritable amour peut exister dans le mariage, le « tribunal d'amour » adopta la décision suivante : « Nous ici présents, trouvons et affirmons que l'amour ne peut étendre ses droits à deux êtres unis par le mariage. Deux amants se donnent librement tout ce qu'ils possèdent sans y être contraints par aucune considération ni par la nécessité ; les époux au contraire, étant liés par la maison, sont forcés de subordonner la volonté de l'un à celle de l'autre, à ne rien se refuser réciproquement en vertu de ce seul fait. Que cette décision adoptée après une mûre réflexion, et exprimant l'opinion d'un grand nombre de nobles dames soit reconnue comme une vérité établie et indiscutable ». (Décision du tribunal en date du 3 mai 1174). *Note d'Alexandra Kollontai*.

légitime, privées du sentiment d'amour capable de les transformer, se ramenaient à un simple acte physiologique.

L'Église avait l'air d'anathématiser la débauche, mais en réalité, tout en encourageant en paroles l'« amour spirituel », elle patronnait les relations bestiales entre les sexes. Le chevalier qui ne quittait pas l'emblème de la dame de cœur, qui composait en son honneur les vers les plus tendres, qui risquait sa vie pour mériter simplement un sourire d'elle, violait tranquillement une jeune fille de la ville ou ordonnait à son gérant de faire venir au château les plus jolies paysannes d'alentour, simplement pour se distraire. De leur côté, les femmes des chevaliers ne manquaient pas l'occasion de goûter aux joies charnelles à l'insu du mari avec les troubadours ou les pages, quelquefois même elles ne refusaient pas leurs caresses à des valets qui leur plaisaient, malgré tout leur mépris pour la « valetaille ».

Avec l'affaiblissement de la féodalité et la création de nouvelles conditions de vie dictées par les intérêts de la bourgeoisie naissante, un nouvel idéal moral de rapports entre les sexes se forme peu à peu. Rejetant l'idéal « d'amour spirituel », la bourgeoisie prend la défense des droits de la chair si foulés aux pieds, et apporte en amour la fusion du principe physique et du principe spirituel.

D'après la morale bourgeoise on ne peut guère, à l'instar de la caste chevaleresque, distinguer entre l'amour et le mariage ; au contraire, le mariage devrait être déterminé par l'inclination réciproque des époux. Il est évident qu'en pratique et pour des calculs matériels, la bourgeoisie violait souvent ce commandement moral, mais la reconnaissance

même de l'amour comme fondement du mariage avait de solides raisons de classe.

Sous le régime féodal, la famille était cimentée à la base par les traditions de la noblesse. Le mariage était en fait indissoluble ; sur le couple marié pesaient les commandements de l'Église, l'autorité illimitée des chefs de famille, l'ascendant des traditions, la volonté du suzerain.

La famille bourgeoise se formait dans d'autres conditions ; sa base n'était point la possession des richesses patrimoniales, mais l'accumulation du capital. La famille était alors la gardienne vivante des richesses ; mais pour que l'accumulation s'accomplisse plus rapidement, il était important pour la classe bourgeoise que le bien acquis par le mari et le père soit dépensé avec « économie » et d'une façon intelligente ; il fallait que la femme soit non seulement une « bonne maîtresse de maison », mais aussi l'amie et l'auxiliaire du mari.

Avec l'établissement des rapports capitalistes, seule la famille dans laquelle il y avait collaboration étroite entre tous les membres intéressés à l'accumulation des richesses avait des assises solides. Mais la collaboration pouvait être réalisée d'autant mieux qu'il y avait plus de liens de cœur et d'esprit pour unir les époux entre eux et les enfants aux parents.

La nouvelle structure économique de cette époque – à partir de la fin du ^{xiv}^e et du début du ^{xv}^e siècle – donne naissance à la nouvelle idéologie : les notions d'amour et de mariage changent peu à peu d'aspect. Le réformateur religieux Luther, et avec lui tous les penseurs et hommes d'action de la Renaissance et de la Réforme (^{xv}^e-^{xvi}^e siècles)

mesuraient très bien la force sociale que renfermait le sentiment de l'amour. Sachant que pour la solidité de la famille — unité économique à la base du régime bourgeois — il fallait l'union intime de tous ses membres, les idéologues révolutionnaires de la bourgeoisie naissante proclamèrent un nouvel idéal moral de l'amour : l'amour qui unit les deux principes.

Les réformateurs d'alors raillaient impitoyablement « l'amour spirituel » des chevaliers qui obligeait le chevalier amoureux à se morfondre dans ses aspirations amoureuses sans espoir de les satisfaire. Les idéologues bourgeois, les hommes de la Réforme reconnurent la légitimité des saines exigences de la chair. Le monde féodal divisait l'amour en simple acte sexuel (rapports sexuels dans le mariage ou dans le concubinage) et en sentiment « élevé » platonique (l'amour qu'éprouvait le chevalier pour sa dame de cœur).

L'idéal moral de la classe bourgeoise faisait entrer dans la notion de l'amour aussi bien la saine attraction charnelle des sexes que l'attachement psychique. L'idéal féodal distinguait entre le mariage et l'amour. La bourgeoisie liait les deux notions. Pour elle la notion de l'amour et celle du mariage était d'égale valeur.

Évidemment, en pratique, la bourgeoisie violait son propre idéal, mais alors qu'à l'époque féodale on ne soulevait même pas la question d'inclination mutuelle, la morale bourgeoise exigeait que, même dans le cas où le mariage se concluait pour des raisons purement matérielles, les époux aient l'air de s'aimer.

Les préjugés de la féodalité quant à l'amour et au mariage ont survécu jusqu'à notre époque et se sont accommodés pendant des siècles de la moralité bourgeoise. Aujourd'hui encore, les membres des familles couronnées et la haute aristocratie qui les entoure professent ces conceptions. Dans ces milieux-là, on trouve « ridicule » et choquant un mariage d'inclination. Les jeunes princes et princesses doivent encore se soumettre à la tyrannie des traditions de la race et des calculs politiques et unir leur vie avec un être qu'ils n'aiment pas. L'histoire connaît beaucoup de drames semblables à celui du malheureux fils de Louis XV qui allait à son mariage secret malgré la douleur qu'il éprouvait de la mort de sa première femme ardemment aimée.

La subordination du mariage à ces considérations existe également chez les paysans. La famille paysanne se distingue en cela de la famille bourgeoise de la ville ; elle est avant tout une unité économique de travail. Les intérêts économiques dominant tellement la famille paysanne que les liens psychiques y jouent un rôle tout à fait secondaire. Dans une famille d'artisans du Moyen Âge, il n'était point non plus question d'amour lorsqu'on concluait un mariage. Au temps des corporations d'artisans, la famille était aussi une unité de production et reposait sur un principe économique de travail. L'idéal d'amour dans le mariage ne commence à apparaître chez la classe bourgeoise qu'au moment où la famille cesse peu à peu d'être unité de production pour devenir unité de consommation et gardienne du capital accumulé.

Mais, tout en proclamant le droit des « deux cœurs aimants » à s'unir, même à l'encontre des

traditions de la famille; tout en raillant « l'amour spirituel » et l'ascétisme, tout en affirmant que l'amour est la base du mariage, la morale bourgeoise lui traça néanmoins d'étroites limites. L'amour n'était légitime que dans le mariage ; ailleurs, il était considéré comme immoral. Un tel idéal était dicté par des considérations économiques : il s'agissait d'empêcher la dispersion du capital parmi les enfants collatéraux. Toute la morale bourgeoise avait pour fonction de contribuer à la concentration du capital. L'idéal d'amour était constitué par le couple marié s'appliquant à augmenter le bien-être et les richesses du noyau familial isolé du reste de la société. Là où se heurtaient les intérêts de la famille et de la société, la morale bourgeoise décidait en faveur de la famille. (Par exemple : la condescendance non du droit, mais de la morale bourgeoise à l'égard des déserteurs, la justification morale d'un administrateur délégué ruinant, pour augmenter le bien-être de sa famille, ses actionnaires qui lui avaient confié leurs fonds...). Avec l'esprit utilitaire qui lui est propre, la bourgeoisie cherchait à tirer profit de l'amour en faisant de ce sentiment un moyen de consolider les liens de la famille.

Il va de soi que le sentiment d'amour se trouvait bien à l'étroit dans les limites que l'idéologie bourgeoise lui avait tracées. Les « conflits d'amour » naissaient et se multipliaient à l'infini, et ils trouvèrent leur expression dans le nouveau genre littéraire que la classe bourgeoise fit naturellement dans les romans. L'amour sortait constamment des limites matrimoniales sous forme de liaisons libres ou d'adultère, que la morale bourgeoise condamnait, mais qui fleurissait en pratique.

L'idéal bourgeois de l'amour ne correspond pas aux besoins de la couche la plus nombreuse de la population – aux besoins de la classe ouvrière. Il ne correspond pas non plus au genre de vie des travailleurs intellectuels. De là cet intérêt, dans les pays au capitalisme très développé, pour les problèmes du sexe et de l'amour ; de là ces recherches passionnées pour résoudre cette question angoissante qui date de plusieurs siècles : comment établir les rapports entre les sexes de façon à augmenter la totalité du bonheur humain, sans nuire aux intérêts de la collectivité ?

La même question se pose naturellement aussi à la jeunesse laborieuse en Russie. Un coup d'œil rapide sur l'évolution des relations matrimoniales et d'amour vous aidera, mon jeune camarade, à vous pénétrer de cette vérité que l'amour n'est point une « affaire privée » comme cela semble à première vue. L'amour est un précieux facteur social et psychique que l'humanité manie instinctivement dans l'intérêt de la collectivité durant toute l'histoire. Il appartient à l'humanité laborieuse, armée de la méthode scientifique du marxisme et mettant à profit l'expérience du passé, de comprendre quelle place, dans les relations sociales, la nouvelle humanité doit réserver à l'amour. Quel est donc l'idéal d'amour qui répond aux intérêts de la classe qui lutte pour sa domination ?

III. L'AMOUR-CAMARADERIE

La nouvelle société communiste laborieuse s'édifie sur le principe de camaraderie, de solidarité. Mais qu'est-ce que la solidarité ? Ce n'est pas

seulement la conscience de la communauté d'intérêts, mais c'est aussi les liens de cœur et d'esprit établis entre les membres de la collectivité laborieuse. Le régime social bâti sur la solidarité et la collaboration exige cependant que la société en question possède à un très haut degré de développement « la capacité potentielle de l'amour », c'est-à-dire la capacité des sensations sympathiques.

À défaut de telles sensations, la solidarité ne peut être assurée. C'est pourquoi justement l'idéologie prolétarienne cherche à éduquer et à renforcer chez chaque membre de la classe ouvrière le sentiment de sympathie à l'égard des souffrances et des besoins de ses camarades de classe, ainsi que la compréhension des aspirations d'autrui et la conscience de sa liaison avec d'autres membres de la collectivité. Mais toutes ces « sensations sympathiques » – délicatesse, sensibilité, sympathie – découlent d'une même source commune : la capacité d'aimer, d'aimer non plus dans le sens étroitement sexuel, mais dans le sens plus large de ce mot.

L'amour est un sentiment qui lie les individus entre eux : il est donc pour ainsi dire un sentiment d'ordre organique. Que l'amour soit une très grande force de liaison, la bourgeoisie le comprenait et le saisissait très bien. C'est pourquoi, en cherchant à consolider la famille, l'idéologie bourgeoise fit une vertu morale de l'« amour entre époux » : être un « bon père de famille » était, aux yeux de la bourgeoisie, une très grande et très précieuse qualité de l'homme.

Le prolétariat, de son côté, doit escompter le rôle social et psychologique que le sentiment d'amour, aussi bien dans le sens étendu du mot qu'en ce qui concerne les rapports entre les sexes, peut et doit jouer pour renforcer des liens, non dans le domaine des relations matrimoniales et de famille, mais dans celui du développement de la solidarité collective.

Quel est donc l'idéal d'amour de la classe ouvrière ? Quels sont les sentiments que l'idéologie prolétarienne met à la base des rapports entre les sexes ?

Nous avons déjà constaté, mon jeune ami, que chaque époque possède son propre idéal d'amour, que chaque classe cherche, dans son propre intérêt, à mettre dans la notion morale de l'amour son contenu propre. Chaque degré de civilisation apportant à l'humanité des sensations morales et intellectuelles plus richement nuancées, fait teindre en une couleur particulière les tendres ailes de l'Éros. L'évolution dans le développement de l'économie et des mœurs sociales était accompagnée des modifications qu'on apportait à la notion de l'amour. Certaines nuances de ce sentiment se renforçaient, d'autres, par contre, s'atténuaient ou disparaissaient complètement.

De simple instinct biologique – l'instinct de la reproduction – propre à tous les êtres vivants supérieurs ou inférieurs divisés en sexes, l'amour, évoluant depuis les milliers d'années qu'existe la société humaine, s'enrichissant sans cesse de nouvelles sensations psychiques, devint un sentiment très

compliqué³. De phénomène biologique, l'amour devint un facteur social et psychologique. Sous la pression des forces économiques et sociales, l'instinct biologique de la reproduction qui détermina les rapports des sexes aux premiers degrés du développement de l'humanité s'est dirigé dans deux sens diamétralement opposés. D'une part, le sain instinct sexuel – l'attraction physique l'un vers l'autre de deux êtres de sexe différent dans le but de la reproduction – sous la pression de monstrueux rapports économiques et sociaux, surtout sous la domination du capitalisme, dégénéra en une luxure malsaine. L'acte sexuel devint un but en soi, un moyen de se procurer « une volupté de plus », une paillardise exacerbée par les excès, les perversions, les aiguillons nocifs de la chair. L'homme s'unit à la femme non pas parce qu'un sain courant sexuel l'attire puissamment vers cette femme-là, mais parce qu'il cherche la femme, sans éprouver aucun besoin sexuel, et il la cherche dans le seul but de provoquer ce besoin, grâce à l'intimité de cette femme. Il se procure ainsi une volupté par le fait même de l'acte sexuel. La prostitution repose là-dessus. Si l'intimité de la femme ne provoque pas l'excitation attendue, les hommes, blasés par les excès sexuels, recourent à toutes sortes de perversions.

3. Une autre source biologique, naturelle, de l'amour est l'instinct de la maternité, les soucis de l'enfant de la part de la femme, s'entremêlant et se croisant, entre eux, les deux instincts ont créé une base naturelle pour le développement, à l'aide des relations sociales, des sensations complexes de l'amour. *Note d'Alexandra Kollontai*.

C'est là une déviation de l'instinct biologique vers une luxure malsaine, qui l'éloigne de sa source première.

D'autre part, l'attraction physique des deux sexes s'est compliquée, au courant des siècles de vie sociale de l'humanité et des changements de civilisation, de toute une gamme de sentiments. Dans sa forme actuelle, l'amour est un état psychique très complexe, depuis très longtemps déjà détaché de sa source première, l'instinct biologique de reproduction, et qui souvent se trouve même en contradiction avec lui. L'amour est un conglomerat de toute sorte de sentiments : amitié, passion, tendresse spirituelle, pitié, inclination, habitude... Il devient difficile, étant donnée une telle complexité, d'établir le lien direct entre « l'Éros sans ailes » (attraction physique des sexes) et « l'Éros aux ailes déployées » (attraction psychique). L'amour-amitié dans lequel il n'existe même pas un atome d'attraction physique, l'amour spirituel envers la cause, l'idée, l'amour impersonnel de la collectivité – tout cela témoigne que le sentiment d'amour s'est détaché de sa base biologique et à quel point il s'est idéalisé.

Mais ce n'est pas tout. Souvent, entre les diverses manifestations de l'amour, surgit une contradiction flagrante, la lutte commence. L'amour envers « la cause aimée » (non pas envers la cause tout simplement, mais justement envers la cause aimée) ne cadre pas avec l'amour envers l'élue ou l'élue du cœur)⁴ ; l'amour envers la collectivité entre en

4. Ce conflit a lieu souvent, surtout chez la femme, à l'époque transitoire contemporaine. *Note d'Alexandra Kollontai.*

conflit avec le sentiment d'amour envers la femme, le mari, les enfants. L'amour-amitié est en contradiction avec l'amour-passion, dans un cas, l'amour est dominé par l'harmonie psychique ; dans l'autre, il a pour base « l'harmonie des corps ».

L'amour a revêtu de multiples aspects. Au point de vue des émotions d'amour, ce que ressent l'homme d'aujourd'hui chez lequel des siècles d'évolution culturelle ont développé et éduqué les différentes nuances de ce sentiment, se trouve à l'étroit dans ce qu'exprime le mot, trop général et vague, d'amour⁵.

La multiplicité du sentiment d'amour crée, sous la domination de l'idéologie et des mœurs bourgeoises capitalistes, une série de pénibles et insolubles drames moraux. Déjà à partir de la fin du XIX^e siècle, la multiplicité du sentiment d'amour devint le thème favori des écrivains psychologues. « L'amour envers deux » et même « envers trois », préoccupait et embarrassait par son « énigme » les nombreux représentants réfléchis de la culture bourgeoise. Cette complexité de l'âme, ce dédoublement du sentiment, notre grand penseur publiciste A. Herzen, a cherché à les élucider dans les années du siècle passé, dans son roman intitulé *À qui la faute ?* Tchernychevski, également,

5. À la nouvelle humanité de trouver de nouveaux mots pour exprimer les multiples nuances des sensations psychiques qu'on ne traduit que sous une forme grossière par des mots tels que : amour, passion, emballement, complexion amoureuse, amitié. L'état d'âme compliqué résultant du chassé croisé de ces différents sentiments ne s'expriment pas du tout par ces notions et ces vagues définitions. *Note d'Alexandra Kollontai.*

a cherché à résoudre ce problème, dans sa nouvelle sociale : *Que faire ?* Le dédoublement du sentiment d'amour, sa multiplicité ont souvent préoccupé les plus grands écrivains de la Scandinavie : Hamsun, Ibsen, Bjørnson⁶, Geijerstam. Ce thème, on le rencontre souvent dans les écrits des littérateurs français du siècle dernier. Romain Rolland, très proche du communisme, s'en occupe aussi bien que Maeterlinck, très éloigné de nos conceptions⁷.

Les génies poétiques comme Goethe et Byron et les pionniers aussi hardis dans le domaine des rapports entre les sexes, tels que George Sand, ont cherché à résoudre dans la pratique de la vie ce problème compliqué, cette « énigme de l'amour ». L'auteur du roman *À qui la faute ?*, Herzen, s'en est rendu compte à la lumière de sa propre expérience, ainsi que de nombreux autres penseurs, poètes, hommes d'État... Mais sous le poids de « l'énigme de la dualité dans l'amour » fléchissent maintenant des hommes qui ne sont pas « grands » du tout, mais qui cherchent vainement la clef de sa solution dans les limites de la pensée bourgeoise. Et cependant, cette clef est entre les mains du prolétariat. La solution de ce problème appartient à l'idéologie et au genre de vie de la nouvelle humanité laborieuse.

Nous parlons, ici, de la dualité du sentiment d'amour, des complexités de « l'Éros aux ailes déployées », mais une telle dualité ne peut être confondue avec les relations sexuelles d'un homme avec plusieurs femmes, ou d'une femme avec plusieurs hommes. La polygamie à laquelle

6. *Halte-Hulda*. Note d'Alexandra Kollontai.

7. *Aglavaine et Sélysette*. Note d'Alexandra Kollontai.

le sentiment ne participe pas peut entraîner des conséquences néfastes (épuisement précoce de l'organisme, augmentation des chances dans les conditions actuelles de contracter une maladie vénérienne, etc.), mais de telles liaisons ne créent pas des « drames moraux ». Les « drames », les conflits ne surgissent que lorsqu'on est en présence de l'amour dans toutes ses nuances et manifestations diverses. Une femme peut aimer un homme par « l'esprit » seulement, au cas où ses pensées, ses aspirations, ses désirs s'harmonisent avec les siens ; et elle peut être attirée vers un autre par un puissant courant d'affinité physique. À l'égard d'une femme, un homme éprouve un sentiment d'une tendresse pleine de ménagements, d'une pitié pleine de sollicitude, et dans une autre il trouve un appui, la compréhension des meilleures aspirations de « son moi ». À laquelle de ces deux femmes doit-il accorder la plénitude de l'Éros ? Et pourquoi doit-il s'arracher, se mutiler l'âme si la plénitude de son être ne peut être atteinte que s'il maintient ces deux liens ?

Sous le régime bourgeois, un tel dédoublement de l'âme et du sentiment entraîne d'inévitables souffrances. Pendant des siècles, l'idéologie bâtie sur l'instinct de la propriété, inculquait aux hommes que le sentiment d'amour doit avoir comme base le principe de propriété. L'idéologie bourgeoise enfonçait dans la tête des hommes que l'amour donne le droit de posséder entièrement et sans partage le cœur de l'être aimé. Un tel idéal, une telle exclusivité dans l'amour découlait naturellement de la forme établie du mariage par couples et de l'idéal bourgeois « d'amour absorbant » entre deux

époux. Mais cet idéal peut-il correspondre aux intérêts de la classe ouvrière ? N'est-il pas important et désirable au contraire du point de vue de l'idéologie prolétarienne que les sensations des hommes deviennent plus riches et plus multiples ? La multiplicité de l'âme ne constitue-t-elle pas justement un fait qui facilite le développement et l'éducation des liens de cœur et d'esprit par lesquels se consolidera la collectivité laborieuse ? Plus sont nombreux les fils tendus de l'âme à l'âme, du cœur au cœur, du cerveau au cerveau, plus est solide l'esprit de solidarité et plus facilement se réalise l'idéal de la classe ouvrière : la camaraderie et l'unité.

L'exclusivité dans l'amour de même que « l'absorption » par l'amour ne peuvent pas, du point de vue de l'idéologie prolétarienne, constituer l'idéal d'amour déterminant les rapports entre les sexes. Au contraire, le prolétariat en constatant la multiplicité de « l'Éros aux ailes déployées » ne s'effraie point de cette découverte et n'en éprouve point d'indignation morale à l'instar de l'hypocrite bourgeoisie. Au contraire, le prolétariat cherche à imprimer à ce phénomène (qui est le résultat de causes sociales compliquées) une direction qui corresponde à ses buts de classe au moment de la lutte et de l'édification de la société communiste.

La multiplicité de l'amour n'est pas, par elle-même, en contradiction avec les intérêts du prolétariat ? Au contraire, elle facilite le triomphe de l'idéal d'amour dans les rapports entre les sexes qui se forment et se cristallisent déjà à l'intérieur de la classe ouvrière : l'amour-camaraderie.

L'humanité du patriarcat se représentait l'amour sous forme d'affection entre les parents

(l'amour des sœurs et des frères, l'amour envers les parents). Le monde antique mettait au-dessus de tout l'amour-amitié. Le monde féodal faisait un idéal de l'amour « spirituel » du chevalier, amour détaché du mariage et qui n'était pas lié à la satisfaction de la chair. L'idéal d'amour pour la morale bourgeoise était l'amour d'un couple uni par le mariage légitime.

L'idéal d'amour de la classe ouvrière découle de la collaboration dans le travail, et de la solidarité dans l'esprit et la volonté de tous ses membres hommes et femmes, il se distingue naturellement par sa forme et par son contenu de la notion d'amour d'autres époques de civilisation. Mais qu'est-ce donc que « l'amour-camaraderie » ? Cela ne signifie-t-il pas que la sévère idéologie de la classe ouvrière, forgée dans une atmosphère de lutte pour la dictature ouvrière s'apprête à chasser impitoyablement le tendre Éros ailé ? Non pas. L'idéologie de la classe ouvrière non seulement ne supprime pas « l'Éros aux ailes déployées » mais au contraire, elle prépare la reconnaissance du sentiment d'amour en tant que force sociale et psychique.

L'hypocrite morale de la culture bourgeoise arrachait impitoyablement des plumes aux ailes à couleurs chatoyantes de l'Éros en l'obligeant à ne visiter que le « couple légalement marié ». En dehors du mariage, il n'y avait pour l'idéologie bourgeoise que l'Éros sans ailes, l'Éros déplumé – l'attraction passagère des sexes sous forme des caresses achetées (la prostitution) ou volées (l'adultère).

Au contraire, la morale de la classe ouvrière rejette nettement la forme extérieure qui préside

aux relations d'amour entre les sexes. Pour les tâches de classe du prolétariat il est complètement indifférent que l'amour prenne la forme d'une union durable ou qu'il trouve son expression sous forme de liaison passagère. L'idéologie de la classe ouvrière ne fixe point de limites formelles à l'amour. Mais par contre elle se soucie déjà du contenu de l'amour, des nuances de sentiments et d'émotions qui lient les deux sexes. Dans ce sens l'idéologie de la classe ouvrière poursuivra bien plus impitoyablement « l'Éros sans ailes » (luxure, satisfaction unilatérale de la chair au moyen de la prostitution, transformation de l'« acte sexuel » en un but en soi, ce qui le range parmi les « plaisirs faciles », etc.) que ne le faisait la morale bourgeoise. « L'Éros sans ailes » est en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière. En premier lieu il entraîne inévitablement les excès et l'épuisement physique, ce qui diminue la réserve d'énergie de l'humanité. En deuxième lieu il appauvrit l'âme en empêchant le développement des liens psychiques et des sensations sympathiques. En troisième lieu il repose sur l'inégalité des droits dans les rapports des sexes, sur la dépendance de la femme envers l'homme, sur la fatuité ou l'insensibilité de l'homme, ce qui nuit au sentiment de camaraderie. L'action de « l'Éros aux ailes déployées » est tout à fait différente.

Évidemment à la base de « l'Éros aux ailes déployées », de même qu'à celle de l'Éros sans ailes se trouve l'attraction physique des sexes, mais la différence c'est que dans un être éprouvant un sentiment d'amour à l'égard d'un autre, s'éveillent et se manifestent justement les qualités d'âme dont les constructeurs de la nouvelle culture ont

besoin : sensibilité, délicatesse, désir d'aider autrui. L'idéologie bourgeoise exigeait que l'homme ou la femme fasse montre de ces qualités rien qu'à l'égard de l'élu ou l'élue, à l'égard d'une seule femme ou d'un seul homme. Ce qui est surtout cher, par contre, à l'idéologie prolétarienne, c'est que ces qualités-là soient éveillées et éduquées dans l'homme et qu'elles se manifestent non seulement dans ses rapports avec l'objet aimé mais aussi dans ses rapports avec tous les membres de la collectivité.

Les nuances et les sentiments qui prédominent dans « l'Éros aux ailes déployées » sont indifférents au prolétariat : que ce soient les tendres tons de la complexion amoureuse ou les chaudes couleurs de la passion, ou la communauté et l'harmonie d'esprit. Une seule chose importe : c'est que dans toutes ces nuances et manifestations d'amour il existe des éléments psychiques qui développent le sentiment de camaraderie.

La reconnaissance des droits réciproques et l'art de respecter l'individualité d'un autre, même dans l'amour, le ferme appui mutuel et le souci d'aspirations collectives, tel est l'idéal de l'amour-camaraderie que se forge l'idéologie prolétarienne à la place de l'idéal d'amour conjugal « absorbant » et « exclusif » de la morale bourgeoise.

L'amour-camaraderie, c'est l'idéal dont le prolétariat a besoin dans la période difficile et grosse de responsabilité où il lutte pour instituer sa dictature ou pour la maintenir. Mais on ne peut douter que dans la société communiste une fois réalisée, l'amour, « l'Éros aux ailes déployées », se présentera sous une tout autre forme, revêtira un aspect tout différent de celui qu'il a aujourd'hui, un aspect

complètement inconnu de nous. Les « liens sympathiques » entre les membres de la nouvelle société se développeront et se fortifieront entre-temps, la « capacité d'aimer » grandira et l'amour-solidarité deviendra un animateur, comme la concurrence et l'égoïsme l'étaient pour le régime bourgeois. Le collectivisme d'esprit et de volonté vaincra l'individualisme se suffisant à lui-même. Le « froid de la solitude morale », que les hommes cherchaient souvent à éviter en régime bourgeois, dans l'amour et le mariage, disparaîtra : les hommes seront liés entre eux par d'innombrables fils, tant de cœur que d'esprit. Les sentiments des hommes se modifieront pour faire place à l'intérêt grandissant envers la chose publique. L'inégalité entre les sexes et toutes les dépendances de la femme envers l'homme disparaîtront sans laisser de traces, complètement ensevelies dans l'oubli.

Dans cette société nouvelle, collectiviste par son esprit et ses émotions et que caractériseront l'union joyeuse et les relations fraternelles entre les membres de la collectivité laborieuse et créatrice, l'Éros prendra une place honorable en tant que sentiment multipliant la joie humaine. Quel sera cet Éros transfiguré ? La fantaisie la plus hardie est impuissante à en saisir l'aspect. Ceci seul est indiscutable : plus fortement sera soudée la nouvelle humanité par des liens durables de solidarité, plus elle sera intimement unie dans tous les domaines de la vie, de la création, et des rapports mutuels, et moins il restera de place pour l'amour dans le sens contemporain du mot. L'amour contemporain pêche toujours par ce fait qu'il absorbe toutes les pensées et tous les sentiments des « cœurs aimants »

et isole et détache de la collectivité le couple aimant. Un tel détachement du « couple aimant », un tel isolement moral deviendra non seulement inutile, mais psychologiquement irréalisable, dans une société où les intérêts, les tâches, les aspirations de tous les membres seront intimement liés. Dans ce monde nouveau, la forme reconnue, normale et désirable des rapports entre les sexes aura probablement pour base la saine, la libre, la naturelle attraction des sexes (sans perversions et sans excès) ; elle aura pour base « l'Éros transfiguré ».

Mais nous sommes au tournant où se rencontrent les deux civilisations. Et dans cette période transitoire où les deux mondes s'empoignent chaudement sur tous les fronts, y compris le front idéologique, le prolétariat est intéressé à faciliter par tous les moyens l'accumulation la plus rapide des « sensations sympathiques ». Dans cette période, l'idéal moral déterminant les relations sexuelles n'est point le brutal instinct sexuel, mais les multiples sensations éprouvées aussi bien par la femme que par l'homme, d'amour-camaraderie. Pour correspondre à la nouvelle morale prolétarienne qui se forme, ces sensations doivent reposer sur les trois postulats suivants :

- Égalité des rapports mutuels (sans la suffisance masculine et sans la dissolution servile de son individualité dans l'amour de la part de la femme) ;
- Reconnaissance par l'un des droits de l'autre et réciproquement, sans prétendre posséder sans partage le cœur et l'âme de l'être aimé (sentiment de propriété, nourri par la civilisation bourgeoise) ;
- Sensibilité fraternelle, art de saisir et de comprendre le travail psychique de l'être aimé (la

civilisation bourgeoise n'exigeait cette sensibilité dans l'amour que chez la femme).

Mais, tout en proclamant les droits de « l'Éros aux ailes déployées » (de l'amour), l'idéologie de la classe ouvrière subordonne en même temps l'amour des membres de la collectivité laborieuse, les uns envers les autres, à un sentiment plus puissant, à un sentiment de devoir envers la collectivité. Quelque grand que soit l'amour unissant deux individus de sexe différent, quelque nombreux que soient les liens de cœur et d'esprit existent entre eux, les mêmes liens avec la collectivité doivent être plus forts et plus nombreux et pour ainsi dire plus organiques. La morale bourgeoise disait : tout pour l'homme aimé. La morale prolétarienne prescrit : tout pour la collectivité.

Mais j'entends déjà votre question, mon jeune ami : soit, dites-vous, que les relations d'amour sur la base de l'esprit fraternel deviennent l'idéal de la classe ouvrière, mais cet idéal, cette nouvelle « mesure morale » de l'amour, ne pèsera-t-elle pas lourdement sur les sentiments d'amour ? Ne chiffonnera-t-elle pas, ne mutilera-t-elle pas les tendres ailes de « l'ombrageux Éros » ? Ayant libéré l'amour des chaînes de la morale bourgeoise, ne lui en créons-nous pas de nouvelles ?

Oui, mon jeune ami, vous avez raison. L'idéologie du prolétariat, tout en rejetant la « morale » bourgeoise dans le domaine des relations matrimoniales, se forge inévitablement sa propre morale de classe, ses nouvelles règles des rapports entre les sexes, qui correspondent mieux aux tâches de la classe ouvrière, qui éduquent les sentiments de ses membres et qui par là constituent, jusqu'à

un certain point, des chaînes pour le sentiment. Dans la mesure où il s'agit d'amour patronné par l'idéologie bourgeoise, le prolétariat arrachera incontestablement un grand nombre de plumes aux ailes de l'Éros, tel que cette idéologie se le représente. Mais regretter que la classe laborieuse marque également de son sceau les rapports entre les sexes afin de faire correspondre le sentiment d'amour à la tâche qui est la sienne, ce n'est pas regarder l'avenir. Il est évident qu'à la place d'anciennes plumes arrachées aux ailes de l'Éros, la classe ascendante en fera croître d'autres, d'une beauté, d'une puissance et d'un éclat encore inconnus. N'oubliez pas, mon jeune ami, que l'amour change inévitablement d'aspect et se transforme avec la base économique et culturelle de l'humanité.

Si dans les rapports d'amour s'atténue l'aveugle, l'exigeant, l'absorbant sentiment passionnel, si celui de propriété y disparaît, ainsi que le désir égoïste de s'attacher « pour toujours » l'être aimé, s'il y disparaît enfin la fatuité de l'homme et la renonciation criminelle à son « moi » de la part de la femme, par contre, d'autres éléments précieux de l'amour se développeront. Le respect de la personnalité d'autrui grandira, l'art de compter avec les droits des autres se perfectionnera, la sensibilité réciproque grandira et se développera en même temps la tendance à manifester l'amour non seulement en baisers et embrassades, mais aussi dans l'unité d'action et de volonté dans la création commune.

La tâche de l'idéologie prolétarienne n'est point de chasser l'Éros des rapports sociaux, mais simplement de fournir son carquois de flèches nouvelles

de développer le sentiment d'amour entre les sexes selon la plus puissante force psychique nouvelle : la solidarité fraternelle.

Maintenant j'espère, mon jeune ami, qu'il vous apparaîtra clairement que l'intérêt particulier suscité par la question d'amour dans la jeunesse laborieuse n'est point un symptôme de « décadence ». Maintenant, vous pourrez trouver vous-même la place que l'amour doit prendre non seulement dans l'idéologie du prolétariat, mais aussi dans la vie quotidienne de la jeunesse laborieuse.

BIBLIOGRAPHIE

Alexandra Kollontai par Arkadi Vaksberg, Éditions Fayard, 1996

Alexandra Kollontai, Marxisme et révolution sexuelle, traduit et présenté par Judith Stora-Sandor, petite collection Maspero, 1977

Conférences sur la libération des femmes, Éditions La Brèche, 1978

TABLE

Préface.....	5
La Révolution.....	23
Le Féminisme.....	121
La Liberté sexuelle.....	297
Bibliographie.....	336

LA PETITE COLLECTION ROUGE

Le capital de Marx, son apport, son dépassement,
Paul Boccara, 14 €

Science et religion, Marcel Cachin, 10 €

L'Histoire m'acquittera, Fidel Castro, 20 €

L'origine de la famille, Frederick Engels, 15 €

Textes choisis, Antonio Gramsci, 22 €

Le Procès de la colonisation française, Hô Chi Minh, 13 €

Le Droit à la paresse, Paul Lafargue, 8 €

La Révolution en chantant,
choisi et présenté par Patricia Latour, 12 €

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,
Vladimir Ilitch Lénine, 12 €

Lettres et textes choisis, Rosa Luxemburg, 10 €

La Commune de Paris, Karl Marx, 10 €

Lettres d'Alger et de la Côte d'Azur, Karl Marx, épuisé

Salaires, prix et profits, Karl Marx, 10 €

Le Manifeste du parti communiste,
Karl Marx & Friedrich Engels, 8 €

Jaurès, la passion du journaliste, Charles Silvestre, 12 €

Antonio Gramsci

Textes choisis

LE TEMPS DES CERISES 



Textes choisis, Antonio Gramsci, 22 €

LE TEMPS DES CÉRISES

Friedrich Engels

L'origine de la famille,
de la propriété privée
et de l'État

préface de Christophe Darmangeat



L'origine de la famille, Frederich Engels, 15 €



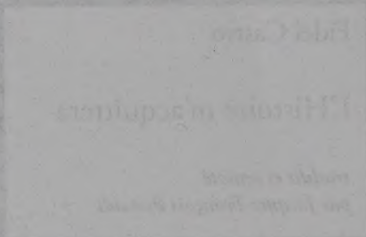
EN 13 TEMPS DES CRISES

Fidel Castro

L'Histoire m'acquittera

*traduit et annoté
par Jacques-François Bonaldi*

L'Histoire m'acquittera, Fidel Castro, 20 €



« Pour supprimer la bureaucratie nichée dans les institutions soviétiques, nous devons d'abord nous débarrasser de la bureaucratie dans le parti lui-même. »

Alexandra Kollontaï, un nom aujourd'hui un peu oublié. Cette femme politique russe puis soviétique a pourtant beaucoup contribué aux nombreux débats sur le féminisme engagés depuis le début du siècle.

Dans les années 1970, au moment où le féminisme en France est au plus fort, ses textes sont publiés en français, presque introuvables à présent.

Cette femme élégante au port aristocratique ne cessera toute sa vie de se battre et d'intervenir pour la libération des femmes et développera l'idée de « l'amour-camaraderie ». Ses théories sur la morale sexuelle et l'amour libre, sa vie amoureuse mouvementée apporteront de l'eau aux moulins de ses détracteurs qui la qualifieront de débauchée. Ses conférences sur la libération des femmes, données en 1921 à l'Université Sverdlov, sont éclairantes à plus d'un titre sur le féminisme, l'amour mais aussi l'importance de la place des femmes dans la Révolution.

Mais Alexandra Kollontaï a plus d'une corde à son arc. Ses textes pour « l'opposition ouvrière », ses interventions en tant que diplomate habile, sa connaissance du mouvement ouvrier finlandais et russe en font une femme politique à part entière. Elle s'essaie même à la littérature.

Ce choix de textes embrasse les multiples facettes de cette femme au destin exceptionnel. Décrite et adulée en son temps, son élégance légendaire se retrouve dans son écriture. Cet ouvrage apporte un éclairage particulier sur ce grand moment qui a marqué l'histoire du ^{xx}e siècle, la Révolution d'Octobre, et sur l'histoire du féminisme.

